

**SÉNAT DE BELGIQUE**

SÉANCE DU 24 DÉCEMBRE 1936.

**Rapport de la Commission de la Santé publique chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de la Santé publique pour l'exercice 1937.**

(Voir le n° 5-VIII du Sénat.)

Présents : MM. VAN CAUWENBERGH, président; M<sup>lle</sup> BAERS, MM. BOSSUYT, BOURGUIGNON, CLAESSENS, DEWALS, GOFFIN, JAUNIAUX, LABOULLE, LONGVILLE, MISSON, MOULIN, M<sup>me</sup> SPAAK, MM. VANDERGRAESEN, VANDERPOORTEN, VAN EYNDONCK et RENARD, rapporteur.

**S O M M A I R E .**

	Pages.
CHAPITRE PREMIER. — Le rôle du nouveau Département et la présentation du budget. . . . .	2
CHAPITRE II. — La culture physique et les sports. . . . .	99
CHAPITRE III. — L'organisation et le contrôle de l'alimentation. . . . .	88
CHAPITRE IV. — La protection sociale et l'Œuvre Nationale de l'Enfance . .	77
CHAPITRE V. — L'assistance publique. .	66
CHAPITRE VI. — L'hygiène dans l'enseignement . . . . .	55
 ANNEXES :	
Les établissements hospitaliers. . . .	70
Les sociétés de gymnastique. . . . .	75
Les consultations prénatales et d'accouchement. . . . .	77
Les pharmacies. . . . .	82
Les subsides aux œuvres d'assistance. .	91
Préventorium pour enfants et adolescents . . . . .	92

**BELGISCHE SENAAT**

VERGADERING VAN 24 DECEMBER 1936.

**Verslag uit naam der Commissie van Volksgezondheid belast met het onderzoek van het Welsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Volksgezondheid voor het dienstjaar 1937.**

(Zie n° 5-VIII van den Senaat.)

**I N H O U D .**

	Blz.
EERSTE HOOFDSTUK. — De taak van het nieuw Departement en het voorleggen van de begroting. . . . .	2
HOOFDSTUK II. — Lichamelijke opvoeding en sport. . . . .	99
HOOFDSTUK III. — Inrichting van en toezicht over de voeding . . . . .	88
HOOFDSTUK IV. — De sociale bescherming en het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn . . . . .	77
HOOFDSTUK V. — De openbare onderstand . . . . .	66
HOOFDSTUK VI. — De hygiene in het onderwijs. . . . .	55
 BIJLAGEN :	
De verplegingsinrichtingen. . . . .	70
De turnvereenigingen. . . . .	75
De raadplegingen voor zwangere vrouwen en kraamvrouwen. . . . .	77
De apotheken. . . . .	82
De toelagen aan de werken van onderstand. . . . .	91
Preventorium voor kinderen en jongelieden . . . . .	92

Pages.	Blz.		
Les caisses d'assurance anti-tuberculeuse . . . . .	94	De verzekerkassen voor teringbestrijding . . . . .	94
Intervention en faveur des malades cancéreux . . . . .	95	Tusschenkomst ten gunste van de kankerlijders . . . . .	95
Centres de santé . . . . .	96	Gezondheidscentra . . . . .	96
Contrôle des denrées alimentaires . . . . .	97	Toezicht over de voedingswaren . . . . .	97
Utilisation des crédits pour la rémunération des fonctionnaires . . . . .	99	Aanwending van de kredieten voor de bezoldiging der ambtenaren. . . . .	99
Recrutement des agents de l'assistance . . . . .	103	Aanwerving van de bedienden voor den onderstand . . . . .	103
L'Œuvre Nationale de l'Enfance . . . . .	103	Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn . . . . .	103
Le crédit de 100 millions du budget extraordinaire . . . . .	156	Het krediet van 100 miljoen van de buitengewone begroting . . . . .	156
Enseignement spécial . . . . .	158	Bijzonder onderwijs . . . . .	158
Les œuvres de prophylaxie . . . . .	161	De prophylaxewerken . . . . .	161
La Croix-Rouge de Belgique . . . . .	166	Het Roode Kruis van België . . . . .	166
Les distributions d'eau. . . . .	168	De watervoorzieningen. . . . .	168

\* \*

MESDAMES, MESSIEURS,

## CHAPITRE I.

**Le rôle du nouveau Département et la présentation du Budget.**

## GÉNÉRALITÉS.

Au cours de l'exposé qu'il a bien voulu faire à la séance d'installation de la Commission sénatoriale de la Santé publique, l'honorable Ministre M. Emile Vandervelde a tenu à préciser quelques-unes des raisons pour lesquelles le nouveau Département avait été créé.

Nous ne pouvons évidemment pas reprendre tous les arguments que l'estimé chef du Département a fournis. Cependant, il nous paraît utile de rappeler quelques-unes des observations qu'il a exprimées. Elles ne sont pas seulement justificatives de l'heureuse décision qu'a prise le Roi de créer le nouveau Ministère de la Santé Publique. Elles caractérisent aussi la mission bellement sociale que

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

## HOOFDSTUK 1.

**De taak van het nieuwe Departement en het voorleggen van de Begroting.**

## ALGEMEENHEDEN.

In den loop van zijn uiteenzetting bij de inrichting van de Senaatscommissie voor Volksgezondheid, heeft de geachte Minister Emile Vandervelde er prijs op gesteld de redenen aan te geven waarom het nieuw Departement in het leven werd geroepen.

Wij kunnen natuurlijk niet al de argumenten opnieuw voorbrengen die het achtbaar Departementshoofd geleverd heeft. Het lijkt ons evenwel nuttig eenige der geuite opmerkingen aan te halen. Zij lichten niet alleen de verheugende beslissing van den Koning toe, tot oprichting van het nieuw Ministerie van Volksgezondheid. Zij kenschetsen ook de schoone sociale zending die het Ministerie zal kunnen

le Ministère va pouvoir assumer. Il n'est pas de meilleure préface à une tâche généreuse et féconde.

Il y a une soixantaine d'années, la Belgique était à l'un des premiers rangs, au point de vue des indices de santé, parmi les pays d'Europe occidentale.

Depuis cette époque, et surtout depuis la guerre et les séquelles de la guerre, force nous est de constater, qu'elle a descendu de plusieurs degrés l'échelle des statistiques : la Hollande par exemple, avec laquelle nous avons tant de points communs, a une mortalité inférieure d'un quart à la nôtre. Si nous arrivions à égaler les Pays-Bas dans notre effort sanitaire, ce serait 25,000 vies humaines que nous sauverions chaque année, soit la population entière d'une ville comme Charleroi ou Mons...

D'une manière générale, la santé publique chez nous laisse à désirer. Les enquêtes sur le chômage de M. Jacquemyns et du docteur Bigwood, ont montré qu'une fraction nombreuse de la classe ouvrière souffre, plus ou moins, d'une sous-alimentation chronique. Pour ce qui concerne l'enfance des écoles, les constatations ne sont pas meilleures. Nous avons trop de tuberculeux, de débiles, d'invalides avant l'âge, ce qui affaiblit la nation et, par surcroît, la grève de lourdes charges.

L'Institut Solvay a organisé récemment une Semaine universitaire de l'Alimentation. Est-il possible de trouver des appels plus éloquents à des interventions collectives d'assistance, que ces deux faits constatés dans un des rapports, avec la sécheresse d'un procès-verbal ?

« I. La moitié de la classe ouvrière, soit un tiers de la population totale, ne consomme pas en quantité suffisante les aliments protecteurs (lait, beurre, œufs, viande, légumes verts,

op zich nemen. Er bestaat geen betere inleiding tot een edelmoedige en vruchtbare taak.

Voor een zestigtal jaren stond België, onder de West-Europeesche landen, op een der eerste rangen onder opzicht der gezondheidsindexen.

Van dit tijdstip af, en vooral sedert den oorlog en zijn aanhang, moeten wij vaststellen dat ons land verschillende trappen van de statistische ladder afgedaald is : Nederland b. v., waarmede wij zooveel punten van overeenkomst hebben, heeft een vierde sterfgevallen minder dan wij. Moesten wij er toe geraken, Nederland te evenaren in onze pogingen op gebied der volksgezondheid, dan zouden wij elk jaar 25,000 menschenlevens redden, hetzij de volledige bevolking van een stad zooals Charleroi of Bergen...

In 't algemeen gesproken laat de volksgezondheid bij ons te wenschen over. De enkwesten nopens de werkloosheid, door den heer Jacquemyns en Dr. Bigwood, hebben getoond dat een talrijk gedeelte der arbeidersklasse min of meer aan chronische ondervoeding lijdt. Wat de schoolkinderen betreft, zijn de vaststellingen niet beter. Wij hebben te veel teringlijders, tengeren, invaliden vóór den ouderdom, hetgeen het land verzwakt en, bovendien, zwaar belast.

Het Instituut Solvay heeft onlangs een Universitaire week der voeding ingericht. Is het mogelijk welsprekender oproepen te vinden voor gemeenschappelijke tusschenkomst en bijstand, dan deze twee feiten, vermeld in een der verslagen, zoo koud als een proces-verbaal ?

« I. De helft der arbeidsklasse, hetzij een derde der geheele bevolking, verbruikt niet in voldoende hoeveelheid de beschermende voedsels (melk, boter, eieren, vleesch, groenten, versch

fruits frais) qui lui assurerait une ration alimentaire équilibrée et lui procureraient, notamment, les vitamines et les sels minéraux nécessaires. Il en est de même pour une partie de la population agricole, qui produit ces denrées, mais s'en prive par une économie mal entendue.

» 2. Le résultat en est que le rachitisme, la carie dentaire, la tuberculose, la débilité, le manque de résistance aux maladies infectieuses font des ravages considérables. Parmi les écoliers, un sur trois a besoin de soins médicaux. Parmi les conscrits, un sur trois est impropre au service militaire.

Les causes de cette situation, dont il n'est pas nécessaire de souligner la gravité, sont essentiellement : *a)* l'ignorance encore trop répandue de l'hygiène alimentaire, de l'art de composer, d'acheter et de préparer les repas; *b)* le manque de ressource, pour une partie de la population.

Les raisons que l'on nous présente sont évidemment de valeur. Mais il paraît logique de faire remarquer aussi que la déficience qui atteint une partie de notre population est due également aux fâcheuses répercussions de la guerre, à l'alcoolisme, aux logis insalubres, à la crise, etc.

D'autre part, quant on compare à notre situation, celle de la Hollande, il est bon de faire remarquer que notre voisine du Nord bénéficie d'un régime différent du nôtre et que son standard de vie n'est point celui de notre pays.

Il s'avère néanmoins que le problème crucial de la santé publique n'est pas seulement un problème médical, mais un problème médico-social. Et cela seul suffit à établir combien il était nécessaire de réunir en un même Département, sous une direction unique, l'Administration de l'Hygiène, cette Cendrillon du Ministère de l'Intérieur, et la Direction de l'Assistance

fruit) die haar een evenwichtig voedingsrantsoen moeten verzekeren en namelijk de noodige vitamine en minerale zouten moeten bezorgen. Dit geldt ook voor een deel der landbouwbevolking, die deze eetwaren voortbrengt maar er zich van onthoudt door een slecht begrepen spaarzaamheid.

» 2. Als uitslag : rachitis, tandbederf, tering, zwakte, gebrek aan weerstand tegen besmettelijke ziekten richten aanzienlijke verwoestingen aan. Onder de scholieren behoeft er een op drie geneeskundige zorgen. Onder de recruten is er een op drie ongeschikt voor den militairen dienst. »

De oorzaken van dezen toestand, waarvan wij den ernst niet moeten onderlijnen, zijn hoofdzakelijk : *a)* de nog te groote onbekendheid met de voedingshygiëne en de kunst om de maaltijden samen te stellen, te koopen en te bereiden; *b)* het gebrek aan bestaansmiddelen, voor een deel der bevolking.

De redenen die men ons opgeeft hebben natuurlijk hun waarde. Maar het lijkt logisch te doen opmerken dat het gebrek aan gezondheid die een deel van ons eigen land aantast, insgelijks te wijten is aan de droevige gevolgen van den oorlog, aan het alcoholisme, aan de ongezonde woningen, aan de crisis, enz.

Wanneer men anderzijds onzen toestand met dien van Nederland vergelijkt, past het te doen opmerken dat onze Noorderbuur een verschillend regime geniet en dat de levensstandaard er anders is dan bij ons.

Het blijkt niettemin dat het pijnlijk vraagstuk der volksgezondheid niet alleen een medisch, doch een medico-sociaal vraagstuk is. En dit alleen is voldoende om vast te stellen hoezeer het noodig was in een zelfde Departement, onder een enige directie, het Bestuur der Volksgezondheid te brengen, deze Asschepoester van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, en

publique, cette autre Cendrillon du Ministère de la Justice.

Sans parler de cette troisième Cendrillon, beaucoup plus minable et plus chétive encore : l'annexe à l'Instruction publique de l'Education physique et des sports, qui figurait au budget de 1936 pour la somme grandiose de 75,000 francs.....

#### LA PRÉSENTATION DU BUDGET.

Les libellés inscrits au Budget du nouveau Département reflètent bien cette nécessité de l'action sociale qu'il va assumer.

Mais, un autre caractère se dégage de leur examen.

Le budget du Département de la Santé publique résume son activité sur le plan des dépenses par un total s'élevant à 54.478.376 francs, soit une augmentation d'environ 10,189,000 francs par rapport à 1936.

Les gros libellés du budget sont justifiés, soit par des crédits d'intervention (subsides, etc.), soit par des subsides en faveur de travaux et acquisitions, soit par des dépenses de matériel, soit enfin par les crédits prévus en faveur d'œuvres de prévoyance sociale, de bienfaisance, d'hygiène, etc. Totalisés ils indiquent des dépenses à concurrence d'environ 48 millions, soit environ 90 p. c. du budget total.

Il y a plus.

Si l'on en excepte les grosses dépenses s'élevant à environ 39,425,000 fr. proposées en faveur des institutions de prévoyance sociale, d'assistance sanitaire, etc., la plupart des autres dépenses ne sont que des crédits d'attribution. Cela indique que le Département de la Santé Publique estime devoir favoriser par l'octroi de crédits suffisants, la création ou le fonctionnement des œuvres de nature

de Directie van den Openbaren Onderstand, deze andere Asschepoester van het Ministerie van Justitie.

Zonder te gewagen van deze derde Asschepoester, die er nog veel erger aan toe is en veel zwakker : de aanhechting aan het Openbaar Onderwijs van de Lichamelijke- en Sportopvoeding die in de begroting 1936 voorkwam met de enorme som van 75,000 frank.. .....

#### DE VOORSTELLING DER BEGROTING.

De posten ingeschreven in de Begroting van het nieuw Departement geven wel deze noodzakelijkheid weer van het sociaal werk dat het gaat op zich nemen.

Maar een ander karakter treedt bij hun onderzoek naar voren.

De Begroting van Volksgezondheid vat de activiteit van het Departement samen op het plan der uitgaven door een totaal van 54,478,376 fr. zegge een vermeerdering met ongeveer 10,189,000 frank tegenover 1936.

De groote posten der begroting zijn gewettigd, ofwel door kredieten tot tusschenkomst (toelagen, enz.), ofwel door toelagen ten bate van werken en aankopen, ofwel door uitgaven voor materieel, ofwel ten slotte door de kredieten voorzien ten gunste van werken van maatschappelijke voorzorg, weldadigheid, hygiene, enz. Samen vormen zij een uitgave van nagenoeg 48 miljoen, hetzij ongeveer 90 t. h. van de totale begroting.

Er is meer.

Zoo men de groote uitgaven uitschakelt, die ongeveer 39,425,000 frank bedragen en voorgesteld worden ten gunste van instellingen van maatschappelijke voorzorg, gezondheidsbijstand, enz., zijn de meeste andere uitgaven slechts kredieten van ambtsbevoegdheid. Dit beduidt dat het Departement van Volksgezondheid oordeelt, door het toekennen van voldoende kredieten, de oprichting

à assurer l'amélioration de la santé, non seulement à titre individuel, mais encore sur le plan collectif et social.

Il semble aussi que le Département, à en juger par la diversité et la multiplicité de ses interventions ait souci de ne point contrarier des œuvres dont certaines sont autonomes, et qui concourent, dans l'expression du plus généreux apostolat, à défendre et à améliorer la santé de tous.

Mais, nous croyons savoir qu'il estime aussi devoir guider, conseiller, prévenir l'activité des œuvres qui bénéficient des crédits de l'État. Ce n'est pas seulement son droit, c'est aussi son devoir.

Il convient, en effet, que le Département — en raison des pouvoirs qui lui sont conférés et aussi parce qu'il a mieux que des organisations particulières, possibilité de tirer parti de compétences multiples et autorisées, d'exemples, de nécessaires coordinations — puisse faire bénéficier de toutes les formes d'autorité que constitue toujours un pouvoir central, les organisations qui ont recours à lui. En matière d'hygiène surtout, on ne peut se soustraire aux exigences d'une perfectibilité née des conceptions nouvelles que l'on se fait aujourd'hui de la vie du citoyen et de la vie collective.

Ce besoin d'assurer une sorte de rythme harmonieux à l'activité d'un Département comme celui de la Santé Publique doit même se manifester — comme nous aurons l'occasion de la montrer plus loin — en dehors du domaine assigné au Ministère. On peut concevoir un rôle plus étendu au Département dans d'autres activités ministérielles. Non point pour atteindre le rôle

of de werking te moeten aanmoedigen van de werken tot verbetering der gezondheid niet alleen ten individueelen titel, maar ook op het gemeenschappelijk en maatschappelijk vlak.

Het schijnt ook dat het Departement, te oordeelen naar de verscheidenheid en de veelvuldigheid zijner tegemoetkomingen, er om bezorgd is de werken niet te storen waarvan sommige zelfstandig zijn en die, in het edelmoedigste apostolaat, bijdragen om de gezondheid van allen te verdedigen en te verbeteren.

Maar wij meenen te weten dat het Departement ook van meening is de bedrijvigheid te moeten leiden, beraden en voorkomen van de werken die Staatskredieten trekken. Dit is niet alleen zijn recht, het is zijn plicht.

Het past inderdaad dat het Departement — om reden der hem toegekende machten en ook omdat het, beter dan particuliere organismen, in de mogelijkheid verkeert nut te trekken uit veelvuldige en befaamde bevoegdheden, uit voorbeelden, noodzakelijke samenordeningen — de inrichtingen die op hem beroep doen, kunnen doen genieten van al de vormen van gezag van een centraal bestuur. Vooral inzake hygiene mag men zich niet onttrekken aan de eischen van een zin naar volmaaktheid geboren uit de nieuwe hedendaagsche opvattingen over het leven van enkeling en gemeenschap.

Deze behoefte om een soort harmonisch rythme te verzekeren aan de bedrijvigheid van een Departement zooals dit der Volksgezondheid moet zelfs blijken — zooals wij verder zullen kunnen aantoonen — buiten het gebied dat aan het Ministerie toegezegd werd. Men kan zich een uitgebreider rol voor het Departement indenken in andere ministerieele bezig-

des organismes subsidiés, mais parce qu'il y a intérêt à solliciter la collaboration du Département de la Santé publique dans l'examen de questions qui relèvent en réalité de l'étude de l'hygiène et de la santé.

Ainsi s'explique fort bien qu'une Commission interministérielle ait été créée par arrêté royal du 15 septembre dernier. L'exposé des motifs précédent les conditions d'organisation de la Commission, précise les raisons qui ont justifié la création nouvelle. On nous permettra de les rappeler :

« Le rattachement au Ministère de la Santé publique de tous les services qui, à un titre quelconque, s'occupent de l'hygiène ou de la santé publique, constituerait en principe une réforme extrêmement heureuse.

» Dans de nombreux pays, pareille concentration se trouve sinon entièrement réalisée, du moins poussée très loin et les hygiénistes attendent de cette organisation les meilleurs résultats.

» Aussi, dans la composition actuelle, le nouveau département de la Santé publique ne constitue qu'une étape dans cette voie. Mais quelle que puisse être l'ampleur de cette concentration dans l'avenir, il ne faut cependant pas se dissimuler qu'il restera toujours de nombreux services qu'il ne sera pas possible, ou qu'il ne serait pas désirable, de détacher du département dont ils font partie.

» Ce qu'il importe d'envisager immédiatement dans l'intérêt de l'action sanitaire poursuivie par le gouvernement, c'est de réaliser, là où elle fait défaut, et de renforcer là où elle existe, la collaboration entre les chefs des administrations et services qui, dans les différents départements minis-

heden. Niet om de rol te bereiken der gesubsidieerde organismen, maar omdat men er belang bij heeft om de medewerking van het Departement van Volksgezondheid te verzoeken bij het onderzoek van vraagstukken die in werkelijkheid thuishooren bij de studie der hygiene en gezondheid.

Aldus begrijpt men volkomen het oprichten eener Interministerieele Commissie bij koninklijk besluit van 15 September II. De Memorie van Toelichting die aan de inrichtingsvoorraarden der Commissie voorafgaat, verklaart nader de redenen harer oprichting. Men zal ons toelaten ze te herhalen :

« Het zou, in principe, een uiterst gelukkige hervorming zijn indien al de diensten die zich, in welke hoedanigheid ook, met de hygiene of de openbare gezondheid bezighouden, samengebracht werden bij het Ministerie van Volksgezondheid.

» In verschillende landen werd dergelijke concentratie, zooniet volledig verwezenlijkt, dan toch zeer ver doorgevoerd, en de hygienisten verwachten van zulke organisatie de beste uitslagen.

» In zijne huidige samenstelling biedt het nieuw Departement van Volksgezondheid dan ook slechts een etape op dezen weg. Maar welke ook de omvang van deze concentratie in de toekomst moge zijn, moet men zich nochtans niet ontveinzen dat het voor talrijke diensten niet mogelijk, of ten minste niet gewenscht, zal zijn ze af te scheiden van het Departement waartoe ze behooren.

» Wat onmiddellijk moet beoogd worden ten bate van de sanitaire actie, door de Regeering nagestreefd, is de verwezenlijking van de samenwerking tusschen de hoofden der besturen en diensten die zich in de verschillende ministeriële departementen met de vraagstukken der

tériels s'occupent des questions sanitaires.

» Dans cet ordre d'idées, des résultats concrets et encourageants ont été déjà obtenus sans intervention d'une disposition réglementaire, mais grâce à un large esprit de compréhension des intérêts de l'hygiène et de la santé publiques chez ceux qui ont pour mission de les servir.

» Le moment semble venu, à l'occasion de la création du département de la santé publique, d'organiser comme il convient la collaboration étroite entre les services intéressés de façon à porter leur rendement au maximum et à coordonner les efforts communs.

» L'institution, auprès de ce département, d'une commission interministérielle groupant tous les chefs des services qui s'occupent des questions se rapportant à la santé, à l'hygiène ou à la salubrité publiques apparaît comme le moyen le plus simple et le plus sûr de favoriser et de créer l'unité de l'action sanitaire et d'aboutir à une synergie parfaite des divers organismes sans bouleverser l'armature administrative.

» L'innovation proposée n'implique nullement la subordination des services; elle se borne à créer désormais le contact obligatoire dans un domaine où les cloisons étanches ne peuvent subsister sans nuire à l'unité de l'action. »

On ne peut mieux dire.

Nous ajouterais que la Commission est composée de 15 membres, non point permanents mais temporaires, désignés suivant les circonstances par les divers départements ministériels.

Elle aura pour mission d'établir une liaison entre les différents services

volksgezondheid bezighouden, waar deze samenwerking nog ontbreekt, en hare versterking waar ze reeds bestaat:

» In dezen gedachtengang werden reeds tastbare en bemoedigende uitslagen bekomen zonder tusschenkomst van reglementaire schikkingen, maar dank zij een breede opvatting nopens de belangen der hygiene en der openbare gezondheid bij diegenen wier opdracht het is ze te dienen.

» Bij de oprichting van het Departement van Volksgezondheid, schijnt het oogenblik gekomen om, zooals het behoort, de innige samenwerking tus-schen de betrokken diensten tot stand te brengen, ten einde hun nuttig effect tot het maximum op te drijven en de gemeenschappelijke inspanningen te ordenen.

» De instelling, bij dit Departement, van een interministerieele commissie, al de diensthoofden groepeerende die zich met hygiene, individueele of openbare gezondheid bezighouden, blijkt het eenvoudigste en het zekerste middel te zijn om de eenheid in de sanitaire actie te bevorderen en tot stand te brengen, en om te komen tot een volledige, innige samenwerking der verscheidene organismen, zonder het administratief geraamte te ontwrichten.

» De voorgestelde hervorming sluit geenszins in zich de onderschikking der diensten; zij beperkt zich erbij voor-taan het verplichtend samengaan te voorzien op een gebied waar de dichte beschotten een hinder zijn voor de eenheid van actie. »

Het kan niet beter gezegd worden.

Wij voegen er aan toe dat de Commissie vijftien niet bestendige, doch tijdelijke leden telt, volgens de omstandigheden aangeduid door de onderscheiden ministerieele departementen.

Zij heeft voor opdracht een band te leggen tusschen de verschillende dien-

qui s'occupent, à un titre quelconque, de questions se rapportant à la santé, à l'hygiène ou à la salubrité publiques et de coordonner l'action sanitaire poursuivie par les dits services. Tout projet de loi, d'arrêté ou de règlement ayant trait à ces questions doit être soumis à l'avis préalable de la commission qui est tenue de se prononcer dans un délai maximum de quinze jours, à partir du moment où elle a été mise en possession de tous les éléments nécessaires à son examen.

La Commission sénatoriale a approuvé cette méthode de travail. Elle a cependant émis le vœu de voir consulter, éventuellement, des spécialistes ou des parlementaires compétents à l'occasion des travaux de la Commission interministérielle.

Au bref, on peut résumer ainsi l'activité et le rôle du Département de la Santé publique : mise en œuvre de toutes les activités de nature à assurer la santé publique, sur le plan individuel et sur le plan collectif; coordination des efforts et contrôle des organismes subsidiés; intégration dans les divers départements ministériels des exemples et des conseils émanant d'un centre ministériel spécialement créé pour se consacrer aux études spéciales de l'hygiène.

#### LES CHAPITRES DU BUDGET.

Que l'on nous permette, à présent, de porter quelques appréciations sur le budget et surtout sur le caractère des crédits qu'il comporte.

Mais, avant de passer à l'examen des diverses formes d'interventions proposées en faveur d'organismes, de conseils ou d'offices dont l'activité est placée, ainsi qu'il sied, sous l'o-

sten welke zich, te eenigerlei titel, bezighouden met vraagstukken in verband met gezondheid, hygiene of openbare salubriteit en gezondheidswerking door bedoelde diensten nagestreefd, samen te ordenen. Elke wet, elk besluit of reglement dat met die vraagstukken verband houdt moet aan het voorafgaand advies voorgelegd worden van de Commissie, die zich moet uitspreken binnen een maximum termijn van vijftien dagen, vanaf den dag waarop zij in bezit werd gesteld van al de noodige gegevens.

De Senaatscommissie heeft deze werkwijze goedgekeurd. Zij heeft evenwel den wensch uitgedrukt desgevallend specialisten of bevoegde parlementsleden te zien raadplegen voor de werken van de interministerieele Commissie.

Kortom, men kan de bedrijvigheid en de rol van de Commissie van Volksgezondheid aldus samenvatten : toepping van al de bedrijvigheden die de volksgezondheid op individueel en gemeenschappelijk plan kunnen bevorderen; samenschakeling van de inspanningen en toezicht over de gesubsidieerde inrichtingen; inlijving in de onderscheiden ministeriële departementen van de voorbeelden en raadgevingen die uitgaan van een ministerieel centrum, bijzonder inge richt voor de speciale studie van de hygiene.

#### DE HOOFDSTUKKEN VAN DE BEGROTING.

Het weze ons thans toegelaten enkele beoordeelingen over de Begroting uit te drukken, vooral over het kenmerk der kredieten die zij bevat.

Vooraleer echter de onderscheiden vormen van voorgestelde tusschenkomsten ten bate van organismen, raden of diensten wier bedrijvigheid, zooals het past, onder de leiding van

bédience du nouveau département, il n'est pas inutile de donner quelques explications au sujet des dépenses inscrites aux divers chapitres.

Dans le Budget ordinaire nous relevons aux chapitres I et II les dépenses relatives au fonctionnement ordinaire du département.

Le chapitre I concerne exclusivement les dépenses du personnel. Le crédit total prévu s'élève à 6 millions 921,725 francs. Dans ce chiffre, la part la plus importante, environ 6 millions, est prise par la rémunération des agents du service central, de l'Administration de l'Hygiène, etc. Sans en excepter les indemnités, rémunérations des temporaires, etc.

Le chapitre II, dont le total des dépenses prévues s'élève à 2,799,000 francs, est réservé aux frais de matériel, frais de bureau, etc.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que les libellés de ces deux chapitres ne proposent pas des dépenses exagérées. Il s'agit, tout bonnement, d'assurer le fonctionnement régulier du Département, service central et services qui en dépendent.

Cependant, on nous permettra de faire remarquer que l'élaboration des libellés autorise, non point des réserves, mais des observations de principe, identiques, au surplus, à celles qui ont été exprimées à l'occasion de l'examen des budgets d'autres départements ministériels. Il s'agit de libellés, notamment de certaines indemnités spéciales attribuées à des agents des services centraux, d'administrations dépendantes, etc., de frais de route, de jetons de présence, etc.

Il est probable qu'il s'agit de dépenses d'obligation. La Commission a estimé que la forme qui est donnée à la présentation des crédits ne paraît pas suffisamment explicite.

het nieuwe Departement is geplaatst, te onderzoeken, is het niet nutteloos enkele verklaringen te geven over de uitgaven in de verschillende hoofdstukken ingeschreven.

In de Gewone Begroting vinden wij in de hoofdstukken I en II de uitgaven betreffende de gewone werking van het Departement.

Hoofdstuk I behelst uitsluitend de uitgaven voor het personeel. Het globaal krediet voorziet 6,921,725 frank. In dit bedrag, komt het grootste deel, ongeveer 6 miljoen, in aanmerking voor de bezoldiging der bedienden van den centralen dienst, het bestuur van volksgezondheid, enz., zonder er de tegemoetkomingen, bezoldigingen der tijdelijke aangesteldelen, enz., van uit te zonderen.

Hoofdstuk II, waarvan het totaal voorziene uitgaven 2,799,000 frank bedraagt, is voorbehouden voor de kosten van materieel, kantooruitgaven, enz.

Het is niet nutteloos op te merken dat de opgaven van deze twee hoofdstukken geen overdreven uitgaven voorstellen. Het geldt eenvoudig de regelmatige werking te verzekeren van het Departement, centralen dienst en daarvan afhangende diensten.

Het zij ons evenwel veroorloofd erop te wijzen dat de omschrijving van de posten geen voorbehoud, doch beginselopmerkingen laat maken, die trouwens stroken met die welke bij de bespreking der begrotingen van andere ministeriële departementen werden uitgedrukt. Wij bedoelen namelijk opgaven van sommige bijzondere vergoedingen toegekend aan bedienden van de centrale diensten, daarvan afhangende besturen, enz. verplaatsingskosten, zitpenningen, enz

Waarschijnlijk geldt het verplichte uitgaven. De Commissie meent dat de vorm waarin de kredieten worden voorgelegd niet duidelijk genoeg is.

D'autre part, elle a exprimé le vœu que les rémunérations des agents de tous les services ne soient point relevées de façon indirecte et abusive par l'attribution d'indemnités, de jetons, etc. Au moment où la question des cumuls est posée — dans tous les Départements — et pour répondre à un vœu tout à fait légitime de l'opinion, il paraît désirable que l'on procède avec infiniment de circonspection dans l'utilisation de crédits spéciaux, en marge des rémunérations proprement dites. Cette observation se justifie d'autant plus que dans certains Départements ministériels il n'est attribué ni jetons, ni indemnités à des agents faisant partie de commissions d'une activité cependant efficace ou chargés de missions, d'études, etc. Nous pensons qu'il suffira d'attirer l'attention du Département sur la question.

\* \* \*

Les chapitres III, IV, V, VI et VII ont trait aux crédits d'intervention du Département, sous formes de subsides et de subventions en faveur de multiples œuvres, organisations et institutions relatives à l'hygiène et à la santé publiques.

Les crédits proposés sont, de loin, les plus élevés du budget.

Les crédits consacrés aux œuvres d'assistance, à l'éducation physique, à divers organismes s'élèvent en totalité à 3,302,381 francs.

Ceux réclamés par la prévoyance sociale, l'assistance judiciaire, la bienfaisance et l'hygiène atteignent un total de 39,425,970 francs.

Nous notons enfin en faveur des établissements hospitaliers un subside global de 2,000,000 de francs.

On trouve aux pages consacrées aux développements du Budget ordinaire

Anderdeels drukt zij den wensch uit dat de bezoldigingen der bedienden van al de diensten niet op onrechtstreeksche en misbruikelijke wijze zouden worden weergegeven, door toegekennung van vergoedingen, zitpenningen, enz. Op het oogenblik dat de vraag der cumulatie gesteld is — in al de departementen —, en om in te gaan op een volkomen billijken wensch van de openbare meening, schijnt het wenschelijk dat met uiterste omzichtigheid omgesprongen worde met de besteding van bijzondere kredieten, naast de eigenlijke bezoldigingen. Deze opmerking is des te billijker daar in sommige Ministerieele Departementen noch zitpenningen, noch vergoedingen worden toegekend aan bedienden die deel uitmaken van Commissies met nochtans doelmatige bedrijvigheid of belast met opdrachten, studies, enz. Wij meenen dat het zal volstaan de aandacht van het Departement op het vraagstuk te vestigen.

\* \* \*

De hoofdstukken III, IV, V, VI en VII slaan op de kredieten waarmede het Departement, onder vorm van toelagen en tegemoetkomingen tusschenkomt voor talrijke werken, inrichtingen en instellingen betreffende de hygiene en de volksgezondheid.

De voorgestelde kredieten zijn veruit de hoogste van de begroting.

De kredieten besteed aan de werken van onderstand, aan lichamelijke opvoeding, aan verschillende organismen bereiken een totaal van 3,303,381 fr.

Deze gevraagd voor de sociale voorzorg, den gerechtelijken bijstand, de weldadigheid en de hygiene bereiken een totaal van 39,425,970 frank.

Ten slotte boeken wij voor de verplegingsinrichtingen een globale toelage van 2 miljoen.

In de bladzijden aan de ontleding van de Gewone Begroting gewijd,

le relevé plus explicite des interventions et des crédits à répartir. Cette partie du budget doit retenir tout particulièrement l'attention de nos honorables collègues. Elle n'est pas seulement la division la plus intéressante du budget au point de vue de l'importance des crédits. Elle constitue aussi une sorte de justification de la création du nouveau Département. Enfin, elle permet de déterminer, si pas les conditions précises dans lesquelles les crédits seront attribués, du moins la grande diversité et l'intérêt des interventions en matière d'hygiène et de santé publiques.

On voudra bien remarquer aussi qu'un certain nombre de crédits sont nouveaux, et ce qui est mieux, préventifs. Leur libellé indique qu'il s'agit d'initiatives à prendre. D'autre part, des crédits épargnés autrefois dans différents Départements sont soumis cette fois — et c'est heureux — à l'obédience du nouveau Département.

Enfin, il y a des crédits qui sont très sensiblement relevés.

Nous citerons ceux attribués : aux groupements d'éducation physique (crédit porté de 75,000 fr. à 1 million) aux œuvres d'assistance, aux œuvres de prévoyance sociale (crédits portés de 21,334,050 francs à 22,675,970 fr.), aux institutions de prophylaxie (crédits portés de 9,927,600 fr. à 13,750,000 fr.), aux établissements hospitaliers (crédits portés de 480,445 fr. à 2,000,000), aux travaux et acquisitions, etc.

Ces relèvements qui complètent les initiatives que le Département estime devoir prendre indiquent bien le caractère que le Ministère croit devoir donner à son activité.

Mais, ici, doit se poser une question de quelque pertinence.

vindt men een duidelijker opgave van de tusschenkomsten en kredieten. Dit gedeelte van de begrooting moet de bijzondere aandacht van onze geachte collega's gaande maken. Het is niet alleen het meest belangwekkende deel van de begrooting ten opzichte van den omvang der kredieten. Het is ook een soort rechtvaardiging van het nieuwe Departement. Ten slotte maakt het de vaststelling mogelijk, zooniet van de stipte voorwaarden waarin de kredieten zullen worden toegekend, althans van de groote verscheidenheid en het belang der tusschenkomsten inzake hygiene en volksgezondheid.

Men zal ook gelieven op te merken dat een zeker aantal kredieten nieuw zijn en, wat beter is, behoedend. Hun omschrijving duidt aan dat het te nemen initiatief betreft. Anderdeels worden kredieten, vroeger over verschillende departementen verspreid, ditmaal — en dit is gelukkig — aan het nieuwe Departement onderworpen.

Ten slotte, zijn er kredieten die aanzienlijk verhoogd zijn.

Wij sommen deze op die toegekend zijn : aan de groepeeringen voor lichamelijke opvoeding (krediet opgevoerd van 75,000 tot 1 miljoen) aan de werken van openbare onderstand, van sociale voorzorg (kredieten opgevoerd van 21,334,050 frank tot 22 miljoen 675,970 frank), aan de inrichtingen tot prophylaxe (kredieten opgevoerd van 9,927,600 fr. tot 13 miljoen 750,000 fr.), aan verplegings-inrichtingen (kredieten opgevoerd van 480,445 fr. tot 2,000,000 fr.), aan de werken en aankopen, enz.

Deze verhoogingen, welke de initiatieven aanvullen die het Departement meent te moeten nemen, kenmerken de werking van het Ministerie.

Hier rijst echter een vraag van eenig belang.

Le département en attribuant à des organisations existantes ou nouvelles des interventions se chiffrant en total par plus de 41 millions, ne doit-il pas assurer le contrôle et la coordination des efforts?

Certes, on peut parfaitement concevoir le maintien d'une certaine autonomie, créatrice au surplus d'émulation heureuse. Mais, à l'exemple d'autres Départements qui attribuent également de gros crédits (notamment en matière d'enseignement, etc.), on peut émettre le vœu que la répartition des interventions soit faite, en assurant aussi un contrôle et une coordination. C'est un droit, voire un devoir, auquel le Département ne peut se soustraire.

Car il ne s'agit point seulement d'assurer une pleine efficacité à la répartition de gros crédits prélevés sur les deniers publics, mais encore de permettre au Département, cellule exécutive de l'État, de faire bénéficier les services des institutions subsidiées, de l'autorité, de la compétence, de l'esprit de méthode et de coordination dont il est, en raison de son organisation et de sa fonction, imprégné.

On en peut donc pas concevoir les activités mises en œuvre grâce aux interventions du Département, sous-traitées à l'obédience attentive de celui-ci.

L'État va assumer une responsabilité nouvelle en matière de santé publique, dans un domaine où il se crée de précises directives et une sorte d'apostolat, peut-être le plus grand qui soit, en raison de ses fins. Il va faire de la vie. Il va suivre un homme de sa naissance à sa fin pour le protéger, le garantir contre mille expressions de détresse. Cette mission si bellement humaine, il ne saurait l'assumer sans méthode, sans faire bénéficier tout

Moet het Departement door, voor een totaal van meer dan 41 miljoen bij te dragen in bestaande of nieuwe inrichtingen, niet het toezicht over en de samenschakeling der inspanningen verzekeren ?

Stellig kan men volkomen het behoud opvatten van een zekere zelfstandigheid, die bovendien doelmatigen naijver verwekt. Doch naar het voorbeeld van andere departementen die eveneens zware kredieten, (namelijk in zake onderwijs, enz.) toe kennen, kan men den wensch uitdrukken dat de verdeeling der tusschenkomsten geschiede door toezicht en samenschakeling. Het is een recht, zelfs een plicht, waaraan het Departement zich niet kan onttrekken.

Het komt er inderdaad niet alleen op aan volle doelmatigheid te verzekeren aan de verdeeling der groote kredieten van 's landspenningen afgenomen, doch ook het Departement, als uitvoerende cel van den Staat, toe te laten de diensten van de gesubsidieerde inrichtingen, het voordeel te bezorgen van het gezag, de bevoegdheid, den geest van methode en samenordening, waarvan hij wegens zijn inrichting en zijn opdracht doordrongen is.

Men kan dus de bedrijvigheden door de tusschenkomsten van het Departement tot uiting gekomen, niet begrijpen zonder de aandachtige leiding van het Departement.

De Staat neemt een nieuwe verantwoordelijkheid inzake volksgezondheid, in een gebied waar duidelijke richtlijnen ontstaan en een soort apostolaat, het grootste, uit hoofde van zijn doeinden. Hij gaat leven verwekken. Hij gaat een mensch volgen van zijn geboorte tot zijn dood om hem te beschermen, tegen duizend gevallen van nood te vrijwaren. Deze zending is zoo zuiver menschelijk, hij zou ze niet kunnen

ce qui va graviter autour de lui, de son autorité et de sa compétence.

A ce propos, la Commission n'a exprimé aucune divergence sur le caractère de la mission qui doit incomber au Département.

\* \* \*

#### Les activités nouvelles.

Il est, dès à présent, certain que l'activité du Département ne se manifesterà pas seulement sur le plan des interventions financières.

On nous permettra de signaler quelques initiatives qui indiquent que le Département, en plein accord avec le Gouvernement, estime devoir prendre, dès la création du Ministère nouveau.

Au début du mois d'octobre, M. le Premier Ministre van Zeeland a prié le Département de la Santé publique de lui faire parvenir le relevé des dispositions prises par ce Ministère pour réaliser le programme annoncé par la déclaration ministérielle. Une énumération fut remise à M. le Premier Ministre. Nous croyons intéressant d'en marquer les points essentiels d'après la note que nous a remise le Département :

1<sup>o</sup> *Prophylaxie de la tuberculose* : Une activité plus grande a été entamée qui a permis une extension des interventions grâce à l'utilisation des crédits adoptés et insuffisamment utilisés. Des interventions ont été accordées ou vont l'être — les études étant sur le point d'être terminées — en faveur des établissements de Tombeek, Louvain, Seraing, Charleroi, Wandre, Mouscron, Groenendijck-Plage, Tongres.

2<sup>o</sup> Le Département présentera sous peu des projets de lois — en élabora-

vervullen zonder methode, zonder aan alles wat rondom hem gaat wentelen het voordeel te verzekeren van zijn gezag en van zijn bevoegdheid.

In dit opzicht had de Commissie eenparig dezelfde meening over de beteekenis van de zending die het Departement moet vervullen.

\* \* \*

#### De nieuwe takken van bedrijvigheid.

Van stonden aan staat het vast dat de bedrijvigheid van het Departement zich niet alleen op het terrein der financiële tusschenkomsten zal bewegen.

Wij zijn zoo vrij te wijzen op sommige initiatieven die het Departement in volledig overleg met de Regeering, meent te moeten nemen bij de oprichting van het nieuw Ministerie.

Aanvang October verzocht de Eerste Minister Van Zeeland het Departement van Volksgezondheid hem de schikkingen te doen kennen door dit Ministerie genomen tot verwezenlijking van het programma in de Regeeringsverklaring uiteengezet. Een opsomming werd den Eerste-Minister overhandigd. Wij meenen van belang de voornaamste punten te onderstrepen, aan de hand van de nota ons door het Departement medegedeeld.

1<sup>o</sup> *Teringprophylaxe* : Meer bedrijvigheid werd aan den dag gelegd, waarbij een uitbreiding mogelijk werd van de tegemoetkomingen, door een betere benutting van de aangenomen en onvoldoende aangewende kredieten. Tegemoetkomingen werden verleend of staan het te worden — de voorafgaande studiën zijn bijna klaar — aan de inrichtingen te Tombeek, Leuven, Seraing, Charleroi, Wandre, Moeskroen, Groenendijk-Strand, Tongeren.

2<sup>o</sup> Het Departement zal eerlang wetsontwerpen indienen — thans in

tion en ce moment — sur la vente des spécialités pharmaceutiques et sur l'institution du diplôme de médecin-spécialiste;

3º Depuis la création du Département des projets de travaux d'hygiène — comportant une intervention de l'État — ont été approuvés à concurrence de 36 millions.

4º Les constructions hospitalières sont comprises dans les travaux de construction ou d'amélioration susceptibles d'être subventionnés au moyen de deux crédits (à l'extraordinaire) s'élevant à 100,000,000 et à 2,000,000 de francs. Des études de projets et d'interventions sont entamées.

5º Le Département étudie les modalités de son intervention en faveur des offices d'identification à créer — à l'instar de celui de Bruxelles — dans d'autres régions du pays.

6º La réorganisation du régime de l'assistance publique va faire l'objet d'un examen profond et immédiat. Le Département a, en effet, saisi le Conseil supérieur de l'Assistance des résultats d'une enquête instituée dans le pays au sujet de l'application de la loi du 10 mars 1925. Le Conseil sera amené, au cours de ce vaste problème, à examiner des modifications à la loi à cet égard de manière à en assurer la pleine efficacité.

Un projet de révision de la loi a été préparé portant sur d'autres questions encore, également importantes, telles que celles de l'extension des intercommunales d'assistance ainsi que de la répartition des charges de la bienfaisance entre les pouvoirs publics (loi du 27 novembre 1891). Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'importance que l'examen de ces problèmes offre pour l'amélioration de la condition de la classe ouvrière et des classes moyennes;

7º La question de la culture physique va donner lieu à des réalisations

voorbereiding — op den verkoop van pharmaceutische specialiteiten en op invoering van het diploma van geneesheer-specialist.

3º Sedert de oprichting van het Departement werden ontwerpen van gezondheidswerken goedgekeurd voor een bedrag van 36 miljoen — met Staatstusschenkomst.

4º Verplegingsinrichtingen zijn begrepen in de bouw- en verbeteringswerken vatbaar voor geldelijken steun door middel van de beide kredieten (op de buitengewone begroting) ten bedrage van 100,000,000 en 2,000,000 fr. Studiën van ontwerpen en toelagen werden aangevat.

5º Het Departement onderzoekt de modaliteiten zijner tusschenkomst ten bate van identificatiediensten in andere streken van het land, op voorbeeld van Brussel op te richten.

6º De herinrichting van den openbare onderstand wordt grondig en onmiddellijk aangevat. Het Departement heeft bij den Hoogen Raad voor Openbare Onderstand de uitslagen aanhangig gemaakt van een onderzoek in het gansche land ingesteld naar de toepassing der wet van 10 Maart 1925. Tijdens het onderzoek van dit groote vraagstuk zal de Raad de wijzigingen der desbetreffende wet moeten onderzoeken om haar volle uitwerking te verzekeren.

Een ontwerp tot herziening der wet werd voorbereid ten aanzien van andere eveneens belangrijke punten, zooals de uitbreiding der intercommunale Commissiën van onderstand, alsook de verdeeling der onderstandslasten over de openbare besturen (wet van 27 November 1891). Geen nadruk hoeft gelegd op het belang van het onderzoek dezer vraagstukken voor de verbetering van het lot van arbeiders en middenstanders.

7º Het vraagstuk der lichamelijke opvoeding gaat belangrijke verwe-

importantes, mais sur un plan nouveau. Quelques mots d'explication ne sont pas inutiles. Le crédit de cent millions inscrit à l'Extraordinaire pour travaux d'hygiène prévoit l'octroi de subventions en faveur des établissements de culture physique, stades, bassins de natation, salles de gymnastique, plaines de jeux etc. — D'autre part, un crédit de 3 millions est prévu au Budget ordinaire de 1937 pour aider les communes dans l'entretien des plaines de jeux qu'elles auraient créées de leur propre initiative sans attendre l'appel de l'autorité supérieure et pour accorder aux sociétés de gymnastique et de sport les moyens de s'organiser sur des bases rationnelles, en les mettant en mesure de recruter du personnel compétent.

Il s'agit, en l'occurrence, d'une section absolument nouvelle, pour laquelle un gros effort est tenté. En 1936, l'éducation physique figurait au budget de l'Instruction publique où un crédit de 25,000 francs lui était consacré, alors qu'en 1937, pour le même objet, le Ministère de la Santé publique inscrit à son budget un crédit de 3 millions de francs.

L'importance même de ce crédit indique que le Département de la Santé publique s'apprête à donner une impulsion décisive à l'éducation physique et aux sports. Cette action nouvelle est examinée actuellement aux points de vue suivants :

1<sup>o</sup> équipement du pays en plaines de jeux, stades, piscines, etc.;

2<sup>o</sup> programme d'éducation physique post-scolaire;

3<sup>o</sup> organisation du contrôle médical des sports en vue de prémunir notre jeunesse contre les dangers d'une pratique abusive de l'entraînement corporel.

Le Département s'intéresse également à la multiplication et à l'organisation d'auberges de jeunesse.

zenlijkingen tegemoet doch op een nieuw vlak. Enkele woorden toelichting zijn niet overbodig. Het krediet van 100 miljoen op de Buitengewone Begrooting voor gezondheidswerken voorziet het toekennen van tegemoetkomingen aan inrichtingen voor lichamelijke opvoeding, stadions, zwembaden, turnzalen, speelpleinen, enz. Bovendien wordt een krediet van 3 miljoen voorzien op de gewone begrooting voor 1937 om de gemeenten te helpen bij het onderhoud der speelpleinen die zij op eigen initiatief mochten hebben aangelegd zonder de aansporing van de hogere overheid af te wachten en om aan de turn- en sportvereenigingen de middelen te verstrekken om zich op oordeelkundige basis in te richten, met hen in staat te stellen onderlegd personeel aan te werven.

Het geldt hier een volstrekt nieuwe afdeeling, waarvoor een groote inspanning wordt gedaan. In 1936 kwam de lichamelijke opvoeding voor op de Begrooting van Openbaar Onderwijs, met een krediet van 25,000 frank, terwijl in 1937, voor hetzelfde doel, het Ministerie van Volksgezondheid op zijn begrooting een krediet van 3 miljoen frank uittrekt.

Uit het bedrag zelf van dit krediet blijkt dat het Departement van Volksgezondheid zich klaar maakt om een neuen impuls te geven aan lichaamsopvoeding en sport. Deze nieuwe actie wordt thans in volgend opzicht onderzocht :

1<sup>o</sup> uitrusting van het land aan speelpleinen, stadions, zwembaden, enz.;

2<sup>o</sup> na-schoolsche programma voor lichaamsopvoeding;

3<sup>o</sup> inrichting van het medisch sporttoezicht om onze jeugd te vrijwaren voor sportmisbruiken.

Het Departement stelt eveneens belang in de vermenigvuldiging en de inrichting van jeugdherbergen.

Telles sont, hâtivement résumées, quelques-unes des réalisations ou des suggestions que le Département de la Santé publique a assumées dès sa constitution. Ce sommaire énoncé caractérise le rôle qu'il veut tenir, conformément à la déclaration ministérielle.

Mais, un autre point mérite de retenir l'attention du Sénat. L'occasion nous a été donnée de faire remarquer que le nouveau Département, en raison du rôle qui lui a été dévolu et de la compétence spéciale des services sur lesquels repose son activité, doit avoir également pour mission, et sans pour cela contrarier l'action d'autres Départements, d'apporter la contribution de sa compétence à des services ressortissants d'autres ministères.

La commission interministérielle qui a été constituée — et dont nous avons eu l'occasion de parler — a précisément pour but de faciliter l'interpénétration de certaines activités gouvernementales. Il est incontestable que les responsabilités ministérielles sont parfois éparpillées. Il peut en résulter une insuffisance du rendement prévu, du fait d'un manque de coordination, voire du manque d'une autorité compétente.

Le Gouvernement s'en est rendu compte. Une première réalisation vient d'être approuvée et qui est d'importance.

Sur rapport présenté par l'honorable Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le Service de la Santé de ce Département vient d'être rattaché au Département de la Santé publique. Et naturellement, ce service étendra son activité.

En effet, l'arrêté royal du 22 octobre 1929 a prévu que ce service fonctionnerait également pour le Département des Transports, et ultérieurement sa collaboration a été officiellement étendue au Ministère de l'Instruction publique, au Ministère de l'Agriculture, à la Cour des Comptes

Dit zijn, bondig samengevat, eenige verwezenlijkingen of voorstellen die het Departement van Volksgezondheid bij zijn ontstaan heeft overwogen. Deze bondige opsomming kenmerkt de rol die het, overeenkomstig de Regeeringsverklaring, wil vervullen.

Doch een ander punt verdient de aandacht van den Senaat. Wij hadden de gelegenheid te doen opmerken dat het nieuw Departement, wegens de daaraan toebedelde rol en de bijzondere bevoegdheid zijner diensten, eveneens voor opdracht moet hebben, zonder daardoor de actie der overige departementen te dwarsbomen, zijn bevoegdheid te nutte te maken bij diensten behoorend tot andere departementen.

De pas opgerichte interministerieele Commissie — waarover wij de gelegenheid hadden te spreken —, heeft juist voor doel den onderlingen samenhang van sommige Regeeringsacties te bevorderen. Het staat buiten kijf dat de ministerieele verantwoordelijkheid soms versnipperd is. Daaruit kan een onvoldoende rendeering voortspruiten wegens gemis van samen-schakeling en zelfs gemis van bevoegde overheid.

Dit heeft de Regeering ingezien. Een eerste verwezenlijking werd goedgekeurd en zij is van belang.

Op verslag uitgebracht door den Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, werd de Gezondheidsdienst van dit Departement gevoegd bij het Ministerie van Volksgezondheid. En natuurlijk zal deze dienst aan omvang toenemen. Inderdaad, het koninklijk besluit van 22 October 1929 heeft voorzien dat deze dienst ook zou werken voor het Departement van Verkeerswezen, en later werd zijn medewerking officieel uitgebreid tot het Departement van Openbaar Onderwijs, tot het Ministerie van Landbouw, het Rekenhof en het

et à l'I.N.R. Il est devenu, en fait, un organisme interministériel.

Il a paru logique, dans ces conditions, et tenant compte du programme gouvernemental, de proposer le rattachement de ce service de Santé au département de la Santé publique où son action interministérielle serait plus apparente et plus accessible, et où la concentration de divers organismes techniques de protection sanitaire lui donnerait de nouveaux moyens, pour le plus grand bien des services de l'Etat.

## CHAPITRE II.

### **La culture physique et les sports.**

Le projet de budget qui nous est présenté porte, en deux libellés du chapitre III, des crédits facultatifs de un million et de 2 millions, destinés aux groupements d'éducation physique et aux sports. C'est la première fois qu'un budget comporte une dépense aussi élevée et de semblables titres d'intervention.

On peut se réjouir de voir un Département ministériel consacrer, par l'attribution de crédits relativement importants, le rôle infiniment utile que tient la culture physique dans la vie de la nation. Mais ces crédits ne vaudront que par l'emploi judicieux et contrôlé qui en sera fait.

En sorte qu'il est permis d'exprimer le vœu de voir le Département examiner cette question de la culture physique en se plaçant sur le plan scientifique et en évitant de subordonner la répartition des subventions à des intérêts étrangers à la santé et à l'hygiène.

Ce ne sont point les controverses qui font défaut en matière sportive. Peut-être parce que toutes sortes d'intérêts sont en cause.

Et il est bien permis de dire que si

N.I.R. Feitelijk is hij een interministerieel organisme geworden.

In die omstandigheden en rekening gehouden met het Regeeringsprogramma, bleek het logisch de aanhechting van dezen Gezondheidsdienst aan het Departement van Volksgezondheid voor te stellen, alwaar zijn interministerieele actie meer duidelijk en bevatelijk zou zijn, en waar de concentratie van de verschillende technische organismen voor bescherming der volksgezondheid hem nieuwe middelen zou aan de hand doen, voor het grootste heil van de Staatsdiensten.

## HOOFDSTUK II.

### **Lichamelijke opvoeding en sport.**

Het ons voorgelegde ontwerp van begroting bevat, bij hoofdstuk III, in twee posten facultatieve kredieten van één miljoen en van 2 miljoen voor de groepeeringen voor lichaamsopvoeding en sport. Het is de eerste maal dat een begroting zulke hoge uitgave bevat voor dergelijke doelindien.

Het is verheugend dat een Departement, door de toekenning van tamelijk hoge kredieten, de nuttige rol erkent die de lichaamsopvoeding in het leven van de natie vervult. Doch deze kredieten zullen enkel waarde hebben zoo zij op oordeelkundige en gecontroleerde wijze worden besteed.

Zoodat men den wensch mag uitdrukken dat het Departement het vraagstuk der lichaamsopvoeding zal onderzoeken op een wetenschappelijk vlak en vermijden zal de toelagen toe te kennen voor andere doeinden dan gezondheid en hygiene.

Op gebied van sport zijn de meeningen zeer uiteenlopend. Allicht omdat er alle soort belangen bij betrokken zijn.

En derhalve mag men zeggen dat,

des fautes ont été — et sont encore — commises, c'est peut-être parce qu'une sorte de mercantilisme, une émulation poussée à l'extrême, des rivalités d'ordre commercial parfois, etc., bref, les multiples manifestations d'un esprit plutôt fâcheux, se sont multipliées autour des sports.

Au vrai, la culture physique doit être conçue, non point pour servir à des manifestations spectaculaires dont les buts ne sont pas toujours désintéressés, non point pour faire des champions, non point pour satisfaire des intérêts mercantiles, non point pour consacrer surtout des sports professionnels, mais pour améliorer la santé publique, par l'organisation de sports sains et rationnels.

En est-il toujours ainsi ? Des tendances se sont révélées qui semblent favoriser la professionnalisation des sports. N'est-ce pas favoriser les fautes et les abus ?

On nous a fait remarquer que la thèse des champions semble dominer de plus en plus le problème. On en vient à préconiser des sélections. Des marchandages s'improvisent. On se passe des professionnels à la faveur de rémunérations généreuses. Les officines de paris se créent avec tous les abus que cela comporte.

Il est donc permis d'exprimer le vœu que le nouveau Département, dans l'utilisation des crédits qui vont être mis à sa disposition, établisse nettement la démarcation entre la culture physique proprement dite et les sports professionnalisés ou commercialisés. Car il ne saurait s'agir de favoriser l'attribution des crédits de l'Etat à des entreprises qui n'ont rien de commun avec l'hygiène et avec la santé.

La Commission sénatoriale désire voir ce principe essentiel appliqué rigoureusement. Elle estime qu'il ne peut y avoir d'équivoque. Les crédits que l'on doit aux ressources de l'Etat ne peuvent

zoo fouten werden begaan en nog begaan worden, dit te wijten is aan een soort mercantilisme, een tot het uiterste gedreven wedijver, soms van commercieelen aard, met een woord aan de veelvuldige uitingen van een veeleer betreurenswaardigen geest, op het gebied van sport.

Feitelijk moet de lichaamsopvoeding worden opgevat, niet om als schouwspel te dienen met een niet steeds onbaatzuchtig doel, niet om kampioenen te vormen, niet voor baatzuchtige belangen, niet om vooral beroepssport te huldigen, doch om de volksgezondheid te verbeteren door de inrichting van gezonde en oordeelkundige sport.

Is dit steeds het geval ? Neigingen kwamen tot uiting om van de sport een beroepszaak te maken. Worden aldus de fouten en de misbruiken niet in de hand gewerkt ?

Men deed ons opmerken dat de thesis der kampioenen meer en meer het vraagstuk schijnt te beheerschen. Men heeft zelfs selectie voorgesteld. Er wordt gesjacherd. Men wisselt beroepsmensen uit tegen rijke bezoldiging. Agentschappen voor wedschappen rijzen uit den grond met al de daaraan verbonden misbruiken.

Men mag dus den wensch uitdrukken dat het nieuw Departement, in de benuttiging van de kredieten te zijner beschikking, duidelijk de scheidslijn trekke tusschen eigenlijke lichaamsopvoeding en beroeps- of gecommercialiseerde sport. Want het gaat niet op de toekenning van kredieten door den Staat te bevorderen aan onderingen die met hygiëne en gezondheid niets gemeens hebben.

De Senaatscommissie wenscht dat dit essentieel beginsel streng toegepast worde. Zij is van meening dat er geen dubbelzinnigheid mag bestaan. De kredieten die men aan de inkomsten van

aller à des entreprises qui ne se consacrent pas exclusivement à la culture physique tout court, à l'exception des entreprises abusivement mercantiles.

A ce sujet, on nous a demandé d'attirer l'attention du Département sur le rôle tenu dans la pratique des sports par les concours et les paris.

Un membre de la Commission a rappelé qu'en Suède, le Gouvernement exploite à son compte les paris aux matches de football.

Comme les concours-pronostics ont pris une grande extension, notre collègue s'est demandé si l'on ne devrait pas envisager la possibilité d'exploitation de ces pronostics par l'Etat, quitte, dit-il, à verser les revenus dans une caisse spéciale, dont les fonds seraient répartis par les soins du Département de la Santé publique et serviraient à alimenter les subsides destinés à la construction de salles de gymnastique et à l'amélioration de terrains de culture physique en général. Une partie pourrait en être destinée à alimenter les œuvres de protection de l'enfance, telles que les colonies scolaires.

En ordre subsidiaire, il proposait aussi d'exonérer de la taxe les revenus provenant des concours-pronostics destinés à alimenter ces œuvres de bienfaisance. Pour ce faire, il faudrait déposer un projet de loi.

La Commission n'a pas cru devoir faire siennes de semblables conclusions, estimant que l'utilisation par l'Etat de recettes provenant de paris, etc., n'était pas désirable. Au surplus si des abus sont constatés il convient de les atteindre.

Comment vont et doivent se manifester les initiatives, l'action et le contrôle du nouveau Ministère ?

Les déclarations faites par l'honorable Chef du Département ont montré le souci qu'a M. Vandervelde de ré-

den Staat dankt mogen niet gaan tot ondernemingen die zich niet enkel bezighouden met lichaamsopvoeding, met uitsluiting van de ondernemingen die winstbejag nastreven.

In dit opzicht verzoekt men ons de aandacht van het Departement te roepen op de rol in de sport gespeeld door de wedstrijden en weddenschappen.

Een lid der Commissie wees erop dat in Zweden de Regeering voor haar rekening de weddenschappen op de voetbalwedstrijden exploiteert.

Daar de pronostiekwedstrijden groote uitbreiding hebben genomen, heeft onze collega zich afgevraagd of men de mogelijkheid niet moet overwegen deze pronostieken door den Staat te doen exploiteren « mits, zegde hij, de inkomsten te storten in een bijzondere kas, waarvan de fondsen door de zorgen van het Departement van Volksgezondheid zouden worden verdeeld en zouden dienen om de toelagen voor het bouwen van turnzalen en voor de verbetering van sportterreinen te verhogen. Een deel zou kunnen worden besteed aan werken voor kinderwelzijn zooals de schoolkoloniën.

In bijkomende orde stelde hij ook voor de opbrengsten van de pronostiekwedstrijden, bestemd om die werken van weldadigheid te stijven, van belasting vrij te stellen. Om dit te bekomen zou een wetsontwerp moeten worden ingediend.

De Commissie heeft niet gemeend zich bij dergelijke conclusien te moeten aansluiten omdat zij acht dat het benuttigen door den Staat van ontvangsten voortkomende van weddenschappen, niet wenschelijk is. Bovendien, zoo misbruiken vastgesteld worden, past het ze te treffen.

Hoe moeten de initiatieven, de actie en de controle van het nieuw Ministerie zich doen gelden?

De verklaringen door het hoofd van het Departement aangelegd bewijzen hoe de heer Vandervelde begaan

soudre le problème — plus délicat qu'il ne paraît à première vue — en tenant compte des suggestions des compétences. Le geste du Gouvernement actuel venant après celui de la création du Conseil supérieur de l'Education physique, a une portée pratique dont il serait inutile de souligner l'efficacité. Après trop de promesses sans réalisation, l'Etat vient, par un acte formel, de manifester sa volonté de s'occuper d'un problème qui a déjà reçu sa solution dans la plupart des pays modernes. De plus, ce programme peut s'étayer sur des crédits, parmi lesquels figure un crédit extraordinaire de 100 millions à répartir entre les œuvres d'hygiène, les sports, etc.

A l'annonce de cette décision gouvernementale, on n'a pas manqué de présenter des suggestions dans les milieux compétents.

Attention à la politique, a-t-on dit. Il ne faut pas que les crédits servent, indirectement, à subsidier des œuvres à caractère nettement « partisan ».

Tout de même, il ne faudrait pas exagérer. Il serait injuste de ne pas reconnaître les efforts désintéressés de fédérations neutres ou autres qui ont paré à la carence gouvernementale d'autrefois en poursuivant des efforts méritoires.

Pas plus qu'il ne faut tomber dans ce que nous appellerons le plagiat, en adoptant des méthodes suivies dans certains pays, qui ont pratiquement militarisé l'éducation physique et le sport. Les tempéraments et les systèmes politiques des peuples ne sont pas identiques. Chaque activité sociale doit, logiquement, être développée dans le cadre des institutions nationales, produits de la mentalité collective.

Le Gouvernement, ou mieux le Département nouveau, n'a point l'intention de méconnaître l'intérêt que

is met de oplossing van het vraagstuk — dat kiescher is dan men op het eerste zicht meenen zou — rekening houdend met de voorstellen van bevoegde personen Het gebaar van deze Regeering komend na de oprichting van den Hooger Raad voor lichamelijke Opvoeding, heeft een praktische strekking waarvan het overbodig is de doelmatigheid in het licht te stellen. Na al te veel beloften die niet werden gehouden, heeft de Staat, door een uitdrukkelijke daad, zijn wil te kennen gegeven zich bezig te houden met een vraagstuk dat in de meeste moderne landen reeds opgelost werd. Bovendien kan dit programma op kredieten rekenen, onder dewelke er een buitengewoon voorkomt van 100 miljoen, te verdeelen over de gezondheidswerken, de sport, enz.

Bij de aankondiging van deze beslissing van de Regeering, heeft men niet nagelaten in bevoegde kringen voorstellen te doen.

Opgepast voor de politiek, heeft men gezegd. De kredieten mogen niet onrechtstreeks dienen voor werken met een partijdig karakter.

Men mag evenwel niet overdrijven. Het ware onrechtvaardig de onbaatzuchtige pogingen over het hoofd te zien van de onzijdige of andere vereenigingen die de tekortkomingen van de Regeering destijds hebben goedgemaakt op zeer verdienstelijke wijze.

Evenmin moet men in plagiaat vervallen, met de methoden aan te nemen, in andere landen gevuld, waar de lichaamsopvoeding en de sport praktisch gemilitariseerd werden. Het politiek temperament en het politiek regime van de volkeren zijn niet overall dezelfde. Elke sociale activiteit moet logisch worden ontwikkeld binnen het kader der nationale instellingen, geboren uit de collectieve mentaliteit.

De Regeering, of beter nog het nieuwe Departement, hebben niet het inzicht het belang te onderschatten

présentent des efforts bien conçus, des manifestations dont le but est conforme à la pratique des sports, aux résultantes heureuses. Et à ce propos, qu'il nous soit permis de signaler qu'il est, dès à présent, certain que de grandes manifestations sportives d'intérêt général et notamment des Olympiades, bénéficieront des interventions de l'Etat.

Le Conseil supérieur de l'Education physique a tenu tout récemment diverses réunions sous la présidence de M. E. Vandervelde. Il a étudié quelques-unes des réalisations qui seraient à la base de l'action que le nouveau Département estime devoir entreprendre.

Il nous paraît utile de faire connaître les résolutions qui sont sorties de ses délibérations.

Il a préconisé la création d'un Institut central d'éducation physique dont le rôle serait de préparer la formation du personnel destiné aux œuvres de gymnastique et de sport. Mais il a été entendu qu'il ne pouvait être question de former le personnel enseignant de nos différents degrés d'instruction dans cet Institut. En effet, la préparation du personnel de l'enseignement primaire est assurée par les écoles normales. Les mesures prises récemment par le Ministre de l'Instruction Publique ont considérablement augmenté l'importance du cours d'éducation physique dans ces établissements. Elles sont de nature à exercer la plus féconde influence sur la formation professionnelle des instituteurs et des institutrices. Il va sans dire que leur répercussion sur le rendement de l'enseignement primaire est une question de temps.

Les Instituts supérieurs d'éducation physique annexés l'un à la Faculté de médecine de l'Université de Gand, l'autre à celle de l'Université de Liège, pourvoient à la formation du personnel destiné à l'enseignement moyen et à l'enseignement normal. Il

van goed begrepen pogingen, van betoogingen waarvan het doel strookt niet gezonde sportbeoefening. En in dit opzicht mochten wij erop wijzen dat het van stonden aan vast staat dat groote sportbetoogingen van algemeen nut en namelijk de Olympische Spelen toelagen van den Staat zullen genieten.

De Hoogere Raad voor Lichamelijke Opvoeding heeft onlangs verschillende vergaderingen gehouden onder het voorzitterschap van den heer Vandervelde. Hij heeft enkele verwezenlijkingen bestudeerd, die aan den grondslag liggen van de actie die het nieuwe Departement voornemens is aan te vatten. Het lijkt ons nuttig het besluit van zijn beraadslagingen te doen kennen.

Hij heeft de oprichting voorgesteld van een Centraal Instituut voor Lichamelijke Opvoeding, belast met de voorbereiding van de opleiding van het personeel van turn- en sportwerken. Doch het bleef verstaan dat er geen sprake kon van zijn het onderwijspersoneel van onze scholen in dit Instituut op te leiden.

Inderdaad, de opleiding van het personeel van het lager onderwijs geschiedt in de normaalscholen. De onlangs door den Minister van Openbaar Onderwijs getroffen maatregelen hebben aanzienlijk het belang van de les in lichamelijke opvoeding in deze inrichtingen verhoogd. Zij zullen den meest gunstigen invloed uitoefenen op de beroepsopleiding van onderwijzers en onderwijzeressen. Het spreekt van zelfs dat hun weerslag op de rendeering van het lager onderwijs een zaak van tijd is.

De Hoogere Instituten voor lichamelijke opvoeding gehecht, het een bij de medische faculteit van de Universiteit te Gent, het ander bij die van de Universiteit te Luik, zorgen voor de opleiding van het personeel voor het middelbaar en normaal onderwijs. Op

convient d'ajouter que ces Instituts sont outillés pour l'étude scientifique du mouvement, sous ses diverses modalités et qu'ils sont accessibles aux médecins et aux étudiants en médecine désireux de se spécialiser dans l'éducation physique.

D'autre part, il paraît désirable que les Universités de Bruxelles et de Louvain organisent des Instituts analogues.

Il ne semble pas qu'il soit possible de grouper dans un Institut central les centaines d'instituteurs et d'institutrices qui sortent annuellement des écoles normales, ainsi que tous ceux qui se destinent à l'enseignement exclusif des exercices physiques. D'autre part, il apparaît clairement que semblable institut ne suffirait pas à l'organisation de cours de mise au point à l'intention des quelques 35 à 40 mille membres de l'enseignement. Une organisation décentralisée présenterait, semble-t-il, moins de difficultés pratiques d'organisation.

Evidemment, l'Institut central pourrait, pour la formation des guides de sections locales, de moniteurs bénévoles, etc., créer des organisations modestes. L'essentiel est que la tâche de créer, d'assister et de contrôler, soit assumée par le Département de la Santé Publique et par l'Institut central de Culture physique.

Mais le Conseil supérieur a — non sans raison — voulu marquer l'intérêt que le Département doit porter à l'organisation rationnelle de la culture physique dans toutes les formes ou les degrés de l'enseignement.

Et, logiquement, il a pensé que cette intervention devrait se manifester d'abord dans le cadre de la formation normale et avec le concours du Département de l'Instruction Publique. Et c'est pourquoi il a décidé

te merken valt daarbij dat deze Instituten uitgerust zijn voor de wetenschappelijke bestudeering van de beweging onder al haar vormen en dat zij toegankelijk zijn voor de geneesheeren en de studenten in de geneeskunde die zich in de lichamelijke opvoeding wenschen te specialiseeren.

Bovendien is het te wenschen dat de Universititen te Brussel en te Leuven soortgelijke Instituten zouden oprichten.

Het schijnt niet mogelijk in een Centraal Instituut de honderden onderwijzers en onderwijzeressen te groeperen, die elk jaar de normaalscholen verlaten, alsook al degenen die zich voorbereiden tot het uitsluitend onderwijs van de lichaamsoefeningen. Bovendien, is het duidelijk dat dergelijk instituut niet zou volstaan voor de inrichting van aanvullende cursussen ten behoeve van zoowat 35 tot 40 duizend leden van het onderwijs. Een gedecentraliseerde inrichting zou, naar het schijnt, met minder praktische bezwaren van organisatie gepaard gaan.

Het Centraal Instituut zou natuurlijk, voor de opleiding van leiders van plaatselijke afdeelingen, van vrijwillige monitoren, enz., kleinere inrichtingen tot stand kunnen brengen. Hoofdzaak is dat het oprichten, het bijstaan en het controleren geschiede door het Departement van Volksgezondheid en door het Centraal Instituut voor lichamelijke Opvoeding.

Doch de Hoogere Raad heeft, en terecht, het belang willen onderstrepen dat het Departement moet stellen in de oordeelkundige inrichting van de lichamelijke opvoeding onder al haar vormen en in al de graden van het onderwijs.

En, logisch, heeft hij gemeend dat deze tusschenkomst zich eerst moet doen gelden in het kader van de normaalschool en met medewerking van het Departement van Openbaar Onderwijs. En derhalve, heeft hij be-

de soumettre au Ministre de l'Instruction Publique les vœux suivants :

1<sup>o</sup> voir son Département organiser dans toutes les écoles normales du pays, voire même dans les locaux bien équipés de l'enseignement moyen, des cours de mise au point, de très courte durée, à l'intention d'une part, des instituteurs et des institutrices en fonctions, d'autre part, des professeurs d'éducation physique proprement dits; avec la collaboration des médecins;

2<sup>o</sup> de rétablir les cours normaux d'éducation physique préparatoires à l'examen de professeur d'éducation physique dans les écoles moyennes et les quatrièmes degrés;

3<sup>o</sup> de renforcer l'inspection dans l'enseignement public. Cette inspection affectant bien plus le caractère d'une initiation que d'un contrôle;

4<sup>o</sup> d'exiger des autorités scolaires que les locaux affectés à l'éducation physique répondent aux nécessités de l'enseignement.

En complément des suggestions exprimées par le Département de l'Instruction publique, la Commission sénatoriale estime devoir ajouter celle-ci : voir généraliser et sous forme obligatoire les cours de culture physique dans l'enseignement professionnel de plein exercice. Cette obligation est déjà exprimée dans la loi de 1935 relative à la prolongation de la scolarité. Il est de simple logique qu'elle soit étendue.

Enfin, en corollaire des résolutions prises en vue de la création d'un Institut central, le Département a estimé devoir formuler d'intéressantes suggestions au sujet de la formation du personnel destiné aux sociétés de gymnastique et de sports. Et ici, il prend résolument, attitude de créateur, ce qui ne peut que réjouir.

slist den Minister van Openbaar Onderwijs de volgende wenschen voor te leggen :

1<sup>o</sup> de inrichting door zijn Departement, in al de normaalscholen van het land, en zelfs in degelijk uitgeruste lokalen van het middelbaar onderwijs, van aanvullende zeer korte cursussen ten behoeve eenerzijds van de onderwijzers en onderwijzeressen in functie, anderzijds van de eigenlijke leeraars in de lichamelijke opvoeding, met de medewerking der geneesheeren;

2<sup>o</sup> de herinrichting van normaalcursussen in de lichamelijke opvoeding voorbereidend tot het examen van leeraar in de lichamelijke opvoeding in de middelbare scholen en die van den 4<sup>en</sup> graad;

3<sup>o</sup> de verscherping van het toezicht over het openbaar onderwijs, daar dit toezicht veel meer een inwijding is dan wel een controle;

4<sup>o</sup> het eischen, van de schooloverheden, dat de lokalen voor de lichamelijke opvoeding aan de behoeften van het onderwijs zouden beantwoorden.

Als aanvulling van de voorstellen door het Departement van Openbaar Onderwijs gedaan, acht de Senaatscommissie daar te moeten bijvoegen : de veralgemeening en verplichting van de cursussen in de lichamelijke opvoeding in het beroeps-onderwijs. Deze verplichting werd reeds voorzien bij de wet van 1935 op de verlenging van den leerplicht. Het is maar logisch dat zij zou worden uitgebreid.

Als gevolg van de beslissingen genomen met het oog op de inrichting van een Centraal Instituut, heeft het Departement gemeend belangwekkende voorstellen te moeten doen betreffende de opleiding van het personeel bestemd voor de turn- en sportvereenigingen, en hier treedt het beslist op als levenswrekker, wat verheugend is.

Le Département propose donc, suivant le vœu exprimé par le Conseil supérieur d'organiser des cours de deux degrés :

1<sup>o</sup> dans une trentaine de centres facilement accessibles, un cours du 1<sup>er</sup> degré, à raison de deux ou trois séances par semaine comportant la pratique de la gymnastique, de la natation, des jeux, plus des notions élémentaires d'hygiène;

2<sup>o</sup> les meilleurs éléments de ces cours seraient admis à suivre les cours du 2<sup>me</sup> degré. Ces cours se feraient dans les locaux des Universités. Ils comporteraient la pratique de la gymnastique, de la natation, l'enseignement méthodique ainsi que la pratique d'une ou de plusieurs spécialités sportives; l'enseignement des notions indispensables d'anatomie, de physiologie, d'hygiène, d'analyse des mouvements, des soins à donner aux athlètes, des premiers soins à donner en cas d'accident, des exercices didactiques. Ces cours du 2<sup>me</sup> degré comporteraient deux sessions de quatre mois chacune, dont une fixée en juin-juillet-août-septembre. Un examen conduisant au diplôme de moniteur constituerait une sanction éminemment efficace. Ce diplôme serait exigé dans la suite pour l'obtention des subsides de l'Etat.

Ainsi complétées par cette sorte « d'extension universitaire », les universités répondraient — quant à l'éducation physique — à leur véritable signification sociale. Centres de recherches scientifiques, elles assureraient aussi la préparation de médecins sportifs, de professeurs d'éducation physique nettement universitaires et grâce aux cours de moniteurs, leurs influence rayonnerait sur la grande masse.

Mais, avant de terminer cette partie du chapitre consacré à la culture physique de la jeunesse, nous tenons à signaler l'initiative qu'a déjà prise

Het Departement stelt dus voor, naar den wensch van den Hoogeren Raad, cursussen van twee graden in te richten :

1<sup>o</sup> in een dertigtal gemakkelijk toegankelijke centra, een cursus van den eersten graad, met twee of drie zittingen per week, slaande op het turnen, het zwemmen, de spelen en enkele grondbeginselen van hygiene;

2<sup>o</sup> de beste elementen uit deze cursussen zouden die van den tweeden graad mogen volgen. Deze cursussen zouden gegeven worden in de lokalen der universiteiten. Zij zouden loopen over de beoefening van het turnen, van het zwemmen, het methodisch onderwijs alsook de beoefening van een of meer sportspecialiteiten; het onderwijs van de onmisbare begrippen van de ontleedkunde, physiologie, hygiene, ontleding der bewegingen, verzorging van atleten, eerste zorgen bij ongevallen, didactische oefeningen. Deze cursussen van den tweeden graad zouden twee zittingen van vier maand elk bedragen, waarvan eene vastgesteld in Juni-Juli-Augustus-September. Een examen voor het begeven van het diploma van monitor zou een hoogst doelmatige sanctie zijn. Dit diploma zou voortaan worden vereischt voor het bekomen van de Staatstoelagen.

Aldus aangevuld door deze soort « Hoogeschooluitbreiding » zouden de universiteiten — op het stuk van lichamelijke opvoeding — aan haar ware sociale beteekenis beantwoorden. Als centra voor wetenschappelijke opzoeken, zouden zij ook voor de opleiding zorgen van sportgeneesheeren, beslist universitaire leeraars in lichamelijke opvoeding, en, dank zij de cursussen voor monitors, zou hun invloed over de geheele massa uitstralen.

Doch alvorens dit deel te besluiten van het hoofdstuk gewijd aan de lichamelijke opvoeding van de jeugd, wijzen wij op het initiatief dat het

le Département au sujet de l'intégration de la culture physique dans l'organisation de l'enseignement militaire.

Nous avons appris, en effet, que le Département de la Défense nationale, tout en assurant, comme il sied, la formation militaire des recrues, est résolu à tirer parti de la présence des adolescents à la caserne pour assurer une éducation physique rationnelle. La promesse en a été faite au chef du Département de la Santé Publique.

Il y aurait donc ainsi une continuation de la culture physique sur le plan militaire, après la formation de l'adolescence dans le cadre de l'enseignement général et professionnel.

La Commission a exprimé sa satisfaction de voir consacrer cette continuité.

Parlons maintenant de l'affectation des crédits prévus au Budget extraordinaire.

On peut dire que l'équipement des plaines de jeux, des salles de gymnastique et des piscines n'est guère brillant. Alors qu'il faudrait des milliers de plaines de jeux complétées par d'autres services, il n'en existe qu'environ cinquante, et les centres les plus habités ne sont pas du tout desservis comme il le faudrait.

Mais quelle méthode de répartition employer ?

On pourrait songer à diviser les communes belges en deux catégories, celles de plus de 5,000 habitants, celles de moins de 5,000 habitants.

Il va de soi qu'il ne saurait être question de doter immédiatement les 314 communes de la première catégorie de piscines et de plaines de jeux. En évaluant la part d'intervention du Département à 400,000 francs seulement par commune, la dépense s'élèverait à 126,000,000 de francs environ,

Departement reeds heeft genomen betreffende de inlijving van de lichamelijke opvoeding in de inrichting van het militair onderwijs.

Wij hebben inderdaad vernomen dat het Departement van Landsverdediging, tegelijkertijd met de behoorlijke militaire opleiding van de recruten, besloten heeft nut te trekken uit de aanwezigheid van de jongelingen in de kazerne om voor hun oordeelkundige lichamelijke opvoeding zorg te dragen. Dit werd beloofd aan het hoofd van het Departement van Volksgezondheid. •

Aldus, zou de lichamelijke opvoeding op het militair terrein worden voortgezet, na de opleiding van den jongen man in het kader van het algemeen in beroepsonderwijs.

De Commissie drukte hare voldoeing uit over de bekragting van dit voortgezet onderwijs.

Een woord thans over de bestemming van de kredieten op de buitengewone begroting uitgetrokken.

Men mag zeggen dat de uitrusting der speelpleinen, turnzalen en zwembaden alles behalve schitterend is. Terwijl er duizenden speelpleinen met andere diensten aangevuld, noodig zijn, bestaan er slechts een vijftigtal, en de dichtst bevolkte centra worden niet bediend zooals het behoort.

Doch welke methode van verdeeling moet worden aangewend?

Men zou er kunnen aan denken de Belgische gemeenten in twee categorieën in te delen : die met meer dan 5,000 en die met minder dan 5,000 inwoners.

Het spreekt vanzelf dat het niet opgaat onmiddellijk de 314 gemeenten van de eerste categorie van zwembaden en speelpleinen te voorzien. Met het aandeel van het Departement op slechts 400,000 frank per gemeente te schatten, zou de uitgave ongeveer 125,000,000 frank bedragen terwijl de

alors que les crédits prévus sont de l'ordre de 25,000,000 de francs. Il faut donc nécessairement se limiter et porter le premier effort sur les agglomérations les plus denses avec ce correctif cependant que s'il semble raisonnable de desservir en premier lieu les grandes agglomérations de Bruxelles, Anvers, Liège, Gand, Charleroi, on commettrait une grosse erreur de psychologie en n'intervenant pas en même temps en faveur d'un ensemble de centres populeux, judicieusement choisis. Il est indispensable que l'action du Gouvernement soit immédiatement tangible dans toutes les régions du pays.

Dans quelles conditions l'intervention du Département se manifestera-t-elle ?

Un projet a été soumis au Conseil supérieur.

En principe, on estime qu'en ce qui concerne les communes de 5,000 habitants, les conditions d'intervention du Département devront être plus favorables afin de ne pas grever lourdement les budgets et de prévenir l'hostilité de mandataires soucieux avant tout de la situation financière de leur commune.

Lorsque le moment sera venu de s'occuper de ces communes, on devra envisager d'autres solutions que celles auxquelles on s'est arrêté aujourd'hui parce que le problème se présente sous un angle très différent pour les communes de 2,000 à 5,000 habitants et change davantage encore pour les communes de moins de 2,000 habitants. Il est prudent de signifier, dès à présent et très clairement, que le Département n'entend pas sacrifier les trois millions de Belges qui sont fixés dans les communes de moins de 5,000 habitants. Celles-ci seront desservies au fur et à mesure du développement de l'action gouvernementale.

Au surplus, répétons que la première classification qui a été dressée ne doit avoir aucun caractère limitatif. Si

voorziene kredieten slechts 25,000,000 frank bedragen. Men moet zich dus noodzakelijk beperken en de eerste inspanning doen voor de dichtst bevolkte agglomeraties met dien verstande evenwel dat zoo het redelijk is in de eerste plaats te denken aan de groote agglomeraties als Brussel, Antwerpen, Luik, Gent, Charleroi, men een psychologische fout zou begaan met niet terzelfdertijd tusschenbeide te komen voor een complex oordeelkundig gekozen volkrijke centra. Het past volstrekt dat de actie van de Regeering onmiddellijk in al de streken van het land worde gevoeld.

In welke omstandigheden zal de tusschenkomst van het Departement zich doen gelden ?

Aan den hogeren Raad werd een ontwerp voorgelegd.

In beginsel acht men dat, wat betreft de gemeenten met 5,000 inwoners, de voorwaarden van tusschenkomst van het Departement gunstiger moeten zijn om de begrotingen niet al te veel te bezwaren en den tegenstand te voorkomen van de mandarissen vóór alles begaan om den financieelen toestand hunner gemeente.

Wanneer het oogenblik zal gekomen zijn om zich met deze gemeenten bezig te houden, zal men andere oplossingen moeten overwegen dan die waarbij men thans is stil gebleven, omdat het vraagstuk zich anders voordoet voor de gemeenten met 2,000 tot 5,000 inwoners en nog heel anders voor de gemeenten met minder dan 2,000 inwoners. Het is voorzichtig er van stonden aan en duidelijk op te wijzen dat het Departement er niet aan denkt de drie miljoen Belgen op te offeren die in gemeenten met minder dan 5,000 inwoners leven. Deze zullen worden bediend in de mate van de uitbreiding der Regeeringsactie.

Wij herhalen bovendien dat de eerste rangschikking die werd gemaakt geen enkel beperkend karakter moet

certaines petites communes désirent s'équiper, cette éventualité ne peut être écartée *a priori*.

La question de l'aménagement des plaines de jeux et des piscines n'est pas moins intéressante. Mais il s'agit, cette fois, de l'utilisation des crédits prévus au budget ordinaire. Nous n'allons pas entrer dans le détail des suggestions exprimées par le Conseil supérieur et par le Département.

Nous tenons cependant à indiquer que l'on envisage la création de sections différentes pour adultes et pour élèves des écoles, des réalisations qui comporteraient aussi des locaux pour le matériel, les installations hygiéniques, les réfectoires, les salles de lecture, etc.

A ce propos, il paraît intéressant de dire quelques mots des piscines.

Il y a, en Belgique, 24 piscines couvertes et environ 63 piscines à ciel ouvert, sans compter les installations rudimentaires le long des canaux et des cours d'eau. Il serait désirable de multiplier tout d'abord les piscines couvertes dans les centres populaires, en partant également du principe qu'il s'agit de toucher toutes les régions du pays. Voici d'ailleurs un plan pour 1937 :

Bruxelles agglom.	fr. 1,200,000
Liège agglom.	1,200,000
Anvers agglom..	600,000
Gand agglom.	600,000
Charleroi agglom.	600,000
Verviers	600,000
Hasselt	600,000
Alost	600,000
Tournai	600,000
Namur	600,000
Courtrai	600,000
Louvain	600,000
Bruges améliorations	{ 300,000
Gand id.	{ 300,000

Total, fr. 8,700,000

hebben. Zoo zekere kleine gemeenten wenschen zich uit te rusten, dan moet deze mogelijkheid niet *a priori* worden van de hand gewezen.

Het vraagstuk van de inrichtingen der speelpleinen en der zwembaden is niet minder belangwekkend. Maar het geldt ditmaal de benutting van de op de gewone begroting voorziene kredieten. Wij willen niet in bijzonderheden treden omrent de wenken gegeven door den Hoogerden Raad en door het departement.

Wij hechten er evenwel aan te herinneren dat men de oprichting overweegt van verschillende afdeelingen voor volwassenen en voor leerlingen, van instellingen die ook lokalen zouden bedragen voor het materieel, de hygienische installaties, de refets, de leeszalen, enz.

Het kan van belang zijn enkele woorden te zeggen over de zwembaden.

Er zijn in België 24 overdekte zwembaden en ongeveer 63 in openlucht, zonder te spreken van de rudimentaire installaties langs de kanalen en waterlopen. Het ware wenschelijk eerst meer overdekte zwembaden te voorzien in de volkrijke centra, uitgaande van het beginsel dat al de streken van het land moeten in aanmerking komen. Ziehier overigens een plan voor 1937 :

Brussel agglomeratie	fr. 1,200,000
Luik agglomeratie	1,200,000
Antwerpen agglomeratie	600,000
Gent agglomeratie	600,000
Charleroi agglomeratie	600,000
Verviers	600,000
Hasselt	600,000
Aalst	600,000
Doornik	600,000
Namen	600,000
Kortrijk	600,000
Leuven	600,000
Brugge verbeteringen	{ 300,000
Gent id.	{ 300,000

Totaal . fr. 8,700,000

Dans les grandes agglomérations, il paraîtra certainement intéressant de construire des piscines exclusivement scolaires.

Tel est, très sommairement résumé, le programme d'action que le nouveau Département nous présente en matière de culture physique. Il n'est pas seulement généreux par l'importance des attributions de crédits qu'il propose, soit au budget extraordinaire, soit au budget ordinaire. Il est non moins intéressant parce qu'il comporte des réalisations nouvelles d'une incontestable valeur.

Enfin, il crée une atmosphère nouvelle en matière de culture physique.

Les crédits qui sont proposés sont-ils suffisants ?

Le Département ne présente, au point de vue du budget extraordinaire, aucune proposition de relèvement.

Par contre, le Conseil supérieur de l'Education physique, après avoir examiné la situation, relevé les déficiences, tenu compte des vœux soumis par quantité de communes et de groupements, a estimé qu'il convenait de relever les crédits inscrits à la page 32 du projet de budget, chapitre III. Il vous demande donc de tenir compte de ses suggestions et de modifier les crédits prévus aux libellés 2 et 3, de la façon suivante :

*b)* Subsides en faveur des groupements d'éducation physique de toute nature : 2 millions au lieu de 1 million.

*c)* Subsides pour l'entretien des plaines de jeux et autres établissements d'éducation physique et de sports, y compris des interventions dans le traitement du personnel, 3 millions au lieu de 2 millions.

Soit un relèvement global de 2 millions pour les deux postes.

Etant donné l'intérêt que présente la tâche à assumer et compte tenu des

In de groote agglomeraties past het zeker zwembaden uitsluitend voor de scholen te bouwen.

Dit is, zeer bondig samengevat, het actieprogramma dat het nieuwe Departement ons voorstelt op het gebied van lichamelijke opvoeding. Het is niet alleen edelmoedig, gelet op de hoge kredieten die het voorstelt, hetzij op de buitengewone begroting hetzij op de gewone, doch het is van niet minder belang wegens de nieuwe verwezenlijkingen van een onschabare waarde.

Ten slotte schept het, op het gebied van lichamelijke opvoeding, een totaal nieuwe atmosfeer.

Zijn de voorgestelde kredieten voldoende ?

Wat betreft de buitengewone begroting, stelt het Departement geen enkele verhoging van krediet voor.

De Hoogere Raad voor lichamelijke opvoeding daarentegen, na den toestand te hebben onderzocht, de tekortkomingen aangestipt, en rekening gehouden met de wenschen van tal van gemeenten en groepeerlingen, heeft geacht dat het paste de kredieten voorzien op bladzijde 32 van het ontwerp van begroting te verhogen. Hij vraagt dus rekening te houden met zijn voorstellen en de kredieten voorzien onder 2 en 3 als volgt te wijzigen :

*b)* toelagen aan groepeerlingen voor lichamelijke opvoeding van allen aard 2,000,000 in plaats van 1,000,000 frank.

*c)* toelagen voor onderhoud der speelpleinen en andere inrichtingen van lichamelijke opvoeding en sport, daarin begrepen de bijdrage in de wedden van het personeel : 3,000,000 in plaats van 2,000,000 frank.

Zegge een globale verhoging met 2,000,000 voor beide posten.

Gelet op het belang van de te vervullen opdracht en rekening gehouden

besoins multiples révélés, la Commission vous propose d'approuver la proposition de relèvement qui est formulée par le Département.

### CHAPITRE III.

#### **L'organisation et le contrôle de l'alimentation.**

Aucune des expressions de la vie humaine ne peut être soustraite à la bienfaisante tutelle du nouveau Département.

L'homme, de sa naissance à sa fin, doit bénéficier de la sollicitude attentive des Pouvoirs publics et particulièrement de celui auquel s'impose une sorte d'apostolat social.

Au surplus, les multiples interventions qu'assume le Ministère de la Santé Publique, au profit de l'enfance, dans le domaine de l'hospitalisation et de l'assistance, dans la formation de la jeunesse et de l'adolescence, montrent le souci que mettra le Département à intégrer son action dans toutes les expressions de la vie.

Mais il est d'autres éventualités d'intervention que l'on ne peut songer à négliger.

Au cours d'une assemblée de la Commission interministérielle dont nous avons parlé, au début de ce rapport, l'honorable chef du Département a fait remarquer que malgré la réunion dans son Département des services qui intéressent particulièrement la santé publique (hygiène, assistance publique, éducation physique et sports) nombre de problèmes sanitaires, et des plus importants, ne peuvent se résoudre que par la collaboration de divers ministères.

met de talrijke behoeften, stelt de Commissie U voor deze aanvraag om verhoging door het Departement gedaan, in te willigen.

### HOOFDSTUK III.

#### **Inrichting van en toezicht over de voeding.**

Geen enkele uiting van het menschelijk leven kan worden onttrokken aan de weldadige voogdij van het nieuw Departement.

De mensch, van zijn geboorte tot zijn dood, moet het voordeel genieten van de aandachtige bezorgdheid van de openbare besturen en inzonderheid van dat bestuur dat als een soort maatschappelijk apostolaat heeft te vervullen.

Trouwens, de veelvuldige opdrachten van het Ministerie van Volksgezondheid ten bate van de kindsheid, op gebied van verpleging en bijstand, op gebied van de opleiding van de jeugd en van de jonge lieden bewijzen met welke bezorgdheid het Departement er zal naar streven zijn actie te doen gevoelen in al de uitdrukkingen van het leven.

Maar er zijn andere mogelijkheden van tusschenkomst die men niet mag verwaarlozen.

In den loop van een vergadering van het inter-ministerieel Comité waarvan wij bij den aanhef van dit verslag hebben gesproken, heeft het geachte hoofd van het Departement doen opmerken dat ondanks het feit dat al de diensten die speciaal de volksgezondheid aanbelangen (hygiene, openbare onderstand, lichamelijke opleiding en sport) in zijn Departement werden vereenigd, tal van hygienische vraagstukken en wel van de belangrijkste enkel kunnen worden opgelost door de samenwerking van verschillende ministeries.

Il en est ainsi de la question de l'alimentation, laquelle prend une ampleur et une importance remarquables depuis que l'on a démontré qu'une partie de la population souffre d'un manque, au moins relatif, de vitamines, qui entraîne le rachitisme, la carie dentaire, la débilité, l'absence de résistance aux maladies et, chez les enfants, des troubles de croissance.

Or, cet angoissant problème intéresse les Ministères de l'Agriculture et des Affaires Economiques. Il s'agit, en effet, d'accroître la consommation du lait, du beurre, des légumes et des fruits, qui sont les sources les plus riches de vitamines. Il intéresse également le Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, puisque ces produits sont l'objet de négociations lors de la conclusion de traités économiques. Et enfin, il intéresse au même titre les Ministères des Colonies, des Transports et de la Défense Nationale, qui nourrit l'armée et veut diminuer le nombre des inaptes; de l'Instruction Publique, qui organise l'inspection médicale scolaire, favorise la création de cantines scolaires et répand l'enseignement ménager; de la Justice qui a le souci de l'alimentation des détenus et des aliénés; du Travail qui se préoccupe de relever l'état sanitaire de la classe ouvrière.

La question de l'alimentation n'est donc point négligeable. Elle est même d'obligation. On peut dire aussi qu'elle est de permanente actualité. Dans nos temps de crise et de paupérisme, il n'en est pas de plus opportune. S'avère donc la nécessité de coordonner les efforts déjà entrepris — et qui furent souvent heureux — de susciter des études et des consécrations nouvelles, de tenir compte enfin des besoins et des leçons de l'étranger.

Dit is het geval voor het vraastuk van de voeding, dat een merkwaardige uitbreidung en belang krijgt sedert werd bewezen dat een gedeelte van de bevolking lijdt aan een althans betrekkelijk gebrek aan vitamineen, waardoor rachitis, tandbederf, verzwakking, gemis van weerstand tegen de ziekten en bij de kinderen storingen ten gevolge van den groei ontstaan.

Welnu bij dit angstwekkend vraagstuk zijn betrokken de Ministeries van Landbouw en van Economische Zaken. Het gaat er inderdaad om het verbruik te doen toenemen van melk, boter, groenten en vruchten, die de rijkste bronnen van vitamineen zijn. Ook het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel is er bij betrokken, vermits over deze producten wordt verhandeld bij het afsluiten van economische verdragen. En ten slotte belangt dit vraagstuk tenzelfden titel aan : de Ministeries van Koloniën, van Verkeerswezen, van Landsverdediging, dat het leger voedt en het aantal ongeschikten wil verminderen; van Openbaar Onderwijs, dat het geneeskundig schooltoezicht inricht, de inrichting van schoolcantines bevordert en het huishoudelijk onderwijs verspreidt; van Justitie, dat zorgt voor de voeding van de gedetineerden en van de krankzinnigen; van Arbeid, dat er zich om bekommert den gezondheidstoestand van de arbeidende klasse te verbeteren.

Het vraagstuk van de voeding mag dus niet worden verwaarloosd. Het is zelfs een verplichting zich daarmede bezig te houden. Men mag ook zeggen dat het een vraagstuk van bestendige actualiteit is. In onze tijden van crisis en pauperisme is er geen vraagstuk dat meer gelegen komt. Het blijkt dus noodzakelijk de reeds gedane inspanningen — deze waren vaak gelukkig — samen te schakelen, nieuwe studies en verwezenlijkingen te bevorderen en eindelijk rekening te houden met de noodwendigheden en de lessen van het buitenland.

Trop de faits révèlent que l'alimentation, et particulièrement l'alimentation du peuple, où la lutte pour le pain quotidien est parfois si douloureuse, n'est pas toujours assurée de façon suffisante et avec toutes les garanties de propreté que l'on serait en droit de souhaiter.

La présentation, dans certains milieux, des denrées alimentaires mises en vente laisse à désirer. Pas de propreté, ou trop peu. Les denrées sont exposées à la rue. La viande subit les contacts les moins favorables dans certains marchés de plein air de quartiers pauvres.

Un de nos collègues de la Commission sénatoriale a révélé, au cours de l'examen de ce rapport, les abominables pratiques perpétrées dans certains magasins des quartiers pauvres des régions industrielles.

Le contrôle du commerce des viandes n'est pas toujours assuré avec la sévérité nécessaire. Le régime des tueries privées doit être modifié.

Nous en passons et de plus graves. Cette carence infiniment pénible a retenu l'attention de la Commission, laquelle a estimé que des mesures devaient être prises, et d'urgence, dans tous les milieux de production et de trafic. Au surplus, le service du nouveau Département ne cèle point la gravité du problème.

Il reconnaît que maints contrôles sont insuffisants. Il a préparé un avant-projet de loi qui tend à renforcer considérablement le contrôle du commerce des viandes, aux abattoirs, aux dépôts, aux débits, etc. On ne saurait trop approuver cette initiative dont la consécration doit absolument mettre fin aux abus que l'on enregistre dans le trafic des viandes, dans l'action des tueries privées, etc.

Al te veel feiten tonen aan dat de voeding — en bijzonder de voeding van het volk, bij hetwelk de strijd voor het dagelijksch brood soms zoo pijnlijk is — niet steeds wordt verzekerd op voldoende wijze en met al de waarborgen van zindelijkheid die men zou mogen wenschen.

In zekere kringen laat de aanbieding van de te koop gestelde voedingswaren te wenschen over. Geen zindelijkheid of al te weinig. De waren worden tentoongesteld op straat. Het vleesch ondergaat de minst voordeelige aanrakingen op zekere openluchtmarkten van arme wijken.

Een van onze collegas van de Senaatscommissie heeft in den loop van het onderzoek van dit verslag gewezen op de afschuwelijke praktijken in sommige magazijnen van de arme wijken der nijverheidsgewesten.

Het toezicht over den vleeschhandel wordt niet steeds met de noodige strengheid verzekerd. Het regime van het privaat slachten moet worden gewijzigd.

Wij stappen heen over andere praktijken die nog erger zijn. Dit zeer pijnlijk in gebreke blijven heeft de aandacht van de Commissie gaande gemaakt, die oordeelt dat er onverwijld maatregelen dienden getroffen in al de kringen van voortbrengst en handel. Trouwens, de dienst van het nieuw Departement is wel bekend met den ernst van dit vraagstuk.

Dit Departement geeft toe dat tal van controles ontoereikend zijn. Het heeft een voor-ontwerp van wet voorbereid dat er toe strekt de controle over den handel in vleesch, de slachthuizen, de stapelhuizen, de verkooppaatsen, enz., aanzienlijk te versterken. Men zou dit initiatief niet te zeer kunnen goedkeuren waarvan de toepassing volstrekt een einde moet maken aan de misbruiken die worden vastgesteld in den vleeschhandel, in het privaat slachten, enz.

Et que l'on n'oublie pas qu'il ne s'agit pas seulement d'une question d'hygiène, mais aussi d'une question fiscale extrêmement importante, car des trafics clandestins parviennent à se soustraire aux impositions.

De même, la question du commerce du lait doit être résolue.

De récentes statistiques ont montré que dans le tableau de la consommation lactée, notre pays arrivait péniblement à la neuvième place, avec une consommation annuelle de 95 litres, contre 380 litres en Suisse, 338 en Angleterre, 220 aux Etats-Unis, naguère 150 en Allemagne.

La fabrication et le commerce des chocolats devrait également faire l'objet de précises études puisqu'il est établi qu'il ne s'agit pas d'un aliment de luxe, mais bien d'un aliment populaire par excellence, riche au point de vue nutritif et facilement assimilable.

L'industrie fruitière nationale devrait être encouragée et aussi l'utilisation des fruits par des fabrications industrielles, profitables à la fois à l'alimentation nationale et à notre rénovation économique.

Et combien d'autres points — qu'il serait trop long d'énumérer ici — qui montrent que la question de l'alimentation se présente sous des aspects particulièrement intéressants et divers.

Or, il convient de le dire, jusqu'à présent cette question de l'alimentation a présenté de manifestes déficiences. N'oubliions pas que le service de l'inspection ne comporte que 23 agents. Pour une organisation de cette importance, lourde de responsabilités, c'est manifestement trop peu. D'autre part, il n'y a pas assez de précisions dans la répartition des attributions.

Le Département n'est pas chargé de l'application de la loi du 18 avril 1927, relative à la protection d'origine des vins et eaux de vie. *Le service gouvernemental d'inspection des denrées*

Men vergete niet dat het niet alleen een vraagstuk van hygiene geldt, maar ook een uiterst belangrijk fiscaal vraagstuk, vermits de sluikhandel erin slaagt zich te ontrekken aan de belastingen.

Zoo ook moet het vraagstuk van den melkhandel worden opgelost.

Uit de jongste statistieken blijkt dat in de tabel van het melkverbruik ons land amper de 9<sup>e</sup> plaats bekleedt met een jaarlijksch verbruik van 95 liter tegen 380 liter in Zwitserland, 338 in Engeland, 220 in de Vereenigde Staten, vioegeer 150 in Duitschland.

Ook de fabricage van- en de handel in chocolade zou nauwkeurig dienen nagegaan vermits het is bewezen dat het niet alleen een weeldevoedsel geldt maar wel een bij uitstek volksvoedingsmiddel, dat rijk is aan voedingsstoffen en gemakkelijk verteerbaar.

De nationale fruitnijverheid zou dienen aangemoedigd, alsook het gebruiken van fruit door de nijverheids-fabricages die tevens nuttig zijn voor 's Lands voeding en voor onze economische heropbeuring.

En hoeveel andere punten nog die het al te lang ware hier op te sommen, bewijzen dat het vraagstuk zich voordeut onder bijzonder belangwekkende en uiteenlopende opzichten.

Welnu, het dient wel gezegd dat tot nog toe dit vraagstuk van de voeding klaarblijkende tekortkomingen heeft vertoond. Vergeten wij niet dat de dienst van de inspectie slechts 23 bedienden telt. Voor een zoo belangrijke inrichting die zware verantwoordelijkheid te dragen heeft, is het klaarblijkend te weinig. Aan den anderen kant, zijn de bevoegdheden niet nauwkeurig genoeg verdeeld.

Het Departement is niet belast met het toepassen van de wet van 18 April 1927 op de bescherming der benaming van oorsprong van wijnen en brandewijn. *De regeeringsdienst voor de*

*alimentaires fait, par contre, respecter les dispositions de l'arrêté royal n° 57 du 20 décembre 1934, qui protège les eaux-de-vie à appellation d'origine dûment adoptée.*

*Il surveille également l'observation des dispositions de l'arrêté royal n° 58, article 6, du 20 décembre 1934, et de l'article 7, paragraphe 4, de l'arrêté royal n° 95 du 4 février 1935 édictées en vue d'assurer la loyauté du commerce des vins à appellation d'origine.*

*Il n'existe pas de dispositions générales relatives à l'empaquetage des denrées alimentaires. La plupart des règlements spéciaux relatifs à ces denrées prescrivent l'inscription sur les récipients ou enveloppes d'indications sur la nature et la provenance du produit.*

*Enfin, les prescriptions relatives aux eaux de boisson, au lavage, au rinçage, à l'embouteillage et au bouchage sont inscrites à l'article 11 de l'arrêté royal du 6 mai 1936.*

Les dispositions concernant le bouchage ayant été critiquées font l'objet d'un nouvel examen.

On voit combien la question est délicate et vaste.

Ces dispositions sont-elles suffisantes?

La Commission sénatoriale n'est pas en état de donner une réforme définitive. Elle a cependant constaté que les règlements en vigueur, peut être en raison de l'insuffisance des services, ne donnaient pas les résultats que l'on était en droit d'en attendre. Mais elle fait confiance au Département qui ne manquera, comme il l'a promis d'ailleurs, d'apporter à la solution de ce problème toute l'attention désirable.

Et, à ce propos, qu'il nous soit permis de signaler que le Département se propose de créer dans notre pays

*inspectie van de voedingswaren oefent daarentegen toezicht uit op de naleving der bepalingen van het koninklijk besluit nr 57 van 20 December 1934 tot bescherming van de brandewijnen met behoorlijk erkende benaming van oorsprong.*

*Het waakt insgelijks voor de toepassing der bepalingen van het koninklijk besluit nr 58 artikel 6 van 20 December 1934 § 4, van het koninklijk besluit nr 95 van 4 Februari 1935, die werden getroffen ten einde den eerlijken handel in wijnen met benaming van oorsprong te verzekeren.*

Er bestaan geen algemeene bepalingen betreffende de verpakking van voedingswaren. De meeste bijzondere reglementen betreffende deze waren, schrijven voor dat er op de vaten of verpakkingen aanduidingen moeten vermeld staan betreffende den aard en de herkomst van het product.

Ten slotte, zijn de voorschriften betreffende het tafelwater, het wasschen, het reinigen, het vullen en het stoppen van de flesschen voorzien bij artikel 11 van het koninklijk besluit van 6 Mei 1936.

Daar de bepalingen betreffende het stoppen van de flesschen aan kritiek hebben blootgestaan, worden zij opnieuw onderzocht.

Men ziet hoe kiesch en uitgebreid het vraagstuk is.

Volstaan deze bepalingen ?

De Senaatscommissie kan geen definitieve hervorming aangeven. Zij heeft evenwel vastgesteld dat de reglementen in voege, misschien wegens de ontoereikendheid van de diensten, niet de uitslagen opleverden die terecht daarvan mochten verwacht worden. Maar zij stelt vertrouwen in het Departement dat niet zal nalaten, zooals het trouwens beloofd heeft, aan de oplossing van dit vraagstuk de gewenschte aandacht te schenken.

In dit verband weze het ons toegelaten er op te wijzen dat het Departement voornemens is in ons land

l'équivalent de ce qui a été réalisé à l'étranger, c'est-à-dire un Comité national de l'Alimentation qui prendrait contact avec certains organismes de la Société des Nations où le problème de l'Alimentation suscite des études intéressantes.

Et, ici, il est bon de signaler que notre Département des Affaires Etrangères a reçu de la Société des Nations une lettre suggérant la création dans notre pays de ce Comité national de l'Alimentation, création réalisée déjà dans d'autres pays. Les délégués des comités nationaux qui existent déjà à l'étranger doivent se réunir à Genève en janvier ou février.

Le problème de l'alimentation a pris dans ces dernières années, tant du point de vue de la santé publique que du point de vue de l'économie nationale, une importance nouvelle. C'est à des déficiences du régime en vitamines et en sels minéraux que l'on rattache une grande partie des troubles de la santé qui affectent une proportion notable des petits enfants, des écoliers, des adolescents, et même des adultes. Remédier à cette situation diminuerait le nombre des enfants débiles et maladifs, des conscrits inaptes au service militaire, des malades et des assistés.

Les aliments qui protègent la santé à ce point de vue sont surtout le lait, le beurre, les légumes frais, les fruits frais. Ils sont aussi parmi les plus chers. C'est ce qui fait que tant de ménages les achètent en quantité insuffisante. Il importeraient cependant qu'en particulier les femmes enceintes, les femmes qui allaitent et les enfants de tout âge prennent, au moins, un demi-litre de lait par jour.

Mais, si la population était mise à même de faire une consommation nor-

in het leven te roepen het gelijkwaardige van hetgeen in het buitenland werd verwezenlijkt, nl. een Nationaal Voedingscomité dat zou in verbinding treden met zekere diensten van den Volkenbond, waar het voedingsvraagstuk aan belangwekkende studies onderworpen is.

En hier past het er op te wijzen dat ons Departement van Buitenglandsche Zaken van den Volkenbond een schrijven heeft ontvangen waarin wordt aangeraden in ons land dit Nationaal Voedingscomité op te richten zooals reeds in andere landen is geschied. De afgevaardigden van de Nationale Comités die reeds in het buitenland bestaan, moeten te Geneve bijeenkomen in Januari of Februari aankomende.

Het vraagstuk van de voeding heeft in de laatste jaren zoowel in opzicht van de volksgezondheid als in opzicht van de nationale economie een nieuw uitzicht gekregen. Het is aan een tekort aan vitamineën en aan minerale zouten dat een groot deel wordt toeschreven der storingen in de gezondheid bij een merkelijk deel van de kleine kinderen, de scholieren, de jonge lieden en zelfs de volwassenen. Door dezen toestand te verhelpen, zou men het aantal verminderen van de zwakke en ziekelijke kinderen, van de voor den militairen dienst ongeschikte militairen, van de zieken en van de ondersteunden.

De voedingsmiddelen die in dit opzicht de gezondheid beschermen zijn vooral melk, boter, versche groenten, versch fruit. Zij behooren ook tot de duurste. Dit maakt dat tal van gezinnen ze in onvoldoende hoeveelheid aankopen. Het zou nochtans van belang zijn dat de zwangere vrouwen, de zoogende vrouwen en de kinderen van allen leeftijd minstens een halven liter melk per dag zouden gebruiken.

Maar, indien de bevolking werd in staat gesteld de beschermende voe-

nale des aliments protecteurs, il faudrait en augmenter considérablement la production, tout en améliorant leur qualité, qui laisse parfois à désirer : le problème intéresse donc toute notre population agricole, ainsi que l'industrie et le commerce de l'alimentation.

D'autre part, le rôle des aliments protecteurs n'est pas suffisamment connu et apprécié; une action d'éducation et de propagande s'impose tant auprès des ménagères et des futures ménagères qu'auprès de tous ceux qui ont la responsabilité de l'alimentation collective dans les casernes, les internats, les hôpitaux, les hospices, les orphelinats, les prisons, les restaurants, les hôtels, etc. Enfin, des recherches et des enquêtes s'imposent pour apprécier dans quelle mesure notre population souffre de telle ou telle carence alimentaire.

On voit que le problème de l'alimentation s'étend aux domaines les plus variés, et qu'il présente un aspect scientifique, un aspect sanitaire, un aspect économique et un aspect éducatif.

Pour en aborder fructueusement les diverses phases, et pour orienter les mesures nécessaires, il conviendrait de créer conformément à la suggestion reçue de la Société des Nations, un Comité national de l'Alimentation, qui comprendrait des personnalités qualifiées :

1<sup>o</sup> du Gouvernement et du Parlement;

2<sup>o</sup> des services des Ministères des Affaires Economiques, des Affaires Etrangères, de l'Agriculture, des Colonies, de la Défense nationale, de l'Instruction publique, de la Justice, de la Santé publique, des Transports et du Travail;

3<sup>o</sup> de l'Académie royale de Médecine, du Conseil supérieur de l'Hygiène,

dingsmiddelen in normale hoeveelheid te verbruiken, zou men de voortbrengst daarvan aanzienlijk moeten verhogen en tevens de hoedanigheid verbeteren die soms te wenschen overlaat : het vraagstuk is dus van belang voor onze gansche landbouwbevolking alsmede voor de nijverheid en den handel van voedingswaren.

Aan den anderen kant, is de rol van de beschermende voedingsmiddelen niet behoorlijk gekend en gewaardeerd ; een actie van opleiding en propaganda is geboden zoowel bij de huis-houdsters en bij de toekomstige huis-houdsters als bij al wie de verantwoordelijkheid draagt voor de collectieve voeding in de kazernen, de internaten, de hospitalen, de verplegingsgestichten de weeshuizen, de gevangenissen, de spijshuizen, de hotels, enz. Ten slotte, moeten er navorschingen en opsporingen worden gedaan om na te gaan in welke maat onze bevolking lijdt aan een of ander voedingsgebrek.

Men ziet dat het vraagstuk van de voeding zich uitstrekkt tot de meest uiteenlopende gebieden en dat het een wetenschappelijke zijde, een hygiënische zijde, een economische zijde en een opvoedkundige zijde vertoont.

Ten einde met goed gevolg de verschillende stadia daarvan te onderzoeken en om de onontbeerlijke maatregelen te oriënteeren, zou er in overeenstemming met den wenk van den Volkenbond een Nationaal Voedingscomité dienen opgericht, dat bevoegde vertegenwoordigers zou tellen van :

1<sup>o</sup> de Regeering en het Parlement;

2<sup>o</sup> de diensten van de Ministeries van Economische Zaken, van Buitenlandsche Zaken, van Landbouw, van Koloniën, van Landsverdediging, van Openbaar Onderwijs, van Justitie, van Volksgezondheid, van Verkeerswezen en van Arbeid;

3<sup>o</sup> de Koninklijke Academie voor Geneeskunde, den Hoogen Raad voor

des Instituts des Sciences économiques et de Sociologie;

4<sup>o</sup> de la Croix-Rouge, de l'Œuvre nationale de l'Enfance et des communes qui ont organisé des repas scolaires;

5<sup>o</sup> des écoles ménagères;

6<sup>o</sup> de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, de l'alimentation, des coopératives.

Le Comité national de l'Alimentation formerait quatre Commissions :

a) Commission scientifique : études physiologiques sur l'alimentation, enquêtes sociales, etc.;

b) Commission du contrôle de l'alimentation : analyses et répression des fraudes;

c) Commission économique : production, commerce et industrie des denrées alimentaires;

d) Commission éducative : enseignement, propagande, applications.

Ajoutons, et toujours pour indiquer les formes de pénétration du Département dans la solution des problèmes relatifs à la santé, que les études consacrées à l'alimentation pourraient s'étendre aux logements, à la lutte contre les taudis, à l'aide sanitaire, aux bateliers, etc.

La Commission sénatoriale approuve pleinement la conclusion formulée par le Département. Elle exprime aussi le vœu de voir constituer d'urgence ce Comité et que, dans le recrutement des compétences et des délégués, il soit fait appel aux membres du Parlement compétents et aux délégués des organisations professionnelles patronales et ouvrières.

Volksgezondheid, de instituten voor economische wetenschappen en voor sociologie;

4<sup>o</sup> het Roode Kruis, het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, en de gemeenten die schooleetmalen hebben ingericht;

5<sup>o</sup> de huishoudscholen;

6<sup>o</sup> den landbouw, de nijverheid, den handel, de voedingsnijverheid, de coöperatieven.

Het Nationaal Voedingscomité zou bestaan uit vier commissiën :

a) Wetenschappelijke Commissie : physiologische studiën over de voeding, sociale onderzoeken, enz.;

b) Commissie van controle over de voeding : ontledingen en beteugeling van het bedrog;

c) Economische Commissie : productie, handel en nijverheid van voedingswaren;

d) Opvoedkundige Commissie : onderwijs, propaganda toepassingen.

Steeds om aan te duiden in welke vormen het Departement kan bijdragen tot de oplossing van de vraagstukken in verband met de volksgezondheid, voegen wij er bij dat de studiën gewijd aan de voeding zich zouden kunnen uitstrekken tot de woning, den strijd tegen de woonkrotten, de sanitaire hulp, aan de schippers, enz.

De Commissie keurt ten volle het besluit van het Departement goed. Zij drukt eveneens den wensch uit dat hoogerbedoeld comité onverwijld zou worden opgericht en dat er voor de aanwerving van bevoegde personen en van afgevaardigden zou worden berroep gedaan op de bevoegde leden van het Parlement en op de afgevaardigden van de beroepsorganisaties van werkgevers en werknemers.

Dans l'étude d'une question aussi grave, voire aussi délicate, on ne saurait faire appel à trop de concours autorisés.

Mais la Commission estime que la question de l'alimentation ne saurait être complètement résolue sans comprendre un examen approfondi de la réorganisation de l'enseignement ménager. Il s'avère, en effet, que les conditions pénibles dans lesquelles vivent un grand nombre de familles ouvrières, sont en partie justifiées par l'insuffisance de la formation de la jeune fille, de l'épouse et de la mère.

Les conditions de la vie familiale et sociale ont changé. L'enseignement dit ménager de la jeune fille ne semble pas avoir assez évolué. Il ne s'est pas adapté aux contingences nouvelles de la vie. D'autre part, il n'est pas généralisé à suffisance.

On estime que cette formation devrait être réorganisée et peut-être généralisée. Les formes d'enseignement professionnel de la femme pourraient comprendre des cours d'économie domestique avec les plus diverses expressions de celle-ci : alimentation, ménage, puériculture, entretien du logis, utilisation des œuvres d'intérêt public, prévoyance sociale, les diverses formes de l'hygiène, etc.

La Commission sénatoriale se rend compte que cette réorganisation de l'enseignement ménager ne doit pas incomber surtout au Département de la Santé publique. Cependant, elle exprime le vœu que, par l'intermédiaire de la Commission interministérielle, ce problème important reçoive une solution prompte et efficace avec la collaboration du Département de l'Instruction publique.

Voor de studie van een zoo ernstig, ja zelfs zoo kiesch vraagstuk, zou er niet op de medewerking van te veel bevoegde personen beroep kunnen worden gedaan.

De Commissie meent echter dat het vraagstuk van de voeding niet volledig zou kunnen opgelost worden zonder een grondig onderzoek van de herinrichting van het huishoudelijk onderwijs. Het blijkt inderdaad dat de pijnlijke voorwaarden waarin een groot aantal families van arbeidsgezinnen leven, gedeeltelijk te wijten zijn aan de ontoereikende opleiding van de jonge dochter, de echtgenote, de moeder.

De voorwaarden van het gezins- en sociaal leven zijn veranderd. Het zoogenaamd huishoudelijk onderwijs van het jonge meisje schijnt niet genoeg geëvolueerd te hebben. Het heeft zich niet bij de nieuwe levensomstandigheden aangepast. Anderdeels heeft het zich niet voldoende veralgemeend.

Men meent dat deze opleiding zou moeten hingericht en misschien veralgemeend worden. Het beroepsonderwijs voor de vrouw zou lessen in de huishoudkunde moeten behelzen met de meest uiteenlopende vormen : voeding, huishouding, kinderverzorging, onderhoud van de woning, benutting van de werken van openbaar belang, sociaal vooruitzicht, de verschillende vormen van de hygiene, enz.

De Senaatscommissie geeft er zich rekening van dat deze herinrichting van het huishoudelijk onderwijs niet hoofdzakelijk ten laste van het Departement van Volksgezondheid moet vallen. Zij drukt evenwel den wensch uit dat voor dit belangrijk vraagstuk door toedoen van de interministerrionale commissie een vlugge en doelmatige oplossing zou gevonden worden met de medewerking van het Departement van Openbaar Onderwijs.

## CHAPITRE IV.

**La Protection sociale.  
L'Œuvre Nationale de l'Enfance.**

Le chapitre qu'il convient de consacrer aux œuvres de protection sociale, d'assistance, etc., méritera plus — et mieux — que les modestes pages qui vont suivre.

L'auteur de ce rapport aurait eu quelque satisfaction à commenter plus généralement le caractère et les attributions des crédits élevés qui sont prévus à ce chapitre.

Mais il s'est rendu compte qu'une certaine discréétion s'imposait. La coutume et la procédure ordinaire des Commissions sénatoriales exigeant que le rapporteur tienne compte, avant tout de l'esprit de ceux dont il est, en somme, le mandataire. Et d'autre part, il ne faut pas oublier que les crédits qui sont inscrits au Chapitre IV du projet de budget sont en réalité des crédits de répartition.

Aucun poste, parmi les cinq du chapitre, n'est destiné à assurer l'organisation ou le fonctionnement d'une institution dont le Département aurait exclusivement la charge et la responsabilité.

Le fait de marquer ce caractère spécial des crédits élevés inscrits dans le chapitre IV, ne doit nullement signifier qu'il est interdit d'apprécier le rôle que le Département va devoir assumer dans l'attribution et le contrôle des crédits totalisant près de 23 millions à répartir au cours du prochain exercice.

Au surplus, les membres de la commission n'ont pas manqué — et il faut s'en réjouir — de manifester l'intérêt qu'ils portent aux œuvres de protection sociale.

On s'en rendra compte par le nombre et la diversité des questions qui

## HOOFDSTUK IV.

**De Sociale Bescherming. — Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.**

Het hoofdstuk, te wijten aan de werken van maatschappelijke bescherming, bijstand, enz., zou meer en beter verdienen dan de eenvoudige bladzijden die volgen.

Steller van dit verslag zou eenige voldoening geproefd hebben bij het ruimer bespreken van den aard en de toekenning der hooge kredieten die bij dit hoofdstuk voorzien zijn.

Maar hij heeft er zich rekenschap van gegeven dat een zekere bescheidenheid opgelegd was. De gebruiken en de gewone procedure der Senaatscommissies eischen dat de verslaggever vóór alles rekening houde met den geest van dezen waarvan hij op slot van rekening de mandataris is. En anderzijds vergete men niet dat de kredieten, ingeschreven onder Hoofdstuk IV van het begrootingsontwerp, in werkelijkheid verdeelingskredieten zijn.

Geen enkele post van de vijf uit dit hoofdstuk is bestemd om de inrichting en werking te verzekeren eener instelling waarvan het Departement uitsluitend de zorg en de verantwoordelijkheid zou dragen.

Op het bijzonder karakter der hooge kredieten van hoofdstuk IV te wijzen moet geenszins beteeken dat het verboden is de rol te beoordeelen die het Departement zal moeten voeren bij het toekennen en het toezicht der kredieten die in totaal bij de 23 miljoen bedragen, te verdeelen tijdens het volgende dienstjaar.

Bovendien hebben de Commissieleden niet verzuimd — en we moeten er ons over verheugen — hun belangstelling te toonen voor de werken van sociale bescherming.

Men zal zich daarvan overtuigen door het aantal en de verscheidenheid

ont été posées au sujet de ces œuvres. On trouvera, en annexe à ce rapport, ces questions et les réponses que le Département a fournies. Les unes et les autres ne peuvent manquer de retenir l'attention de nos collègues du Sénat.

Nous avons pensé qu'il fallait faire plus.

L'Œuvre Nationale de l'Enfance, institution à caractère autonome, a répondu aux demandes de renseignements, formulées par le Département, par l'envoi de statistiques qui méritaient certes d'être mieux connues du Parlement, voire de l'opinion.

S'y révèlent, en effet, l'ampleur et le caractère de la tâche généreuse assumée par l'Œuvre Nationale et par ses animateurs dévoués, par les multiples organisations qui œuvrent sous son égide.

Malheureusement, nous ne pouvons songer à intégrer dans ce rapport, déjà fort long, tous les documents qui précisent l'ampleur de la mission de l'Œuvre Nationale de l'Enfance. Cependant il nous a paru nécessaire de fournir au Parlement et peut-être (souhaitons-le) à l'opinion publique quelques précisions. Le rapport comporte donc, en annexe, le relevé des institutions dépendant de l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

Ces listes ne sont point fastidieuses. Elles comportent plus d'un enseignement. Elles peuvent susciter des commentaires assez divers. Et comme il s'agit, en somme, et d'une utilisation de gros crédits attribués par l'État, et d'œuvres à caractère social, il est tout à fait opportun de permettre à l'opinion publique d'être renseignée.

Dans l'annexe de ce rapport on trouvera donc, d'après les relevés fournis par le Département de la Santé publique et par l'Œuvre Nationale de l'Enfance :

a) le relevé des communes et des

der vragen die omtrent deze werken gesteld werden. Deze vragen, met de antwoorden van het Departement, vormen de bijlage van dit verslag. Een en ander zal de aandacht onzer collega's uit den Senaat trekken.

Wij hebben gemeend dat er meer moest gedaan worden.

Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, instelling van zelfstandigen aard, heeft op de vragen om inlichting, gesteld door het Departement, geantwoord door het bezorgen van statistieken die voorzeker beter dienden gekend te zijn door het Parlement, zelfs door de openbare meening. De omvang en de aard der edelmoedige taak van het Nationaal Werk, zijn verkleefde bezielaars, en de menigvuldige organismen die onder zijn hoede arbeiden, worden er door bekend gemaakt.

Ongelukkig kunnen wij er niet aan denken in dit reeds lang verslag al de stukken te lasschen die de grootsche werking van de zending van het N.W.K.W. bewijzen. Het scheen ons echter noodig aan het Parlement en misschien (hopen wij het) aan de openbare meening enkele andere aanduidingen te verstrekken. In de bijlage zal men dus de opgave vinden der instellingen die van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn afhangen.

Deze lijsten zijn niet saai. Zij zijn op meer dan één punt leerzaam en kunnen tamelijk verscheiden commentaren uitlokken. En vermits het tenslotte én om een besteding gaat van groote kredieten toegekend door den Staat én om werken van socialen aard, past het heelemaal dat de openbare meening voorgelicht zij.

In de bijlage van dit verslag vindt men dus, volgens de opgaven van het Departement van Volksgezondheid en van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn :

a) de opgave der gemeenten en der

consultations de nourrissons ainsi que des consultations prénatales agréées et subsidiées par l'Œuvre Nationale de l'Enfance. Ce relevé est établi par région. Il comporte, en regard des noms, les effectifs des enfants et des futures mères inscrits;

*b)* le relevé des infirmières-visiteuses accoucheuses-visiteuses, auxiliaires sociales, etc., en activité dans les œuvres, avec la liste des institutions d'où ces collaboratrices sont sorties;

*c)* le relevé des colonies subsidiées et des établissements où les enfants sont envoyés, avec les nombres de places et les nombres des journées de colonie.

Ces relevés, qui ne manqueront pas de retenir l'attention de nos collègues, sont établis d'après les recensements faits en décembre 1935. Ils sont donc récents. D'autre part, les agrémentations sont la résultante du règlement de l'Œuvre nationale de l'Enfance.

Il résulte des statistiques que pour l'ensemble du pays, soit pour une population globale recensée de 8,299,940 habitants (à fin décembre dernier), on a compté en 1935, 126,304 naissances et 9,839 décès d'enfants de moins d'un an. Les chiffres du relevé publié en annexe indiquent le coefficient d'intervention des œuvres, à l'occasion des naissances, des consultations, etc...

D'autre part, les services de surveillance à domicile des nouveaux-nés sont organisés directement par l'Œuvre Nationale de l'Enfance. Leur fonctionnement est assuré suivant les dispositions des articles 86<sup>h</sup> à 86<sup>m</sup> du règlement de l'Œuvre. Ces services surveillaient en fin 1935 (4<sup>e</sup> trimestre), 10,031 enfants. Les visiteuses qui accomplissent ce service, ont effectué 196,821 visites pendant l'année.

zuigelingenraadplegingen, evenals der raadplegingen voor zwangere vrouwen, aangenomen en gesubsidieerd door het N.W.K.W. Deze lijst werd opgemaakt per streek. Zij geeft, tegenover de namen, het aantal ingeschreven kinderen en toekomstige moeders aan;

*b)* de opgave der verpleegsters-bezoekters, kraamvrouwen-bezoeksters, maatschappelijke assistenten, enz., werkzaam in de werken, met de lijst der instellingen waaruit deze medewerksters gekomen zijn;

*c)* de opgave der gesubsidieerde kolonies en der inrichtingen waarheen de kinderen gezonden worden, met het aantal plaatsen en het aantal koloniedagen.

Deze opgaven die ongetwijfeld de aandacht onzer collega's zullen gaande houden, werden opgemaakt volgens de telling van December 1935. Zij zijn dus recent. Anderzijds worden de erkenningen geregeld door het reglement van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.

Het blijkt uit de statistieken dat voor heel het land, hetzij voor een globale bevolking van 8,299,940 inwoners (einde December 1.1.), men in 1935, 126,304 geboorten telde en 9,839 sterfgevallen van kinderen van mindan één jaar. De cijfers der bijlage geven den coefficient aan van de tusschenkomst der werken, bij gelegenheid der geboorten, raadplegingen, enz.

Anderzijds worden de diensten van toezicht ten huize over de pasgeborenen, rechtstreeks ingericht door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn. Hun werking wordt verzekerd volgens de bepalingen der artikelen 86<sup>h</sup> tot 86<sup>m</sup> van het reglement van het Werk. Deze diensten bewaakten einde 1935 (4<sup>e</sup> kwartaal) 10,031 kinderen. De bezoeksters uit dezen dienst hebben binst het jaar 196,821 bezoeken afgelgd.

Quels crédits de répartition propose-t-on d'attribuer à ces œuvres ?

En totalité : 22,675,970 francs, contre 21,334,050 francs en 1936. Dans ce chiffre, nous notons :

11,961,170 francs pour les consultations prénatales, etc.;

8,190,000 francs pour les colonies d'enfants débiles, etc.;

2,478,900 francs pour les frais d'administration, etc.;

25,000 francs pour la surveillance des enfants placés;

20,000 francs pour subside spécial pour épidémies, etc.

Ceci sans compter les 252,750 francs attribués aux cinq fonctionnaires détachés par le Département à l'Œuvre nationale de l'Enfance.

Examinons maintenant dans quelle forme fonctionne l'Œuvre nationale de l'Enfance.

L'institution a été créée par la loi du 5 septembre 1919 modifiée par la loi sur la fiscalité provinciale et communale du 22 janvier 1931. Les articles 1, 2 et suivants de la Section I (Dispositions générales) indiquent les conditions dans lesquelles l'Œuvre fonctionne vis-à-vis de l'Etat et du Parlement. Le contrôle de l'emploi des subsides par les Pouvoirs publics est réglé par arrêté royal. La liste des subsides répartis est publiée annuellement au *Moniteur Belge*. Enfin, un Conseil supérieur des Œuvres de l'Enfance se renouvelant par cooptation, assume la direction et l'administration de l'Œuvre nationale.

En fait, et en application de la loi, l'Œuvre nationale de l'Enfance est un organisme totalement indépendant.

Sans vouloir le moins du monde atteindre l'œuvre et compromettre sa généreuse action, il est bien permis de faire remarquer que l'Etat, Pouvoir Exécutif, malgré les prélèvements con-

Welke kredieten stelt men voor aan deze werken toe te kennen ?

In totaal 22,675,970 frank tegen 21,334,050 frank in 1936. In dit cijfer noteeren wij :

11,961,170 frank voor de raadplegingen voor zwangere vrouwen, enz.;

8,190,000 frank voor de koloniën voor zwakke kinderen, enz.;

2,478,900 frank voor de bestuurskosten, enz. ;

25,000 frank voor het toezicht over de geplaatste kinderen;

20,000 frank voor bijzonder krediet voor epidemieën, enz.

Dit zonder de 252,750 frank te rekenen voor de vijf beambten, door het Departement gedetacheerd bij het N.W.K.W.

Zien wij nu in welken vorm het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn arbeidt.

De instelling werd opgericht door de wet van 5 September 1919, gewijzigd door de wet op de provinciale en gemeentelijke fiscaliteit van 22 Januari 1931. De artikelen 1, 2 en volgende van Sectie I (Algemeene bepalingen) geven de voorwaarden aan waarin het Werk arbeidt tegenover den Staat en het Parlement. De controle over het gebruik der toelagen door de Openbare besturen is geregeld bij koninklijk besluit. De lijst der verdeelde toelagen wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd. Ten slotte wordt het bestuur en het beheer van het Nationaal Werk waargenomen door een Hooger Raad der Werken voor Kinderwelzijn, hernieuwbaar door cooptatie.

In feite en in toepassing der wet is het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn een volledig zelfstandig organisme.

Zonder in het minst het werk of zijn edelmoedige werking in gevaar te willen brengen, is het wel toegelaten te doen opmerken dat de Staat, uitvoerende macht, ondanks de aanzien-

sidérables qu'il impose au Trésor public, donc aux ressources fournies par la collectivité, tient, vis-à-vis de l'œuvre, un rôle relativement effacé.

La cooptation des membres du Conseil supérieur est peut-être de nature à perpétuer une sorte de pré-dominance. Et, d'autre part, on a bien le droit de se demander s'il ne serait pas de quelque équité de formuler, sans atteindre pour cela l'autonomie ou l'autorité de l'œuvre, le vœu de voir l'Etat assumer une part de responsabilité plus effective dans la direction et le fonctionnement de l'institution.

L'Etat, en réalité, ne participe pas à l'activité de l'œuvre. Le contrôle des organismes régionaux ou locaux subsidiés est assumé par l'œuvre seule, qui choisit et rénumère les agents de son inspection. La répartition des crédits n'est pas faite par l'Etat. L'agrération est assurée uniquement par l'œuvre. Et, à ce propos, que l'on nous permette de faire remarquer qu'il en va tout autrement au Département de l'Instruction Publique.

Là aussi, l'Etat attribue de gros crédits à des œuvres de tous genres. Mais il a souci de solliciter de ceux qui bénéficient de ses largesses une part de direction, d'administration et de contrôle.

D'autre part, précisément pour que la collectivité puisse bénéficier de l'autorité compétente que va constituer le Département de la Santé Publique, il paraît assez logique de solliciter de ce foyer d'études et de compétences, une collaboration effective à l'Œuvre nationale.

Il nous a paru intéressant de poser un principe, sans plus, en laissant au Département le soin d'examiner dans quelles conditions il pourrait offrir à l'Œuvre nationale de l'En-

lijke kredietverstrekkingen opgelegd aan de Openbare Schatkist, dus aan de inkomsten bezorgd door de gemeenschap, ten opzichte van het Werk een betrekkelijk teruggetrokken rol speelt.

De cooptatie der leden van den Hoogeren Raad is misschien van dien aard dat zij een soort overheersching zal doen voortduren. En anderzijds heeft men wel het recht zich af te vragen of het niet eenigszins billijk zou zijn den wensch te zien uiten, zonder daarom de zelfstandigheid of het gezag van het Werk aan te tasten, dat de Staat een groter deel verantwoordelijkheid zou dragen in het bestuur en de werking der instelling.

In werkelijkheid is de Staat niet betrokken bij de bedrijvigheid van het Werk. De controle der gewestelijke of plaatselijke gesubsidieerde organisaties wordt alleen door het Werk gedaan, dat zijn inspectiebedienden kiest en bezoldigt. De verdeeling der kredieten gebeurt niet door den Staat. De erkenning geschiedt enkel door het Werk.

Men late ons toe dienaangaande te doen opmerken dat het er heelemaal anders toegaat in het Departement van Openbaar Onderwijs.

Daar ook verleent de Staat groote kredieten aan werken van allen aard. Maar hij vraagt van diegenen die van zijn toelagen genieten een deel in het bestuur, het beheer en de controle.

Anderzijds, juist opdat de gemeenschap voordeel kunne halen uit het bevoegde gezag dat het Departement van Volksgezondheid gaat instellen, schijnt het tamelijk logisch van dezen haard van studie en bevoegdheid, een effectieve medewerking aan het Nationaal Werk te verzoeken.

Het kwam ons belangwekkend voor een principe vooruit te zetten, zonder meer, en aan het Departement de zorg over te laten te onderzoeken in welke voorwaarden het zijn invloed

fance, soit à la faveur d'une revision de la loi, soit au moyen d'une autre forme d'intervention, le bénéfice de l'influence et de l'autorité dont il dispose.

## CHAPITRE V.

### L'assistance publique.

Il ne saurait être question d'étudier dans un rapport de Commission sénatoriale destiné en ordre principal à commenter le projet de budget, tout le problème de l'assistance publique.

D'autre part, le nouveau Département — mieux qu'une Commission pourvue d'une activité temporaire ne saurait le faire — ne manquera point d'étudier ce problème — délicat sous bien des aspects — avec toute l'attention et toute la célérité désirables.

Dans les réponses que le Ministre a soumises à la Commission sénatoriale, en suite de questions précises que lui avait posées l'un de nos honorables collègues, M. le Ministre a exprimé des observations qui marquent son souci de consacrer son droit d'initiative et ses prérogatives à un examen de la question et, sans doute, à des réformes peut-être profondes d'un régime qui donne lieu — il faut bien l'avouer — à de fâcheux abus ou à des insuffisances dont le plus clair résultat est de mettre en état de déficience la santé publique.

Ces réponses, on les trouvera en annexe du présent rapport.

Mais, le problème est vaste.

Le département se rend compte de la mission qu'il va devoir assumer. Nous n'en voulons pour preuve qu'une note qu'a bien voulu nous remettre M. le Docteur Sand, le compétent conseiller attaché au Département, note qui est consacrée aux caractères de l'hospitalisation, l'un des facteurs du problème.

en gezag aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn zou kunnen aanbieden, hetzij door een wetsherziening, hetzij door een anderen vorm van tusschenkomst.

## HOOFDSTUK V.

### De Openbare Onderstand.

Er kan geen spraak van zijn in een verslag van de Senaatscommissie, in hoofdzaak bestemd om het begrotingsontwerp te onderzoeken, heel het vraagstuk van den openbaren onderstand te bestudeeren.

Daarbij zal het nieuwe Departement beter dan een commissie met tijdelijke werking het zou kunnen, niet nalaten dit in vele opzichten kiesche vraagstuk te onderzoeken, met alle gewenschte aandacht en bekwamen spoed.

In de antwoorden van den Minister aan de Senaatscommissie op duidelijke vragen door een onzer geachte collegas gesteld, laat de Minister blijken van zijn bezorgdheid zijn initiatief en zijn voorrechten te besteden aan een onderzoek van het vraagstuk en, wellicht, aan misschien diepe hervormingen van een regime dat, men moet het wel bekennen, aanleiding geeft tot spijtige misbruiken of tekortkomingen waarvan het duidelijkste gevolg is de openbare gezondheid te verzwakken.

Bedoelde antwoorden verschijnen als bijlage van dit verslag.

Edoch het vraagstuk is ruim.

Het Departement is zich de opdracht bewust die het zal moeten vervullen. Ten bewijze nemen wij slechts een nota die Dr Sand, de bevoegde raadgever bij het Departement, ons heeft gelieven te overhandigen over de kenmerken van de verpleging, een der factoren van het vraagstuk.

On nous permettra de reproduire les observations essentielles du rapport de M. le Docteur Sand.

« Dans diverses catégories de maladies, dit-il, les soins hospitaliers sont, littéralement, une question de vie ou de mort. Il en est ainsi notamment pour les cancéreux et les tuberculeux, dont la seule chance de salut réside dans le traitement précoce et prolongé, qui, dans la plupart des cas, comporte un séjour à l'hôpital et au sanatorium. De nombreuses statistiques montrent des différences de mortalité allant du simple au double, selon le stade de la maladie au cours duquel les soins hospitaliers sont donnés. Or, il meurt en Belgique 9,000 cancéreux et 6,000 tuberculeux par an. Sans doute, nous ne pourrions pas les guérir tous. Mais, si nous n'en sauvions qu'un sur trois, ce serait un gain de 5,000 vies humaines par an, sur un total de 100,000 décès.

« Pour les malades infectieux (typhiques, diptériques, vénériens, etc.) l'hospitalisation supprime les possibilités de contagion et conduit plus sûrement à la guérison.

« Pour d'autres malades, l'hospitalisation augmente les chances de survie et de retour à la vie active en permettant de préciser le diagnostic, de traverser dans de meilleures conditions la période critique, de doser le traitement et le régime que le patient devra subir ultérieurement : c'est le cas des cardiaques, des asthmatiques, des diabétiques, des malades souffrant de certains troubles digestifs ou nerveux, etc. Citons comme exemple les enfants atteints de complications cardiaques, du rhumatisme articulaire aigu. Rendus à leur famille après la période fébrile, beaucoup meurent d'une aggravation des lésions du cœur. Surveillés pendant six mois dans un hôpital, la plupart survivent et peuvent par la suite exercer un métier.

L'hospitalisation permet donc de

Het weze ons toegelaten de hoofdopmerkingen van het verslag van Dr Sand weer te geven.

In verschillende categorieën ziekten, zegt hij, is de verpleging werkelijk een kwestie van leven of dood. Dit is namelijk het geval voor de kanker- en teringlijders, wier enige hoop op redding ligt in de vroege en langdurige behandeling, die in de meeste gevallen een verblijf in het hospitaal en in het sanatorium vergt. Talrijke statistieken tonen het verschil van het eenvoudige tot het dubbele in het sterftecijfer aan volgens de faze van de ziekte tijdens dewelke de verpleging wordt gedaan. Welnu, in België sterven 9,000 kanker- en 6,000 teringlijders per jaar. Gewis zouden wij hen niet allen kunnen genezen. Doch indien wij er slechts een op drie konden redden, dat ware een winst van 5,000 menschenlevens per jaar op een totaal van 100,000 sterfgevallen,

Voor de besmettelijke ziekten (typhus, kroep, geslachtsziekten, enz.), schaft de hospitalisatie de besmettingsmogelijkheden af en leidt zekerder naar genezing.

Voor andere ziekten, verhoogt de hospitalisatie de kansen tot overleven en den terugkeer tot het bedrijvig leven door de diagnose beter te laten bepalen, in betere voorwaarden de kritische periode door te maken, de behandeling en het regime te doseeren die de patient later moet ondergaan : dit is het geval voor degenen die lijden aan het hart, aan asthma, suikerziekte, sommige spijsverterings- of zenuwstoornissen, enz. Vermelden wij bij voorbeeld de kinderen getroffen door hartverwikkelingen, acute gewrichtsrheumatiek. Terug aan hun familie overgelaten na de koortsperiode, sterven velen aan een verergering der hartkwalen. Gedurende zes maanden in een hospitaal bewaakt, overleven de meesten en kunnen zij naderhand een stiel uitoefenen.

De hospitalisatie maakt het dus

diminuer dans des proportions notables la mortalité et l'invalidité.

« Nous avons en Belgique, dans les hôpitaux et les sanatoriums privés et publics, à l'exclusion des asiles d'aliénés, environ 20,000 lits.

« Ils ne sont guère occupés qu'à raison de 60 p. c. environ, soit 220 jours par an, si l'on considère l'année entière et l'ensemble des établissements. Les pays étrangers qui publient des statistiques fournissent des chiffres analogues.

« Nous aurions donc 4,400,000 journées d'hospitalisation par an. Chiffrons la journée d'entretien à 30 francs par jour en moyenne, la dépense totale serait de 132 millions de francs par an. »

Complétant son étude, l'éminent spécialiste prouve, chiffres en mains, et il ne s'agit point de prévisions, mais de conclusions résultant des faits — que l'organisation rationnelle, de l'hospitalisation ferait réaliser aux Commissions d'assistance une économie de 20 millions, laquelle s'ajoutant aux 30 millions économisés sur les soins médico-pharmaceutiques, assurerait une économie totale de 50 millions. Et M. Sand de conclure :

« La dépense supplémentaire nette que représenterait une proportion d'hospitalisation double du taux actuel serait donc :  $132 - 50 = 82$  millions de francs par an. En réalité, la dépense serait moins élevée encore, car nous n'avons pas tenu compte de l'économie de soins ultérieurs que représente une guérison plus prompte et plus complète : les petits cardiaques dont nous avons parlé coûteront six mois d'hospitalisation au début, mais après cette période ils n'auront plus guère besoin de traitement. Au contraire, non hospitalisés au début, ils traîneront pendant des années avant de mourir, et devront être soignés à domicile pen-

mogelijk in aanzienlijke verhoudingen de sterfte en de invaliditeit te verminderen.

Wij hebben in België, in de private en openbare hospitalen en sanatoria, met uitzondering van de krankzinnengestichten, ongeveer 20,000 bedden.

Zij zijn doorgaans slechts met 60 t. h. ongeveer bezet, zegge 220 dagen per jaar, indien men het volle jaar en al de inrichtingen samen neemt. De vreemde landen die statistieken uitgeven leveren dezelfde getallen.

Wij zouden dus 4,400,000 dagen hospitalisatie per jaar hebben. Tegen een onderhoudsdag van 30 frank gemiddeld per dag, bedraagt de globale uitgave 132 miljoen per jaar. »

Ter aanvulling van zijn studie bewijst de uitmuntende specialist, aan de hand van cijfers en zonder dat het vooruitzichten doch wel gevolgtrekkingen **van** feiten geldt, dat de rationele inrichting van de hospitalisatie de commissies voor onderstand een bezuiniging van 20 miljoen zou doen verwezenlijken, die gevoegd bij de 30 miljoen bezuinigd op de genees-pharmaceutische zorgen, een totale bezuiniging van 50 miljoen zou bereiken. En de h. Sand besluit :

« De zuivere bijkomende uitgave welke een verhouding van hospitalisatie van het dubbele van heden zou vertegenwoordigen ware dus :  $132 - 50 = 82$  miljoen frank per jaar. Feitelijk ware de uitgave nog minder hoog, want wij hebben geen rekening gehouden met de bezuinigingen voor latere verpleging welke een spoediger en vollediger genezing vertegenwoordigt : de kleine lichte hartlijders waarvan wij spraken zullen aanvankelijk zes maanden hospitalisatie kosten, doch daarna zullen zij geen verpleging meer behoeven. Daarentegen, niet opgenomen bij het begin, zullen zij heel dien tijd aan huis moeten verzorgd worden.

dant tout ce temps. Au total, les frais seront aussi élevés que si on avait hospitalisé ces malades d'emblée, mais l'effet utile de cette dépense sera nul, puisque le malade sera perdu, alors qu'il aurait été sauvé par l'hospitalisation précoce.

« Ne tenons pas compte de ce facteur. Imaginons, ce qui ne sera évidemment pas le cas, que le nombre des journées d'hospitalisation doublera d'emblée. Supposons, ce qui est aussi exagéré, que les frais d'hospitalisation doubleront aussi. Les pouvoirs publics dépendront chaque année 82 millions de plus qu'aujourd'hui (un centième du budget de l'Etat), mais chaque année aussi ils arracheront à la mort des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. »

Mais le problème de l'assistance publique ne se pose pas seulement sur le plan d'une réorganisation comportant la centralisation et l'extension du bénéfice de l'hospitalisation à un plus grand nombre de malades. Il légitime aussi d'autres réformes.

Nous n'allons pas refaire ici l'historique de la loi sur le domicile de secours.

Nous rappellerons cependant que le projet de réforme présenté par le Gouvernement en 1888 comportait la suppression absolue du recours de commune à commune et, par voie de conséquence, du domicile de secours. Le législateur n'a toutefois pas suivi le Gouvernement dans cette mesure radicale. Il a adopté une solution transitoire : la limitation des cas dans lesquels la commune secourante pourra obtenir le remboursement de l'assistance à charge du domicile de secours.

Ces cas, pour lesquels la nécessité de secourir ne semble pas, en principe, pouvoir être mise en doute, ont été énumérés restrictivement par la nouvelle loi et sont les suivants : frais d'entretien et de traitement dans les

Globaal zullen de kosten zoo hoog loopen alsof men die zieken dagen had opgenomen, doch het nuttig uitwerksel dezer uitgave zal nul zijn, vermits de zieke verloren zal zijn, terwijl hij door een vroege hospitalisatie gered ware geweest.

Laten wij met dien factor geen rekening houden. Veronderstellen wij, wat stellig niet het geval zal zijn, dat het aantal dagen opneming dadelijk zou verdubbelen. Veronderstellen wij, wat ook overdreven is, dat de kosten voor opneming ook verdubbelen. De openbare besturen zullen elk jaar 82 miljoen meer uitgeven dan heden (een honderdste van de Staatsbegroting), doch ook elk jaar zullen zij duizenden mannen, vrouwen en kinderen aan den dood onttrekken. »

Het vraagstuk van den openbaren onderstand rijst echter niet alleen wat betreft de wederinrichting met centralisatie en uitbreiding van het voordeel der hospitalisatie voor een groter aantal zieken. Het billijkt ook andere hervormingen.

Wij zullen hier niet de wordingsgeschiedenis herhalen van de wet op het domicilie van onderstand.

Wij herinneren er echter aan dat het ontwerp van hervorming door de Regeering in 1888 ingediend de volledige afschaffing omvatte van het beroep van gemeente op gemeente en, als gevolg, van het domicilie van onderstand. De wetgever heeft echter de Regeering voor dien strakken maatregel niet gevolgd. Zij heeft een overgangsmaatregel aangenomen : de beperking der gevallen waarin de hulpverstrekende gemeente de terugbetaling zal verkrijgen van den onderstand ten laste van het domicilie van onderstand.

Deze gevallen waarvoor de noodzakelijkheid van hulpverleening in beginsel niet schijnt betwist te kunnen worden, werden beperkend in de nieuw nieuwe wet opgesomd en zijn de volgende : kosten voor onderhoud en be-

hôpitaux, les secours accordés aux vieillards de soixante-dix ans et plus; les secours accordés aux orphelins de père et de mère, aux orphelins de père et aux enfants naturels, non reconnus par leur père, de moins de seize ans. Toutes les autres catégories de secours restent à charge de la localité qui les accorde.

Tel est le système en vigueur actuellement depuis le vote de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.

Or, on constate, à l'heure actuelle, le fait suivant. L'afflux des indigents vers les grands centres où les organisations charitables sont plus riches, plus généreuses et mieux outillées en vue de porter efficacement remède au paupérisme, s'est reproduit avec la même intensité que durant la période précédant le vote de la loi de 1888.

Cette situation s'est encore aggravée par suite de la crise économique et du chômage. Les commissions d'assistance des grandes localités sont harcelées de demandes de secours d'indigents à peine arrivés sur leur territoire et ayant quitté leur commune à la suite du refus de secours opposé par les organismes charitables locaux ou en raison de l'insuffisance de l'aide accordée par ces derniers.

Les cas de recours vis-à-vis du domicile de secours étant très limités, il en résulte que dans la plupart des cas, l'assistance reste à charge de la commune secourante.

D'autre part, par souci d'humanité, ces organismes ne peuvent refuser aux indigents de leur venir en aide parce qu'ils ont quitté leur commune dans le but évident de se faire assister ailleurs. Les grands centres sont de ce fait tout à fait désavantagés. Ils voient accroître sans cesse leurs charges de bienfaisance.

Porter remède à cette situation en modifiant les principes généraux de la

handeling in de hospitalen, de steun verleend aan de grijzaards die zeventig jaar of ouder zijn; de steun verleend aan weezien van vader en moeder, de weezien van vader en de onechte, niet door hun vader erkende kinderen, minder dan zestien jaar oud. Al de overige categorieën van steun blijven ten laste van de gemeente die hem verleent.

Alzoo luidt het stelsel dat van kracht is sedert de goedkeuring der wet van 27 November 1891 op den openbaren onderstand.

Welnu, thans stelt men het volgende feit vast. De toeloop der onvermogenen naar de groote centra waar de liefdadige inrichtingen rijker, milder en beter uitgerust zijn om doelmatig de ellende te verhelpen, herhaalt zich met dezelfde drukte als tijdens de periode die de stemming over de wet van 1888 voorafging.

Deze toestand is nog verergerd door de economische crisis en de werkloosheid. De commissies van onderstand der groote gemeenten worden bestormd door vragen om hulp door onvermogenen die nauwelijks op hun grondgebied zijn beland en die hun gemeente hebben verlaten wegens de weigering van steun door de plaatselijke liefdadigheidsorganismen, of wegens de ontoereikende hulp door deze verleend.

Daar de gevallen van beroep tegen het domicilie van onderstand zeer beperkt zijn, volgt daaruit dat in de meeste gevallen de onderstand ten laste blijft van de hulpverleenende gemeente.

Anderdeels kunnen deze inrichtingen, uit menschlievendheid, niet weigeren de onvermogenen ter hulp te komen omdat zij hun gemeente hebben verlaten met het duidelijk doel zich elders te doen steunen. De groote centra zijn dienvolgens geheel benadeeld. Zij zien hun lasten van weldadigheid voortdurend stijgen.

Dien toestand te verhelpen door de wijziging der algemeene beginselen

loi de 1891 est une solution à laquelle il ne faut pas songer. L'extension du droit de recours au domicile de secours amènerait sans aucun doute le retour des abus auxquels il a fallu mettre fin précédemment.

C'est dans la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique, que l'on pourra peut-être rechercher la solution.

Sous prétexte du manque de ressources, la plupart des Commissions d'assistance ne secourent pas, ou presque pas, leurs indigents, ce qui incite ces derniers, souvent conseillés subrepticement par les administrateurs des Commissions eux-mêmes, à se rendre dans les grands centres où ils espèrent obtenir une aide plus importante. Ces organismes charitables ne remplissent dès lors pas la mission en vue de laquelle ils sont été constitués.

Mais il paraît possible de rendre l'action des Commissions d'assistance des petites localités et des communes rurales plus efficace en permettant la création d'organismes hospitaliers (hôpitaux, hospices, maternités, orphelinats, service médico-pharmaceutique, etc.) à la hauteur de leur tâche, ce qui diminuera du même coup l'afflux des indigents vers les grands centres.

La solution est donnée par la loi organique de 1925 autorisant la constitution des Commissions intercommunales d'assistance publique à but général ainsi que les unions intercommunales à but spécial. Le but que le législateur a poursuivi en introduisant dans la loi la faculté donnée aux petites communes d'unir leurs efforts en vue de créer des organismes de bienfaisance, n'a pas été atteint. C'est fâcheux.

Un problème de cette importance ne saurait être traité ici avec toute l'ampleur désirable. Il comporte au

der wet van 1891 is een oplossing waaraan niet te denken valt. De uitbreiding van het recht van beroep op het domicilie van onderstand zou wellicht terugkeer meebrengen van misbruiken waaraan vroeger een einde diende gemaakt.

Misschien kan, in de organieke wet van 10 Maart 1925 op den openbaren onderstand, de oplossing worden gezocht.

Onder voorwendsel van het gebrek aan middelen, ondersteunen de meeste Commissies van onderstand hun onvermogenden niet of haast niet, wat dezen aanzet, dikwijls tersluiks aangeraden door de beheerders der Commissies zelf, zich naar de groote centra te begeven waar zij een aanzienlijker hulp hopen te verkrijgen. Deze liefdadigheidsorganismen vervullen derhalve niet de opdracht waartoe zij werden samengesteld.

Het schijnt mogelijk de werking der Commissies van Openbaren Onderstand der kleine en der buitengemeenten doelmatiger te maken door de stichting toe te laten van verplegingsinrichtingen (hospitaal, godshuizen, moederhuizen, weezengestichten, genees-pharmaceutische dienst, enz.) op de hoogte van hun taak, waardoor te zelfdertijd de toeloop der onvermogenden naar de groote centra zou verminderd worden.

De oplossing wordt gegeven door de organieke wet van 1925 waarbij de samenstelling toegelaten wordt van intergemeentelijke Commissies van Openbaren Onderstand met algemeen doel, zooals de intergemeentelijke unies met bijzonder doel. Het doel door den wetgever nagestreefd door in de wet de vrijheid te voorzien voor kleine gemeenten hun pogingen te vereenigen om liefdadigheidsinrichtingen tot stand te brengen, werd niet bereikt. Het is jammer.

Een vraag van dergelijk belang zou hier niet met den gewenschten omvang kunnen behandeld worden.

surplus des éléments d'application extrêmement divers.

D'autre part, il convient d'envisager la réforme de la loi relative au placement des indigents dans des établissements non agréés, l'inspection permanente des établissements privés agréés, la réforme des tarifs d'hospitalisation, le placement des assistés à proximité des familles, etc.

Enfin, il doit être permis de dire que la réglementation relative à la création des commissions intercommunales devrait être établie de façon plus précise. Et, à ce propos, que l'on nous permette de reproduire à titre documentaire sans plus et pour apporter une contribution à l'étude, l'avis que nous avons obtenu d'un spécialiste autorisé en matière de bienfaisance publique.

« Sous le régime actuel, nous a-t-il dit, qui dure depuis plus de cent ans beaucoup d'hôpitaux ont poussé, au gré des circonstances, de la vanité locale, des libéralités, ou de certaines influences politiques ou médicales. Aussi, l'utilité de nombre d'entre eux reste-t-elle des plus contestables au point de vue de l'assistance médicale.

» L'hôpital moderne, dont la construction, l'équipement et l'exploitation coûtent très cher, est fait non pour une commune, mais pour une région beaucoup plus étendue; les distances n'ont plus guère d'importance pour le transport des malades, depuis l'invention de l'automobile. Il faut donc passer du cadre de l'hôpital isolé, communal à une organisation hospitalière provinciale et même nationale. »

Ce sont là des suggestions, sans plus. Nous les avons exprimées parce qu'elles émanent de services autorisés et que nul facteur d'études n'est négligeable dans l'examen d'un problème aussi vaste et aussi divers.

Het behelst daarbij zeer uiteenlopende elementen van toepassing.

Anderzijds past het de hervorming in overweging te nemen van de wet op de plaatsing der onvermogenden in niet erkende inrichtingen, het bestendig toezicht over de erkende private inrichtingen, de wijziging der verplegingstarieven, de plaatsing der ondersteunden in de nabijheid der families, enz.

Ten slotte moet men mogen zeggen dat de regeling betreffende de stichting van intergemeentelijke commissies op duidelijker wijze zou moeten opgemaakt zijn. Het weze ons in dit opzicht toegelaten als documentatie zonder meer en ten titel van bijdrage aan deze studie het advies weer te geven dat wij verkregen hebben van een bevoegd specialist inzake openbare onderstand.

Onder het huidig regime, zoo zegde hij ons, dat sedert meer dan honderd jaar duurt, hebben veel hospitaletalen de vrijgevigheden opgedreven volgens de omstandigheden, de plaatselijke ijdelheid of sommige politieke of geneeskundige invloeden. Het nut van vele van hen blijft dan ook ten hoogste betwistbaar wat betreft den geneeskundigen bijstand.

Het modern hospitaal waarvan de bouw, de uitrusting en de exploitatie zeer duur kosten, wordt opgericht niet voor een gemeente, doch voor een veel meer uitgestrekt gewest; de afstanden hebben eigenlijk geen belang meer voor het vervoer der zieken, sedert de uitvinding van de auto. Men moet dus van het kader van het afgezonderd, gemeentelijk hospitaal overgaan naar een provinciale en zelfs nationale verplegingsinrichting.

Dat zijn prachtige wenken, zonder meer. Wij hebben ze uitgedrukt omdat zij uitgaan van bevoegde diensten en omdat geen enkel studiefactor verwaarloosd moet worden in het onderzoek van een zoo ruim en zoo verscheiden vraagstuk.

On nous permettra également d'attirer l'attention du Sénat sur le caractère donné à l'autorité de l'Assistance publique.

En fait, cette Assistance est, sous une forme indirecte une sorte de charge de l'État. Or, comme on le fait remarquer, non sans quelque raison, cette charge est confiée aux Commissions d'assistance qui tiennent leurs pouvoirs de la Nation et la représentent. En conclusion, l'État délègue ses pouvoirs aux Commissions d'assistance. Mais, au vrai, il s'occupe fort peu de savoir si la manière dont elles exercent ces pouvoirs correspond réellement à l'intérêt général de la collectivité ou même seulement des assistés.

Certes, le Collège échevinal a un droit de contrôle et de surveillance. Nulle part cependant, il n'est indiqué qu'il doit, donner des directives, exiger des modalités plus ou moins précises.

Il y a bien quelques circulaires émanant du Département de la Justice. Elles sont surtout de caractère administratif.

En sorte que l'assistance, sans être dans ses applications, tout-à-fait arbitraire, n'en demeure pas moins comme une sorte de manifestation de charité mal comprise.

On ne doit donc pas s'étonner, que nombre de Commissions d'assistance se méprennent sur le caractère de leur mission. Il leur apparaît qu'en attribuant des secours, elles font l'*aumône*. Il y a quelques années, il y avait dans un chef-lieu de province, un établissement hospitalier communal qui s'appelait « La Grande aumône ».

Or il n'y a pas, sur le plan social, des pauvres ayant besoin d'aumône.

Il y a, tout honnement des malchanceux auxquels le destin ne fut pas clément.

Het weze ons eveneens toegelaten de aandacht van den Senaat te vestigen op het kenmerk verleend aan het gezag van den Openbaren Onderstand.

Feitelijk is deze onderstand onrechtstreeks een soort last van den Staat. Welnu, zooals men het doet uitschijnen, niet zonder eenige reden, is deze last toevertrouwd aan de Commissies van Onderstand, die hun bevoegdheid hebben van de Natie en ze vertegenwoordigen. Bijgevolg brengt de Staat zijn rechten over naar de Commissies van Onderstand. Doch, feitelijk houdt hij er zich zeer weinig mede bezig of de wijze waarop zij deze rechten uitoefenen werkelijk strookt met het algemeen belang van de gemeenschap of zelfs van de ondersteunden.

Stellig heeft het Schepencollege een recht van toezicht. Nergens evenwel staat vermeld dat het richtlijnen moet geven, min of meer duidelijke modaliteiten moet eischen.

Er zijn wel is waar enkele omzendbrieven, uitgaande van het Departement van Justitie. Zij zijn vooral van bestuurlijken aard.

Zoodat de onderstand, zonder in zijn toepassing geheel willekeurig te zijn, niettemin als een soort verkeerd begrepen uiting van weldadigheid blijft.

Men moet er zich dus niet over verwonderen dat talrijke Commissies van onderstand zich vergissen over het wezen van hun opdracht. Het komt hen voor dat zij door steun te verleenen, aalmoezen geven. Vóór enkele jaren was er in een provinciehoofdplaats een gemeentelijke verplegingsinrichting die den naam droeg « La Grande Aumône ».

Welnu, er zijn, op sociaal gebied, geen armen die aalmoezen noodig hebben.

Fr zijn eenvoudig ongelukkigen wien het lot niet gunstig was.

En les secourant on ne fait pas la charité et encore moins l'aumône; on remplit un devoir tout court.

Des observations peuvent être exprimées également au sujet du recrutement du personnel, de la nomination des membres des Commissions, bref des agents chargés de tenir un rôle dans l'activité et la lourde responsabilité dévolues aux Commissions.

Certes un article de la loi fait obligation aux Commissions d'assistance de « constituer, lorsqu'il en est besoin, des comités spéciaux et de déléguer à ces comités et, le cas échéant à des personnes dévouées, le soin de visiter les indigents et de leur distribuer les secours. »

Mais on sait que la technique de l'assistance sociale, les difficultés de tous genres que comporte une aide efficace de l'indigent, etc., légitiment un recrutement bien ordonné des membres des commissions et des agents.

Il paraît donc nécessaire et à ce point de vue la Commission sénatoriale a estimé devoir exprimer un avis favorable à une suggestion proposée par l'un de ses membres, de demander aux Commissions d'assistance d'assurer un recrutement du personnel dans de meilleures conditions. Il y a nombre d'agents des deux sexes, sortis des Ecoles de service social, des Universités, des Ecoles d'infirmières, etc., qui apporteraient au travail si délicat et parfois si difficile des Commissions des concours précieux et compétents.

D'autre part, on estime que pour faciliter la tâche des Commissions, surtout dans les grandes villes, de plus grandes facilités devraient être accordées en matière d'adjudication des travaux ou des fournitures nécessaires au administrations.

Nous devons signaler aussi que la

Door hen te helpen doet men niet aan weldadigheid en men geeft nog minder aalmoezen, men vervult een plicht, zonder meer.

Opmerkingen kunnen insgelijks geopperd worden over de aanwerving van het personeel, de benoeming der leden van de Commissie, kortom de bedienden belast met het vervullen van een rol in de bedrijvigheid en de zware verantwoordelijkheid toegekend aan de Commissies.

Gewis verplicht een artikel van de wet de Commissies van Onderstand, wanneer het noodig is, bijzondere comités te stichten, en deze comités, en desgevallend toegewijde personen, de zorg op te dragen de onvermogenen te bezoeken en hun steun uit te deelen.

Doch men weet dat de techniek van den socialen bijstand, de moeilijkheden allerhande die een doelmatige steun van den onvermogende meebrengt, enz., een behoorlijke aanwerving van de leden der Commissies en van de bedienden billijkt.

Het schijnt derhalve noodzakelijk, en in dit opzicht heeft de Senaatscommissie gemeend een gunstig advies te moeten uitbrengen over een voorstel van een harer leden, de Commissies van onderstand te verzoeken de aanwerving van het personeel in de beste voorwaarden te verzekeren. Er zijn bedienden van beide geslachten, die komen uit de scholen voor maatschappelijk dienstbetoon, de universiteiten, de scholen voor verpleegsters, enz., welke aan het zoo kiesch en soms moeilijk werk van de Commissies, kostbare en bevoegde medewerking kunnen verleenen.

Anderzijds oordeelt men dat, om de taak der Commissies vooral in de groote steden te vergemakkelijken, meer gemak zou moeten verleend worden inzake aanbesteding der werken of der leveringen noodig voor de diensten.

Wij moeten er ook op wijzen dat

création par le Roi d'un Conseil médical de l'assistance publique, chargé d'étudier les questions relatives au service médical et aux établissements institués par les commissions d'assistance, a été également suggérée par diverses administrations que nous avons consultées.

Dans le même esprit, les Commissions d'assistance devraient pouvoir s'occuper de façon plus effective de la protection de l'enfance.

Enfin, on nous permettra, pour terminer, de dire quelques mots des frais d'entretien et du Fonds commun.

Le projet actuellement à l'étude propose, a-t-il été dit, d'ajouter à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 14 juin 1920 concernant l'extension du fonds commun aux enfants anormaux et aux estropiés infirmes : les frais d'entretien, du traitement et de l'éducation de toute personne placée dans une institution ou une famille à l'initiative d'une Commission d'assistance.

Ainsi, le Fonds commun provincial s'étendrait désormais à tous les modes de placement quels qu'ils soient. Seuls, les secours à domicile resteront à charge des commissions d'assistance. Il résulte de cette modification fondamentale que les secours accordés à la famille des indigents admis dans les hôpitaux, pendant le séjour que ceux-ci y font, les secours accordés aux enfants de moins de 16 ans, orphelins de père et de mère, ou de père ou enfants naturels non reconnus par leur père et aux vieillards de plus de 65 ans devront être remboursés à la commune qui y a pourvu, lorsque l'indigent secouru a son domicile de secours en Belgique (art. 2 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique).

La recherche et la détermination du

de stichting door den Koning van een geneeskundigen raad voor openbaren onderstand, belast met de studie van de vraagstukken betreffende den geneeskundigen dienst en de instellingen opgericht door Commissies van Onderstand, ook voorgesteld werd door verschillende bestuurslichamen die wij hebben geraadpleegd.

In denzelfden geest zouden de Commissies van Onderstand zich meer werkdadig met de bescherming van het kind moeten kunnen bezighouden.

Ten slotte weze het ons, om te sluiten, toegelaten enkele woorden te zeggen over de kosten van onderhoud en over het Gemeenfonds.

Naar het luidt stelt het thans ter studie liggend ontwerp voor, aan artikel 1 der wet van 14 Juni 1920 over de uitbreiding van het Gemeenfonds tot de abnormale kinderen en de verminkte gebrekkelijken, toe te voegen : de kosten van onderstand, wedde en opleiding, van elken persoon in een inrichting of in een gezin geplaatst door toedoen van een Commissie van onderstand.

Aldus zou het Provinciaal Gemeenfonds zich voortaan uitstrekken over al de welkdanige wijzen van plaatsing. Alleen de steun ten huize zou ten laste blijven van de Commissies van Onderstand. Uit die hoofdzakelijke wijziging zou volgen dat de steun aan de familie der onvermogenden in hospitalen verleend, gedurende hun verblijf aldaar, de steun verleend aan de kinderen van minder dan zestien jaar, weezen van vader en moeder, of door hun vader niet erkende onechte kinderen, en aan de grijsaards meer dan vijf-en zestig jaar oud, aan de gemeente die er in heeft voorzien, moeten terugbetaald worden wanneer de ondersteunde onvermogende zijn domicilie van onderstand in België heeft. (Art. 2 der wet van 27 November 1891 op den Openbaren Onderstand).

De opsoring en de vaststelling van

domicile de secours subsisteront donc pour ces cas qui sont peu nombreux.

On voit combien cette gestion de l'assistance publique est diverse et présente parfois de sérieuses difficultés d'application. Nous en avons signalé quelques-unes, parmi les plus caractéristiques.

Faut-il dire que le nouveau Département a estimé devoir accorder un examen urgent de cette question de l'assistance. Mais la gravité du problème exige que des propositions d'ordre légal ou d'ordre administratif ne soient prises qu'après des études approfondies.

L'assistance médicale gratuite et l'assistance hospitalière soulèvent, en effet, une série de problèmes au sujet desquels il est essentiel que le Ministre de la Santé Publique puisse s'appuyer sur des avis autorisés. D'autre part, il faut éviter de multiplier les organismes consultatifs.

C'est pourquoi, d'accord avec le Conseil Supérieur de l'Assistance publique, le Ministre a décidé de créer dans ce Conseil une section médicale, au sein de laquelle l'Académie royale de Médecine, les quatre Facultés de Médecine de nos Universités et l'Administration de l'Hygiène seront représentées.

Cette réforme importante sera réalisée, à bref délai, par arrêté royal.

Le projet rédigé par les services du Ministère a subi diverses retouches au cours de sa discussion par le Conseil Supérieur de l'Assistance, mais ses éléments essentiels ont été maintenus. Ce sont :

1<sup>o</sup> la faculté, pour le Roi, de créer d'office une Commission intercommunale d'assistance à but général ou une Association intercommunale d'assistance à but spécial, ou encore d'y faire entrer telle commune récalcitrante;

het domicilie van onderstand zullen dus blijven bestaan voor deze niet talrijke gevallen.

Men ziet hoe verscheiden dit vraagstuk van openbare onderstand is en welke ernstige toepassingsmoeilijkheden het soms biedt. Wij hebben er enkele van de meest kenschetsende aangehaald.

Behoeft men te zeggen dat het nieuw Departement heeft gemeend een dringend onderzoek aan dit vraagstuk van onderstand te moeten wijden. Doch de ernst ervan vergt dat de voorsstellen van wettelijken of van bestuurlijken aard slechts na grondige studie genomen worden.

De kosteloze geneeskundige bijstand en de verplegingssteun doen inderdaad een reeks vraagstukken rijzen, waarvoor de Minister van Volksgezondheid moet kunnen steunen op bevoegde adviezen. Anderzijds moet men de raadplegende organismen niet te zeer vermenigvuldigen.

Dienvolgens, en in overleg met den Hooger Raad voor Openbare Onderstand, heeft de Minister besloten in dien Raad een geneeskundige afdeeling te stichten, in den schoot derwelke de Academie Royale de Médecine, de vier medische faculteiten onder universiteiten en het Bestuur voor Hygiene vertegenwoordigd zijn.

Deze belangrijke hervorming zal eerlang bij koninklijk besluit verwezenlijkt zijn.

Het ontwerp opgemaakt door de diensten van het Ministerie werd in den loop der bespreking door den Hooger Raad voor Onderstand herhaaldelijk gewijzigd, doch de hoofdzakelijke elementen werden gehandhaafd. Het zijn :

1<sup>o</sup> de vrijheid voor den Koning ambtshalve een intergemeentelijke commissie van onderstand met algemeen doel, of een intergemeentelijke vereeniging van onderstand met bijzonder doel te stichten, of nog er een

2<sup>o</sup> la faculté, pour le Roi, de déterminer les conditions que les services et les établissements des Commissions d'assistance doivent remplir (actuellement, le Gouvernement est désarmé en cas d'inertie des Commissions d'assistance);

3<sup>o</sup> L'indication que les Commissions doivent recourir pour leurs services à des agents qualifiés (en l'espèce, auxiliaires sociales et infirmières visiteuses);

4<sup>o</sup> la faculté pour le Ministre de dispenser une Commission de recourir à l'adjudication publique sur avis du Conseil communal;

5<sup>o</sup> l'extension du bénéfice du Fonds commun aux tuberculeux et aux cancéreux, et la faculté pour le Roi d'étendre cette intervention à d'autres catégories d'indigents, sur avis du Conseil Supérieur de l'Assistance publique.

La première étape de cette extension est évidemment la plus urgente; la seconde représente le but final à atteindre, et pourra être réalisée par arrêté royal.

Le Conseil Supérieur de l'Assistance publique a été unanime à approuver ces diverses réformes.

Le projet sera soumis au Conseil des Ministres dès l'achèvement de la traduction flamande.

La solution est donc proche.

Nous voudrions, pour terminer ce chapitre consacré à l'Assistance, renoncer à l'amendement présenté par Mme Spaak. Cet amendement propose d'insérer dans le tableau du Budget, un article 19bis, ainsi conçu :

« ART. 19bis. — a) Encouragement aux commissions d'assistance publique et aux communes qui organisent une alimentation ou une suralimentation pour les enfants;

of andere weerspannige gemeente te doen bij toetreden;

2<sup>o</sup> de vrijheid voor den Koning de voorwaarden te bepalen welke de diensten en inrichtingen der commissies van onderstand moeten vervullen (thans is de Regeering ontwapend ingeval de Commissies van Onderstand werkeloos blijven);

3<sup>o</sup> de aanduiding dat de commissies voor hun diensten moeten beroep doen op bevoegde bedienden (in dit geval sociale helpsters en verpleegsters-bezoeksters);

4<sup>o</sup> de vrijheid voor den Minister een commissie te ontslaan over te gaan tot openbare aanbesteding op advies van den Gemeenteraad;

5<sup>o</sup> de uitbreiding van het voordeel van het gemeenfonds tot de tering- en kankerleiders, en de vrijheid voor den Koning deze tusschenkomst uit te strekken over andere reeksen van onvermogenden, op advies van den Hoogeren Raad voor Openbare Onderstand.

De eerste stap van deze uitbreidings is natuurlijk de meest dringende; de tweede vertegenwoordigt het einddoel en zal bij koninklijk besluit kunnen uitgevoerd worden.

De Hoogere Raad voor Openbare Onderstand heeft eenparig deze onderscheiden hervormingen goedgekeurd.

Het ontwerp zal aan den Ministerraad voorgelegd worden zoodra de Nederlandsche vertaling klaar is.

De oplossing is dus nakend.

Om dit hoofdstuk te sluiten gewijd aan den onderstand, zouden wij het amendement door Mw Spaak ingediend, even behandelen. Dit amendement stelt voor in de tabel der begroting een artikel 19bis in te lasschen, luidende :

« ART. 19bis. — a) Aanmoediging aan de Commissiën van Openbare Onderstand of aan de gemeenten die diensten voor voeding of overvoeding inrichten voor de kinderen;

» b) Encouragement aux commissions d'assistance publique ou aux communes qui organisent les vacances pour les enfants, soit par l'envoi dans une colonie à la mer ou à la campagne, soit par l'aménagement et l'entretien d'un terrain approprié : 2,000,000 de francs. »

D'autre part, M. le Sénateur Boon a proposé de compléter cet amendement en y ajoutant *in fine* de l'article 19bis, littera a, et dans le littera b, une phrase précisant l'attribution du bénéfice de ces crédits aux écoles gratuite. La Commission a approuvé par un vote de majorité l'amendement proposé par M<sup>me</sup> Spaak, en estimant que l'application de cette décision est de nature à rencontrer l'interprétation formulée par M. Boon.

» b) Aanmoediging aan de Commissie van Openbare Onderstand of aan de gemeenten die het verlof voor de kinderen inrichten, hetzij door ze te sturen naar een kolonie aan zee of op den buiten, hetzij door de inrichting en het onderhoud van een geschikt terrein, 2,000,000 frank. »

Anderzijds heeft senator Boon voorgesteld dit amendement aan te vullen door er *in fine* van artikel 19bis, littera a, en in littera b een volzin toe te voegen waarbij de toekenning van het voordeel dezer kredieten aan de kosteloze scholen wordt verleend. De Commissie heeft door een stemming bij meerderheid het amendement, voorgesteld door Mw Spaak, goedgekeurd, oordeelend dat de toepassing dezer beslissing van dien aard is tegemoet te komen aan de interpretatie uitgedrukt door den heer Boon.

## CHAPITRE VI.

### L'Hygiène dans l'enseignement.

#### LA SANTÉ DE L'ENFANT EN AGE D'ÉCOLE.

Se pose maintenant le problème de la santé de l'enfant en âge d'école, de l'adolescent, de l'apprenti, du travailleur.

La surveillance médicale scolaire a-t-elle donné tous les résultats que l'on était en droit d'en attendre?

Le principe est excellent. On ne peut songer à en méconnaître la valeur.

Mais, les applications, pour des raisons d'ordre divers — manque de ressources des Pouvoirs, difficultés de recrutement, absence d'apostolat, insuffisance des crédits attribués aux services, etc., — n'ont pas toujours répondu aux vœux des pouvoirs, des hommes d'œuvres et des éducateurs.

## HOOFDSTUK VI.

### De Hygiëne in het onderwijs.

#### DE GEZONDHEID VAN HET SCHOOLPLICHTIG KIND.

Thans rijst het vraagstuk der gezondheid van het schoolplichtig kind, van den jongeling, van den leerjongen, van den arbeider.

Heeft het geneeskundig schooltoezicht al de uitslagen opgeleverd die men terecht daarvan mocht verwachten?

Het beginsel is uitstekend. Men kan er niet aan denken de waarde daarvan te miskennen.

Maar, de toepassingen — wegens verschillende redenen : gebrek aan geldmiddelen der besturen, moeilijkheden van aanwerving, gemis van apostolaat, ontoereikende kredieten verleend aan de diensten, enz. — hebben niet steeds beantwoord aan de wenschen der besturen, der sociale werkers en der opvoeders.

Il faut noter aussi qu'il n'y a pas toujours une formation suffisante chez ceux qui ont mission de collaborer à la surveillance médicale à côté des médecins.

L'honorable chef du Département s'est alarmé de cette déficience. Il a fait parvenir récemment aux administrations communales une circulaire dans laquelle il attirait l'attention de ces pouvoirs sur les faiblesses de l'action sanitaire sur le plan municipal. Et il exprimait, parmi d'autres regrets, la remarque suivante : « Quelques communes seulement ont engagé des infirmières-visiteuses, l'inspection médicale scolaire n'a pas donné tous les résultats que l'on pourrait obtenir. Les soins dentaires sont souvent inaccessibles aux enfants. Ils ne reçoivent pas toujours la ration quotidienne de lait qui leur est indispensable. Les classes et institutions pour les anormaux et les débiles physiques et mentaux sont en nombre insuffisants. »

Tout récemment un éducateur résumait, non sans quelque sévérité, l'insuffisance de la surveillance médicale :

« Qu'a-t-on fait pour la santé de l'enfant en âge d'école? »

» Quelques communes privilégiées, quelques grandes villes ont organisé des services remarquables.

» Ailleurs on a fait de timides essais. Dans l'énorme majorité des cas, on n'a rien fait.

» On a fait plus que ne rien faire, on a trompé le public, les parents, on a trahi la cause de l'Enfant en laissant croire que l'on faisait quelque chose.

» Ce n'est pas faire de l'inspection médicale que de passer dans les classes pour demander à l'instituteur s'il n'y a pas d'enfants malades, s'il n'y a pas de maladies contagieuses à signaler.

Er valt ook op te merken dat er niet steeds een voldoende opleiding voorhanden is bij diegenen die tot taak hebben mede te werken aan het geneeskundig toezicht naast de geneesheeren.

Het geachte hoofd van het Departement heeft zich verontrust over dit gebrek. Onlangs heeft hij tot de gemeentebesturen een omzendbrief gericht waarin hij de aandacht dezer besturen vestigde op de zwakheden van de hygienische actie op het gemeentelijk plan. Hij zegde onder meer : « Slechts enkele gemeenten hebben verpleegsters-bezoeksters aangeworven. Het geneeskundig schooltoezicht heeft niet al de uitslagen opgeleverd die daarvan zouden kunnen verkregen worden. De tandverpleging is vaak ongenaakbaar voor de kinderen. Zij ontvangen niet altijd het dagelijksch rantsoen melk dat voor hen onontbeerlijk is. De klassen en de instellingen voor abnormalen en lichamelijk en geestelijk zwakken zijn ontoereikend in aantal. »

Onlangs vatte een opvoeder, niet zonder eenige strengheid, de ontroeikendheid van het geneeskundig toezicht samen als volgt :

« Wat werd er gedaan voor de gezondheid van het schoolgaand kind? »

» Enkele bevoordeerde gemeenten, enkele groote steden hebben merkwaardige diensten tot stand gebracht.

» Elders werden er schuchtere pogingen gedaan. In de overgroote meerderheid van de gevallen werd er niets gedaan.

» Men heeft meer dan niets gedaan, men heeft het publiek en de ouders bedrogen; men heeft de zaak van het kind verraden door te doen gelooven dat er iets werd gedaan.

» Men doet niet aan geneeskundig toezicht door in de klassen te komen om aan den onderwijzer te vragen of er geen zieke kinderen zijn en of er geen besmettelijke ziekten aan te stippen vallen.

» Ce n'est pas faire de l'inspection médicale que de passer à la fin de l'année scolaire pour examiner la gorge et les yeux des enfants.

» Ce n'est pas faire de l'inspection médicale scolaire que de faire subir, une fois l'an, une visite aux enfants pour dépister les hernieux, les pré-tuberculeux, etc. »

Répétons-le, ce sont là paroles un peu dures. Nous ne les avons reprises que parce que révélatrices d'un état d'esprit qui règne dans certains milieux d'enseignement.

Mais il ne faudrait pas généraliser.

Il y a, même dans de modestes centres ruraux et pas seulement dans les villes populeuses et riches s'adaptant aisément aux exigences sociales nouvelles, des organisations médicales scolaires fort bien conçues, fécondes en résultats et où s'exercent de généreux apostolats.

Certains membres de la Commission particulièrement autorisés, en raison de leur situation, ont présenté, lors de l'examen de ce rapport, des observations qui ne manqueront pas d'intérêt. La controverse était, pour le moins... piquante. Les autres membres de la Commission qui n'appartiennent pas hélas ! à la Faculté, en ont tiré de fort heureuses leçons.

Et il est apparu en fin de compte qu'il ne fallait point sous-évaluer bien des réalisations, pour modestes qu'elles fussent. Cependant, on estime qu'il reste à faire beaucoup et peut être à faire mieux, surtout en généralisant et en coordonnant.

Ce sera le rôle et du Département de la Santé publique et du Département de l'Instruction publique.

Mais il y a d'autres devoirs.

Les notions et les cours d'hygiène industrielle et sociale, doivent être imposées à tous les programmes, sous des formes naturellement différentes et suivant le degré de culture et

» Men doet niet aan geneeskundig toezicht door op het einde van het schooljaar in de school te komen om de keel en de oogen van de kinderen te onderzoeken.

» Men doet niet aan geneeskundig schooltoezicht door eens per jaar de kinderen te onderzoeken om de kinderen-breuklijders, de lijders aan pre-tuberculose, enz., op te sporen. »

Wij herhalen het, dat zijn nogal harde woorden. Wij hebben ze slechts aangehaald omdat zij kenschetsend zijn voor een geestestoestand in sommige onderwijskringen.

Doch men moet niet veralgemeenen.

Zelfs in nederige landelijke centra, en niet alleen in volkrijke en vermogende steden, die zich gemakkelijk aan de nieuwe sociale eischen aanpassen, zijn er medische schoolinrichtingen die zeer goed opgevat zijn, rijke uitslagen opleveren en edelmoedige apostels kweken.

Sommige hoogst bevoegde leden der Commissie deden, bij het onderzoek van dit verslag, aanmerkingen gelden die belangstelling verdienen. De bespreking was, op haar minst,... boeiend! De overige leden der Commissie die helaas niet tot de Faculteit behooren, hebben daaruit nuttige lessen getrokken.

En ten slotte, is gebleken dat men sommige geringe werken niet moest onderschatten. Toch acht men dat er veel en allicht beters te doen blijft, vooral mits te veralgemeenen en samen te schakelen.

Dit zal de rol van het Departement van Volksgezondheid en van dit van Openbaar Onderwijs zijn.

Maar er zijn nog andere plichten.

De begrippen en de leergangen van individuele en sociale hygiene moeten vorkomen op al de programma's, onder vormen die natuurlijk verschillen volgens den graad van cultuur en

d'instruction des enfants et des adolescents.

Certes, nos programmes d'enseignement font une large part à l'étude et à la pratique de l'hygiène. De plus, les récentes initiatives prises par le Département de l'Instruction publique sont de nature à accentuer ce rôle éducatif.

La Commission sénatoriale a bénéficié de l'avis autorisé de quelques-uns de ses membres médecins qui ont tenu à marquer l'intérêt qu'il y aurait à donner à cette pénétration de l'hygiène dans la vie de nos divers enseignements, un sens plus autorisé et peut-être plus efficace.

Il faut être net.

L'intégration de l'enseignement de l'hygiène dans nos écoles, dans toutes nos écoles, sous une forme d'obligation ne sera vraiment efficiente que pour autant que soit assurée la valeur de cet enseignement.

Il ne s'agit point de sous-évaluer le mérite de ceux qui assument, à présent, cette mission. Mais la Commission a pensé qu'il convenait de bien délimiter les rôles et aussi de caractériser le sens à donner à cet enseignement, dans les divers milieux scolaires où il doit être imposé.

Ainsi se précise l'obligation de la mise à profit des compétences et sur le plan de la technique de l'hygiène et sur le plan de la pédagogie.

Et, d'abord, que l'on nous permette de faire remarquer qu'il ne peut s'agir de leçons arides, sèches, peu séduisantes. L'esprit des leçons doit évoluer avec les milieux scolaires à atteindre. Une leçon d'hygiène donnée au jardin d'enfants ne ressemblera en rien à la leçon qui sera donnée aux adolescents de l'école professionnelle. Toutes les pénétrations de l'hygiène dans les milieux scolaires doivent donc être imprégnées d'esprit

onderwijs van de kinderen en van de jongelieden.

Gewis wordt er op onze onderwijs-programma's een uitgebreide plaats ingeruimd aan de studie en aan de praktijk van de hygiene. Bovendien kan het jongste initiatief van het Departement van Openbaar Onderwijs deze opvoedende rol nog uitbreiden.

De Commissie heeft het bevoegd advies gehoord van enkele leden-genesheeren die hebben doen uitschijnen welk belang er zou aan verbonden zijn aan het doordringen van de hygiene in het leven van onze verschillende onderwijsstakken een meer bevoegde en misschien meer doeltreffende betekenis te geven.

Men moet duidelijk spreken. De inlijving van het onderwijs van de hygiene in onze scholen, in al onze scholen, onder een vorm van verplichting zal werkelijk slechts doeltreffend zijn in zoover de waarde van dit onderwijs is verzekerd.

Het gaat er niet om de verdienste te onderschatten van diegenen die thans deze taak waarnemen. Maar de Commissie heeft geoordeeld dat het paste de rollen duidelijk af te bakenen en ook de aan dit onderwijs te geven betekenis te ontlijken in de verschillende schoolkringen waar het moet worden opgelegd.

Aldus komt duidelijker tot uiting de verplichting beroep te doen op competenties en op het plan der techniek van de hygiene en op het plan der opvoedkunde.

Voorerst weze het ons toegelaten te doen opmerken dat het niet kan gelden droge, saaie en weinig aanlokkelijke lessen. De geest der lessen moet evolueren met de te bereiken schoolkringen. Een les van hygiene gegeven in een kindertuin mag volstrekt niet gelijken op de les gegeven aan de jongelieden van de vakschool. Al de uitingen van de hygiene in de schoolkringen moeten dus doordringen zijn van practischen geest, rijk

pratique, riches d'exemples empruntés à la vie, instructives dans le sens le plus étendu.

Mais ce sens des valeurs n'est-ce pas surtout aux compétences techniques qu'il convient de le demander?

La Commission a nettement posé cette question. Et il semble résulter des appréciations qui ont été exprimées qu'elle estime que le rôle du technicien, du médecin donc, doit être plus généreusement mis à profit dans l'école et dans les œuvres post-scolaires.

Certes — répétons-le — il ne faut pas amoindrir le moins du monde la mission de l'éducateur proprement dit, surtout dans l'enseignement primaire. Mais il faut tirer un parti plus efficace et plus étendu de l'autorité et de la compétence du médecin.

C'est pourquoi on peut exprimer le vœu que l'inspection médicale scolaire dans l'enseignement primaire soit réorganisée, fortifiée, rendue plus efficace, complétée par la théorie et la pratique de l'hygiène.

Il est évident que cette intégration de l'hygiène sous une forme éducative et sous une forme préventive, dans les divers degrés de la scolarité primaire, réalisation qui suivra en fait le contrôle de la vie de la mère et du nouveau-né, devra être basée sur une formation solide de l'éducateur proprement dit, collaborateur du médecin, des infirmières, etc.

Cela c'est la tâche du Département de l'Instruction Publique. Notre rôle se limite à exprimer le vœu que dans la formation normale et dans la pratique on puisse avoir toute garantie au sujet de l'utilisation des compétences.

Avant de terminer ce chapitre, nous voudrions attirer l'attention du Département sur l'urgence qu'il y a à résoudre, de façon plus efficace, la question de l'enseignement des arriérés mentaux et congénitaux et celle des estropiés congénitaux et du travail.

aan voorbeelden ontleend aan het leven en leerrijk in den ruimsten zin.

Maar is het niet vooral van de technische competenties dat deze zin van de waarden dient gevraagd?

De Commissie heeft duidelijk deze vraag gesteld. En uit de uitgedrukte beoordeelingen schijnt te blijken dat zij oordeelt dat de rol van den technicus, van den geneesheer dus, ruimer moet worden aangewend in de school en in de naschoolsche werken.

Gewis wij herhalen het, wij mogen niet in het minst de taak van den eigenlijken opvoeder kleineeren, bij voorbeeld in het lager onderwijs. Maar er moet doeltreffender en ruimer partij worden getrokken uit het gezag en de bevoegdheid van den geneesheer.

Derhalve mag de wensch worden uitgedrukt dat het geneeskundig schooltoezicht in het lager onderwijs worde heringericht, versterkt, doeltreffender gemaakt en aangevuld door de theorie en de praktijk der hygiene.

Het spreekt vanzelf dat deze aanpassing van de hygiene in een opvoedkundigen vorm en in een préventieven vorm in de onderscheidene graden van de lagere school, verwezenlijking die in feite zal volgen op de controle van het leven van de moeder en van den boorling, zal dienen gesteund op een stevige opleiding van den eigenlijken opvoeder, medewerker van den geneesheer, de verpleegsters, enz. Dit is de taak van het Departement van Openbaar Onderwijs. Onze rol beperkt zich er toe den wensch uit te drukken dat in de normale opleiding en in de praktijk alle waarborgen worden geëischt omtrent de benutting van bevoegdheden.

Vooraleer dit hoofdstuk te sluiten wenschen wij de aandacht van het Departement te vestigen op de hoogdringendheid van een doeltreffender oplossing van het vraagstuk van het onderwijs der geestelijk en erfelijk achterlijken en deze van de met aangeboren vermindering behepten en de arbeidsverminkten.

Pour des raisons d'un ordre spécial et qui n'étaient souvent que des manifestations d'une dignité parentale peut-être abusive, les pouvoirs publics n'ont pas résolu, à suffisance, le grave problème des enfants arriérés. De plus longs retards seraient injustifiés. Le nouveau Département se doit de prendre à cet égard, d'accord avec le Département de l'Instruction publique, toutes les initiatives nécessaires.

Tel est le vœu qu'exprime la Commission.

Celle-ci estime également qu'il convient de ne pas négliger plus longtemps la solution à donner à la formation générale et technique des estropiés congénitaux et du travail.

Il n'existe, en effet, que quelques rares écoles spécialisées, à Bruxelles, Charleroi, etc. Leur action est incomplète. Il n'y a pas de coordination, encore moins de règles. Une multiplication d'établissements de ce genre s'impose. Et l'Etat se doit, par l'intermédiaire de ses Départements, de collaborer aux généreux efforts que certains pouvoirs provinciaux et communaux assument dans un bel esprit de prévoyance sociale.

#### L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE ET LA TUTELLE SANITAIRE DE L'APPRENTI.

Mais, la santé de l'enfant assurée jusqu'au seuil de l'apprentissage, la tâche du pouvoir n'est point terminée.

Et se pose, ici, le problème délicat de l'orientation professionnelle et de la tutelle sanitaire de l'apprenti au travail.

Avant d'exprimer quelques observations au sujet de cette mesure nouvelle, nous tenons à faire remarquer qu'il n'entre pas du tout dans l'esprit de la Commission d'enlever aux Ministères de l'Instruction Publique, du

Wegens bijzondere redenen die vaak slechts uitingen zijn van een misschien misbruiklijke waardigheid, hebben de openbare besturen het ernstig vraagstuk der achterlijke kinderen niet voldoende opgelost. Verdere vertraging ware ongewettigd. Het nieuwe Departement moet in dit opzicht, in overleg met het Departement van Openbaar Onderwijs, het noodige initiatief nemen.

Deze is de wensch der Commissie.

Zij oordeelt ook dat het past niet langer de oplossing te verwaarlozen van de algemeene en technische op-leiding der met aangeboren vermindering behepten en de arbeidsverminkten.

Er bestaan inderdaad slechts enkele zeldzame gespecialiseerde scholen te Brussel, Charleroi, enz. Hun actie is onvolledig. Er is geen samenordening, en nog veel minder bestaan er regelen... De vermenigvuldiging van inrichtingen van dien aard is geboden. En de Staat moet door tusschenkomst zijner Departementen medewerken met het edelmoedig streven van somsige provincie- en gemeentebesturen in een prachtigen geest van sociale voorzorg.

#### DE BEROEPSKEUZE EN HET GEZONDHEIDSTOEZICHT VAN DEN LEERJONGEN.

Maar, zoo de gezondheid van het kind verzekerd is tot op den drempel van het leerlingschap, is de taak van het openbaar bestuur nog niet ten einde.

Hier stelt zich het kiesche vraagstuk van de beroepskeuze en van het gezondheidstoezicht van den leerjongen aan het werk.

Alvorens eenige opmerkingen te uiten nopens dezen neuen maatregel, houden wij er aan te verklaren dat het geenszins in de bedoeling der Commissie ligt, aan de Ministeries van Openbaar Onderwijs, van Arbeid,

Travail, des Affaires Economiques, etc. les prérogatives dont ils sont — à juste titre — jaloux. Mais, il convient de rappeler que la Commission interministérielle qui a été constituée au Département de la Santé Publique a précisément pour but de créer une sorte de lien entre les Départements qui estimeraient devoir recourir aux compétences et à l'autorité du nouveau Département, en matière de Santé publique.

Or, s'il est une question qui relève bien du nouveau Département, c'est celle de la tutelle sanitaire de l'adolescent, dans le milieu familial, dans le milieu économique et dans le milieu social.

Il faut donc entourer le placement de l'apprenti dans un milieu de travail de toutes les garanties nécessaires non seulement pour assurer à l'adolescent une vie exempte des pires détresses, mais encore pour ne pas favoriser la multiplication de déchets sociaux qui deviennent de lourdes charges pour les œuvres d'assistance.

Le Département de l'Instruction Publique désireux — et il faut l'en féliciter — de participer à la solution du problème de l'orientation professionnelle, a suivi l'exemple que donnait depuis des années la Province de Brabant qui, la première, créa en Belgique une institution intercommunale d'orientation, dans le Grand-Bruxelles.

Répétons-le : c'est fort bien.

Mais la Commission croit devoir faire remarquer qu'un tel service ne peut se concevoir sur le plan trop exclusif de l'instruction.

Le médecin — et peut-être plus que tout autre — a le devoir d'intervenir. Sa compétence et son autorité en matière de détermination des aptitudes physiques et physiologiques, ne

van Economische Zaken, enz., de voorrechten te ontnemen waarover zij terecht angstvallig bezorgd zijn. Maar het past er aan te herinneren dat de Interministerieele Commissie die in het Departement van Volksgezondheid opgericht werd, juist tot doel heeft een soort van band te vormen tusschen de Departementen die zouden oordeelen beroep te moeten doen op de bevoegdheden en het gezag van het nieuw Departement inzake volksgezondheid.

Welnu, zoo er een kwestie is die wel van het nieuw Departement afhangt, dan is het deze van het gezondheidstoezicht van den jongeling, in het gezins-, economisch en maatschappelijk midden.

Men moet dus de plaatsing van den leerjongen in een arbeidsmidden omringen van al de noodige waarborgen, niet alleen om aan den jongeling een leven te verzekeren vrij van de moeilijkste zedelijke nooden, doch ook om niet de vermenigvuldiging in de hand te werken van sociale nietswaarden die een zware last worden voor de werken van bijstand.

Het Departement van Openbaar Onderwijs, bezorgd — het dient erom gefeliciteerd — om zijn aandeel te hebben in de oplossing van het vraagstuk der beroepsorientering, heeft het voorbeeld gevuld, gegeven sedert jaren door de Provincie Brabant, dewelke, de eerste in België, een intercommunale instelling voor beroepskeuze oprichtte in Groot-Brussel.

Herhalen wij : dat is heel wel.

Doch de Commissie meent te moeten doen opmerken dat een dergelijke dienst niet mag opgevat worden op het te exclusief plan van het onderwijs.

De geneesheer — misschien meer dan wie ook — heeft den plicht tusschen te komen. Zijn bevoegdheid en gezag inzake bepaling der lichameleijke en physiologische geschiktheid,

sauraient être négligées. Et ainsi s'affirme l'obligation de souhaiter que le nouveau Département puisse tenir un rôle dans l'organisation de l'orientation professionnelle au seuil et dans l'apprentissage.

Que l'on nous permette de citer en passant des faits, des faits douloureux, triste contribution à l'histoire du jeune salariat.

Et voici : M. A. Langelez, dans une étude parue récemment dans la *Revue du Travail*, et au cours de laquelle il met légitimement en valeur les initiatives heureuses prises par M. le docteur Glibert, inspecteur général du service médical du travail, signale des faits et des chiffres caractéristiques au sujet des cas révélés par l'application sanitaire des adolescents au travail. Il montre notamment que, dans l'ensemble, la proportion générale des adolescents dont l'état de santé mérite une attention spéciale est de 9 p. c. Et il s'agit seulement des adolescents qu'il est utile de revoir plus souvent que tous les ans et non pas ceux dont les troubles constatés sont fixes ou inchangables, tels les boiteux, les borgnes, etc.

Vous lisez bien : 9 p. c. C'est énorme.

Voici qui est plus précis, voire plus douloureux encore. Sur un total de 58,343 examens, on a relevé 22,003 cas relatifs au système digestif, 8,762 cas relatifs aux yeux, 4,086 cas du système osseux, 898 hernies, 536 affections nerveuses, 3,308 cas se rapportant aux oreilles, etc.

Vous vous rendez compte de ce que tout cela représente de détresses physiques et physiologiques, ce que ces déficiences supposent de destins pénibles ou avortés.

Evidemment, la tutelle sanitaire telle qu'elle fonctionne dans les industries moyennes et grandes a rendu des services considérables. Mais, son action devrait être étendue et complétée à

kunnen niet op zij geschoven worden. Dit bevestigt de verplichting, te wenschen dat het nieuw Departement een rol kunne vervullen in de inrichting der beroepskeuze bij den aanvang van en onder den leertijd.

Men late ons toe in 't voorbijgaan feiten aan te stippen, smartelijke feiten, trieste bijdrage tot de geschiedenis van het jonge salariaat.

En ziehier : de heer A. Langelez, in een onlangs in het *Arbeidsblad* verschenen studie, waarin hij terecht de gelukkige initiatieven prijst, getroffen door Dr Glibert, inspecteur-generaal van den medischen arbeidsdienst, geeft feiten aan en kenschetsende cijfers nopens gevallen ontdekt door het gezondheidstoezicht op de werkende jongelieden. Hij bewijst namelijk dat, in haar geheel, de algemeene verhouding der jongelieden waarvan de gezondheidstoestand een bijzondere aandacht verdient, 9 t. h. beloopt. En het geldt hier enkel aankomelingen die best meer dan eens per jaar onderzocht worden en niet deze waarvan de vastgestelde gebreken vast of onveranderlijk zijn, zooals de kreupelen, eenoogigen, enz.

Gij leest wel : 9 t. h. Dat is ontzaglijk.

Ziehier wat nog duidelijker, zelfs nog smartelijker is. Op een totaal van 58.343 onderzoeken, heeft men 22,003 gevallen betreffende het spijsverteringsstelsel opgemerkt, 8.762 betreffende de oogen, 4,086 van het beenderenstelsel, 898 breuken, 536 zenuwaandoeningen, 3,308 oorziekten, enz.

Gij beseft wat dit al niet betekent aan lichamelijken en physiologischen nood, wat deze gebreken doen veronderstellen aan moeilijke of mislukte levens.

Natuurlijk, het gezondheidstoezicht zooals het werkt in de gemiddelde- en grootnijverheid heeft aanzienlijke diensten geleverd. Maar zijn actie zou diezen aangevuld en uitgebreid te worden

tous les milieux de travail et d'apprentissage, sans en excepter l'école.

Et nous ajouterons qu'elle doit être conçue comme la continuation de l'examen médical de l'enfant durant l'enseignement primaire et avec le contrôle de l'orientation professionnelle au moment où l'adolescent entre en apprentissage soit à l'atelier, soit à l'école.

Toutes les professions, ou presque, supposent des déficiences parfois dangereuses. Toutes aussi exigent, pour être bien pratiquées des qualités physiques. D'autre part, il y a dans la jeunesse et l'adolescence, au moment de leur entrée au travail, des déficiences qu'il ne faut pas sous-évaluer parce qu'elles sont de nature à s'aggraver dans la pratique de professions mal choisies et à multiplier les déchets sociaux qui finissent par créer de lourdes charges aux Pouvoirs publics, sans compter les détresses morales et physiques qui en sont les résultantes.

Or, ces faiblesses, ces inaptitudes, qui peut les révéler, les atteindre, les prévenir, en interdire l'aggravation?

Incontestablement, le médecin.

A chacun sa responsabilité — surtout lorsque celle-ci est particulièrement redoutable —. Ne demandez pas à un éducateur, par ailleurs, compétent pour déterminer les aptitudes intellectuelles, de dépister dans l'adolescence les déficiences physiques qui l'atteignent et que des conseils peu autorisés pourraient singulièrement aggraver.

Mais, il y a autre chose. Il y a le contrôle sanitaire de l'apprenti durant sa formation.

Ce contrôle, heureusement établi dans le milieu de travail par des médecins-inspecteurs et en raison de nouveaux arrêtés, doit être étendu à toutes les formes d'apprentissage et notamment à l'école, à l'école dite

tot al de arbeids- en leerkringen, zonder de school uit te sluiten.

En wij voegen er aan toe dat het moet opgevat worden als de voortzetting van het geneeskundig toezicht van het kind tijdens het lager onderwijs en samen met de controle der beroepskeuze op het oogenblik dat de jongeling in leertijd gaat hetzij op het werkhuis, hetzij in de school.

Al de beroepen, of bijna, doen soms gevaarlijke tekortkomingen vermoeiden. Alle ook eischen, om goed uitgeoefend te worden, lichamelijke hoedanigheden. Anderzijds is de jeugd en de jongelingschap, bij den aanvang van het werken, onvolmaakt, wat men niet mag onderschatte daar deze onvolmaaktheden kunnen verergeren bij het uitoefenen van slecht gekozen beroepen en den socialen afval vermenigvuldigen die eindigt met zware lasten aan de openbare besturen op te leggen, zonder de zedelijke en lichamelijke nooden te tellen die er het gevolg van zijn.

Welnu, deze zwakheid, deze ongeschiktheid, wie kan ze opsporen, bereiken, voorkomen, er het verergeren van beletten?

Ongetwijfeld de geneesheer.

Aan ieder zijn verantwoordelijkheid, vooral wanneer deze bijzonder groot is. Vraag niet aan een opvoeder, overigens bevoegd om de verstandelijke geschiktheid te bepalen, bij de jongelingschap de lichamelijke zwakheden op te sporen, die door verkeerden raad zeer zouden kunnen verergeren.

Maar er is wat anders. Er is het gezondheidstoezicht van den leerjongen tijdens zijn vorming.

Deze controle, op een gelukkige manier ingesteld in het arbeidsmidden door geneesheeren-inspecteurs krachtens nieuwe besluiten, moet uitgebreid worden tot alle vormen van leermaatschap en namelijk tot de school, de

du demi-temps aussi bien qu'à l'école de plein exercice.

Or, nous sommes loin de compte. Cette tutelle sanitaire ne répond pas du tout aux vœux que l'on est en droit de formuler. Dans nombre d'institutions elle est même inopérante, ou presque.

A quoi servirait une orientation professionnelle qui ne serait pas suivie du contrôle des aptitudes, des déficiences éventuelles du jeune ouvrier?

On peut ajouter que cette inspection doit absolument prendre en charge l'examen des conditions matérielles et autres dans lesquelles le milieu scolaire — du simple cours à l'atelier d'apprentissage — est organisé.

Enfin, sur le plan de l'enseignement lui-même, il y a la question des horaires et des programmes au point de vue de l'hygiène et de la santé.

Il est inadmissible, en effet, que des horaires d'enseignement professionnel comportent, sous l'empire de toutes sortes de circonstances, des prestations de quarante-huit à cinquante-trois heures pour des adolescents, des professeurs et des maîtres d'apprentissage.

Et il y a aussi l'obligation d'inscrire dans les programmes de tous les enseignements professionnels, des notions d'hygiène professionnelle se rapportant aux métiers, au travail, à l'usine, au chantier, et des notions d'hygiène sociale et familiale.

Enfin, il convient de généraliser l'application d'un principe heureux, établi dans les modalités de la loi sur la prolongation de la scolarité : l'organisation de cours de culture physique.

La Commission ne croit pas devoir formuler des conclusions trop précises au sujet des divers points qui viennent d'être relevés. Elle fait confiance à l'autorité agissante du nouveau Département. Mais elle tient cependant à

zoogezegde halve-tijdschool zoowel als de school met volledig leerplan.

Wij zijn echter ver van den gewenschten uitslag. Dit gezondheidstoezicht beantwoordt niet aan de wenschen die men gevoeglijk kan stellen. In vele instellingen werkt het niet, of bijna niet.

Waartoe zou de beroepskeuze dienen die niet gevuld wordt door het nagaan der geschiktheid, der eventuele zwakheid van den jongen werkman?

Men mag er aan toevoegen dat deze inspectie alleszins de materiele en andere voorwaarden moet onderzoeken waarin het schoolmidden — vanaf den eenvoudigen leergang tot aan het leerwerkhuys — ingericht is.

Tenslotte is er, wat aangaat het onderwijs zelf, de kwestie der uurroosters en programma's ten opzichte van de hygiene en de gezondheid.

Het is inderdaad niet aan te nemen dat de uurroosters van beroepsonderwijs, onder den invloed van allerlei omstandigheden, acht-en-veertig tot drie-en-vijftig uren werk bedragen voor jongelingen, leeraars en leermesters.

En er is insgelijks de verplichting in de programma's van heel het beroepsonderwijs, begrippen van beroeps-hygiene in te schrijven in verband met de stielen, den arbeid in de fabriek, op de werf, en begrippen van maatschappelijke en gezinshygiëne.

Ten slotte past het de toepassing te veralgemeenen van een gelukkig beginsel, vastgelegd in de modaliteiten der wet op de verlenging van den schooltijd : de inrichting van cursussen in lichaamscultuur.

De Commissie meent niet al te nauwkeurige besluiten te moeten formuleren omtrent de verschillende behandelde punten. Zij stelt vertrouwen in de ijverige overheid van het nieuw Departement. Maar zij hecht

exprimer le vœu que dans les études et les réalisations qui vont être entreprises en ce domaine, il y ait à la base l'obligation d'établir une sorte de discrimination des compétences.

Partout où les exigences de la santé et de l'hygiène se manifesteront, il conviendra de faire appel aux médecins? On peut parfaitement concevoir le rôle de ceux-ci étendu à l'organisation de l'orientation professionnelle, à la tutelle sanitaire de l'apprenti, à l'enseignement de toutes les formes de l'hygiène, etc.

Et que l'on n'invoque pas le manque de ressources. Les Pouvoirs publics ont assez de prérogatives et on peut dire aussi que l'on ne tire pas assez parti des droits de création des organisations intercommunales.

On voit que sur le seul plan de l'hygiène et de la santé, dans l'apprentissage, dans le milieu de travail et dans l'école, le nouveau Département à un rôle considérable à tenir.

Il se doit de l'assumer en tirant parti notamment de la commission interministérielle qui a été constituée, puisque certaines activités doivent se manifester dans d'autres Départements.

#### L'HYGIÈNE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Avant de terminer ce chapitre consacré à l'intégration de l'hygiène et de ses formes d'enseignement dans l'instruction publique, il nous paraît nécessaire de dire quelques mots du rôle de l'hygiène dans la formation de certaines élites.

Il serait puéril de marquer le rôle considérable que jouent l'hygiène professionnelle et l'hygiène sociale dans la vie intellectuelle. Le développement du machinisme, la constante perfectibilité des techniques, nombre de phé-

er evenwel aan den wensch uit te drukken dat, aan de studies en verwezenlijkingen die op dit gebied zullen worden aangevat, de verplichting ten grondslag ligge een soort onderscheid tusschen de bevoegdheden te maken.

Overal waar de eischen van de gezondheid en van de hygiene zullen tot uiting komen, zal er dienen beroep gedaan op de geneesheeren. Men kan goed begrijpen dat hun rol worde uitgebreid tot de inrichting van de beroepskeuze, tot het geneeskundig toezicht over den leerjongen, tot het onderwijs van al de vormen van de hygiene, enz. En dat men het gebrek aan geldmiddelen niet aanvoere. De openbare besturen hebben genoeg voorrechten en het mag ook gezegd dat er niet genoeg voordeel wordt getrokken uit de rechten van oprichting van de intergemeentelijke inrichtingen.

Men ziet dat enkel op het plan van de hygiene en van de gezondheid, in het leerwezen, in de arbeidskringen en in de school, het nieuwe Département een aanzienlijke rol te vervullen heeft. Het moet deze taak vervullen onder meer door partij te trekken uit de interministerieele Commissie die werd opgericht, vermits zekere bedijvheden moeten tot uiting komen in andere Departementen.

#### DE HYGIENE IN HET HOOGER ONDERWIJS.

Alvorens dit hoofdstuk te sluiten, gewijd aan de integratie der hygiene en haar vormen van onderricht in het Openbaar Onderwijs, lijkt het ons noodzakelijk enkele woorden te zeggen over de rol der hygiene in de opleiding van zekere eliten.

Het ware kinderachtig de aanzienlijke rol aan te duiden die de beroepshygiëne en de sociale hygiene kunnen vervullen in het gemeenschapsleven. De ontwikkeling van het machinisme, de voortdurende vorderingen

nomènes nouveaux d'ordre scientifique, d'ordre économique et d'ordre social bouleversent chaque jour nos vieilles conceptions du travail et de la vie collective.

Au point que l'on ne peut plus concevoir un citoyen, quel que soit son milieu social et la fonction qu'il assume dans la société, soustrait, par on ne sait quelle compréhension périssante de la vie, à des obligations profondes vis-à-vis de ses semblables, dans le rythme du destin collectif.

Quand un homme ne veut pas vivre en marge, par on ne sait quelle aberration égoïste, il doit s'adapter à une sorte d'apostolat, surtout si sa fonction lui confère un rôle de chef. L'ingénieur, le chef d'usine ne doivent pas limiter leur savoir et leur action à des obligations d'ordre purement technique. Le contremaître, le brigadier d'équipe de même. Et combien d'autres !

Vous imaginez-vous un chef d'industrie ignorant les lois sociales qui lui sont imposées, incapable de les appliquer ? Il n'en va pas autrement pour l'hygiène, parce que le travail dans l'extraordinaire diversité de ses techniques, crée chaque jour des difficultés auxquelles il faut adapter la vie humaine.

Cette question infiniment prenante, a déjà fait l'objet de l'étude attentive du Département, à l'initiative du Ministère du Travail.

En janvier dernier, le Département du Travail intervint auprès du Ministre de l'Instruction Publique. Il attira l'attention de celui-ci sur l'opportunité qu'il y aurait à créer, dans nos Universités, des cours facultatifs à l'usage des jeunes ingénieurs, etc., appelés à tenir un rôle dans l'organisation industrielle et sociale du pays. Il y a là, en effet, un programme de législation

der techniek, een aantal nieuwe verschijnselen op wetenschappelijk, economisch of sociaal gebied, schokken iederen dag onze oude opvattingen van den arbeid en het gemeenschapsleven.

Zoodanig dat men zich geen burger meer indenken kan, welke ook zijn maatschappelijk midden weze en zijn bediening in de maatschappij, die door men weet niet welk verouderd begrip van het leven, ontrokken zou zijn aan diepe verplichtingen tegenover zijn medemensen, in het rythme van het gemeenschappelijk lot.

Wanneer iemand niet aan den kant wil gaan leven, — door een zekere egoïstische afdwaling —, dan moet hij zich aanpassen aan een soort apostolaat, vooral wanneer hij een leidende rol speelt. De ingenieur en de fabriekschef moeten hun kennis en werking niet beperken tot zuiver technische verplichtingen. Evenzoo de meester gast, de ploegvoorman. En zoovele anderen.

Beeldt ge u een bedrijfsleider in die de hem opgelegde sociale wetten niet kent of kan toepassen? Het gaat niet anders voor de hygiene, want de arbeid, in de buitengewone verscheidenheid zijner techniek, schept elken dag moeilijkheden waaraan het menschelijk leven dient aangepast.

Deze zeer boeiende kwestie heeft reeds het voorwerp uitgemaakt van een aandachtige studie door het Departement, op initiatief van het Ministerie van Arbeid.

In Januari II. kwam het Departement van Arbeid tusschen bij den Minister van Openbaar Onderwijs. Het vestigde diens aandacht op de geschiktheid, in onze universiteiten vrije cursussen in te richten ten geriere der jonge ingenieurs, én., geroepen om een rol te vervullen in de nijverheids- en sociale inrichting van het land. Daar is inderdaad een pro-

sociale, de prophylaxie sociale, etc., à organiser. En somme, établir sur le plan des études supérieures, le complément de savoir que l'on souhaite donner en matière d'hygiène dans l'enseignement professionnel pour ouvriers.

Une enquête fut faite auprès de nos Universités. Les réponses ne furent pas concluantes; peut-être parce que l'étude n'avait pas été précédée d'une enquête et d'une suffisante mise au point.

Mais le Département de la Santé Publique a soulevé à nouveau la question. Une nouvelle intervention eut lieu en septembre.

Nous exprimons le vœu que cette étude soit reprise et avec le désir d'aboutir. C'est l'un des points que la Commission interministérielle pourra, sans aucun doute, porter à son programme d'activité.

Il y a là un point important dont l'étude est d'autant plus urgente que le Gouvernement paraît résolu à réaliser bientôt un programme d'assurances sociales dont l'application exigerait le concours de compétences autorisées.

Nous ne voudrions pas terminer ce chapitre consacré à l'enseignement en oubliant de formuler le vœu qui lui a été présenté par un membre du Sénat au sujet de la formation professionnelle des dentistes.

Notre honorable collègue a fait connaître que la solution donnée à la question dentaire avait créé une vive émotion dans les milieux professionnels. On estime que les études qui ont été faites n'ont pas bénéficié d'une garantie suffisante. Nombre de raisons d'ordre technique ont été données qu'il serait trop long d'énumérer ici.

Mais l'attention de la Commission sénatoriale a été retenue. Et nous avons estimé que nous avions pour devoir de transmettre au Département le vœu de voir celui-ci constituer une

gramma van sociale wetgeving, sociale prophylaxie, enz. in te richten. Ten slotte, op het plan van hooger onderwijs, de aanvulling brengen van de kennis die men, op het stuk van hygiëne, in het beroepsonderwijs voor arbeiders wenscht te zien geven.

Een onderzoek werd ingesteld bij onze universiteiten. De antwoorden waren niet afdoende, misschien omdat de studie niet voorafgegaan werd door een onderzoek en een voldoende bijwerking.

Maar het Departement van Volksgezondheid heeft opnieuw de kwestie opgeworpen. Een nieuwe tusschenkomst had plaats in September.

Wij drukken de hoop uit dat deze studie zal hervat worden, met den wensch te slagen. 't Is een der punten die de Interministerieele Commissie ongetwijfeld in haar programma kan schrijven.

Dit is een belangrijk punt waarvan de studie des te dringender is dat de Regeering besloten schijnt weldra een programma van sociale verzekeringen te verwezenlijken waarvan de toepassing de medewerking zou vergen van bevoegdheden.

Wij zouden dit hoofdstuk, gewijd aan het onderwijs, niet willen sluiten zonder den wensch te uiten, voorgebracht door een lid van den Senaat, nopens de beroepsvervorming der tandartsen.

Onze achtbare collega liet weten dat de oplossing gegeven aan de tandartsenkwestie hevige beroering had teweeggebracht in de beroepskringen. Men oordeelt dat de gedane studiën geen voldoenden waarborg bieden. Verschillende technische redenen werden opgegeven, te lang om hier te vermelden.

De aandacht der Senaatscommissie werd er op gevestigd. En wij hebben geoordeeld, tot plicht te hebben, aan het Departement den wensch over te maken, dat het een bijzondere com-

Commission spéciale dans laquelle seraient représentés les groupements professionnels et qui réexaminerait le statut dentaire.

Voilà achevée notre mission.

Mais avant de signer ces modestes pages qui seront peut-être l'humble préface du beau labeur social, si bellement humain, que le nouveau Département va réaliser, qu'il nous soit permis d'exprimer à nos estimés collègues de la Commission, au service du Département, à ceux qui ont bien voulu nous faire bénéficier de leur autorité et de leur compétence, notre profonde gratitude.

*Le Président,  
VAN CAUWENBERGH.*

*Le Rapporteur,  
MARIUS RENARD.*

missie oprichte waarin de beroeps-groepen zouden vertegenwoordigd zijn en die het statuut der tandartsen zou heronderzoeken.

Ziedaar onze taak ten einde.

Doch alvorens deze bescheiden bladzijden te onderteekenen, die misschien de nederige inleiding zullen zijn voor het schoon en toch zoo menschelijk maatschappelijk werk dat het nieuwe Departement gaat verwezenlijken, weze het ons toegelaten aan onze geëerde collega's uit de Commissie, aan den Dienst van het Departement, aan dezen die ons wel wilden bijstaan met hun gezag en bevoegdheid, onze diepe erkentelijkheid uit te drukken.

*De Voorzitter,  
VAN CAUWENBERGH.*

*De Verslaggever,  
MARIUS RENARD.*

**ANNEXES**

**Questions posées par la Commission et réponses de M. le Ministre de la Santé publique.**

## I.

**Les établissements hospitaliers.**

1<sup>o</sup> Entre-t-il dans les intentions du Ministre de la Santé Publique de fixer le prix de la journée d'entretien dans les établissements hospitaliers sur des bases correspondant à la réalité des dépenses, en tenant compte pour les villes qui sont le siège d'une Faculté de médecine des sacrifices qu'elles s'imposent en vue de la formation scientifique et professionnelle des jeunes médecins appelés à exercer l'art de guérir dans tout le pays ?

2<sup>o</sup> Le Gouvernement envisage-t-il l'intercommunalisation de certains établissements hospitaliers : hôpitaux, maternités, etc. ?

3<sup>o</sup> La création d'hospices et de sanatoria régionaux, de façon à éviter que les vieillards ou les malades ne soient trop éloignés de leur famille ?

4<sup>o</sup> La création d'hospices pour impotents complets, du type de l'hospice de l'Infirmerie, à Bruxelles, ou de l'hospice de Berthem?

5<sup>o</sup> La création d'hospices pour vieillards disposant de ressources modestes, du type de la Maison de retraite des hospices de Tourcoing ?

6<sup>o</sup> L'utilisation pour l'installation de ces hospices, des établissements hospitaliers qui seraient désaffectés par suite de l'intercommunalisation d'autres établissements plus importants et mieux appropriés à leur destination ?

7<sup>o</sup> Le Département a-t-il inscrit à son programme la révision de la loi sur le domicile de secours et l'exten-

**BIJLAGEN**

**Vragen door de Commissie gesteld en antwoorden van den Minister van Volksgezondheid.**

## I.

**De verplegingsinrichtingen.**

1<sup>o</sup> Ligt net in de bedoeling van den Minister van Volksgezondheid den prijs van den onderhoudsdag in de verplegingsinrichtingen vast te stellen op grondslagen overeenstemmend met de werkelijke uitgaven, rekening houdend voor de steden, alwaar een Medische Faculteit gevestigd is, met de offers die zij zich getroosten voor de wetenschappelijke en beroepsopleiding der jonge geneesheeren, die in het gansche land nun kunst moeten beoefenen?

2<sup>o</sup> Ligt het in de bedoeling van de Regeering sommige verplegingsinrichtingen als ziekenhuizen, kraamvrouwuinrichtingen, enz., te intercommunaliseeren?

3<sup>o</sup> Gewestelijke Godshuizen en sanatoria op te richten, om te voorkomen dat bejaarde mensen of zieken al te ver van hun gezin zouden verwijderd zijn?

4<sup>o</sup> Godshuizen op te richten voor volledig gebrekkigen, zooals er een bestaat bij de infirmerie te Brussel of in het Godshuis te Bertem?

5<sup>o</sup> Godshuizen op te richten voor bejaarde personen met gering inkomen zooals er een te Tourcoing bestaat?

6<sup>o</sup> Voor de installatie dezer Godshuizen, verplegingsinrichtingen te benutten die zouden vrijkomen wegens intercommunalisering van andere grootere en beter geschikte inrichtingen?

7<sup>o</sup> Heeft het Departement op zijn programma de herziening van de wet op het domicilie van onderstand en

sion du Fonds commun à d'autres catégories de bénéficiaires, tels les cancéreux et les tuberculeux ?

8º Songe-t-il à mettre à la disposition des écoles les plaines de sports dépendant des cercles de football, en échange des remises de taxes fiscales qui sont accordées à ces derniers ?

#### RÉPONSES.

1º Le Ministre de la Santé Publique sait que le prix de la journée d'entretien est généralement fixé très bas.

Certains établissements hospitaliers disposant de ressources propres bénéficiant d'une situation favorable parviennent à entretenir leurs pensionnaires moyennant un prix très inférieur à celui qui est demandé dans les établissements des grands centres. Ce ne sont toutefois, généralement, pas les établissements les plus modernes et les mieux équipés qui parviennent à faire ces prodiges d'économie, et l'on peut certifier que dans bien des cas cette économie est faite au dépens de l'hospitalisé.

Il est certain que les grands centres, bien outillés et disposant d'installations modernes, doivent être secondés dans leur effort. Aussi sera-t-il tenu compte de leurs dépenses pour fixer le prix d'entretien.

Toutefois, les frais occasionnés par la présence d'étudiants, stagiaires ou internes des universités, ne peuvent être supportés par les Commissions d'assistance publique.

Ces frais concernent, en effet, l'enseignement universitaire et doivent être mis à charge des universités.

2º Le Ministre de la Santé Publique espère que les communes, suivant les suggestions qui leur ont été données, prêteront leur concours à l'intercom-

de uitbreiding van het Gemeenschappelijk Fonds tot andere categorieën rechthebbenden, zoals kanker- en teringlijders?

8º Ligt het in zijn bedoeling ter beschikking van de scholen sportvelden, afhangende van voetbalvereenigingen, te stellen, in ruil voor kwijtschelding van belastingen aan deze verenigingen verleend?

#### ANTWOORDEN.

1º De Minister van Volksgezondheid weet dat de prijs van den onderhoudsdag over het algemeen zeer laag gesteld is.

Sommige verpleeginrichtingen, die eigen inkomsten hebben, verkeeren in een begunstigden toestand en slagen erin hun verpleegden te onderhouden tegen een lageren prijs dan dien welke in de inrichtingen in de groote centra wordt gevraagd. Het zijn over het algemeen niet de meest moderne en best uitgeruste inrichtingen die erin slagen dergelijke wonderen van bezuiniging te verrichten, en in vele gevallen mag men zeggen dat de bezuiniging geschiedt ten koste van den verpleegde.

Het is zeker dat de degelijk uitgeruste groote centra die over moderne installaties beschikken in hun poging moeten worden gesteund. Ook zal rekening worden gehouden met hun uitgaven om de onderhoudskosten te bepalen.

De kosten veroorzaakt door de aanwezigheid van studenten, stage-doeners of internen van de universiteiten kunnen niet door de Commissie van Openbare Onderstand worden gedekt.

Deze kosten betreffen het universitair onderwijs en moeten ten laste van de universiteiten vallen.

2º De Minister van Volksgezondheid hoopt dat de gemeenten, volgens de haar gedane voorstellen, haar medewerking zullen verleenen aan de inter-

munalisation des grands principaux établissements hospitaliers.

3º Il entre dans les intentions du Ministre de la Santé Publique de faire hospitaliser les malades et les vieillards le plus près possible de leur famille.

4º, 5º Le Département de la Santé Publique s'occupe activement de l'étude des réformes à apporter aux établissements hospitaliers.

Toutefois, il n'envisage pas pour le moment la création et l'administration directe de pareils établissements.

Cette initiative appartiendra surtout aux organisations intercommunales qui seront largement aidées et soutenues par la Santé Publique et qui resteront sous le contrôle de ce Département.

6º, 7º Eventuellement, il sera envisagé de désaffecter les établissements hospitaliers en poursuivant l'intercommunalisation d'autres établissements plus importants et mieux appropriés à leur destination.

Le Département tiendra compte de la situation et des possibilités qu'offrent certains établissements déterminés.

Le Département s'occupe activement de la révision de la loi sur le domicile de secours et de l'extension du Fonds commun à d'autres catégories de bénéficiaires, tels les cancéreux et les tuberculeux.

8º Dans plusieurs localités déjà, actuellement les cercles de football mettent leurs plaines de jeux et de sports à la disposition des écoles.

Le Ministre encouragera cette pratique dans la mesure du possible.

Il est prêt à demander à son Collègue des Finances une exonération partielle des obligations fiscales qui incombent à ces sociétés.

communaliseering van de voornaamste groote verplegingsinrichtingen.

3º Het ligt in de bedoeling van den Minister van Volksgezondheid de zieken en de bejaarde personen zoo dicht mogelijk bij hun familie te doen verplegen.

4º, 5º Het Departement van Volksgezondheid houdt zich onledig met de studie van de hervormingen van de verplegingsinrichtingen.

Voor het oogenblik evenwel, overweegt het de oprichting en het rechtstreeksch bestuur van dergelijke inrichtingen niet.

Dit initiatief behoort vooral aan de intercommunale organismen die door de Volksgezondheid ruim zullen worden geholpen en gesteund en onder controle van dit Departement blijven.

6º, 7º Eventueel zal worden overwogen verplegingsinrichtingen buiten dienst te stellen door de intercommunaliseering na te streven van andere belangrijker en beter aangepaste inrichtingen.

Het Departement zal rekening houden met den toestand en de mogelijkheden van sommige bepaalde inrichtingen.

Het Departement houdt zich onledig met de herziening van de wet op het domicilie van onderstand en de uitbreiding van het Gemeenschappelijk Fonds tot andere categorieën rechthebbenden zooals kanker- en teringlijders.

8º In verschillende plaatsen reeds stellen de voetbalvereenigingen hun speel- en sportpleinen ter beschikking van de scholen.

In de mate van het mogelijke zal de Minister dit bevorderen.

Hij is bereid aan zijn Collega van Financiën een gedeeltelijke vrijstelling te vragen van de fiscale verplichtingen ten laste van deze vereenigingen.

## II.

1<sup>o</sup> M. le Ministre de la Santé Publique a esquisse brièvement aux membres de la Commission du Sénat le programme du Ministère de la Santé Publique.

Ce Ministère se trouve devant une tâche important et il a de vastes projets.

La Commission voudrait savoir quel sera le principe suivant lequel se fera la répartition tant des subsides prévus aux dépenses ordinaires qu'à ceux des subsides prévus aux dépenses extraordinaires ?

2<sup>o</sup> M. le Ministre a parlé de la rationalisation, de la coordination des œuvres et institutions qui existent en faveur de la santé publique. Peut-il donner des précisions au sujet de ce projet ?

3<sup>o</sup> Avant les compressions imposées par la crise, le Ministère de l'Hygiène subsidiait des conférences populaires d'hygiène organisées par de grandes organisations ouvrières et autres. L'efficacité de ces conférences était réelle ; elles ont dû être supprimées en beaucoup d'endroits à cause du retrait des subsides ; ceux-ci pourront-ils être rétablis ?

4<sup>o</sup> Il semble que, dans le domaine de l'hygiène du travail féminin et du travail industriel en général, des recherches scientifiques intéressantes seraient à faire : la législation du travail doit trop souvent se baser sur des données empiriques ; elle ne dispose pas assez de données scientifiques pour établir quels sont les industries, les métiers ou les travaux insalubres. Le Ministère de la Santé Publique compte-t-il étendre son champ d'action à l'étude de ces problèmes ?

## RÉPONSES.

1<sup>o</sup> Dans la répartition des subsides prévus tant pour les dépenses ordi-

## II.

1<sup>o</sup> De Minister van Volksgezondheid heeft bondig voor de leden van de Senaatscommissie het programma van zijn departement uiteengezet.

Dit departement staat voor een groote taak en heeft grootsche plannen.

De Commissie wenscht te weten volgens welk beginsel de verdeeling zal geschieden van de toelagen voorzien bij de gewone uitgaven en van die voorzien bij de buitengewone uitgaven ?

2<sup>o</sup> De Minister sprak over de rationalisering, de samenschakeling van werken en instellingen ten gunste van de Volksgezondheid. Kan hij daarover nadere gegevens verstrekken ?

3<sup>o</sup> Vóór de bezuinigingen door de crisis opgelegd, schonk het Ministerie van Hygiene toelagen voor volksvoordrachten over hygiëne ingericht door grote arbeidersorganisaties en andere. Deze voordrachten waren werkelijk doelmatig ; zij moesten op vele plaatsen worden afgeschaft wegens intrekking der toelagen ; kunnen deze opnieuw worden ingevoerd ?

4<sup>o</sup> Het schijnt dat, op het stuk van hygiene van den vrouwenarbeid en den industrieelen arbeid over het algemeen, belangrijke wetenschappelijke opzoeken mogelijk zijn : de arbeidswetgeving moet al te vaak op empirische gegevens steunen ; zij beschikt niet genoeg over wetenschappelijke gegevens om uit te maken welke de ongezonde bedrijven, beroepen of werken zijn. Ligt het in de bedoeling van het Departement van Volksgezondheid zijn werking tot de studie van die vraagstukken uit te breiden ?

## ANTWOORDEN.

1<sup>o</sup> Bij de verdeeling van de toelagen voorzien zoowel voor de gewone

naires que pour les dépenses extraordinaires, le Ministre de la Santé Publique se laissera guider par des considérations d'utilité publique.

C'est ainsi que les œuvres se feront octroyer des allocations suivant leur importance, leurs besoins, et l'effort accompli dans la modernisation et l'amélioration de leurs établissements.

*2<sup>o</sup> a)* Au point de vue de l'hygiène, il existe déjà actuellement un Conseil national des œuvres d'hygiène, groupement créé par et fonctionnant sous les auspices de la Croix-Rouge;

*b)* Au point de vue de l'assistance, l'agglomération bruxelloise dispose d'un Office d'identification permettant à toutes les communes du Grand-Bruxelles d'obtenir tous les renseignements utiles au sujet des personnes en faveur desquelles une assistance ou un secours est sollicité.

Le Ministre de la Santé publique s'efforcera, par voie de persuasion et, le cas échéant, par voie d'autorité, d'étendre ces institutions de coordination et éventuellement d'en créer des nouvelles.

A cet effet, la création d'associations intercommunales sera favorisée. En cas d'inertie de certaines communes, le groupement et l'intercommunalisation d'office, seront préconisés.

*3<sup>o</sup>* Les subsides en faveur de la vulgarisation de l'hygiène et de la propagande seront rétablis.

Toutefois, le Département se réservera un droit de contrôle sur l'emploi des fonds qui auront été accordés.

Il donnera éventuellement des directives aux œuvres bénéficiant d'un subside, œuvres desquelles il exigera des garanties formelles.

*4<sup>o</sup>* Cette question sort des attributions actuelles du Ministère de la Santé Publique et elle se rapporte à

als voor de buitengewone uitgaven, zal de Minister van Volksgezondheid zich laten leiden door overwegingen van algemeen nut.

Aldus zullen de werken zich toelagen zien toeekennen volgens hun belangrijkheid, hun behoeften en de inspanning gedaan bij de modernisering en verbetering hunner inrichtingen.

*2<sup>o</sup> a)* Op het stuk van hygiene bestaat er thans reeds een Nationale Raad der werken voor Volksgezondheid, groepeering opgericht door en werkend onder begunstiging van het Roode Kruis.

*b)* Op het stuk van onderstand beschikt de Brusselsche agglomeratie over een Identificatiedienst waarbij al de gemeenten van Groot-Brussel de noodige inlichtingen kunnen bekomen over de personen waarvoor onderstand of hulp wordt gevraagd.

De Minister van Volksgezondheid zal trachten door overreding en desnoods door gezag, deze instellingen voor coördinatie uit te breiden en er desnoods nieuwe in het leven te roepen.

Te dien einde, zal de oprichting van intercommunale verenigingen worden begunstigd. In geval van werkeloosheid van sommige gemeenten zal van rechtswege groepeering en intercommunalisering worden overwogen.

*3<sup>o</sup>* De toelagen voor vulgarisatie en propaganda op gebied van hygiene zullen worden heringevoerd.

Het Departement behoudt zich evenwel het recht voor de benuttiging der toegekende fondsen na te gaan.

Desnoods, zal het onderrichtingen geven aan de werken die een toelage genieten en daarvan formeel waarborgen eischen.

*4<sup>o</sup>* Dit vraagstuk behoort niet tot de bevoegdheid van het Departement van Volksgezondheid en hangt veeleer

l'activité du Département du Travail et de la Prévoyance sociale.

Toutefois, l'institution toute récente de la Commission interministérielle d'action sanitaire permettra éventuellement au Ministère de la Santé Publique de contribuer dans une action qui serait tentée dans ce domaine.

### III.

#### **Les sociétés de gymnastique.**

Tous les protagonistes de la culture physique, entre autres les gymnastes, se réjouissent des subsides annoncés au chapitre III, article 17, 2<sup>o</sup>, B et C, du Budget du Ministère de la Santé Publique.

Au nom des gymnastes cependant, nous attirons votre attention sur le fait que les sociétés de gymnastique, surtout en Belgique, ne jouissent guère de ressources suffisantes. Les fêtes de gymnastique ne peuvent pas se réjouir d'un afflux de spectateurs, comme c'est le cas pour les matches de football, par exemple. En effet, la gymnastique, qui ne se base pas exclusivement sur la lutte d'antagonistes, est beaucoup moins spectaculaire que certains autres sports, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit moins salutaire, au contraire.

Sans vouloir le moins du monde diminuer les avantages des sports, et entre autres du football, nous ne pouvons pas oublier que les organismes s'occupant de cette branche de la culture physique jouissent de rentrées régulières et souvent considérables.

Notre demande se résume à ce qu'il soit tenu compte de ces considérations dans la distribution de la « manne » gouvernementale. Si M. le Ministre le désirait, la Commission lui ferait parvenir quelques renseignements au sujet du traitement des sociétés de gymnastique en Suisse et en Tchécoslovaquie, pour ne citer que deux pays démocratiques et qui sont, à certains points de vue, assez comparables au nôtre.

af van het departement van Arbeid en Sociale Voorzorg.

De jongste instelling van de interministeriële Commissie voor actie op gebied van Volksgezondheid zal het Departement van Volksgezondheid desnoods in staat stellen deel te nemen aan een actie in deze richting.

### III.

#### **De turnvereenigingen.**

Al de voorstanders van lichamelijke opvoeding, onder meer de turners, verheugen zich over de toelagen voorzien bij hoofdstuk III, artikel 17, 2<sup>o</sup> B en C der Begrooting van Volksgezondheid.

Uit naam van de turners vestigen wij de aandacht op het feit dat de turnvereenigingen, vooral in België, over schier geen inkomsten beschikken. De turnfeesten mogen zich niet in een grooten toelop van toeschouwers verheugen, zoals de voetbalmatches. Inderdaad, turnen brengt meestal geen tweekaamp mede, en is geen schouwspel als sommige andere sporten, wat niet betekent dat het minder heilzaam is.

Zonder andere sporten te na te spreken, onder meer de voetbal, mogen wij niet vergeten dat de organismen die zich met dergelijke lichamelijke opvoeding bezig houden, regelmatig en soms aanzienlijke inkomsten hebben.

Wij vragen enkel dat daarmede rekening zou worden gehouden bij het uitdeelen van het regeeringsmanna. Zoo de Minister het wenschte, zou de Commissie hem enkele inlichtingen verstrekken over de behandeling van de turnbonden in Zwitserland en Tsjecho-Slowakije, om slechts twee democratische landen te noemen die met het onze kunnen worden vergeleken.

## RÉPONSE.

La Commission peut avoir tous ses apaisements : les sociétés de gymnastique retiendront toute mon attention.

## IV.

Au budget de la Santé publique pour l'exercice 1937, page 33 (n° 5-VII, chapitre III, art. 2b) est inscrit un crédit d'un million, qui n'était précédemment que de 925,000 francs, pour subsides à toutes sortes de groupements d'éducation physique.

Au paragraphe 2c figure un nouveau crédit de 2,000,000 francs : « subsides pour l'entretien des plaines de jeux et autres institutions d'éducation physique et de sport », dans lequel sont compris les charges et les traitements du personnel.

*Art. 2b.* — Les crédits prévus en b sont-ils accordés à tous les organismes et cercles d'éducation physique, privés, et quelles conditions et formalités faut-il remplir pour pouvoir bénéficier à l'avenir de ces subsides?

## RÉPONSE.

Les conditions pour l'obtention des subsides prévus au Chapitre III, article 17 paragraphe 2b ne sont, jusqu'à présent, pas encore établies. Ces crédits sont destinés à l'amélioration de l'organisation des cercles qui se consacrent à l'éducation physique, en ce sens que les cercles seront dans la possibilité d'établir des leçons d'éducation physique et d'instituer une surveillance médicale.

*Art. 2c.* — Les cercles privés peuvent-ils aussi obtenir ce qui est prévu en c ou cela concerne-t-il seulement les institutions scolaires d'enseignement ou les institutions dirigées par

## ANTWOORD.

De Commissie weze gerust : de turnvereenigingen krijgen al mijn aandacht.

## IV.

In de Begroting van Volksgezondheid voor het dienstjaar 1937, bladzijde 33 (nr 5-VII, hoofdst. III, art. 2b) is een krediet ingeschreven van 1 miljoen, hetwelk vroeger maar 925,000 frank bedroeg, voor toelagen aan groeipeeringen voor lichamelijke opvoeding van allen aard.

Onder paragraaf 2c staat een nieuw krediet van 2,000,000 frank : « toelagen voor onderhoud der speelplaatsen en andere inrichtingen van lichamelijke opvoeding en sport, daarin begrepen de bijdragen in de wedden van het personeel ».

*Art. 2b.* — Worden de kredieten voorzien onder b verleend aan al de private organismen en kringen voor lichamelijke opvoeding, en welke voorwaarden en formaliteiten dienen vervuld om in de toekomst deze toelagen te kunnen genieten ?

## ANTWOORD.

De voorwaarden tot het bekomen der toelagen voorzien bij hoofdstuk III, artikel 17 paragraaf 2b zijn tot hertoe nog niet vastgesteld. Deze kredieten zijn bestemd tot het verbeteren der inrichtingen van de kringen die zich aan de lichamelijke opvoeding wijden, in dezen zin dat de kringen in de mogelijkheid zullen verkeeren leergangen van lichamelijke opvoeding in te richten en een geneeskundig toezicht in te stellen.

*Art. 2c.* — Kunnen de private kringen ook bekomen wat onder c voorzien wordt of heeft dit alleen betrekking op de onderwijsinstellingen of de door de Openbare Besturen

les Pouvoirs Publics et quelles sont les conditions et formalités à remplir pour bénéficier à l'avenir de ces sub-sides?

#### RÉPONSE.

Les crédits prévus au chapitre III, article 17, paragraphe *c* sont principalement destinés aux institutions qui appartiennent aux Pouvoirs publics. Il n'est cependant pas exclu que les cercles privés pourront également en profiter. Tout dépendra des sommes qui seront mises à ma disposition. Cela sera surtout possible si le crédit prévu d'un million est augmenté.

Les conditions d'obtention ne sont pas encore établies; elles seront, comme par le passé, portées, à la connaissance des Administrations et cercles intéressés.

#### V.

#### **Centres régionaux de consultations prénatales et d'accouchements**

La création d'un Ministère de la Santé semble indiquer que le Gouvernement est décidé à s'occuper d'une façon efficiente d'une question importante entre toutes : celle du relèvement de la santé publique. Certes, de nombreux efforts dus à l'initiative privée, mais encouragés par les Pouvoirs publics, ont été faits pour relever la santé générale. Citons : les mutualités, l'Œuvre nationale de l'Enfance, les ligues nationales contre la tuberculose, le cancer, la syphilis. Il n'empêche que la mortalité infantile *est énorme* chez nous : presque le double des chiffres relevés en Suisse et en Hollande où, pour 1,000 naissances d'enfants vivants, l'on constate 51 décès avant un an, tandis qu'en Belgique il en meurt 93 p. m. D'autre part, les exemptions du service militaire pour cause de santé montrent que sur trois jeunes gens de 20 ans un au moins

geleide inrichtingen? Welke zijn de te vervullen voorwaarden en formaliteiten om in de toekomst deze toelagen te kunnen genieten?

#### ANTWOORD.

De kredieten voorzien onder hoofdstuk III, artikel 17, paragraaf *c* zijn hoofdzakelijk bestemd voor de inrichtingen toebehoorend aan de Openbare Besturen. Het is nochtans niet uitgesloten dat de private kringen er insgelijks zullen kunnen van gebruik maken. Alles zal afhangen van de sommen die te mijner beschikking zullen gesteld worden. Dit zal vooral mogelijk zijn wanneer het voorzien krediet van één miljoen verhoogd wordt.

De voorwaarden tot het bekomen van de toelagen zijn nog niet vastgesteld; zij zullen, zoals vroeger, ter kennis gebracht worden van de betrokken Besturen en kringen.

#### V.

#### **Gewestelijke centra voor raadplegingen voor zwangere vrouwen en kraamvrouwen**

De oprichting van een Ministerie van Volksgezondheid schijnt er op te wijzen dat de Regeering besloten is zich ernstig bezig te houden met een zeer belangrijk vraagstuk : de verbetering der volksgezondheid. Voorzeker werden talrijke krachtinspanningen, te danken aan het privaat initiatief, doch aangemoedigd door de Openbare Besturen, gedaan om de algemene gezondheid te verhogen. Vernoemen wij de mutualiteiten, het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, de nationale verbonden tegen de tering, den kanker, de syphilis. Dit belet niet dat de kindersterfte *aanzienlijk* is ten onzent : bijna het dubbeld der cijfers van Zwitserland en Nederland waar, op 1,000 geboorten van levende kinderen, 51 sterfgevallen per jaar geboekt worden, terwijl er in België 93 p. d. sterven. Anderzijds tonen de vrijstellingen van den leger-

est atteint de débilité, d'infirmité ou de maladie chronique. Enfin, la dénatilité s'affirme et grandit d'année en année dans tout le pays.

La moyenne des naissances durant la période de 1921 à 1925 a été de 154,991; durant la période de 1926 à 1930, elle descend à 146,963, pour tomber à 137,754 en 1933 et à 131,736 en 1934. Soit une diminution de 23,255 par an depuis 1925.

S'il n'est guère facile de lutter contre cette propension à la dénatilité, il est au contraire un domaine dans lequel nous pouvons intervenir aisément et surtout efficacement : *c'est de diminuer la mortalité au moment de la naissance même.*

Les statistiques nous renseignent que 40 p. c. des naissances en Belgique doivent être considérées comme une calamité, un désastre dans 6,000 familles, puisque 6,000 enfants mort-nés sont mis au monde annuellement. Les renseignements démographiques ne sont pas suffisants pour nous dire quel est, dans ces 6,000 vies perdues tous les ans, le pourcentage qu'occupent les enfants des primipares, c'est-à-dire de celles qui ont pour la première fois un enfant.

Qui a vu une fois les souffrances inutiles supportées par les futures mères, les angoisses de toute la famille assistant impuissante, durant des jours et des nuits, au martyre de la jeune femme; les alertes incessantes que cela occasionne durant toute une semaine parfois lorsque le premier accouchement ne peut se faire normalement, qui a vécu une fois ce drame familial dira avec nous qu'il faut supprimer une fois pour toutes les craintes, les dangers qui accompagnent un accouchement dystocique.

Car leur conséquence est double : le trait d'union conjugal, l'enfant,

dienst wegens gezondheidsredenen aan dat op drie jongelingen van twintig jaar, één minstens aangetast is door zwakheid, gebrekkelijkheid of chronische ziekte. Tenslotte is er de geboortebeperking, die van jaar tot jaar in heel het land toeneemt.

Het gemiddelde der geboorten tus-schen 1921 en 1925 bedroeg 154,991; van 1926 tot 1930 daalt het tot 146,963, om in 1933 op 137,754 te vallen en in 1934 op 131,736. Hetzij een vermindering van 23,255 jaarlijks sedert 1925.

Indien het niet licht is te strijden tegen deze neiging tot kinderbeperking, dan is er echter een gebied waar wij gemakkelijk en vooral doelmatig kunnen tusschenkomen : *het sterftecijfer verminderen bij de geboorte zelf.*

De statistieken zeggen ons dat 40 t. h. der geboorten in België moeten aangezien worden als een ramp, een onheil in 6,000 gezinnen, vermits jaarlijks 6,000 doodgeboren kinderen ter wereld komen. De demografische inlichtingen zijn niet toereikend om ons te zeggen welk percentage van deze 6,000 jaarlijks verloren levens de kinderen der primipares, d. w. z. van de vrouwen die voor de eerste maal een kind hebben, innemen.

Wie eens de onnoodige pijnen gezien heeft onderstaan door de toekomstige moeders, de angsten van gansch het gezin dat onmachtig, gedurende dagen en nachten, het martelaarschap der jonge vrouw moet bijwonen, de voortdurende alarmkreten die dit binst een heele week soms veroorzaakt wan-neer de eerste verlossing niet normaal kan geschieden; wie eens dit gezins-drama medegeleefd heeft zal met ons zeggen dat men eens voor altijd de vrees en de gevaren die een moeilijk kraanbed vergezellen moet uit de wereld helpen.

Want het gevolg is tweéérlei : de huwelijksband, het kind, is er niet :

n'est pas : tout un rêve caressé durant des mois s'évanouit et de plus la mère, dont l'organisme a été blessé, acquiert la certitude d'une infirmité physique jointe aux souvenirs pénibles qu'évoquera toujours un premier deuil. Cela lui fera redouter forcément toute conception nouvelle.

Ainsi donc, il y a actuellement une hécatombe annuelle de 6,000 enfants. Pouvons-nous l'éviter ? *Nous répondons hardiment « oui » pour la plus grande part.* Car je pose en axiome que l'accouchement, acte physiologique et naturel, peut aujourd'hui se faire sans douleur pour la mère et sans risques pour l'enfant, *si certaines conditions sont remplies.* C'est dans ce but que nous proposons aux Pouvoirs publics de permettre, par des subventions spéciales aux femmes enceintes, *de créer des centres régionaux de consultations prénatales et d'accouchements.*

Toutes ou presque toutes les mutuelles ont aujourd'hui une caisse de maternité. Mettant en pratique la devise de solidarité qui fait la force et l'honneur des mutualités; celles-ci prélèvent sur la cotisation de tout membre effectif, marié ou non, et quel que soit son sexe, une part pour la caisse maternelle. Grâce à ces cotisations, à un subside du Gouvernement de 50 francs par accouchement, les mutuelles parviennent à donner une indemnité de 250 francs à chaque accouchée.

Si, par une décision ministérielle (arrêté royal, loi ?), le Gouvernement pouvait accorder 10 francs par jour de séjour à celles qui devraient être hospitalisées, un premier pas — et un pas important — serait fait dans la voie de la médecine préventive. *Le rôle des consultations prénatales est, en effet, d'assurer le dépistage : de la blennorrhagie, du diabète, de l'éclampsie, de la syphilis, de la tuberculose, des viciations du bassin.*

een heele droom, maandenlang gekoesterd, verzwint; en bovendien bekomt de moeder, waarvan het organisme gekwetst werd, de zekerheid van een lichamelijk gebrek, gevoegd bij de pijnlijke herinneringen van een eersten rouw. Dit zal haar noodzakelijkerwijze elke nieuwe bevruchting doen duchten.

Aldus is er thans jaarlijks een offer van 6,000 kinderen. Kunnen wij dit vermijden? *Wij antwoorden stout « ja » voor het grootste deel.* Want ik stel als axioma dat de bevalling, een physiologische en natuurlijke daad, heden zonder pijnen voor de moeder kan gebeuren en zonder gevaar voor het kind, *zoo zekere voorwaarden vervuld zijn.* Het is met dat doel dat wij aan de Openbare Besturen voorstellen, door bijzondere tegemoetkomingen aan de zwangere vrouwen, *het oprichten toe te laten van gewestelijke centra voor raadplegingen voor zwangere vrouwen en kraamvrouwen.*

Alle of bijna alle maatschappijen van onderlingen bijstand hebben thans een moederschapskas. De mutualiteiten zetten de solidariteitsleuze die hun acht en eer uitmaakt in praktijk door het heffen op de bijdrage van elk werkend lid, gehuwd of niet, en welk zijn geslacht zij, van een deel voor de moederkas. Dank aan deze bijdragen en aan en toelage van 50 frank per bevalling vanwege de Regeering, kunnen de mutualiteiten een vergoeding van 250 frank aan elke kraamvrouw uitkeeren.

Zoo door een ministerieele beslissing (koninklijk besluit, wet?) de Regeering 10 frank per dag verblijf konverleenen aan degene die in het gasthuis zouden moeten opgenomen worden, zou een eerste stap — en een belangrijke — gedaan zijn in de richting der voorbehoedende geneeskunde. *De rol der raadplegingen voor zwangere vrouwen bestaat nl. in het opsporen van: druiper, suikerziekte, stuip, syphilis, tering, misvormingen van het bekken.*

Pour assurer ces examens, il faut : des installations spéciales : salles d'attente, salles d'examen, laboratoire, appareils de rayon X, un médecin général et un médecin obstétricien.

Des centres régionaux peuvent seuls assurer efficacement ces services. Un médecin spécialiste en *pédiatrie* y serait indispensable assisté de deux infirmières-visiteuses. Ce médecin pourrait être attaché à plusieurs centres régionaux et répondre aux demandes de consultations des médecins locaux.

*Rôle des infirmières* : Les infirmières, sous la direction de ce médecin, rayonneraient chez toutes les accouchées jusqu'au moment où l'enfant aurait atteint l'âge d'un an. Leur rôle serait excessivement important :

administrer le bacille Calmette-Guérin lorsqu'il est indiqué;

tenir le carnet sanitaire à jour là où il n'y a pas de consultation de nourrissons;

s'assurer que la vaccination jennérienne a été faite;

ramener les enfants pour vaccination antidiphétique;

délivrer un bon de visite pour le centre régional (frais de déplacement payés) lorsqu'elles jugent cette visite utile pour l'enfant.

#### RÉPONSE.

L'Administration de l'Hygiène se rallie d'une manière générale aux suggestions exprimées en ce qui concerne les consultations prénatales.

Si ces établissements développent déjà une activité remarquable — dont le total des examens médicaux, soit 38,000 en 1935, donne une idée — cette activité est cependant encore insuffisante et il conviendrait de l'é-

Om dit onderzoek te verzekeren zijn er noodig : bijzondere installaties : wachtzalen, onderzoekzalen, laboratorium, toestellen voor X-stralen, een algemeen geneesheer en een verlos-heelkundige.

Alleen gewestelijke centra kunnen doelmatig deze diensten verzekeren. Een geneesheer-specialist in kinderziekten zou er onontbeerlijk zijn, bijgestaan door twee verpleegsters-bezoeksters. Deze geneesheer zou aan meerdere gewestelijke centra kunnen verbonden worden en de vragen om raadpleging beantwoorden vanwege de plaatselijke geneesheeren;

*Rol der verpleegsters* : De verpleegsters, onder leiding van dezen geneesheer, zouden al de kraamvrouwen bezoeken totdat het kind één jaar oud zij. Hun taak zou buitengewoon belangrijk zijn :

toebrengen van de bacil Calmette-Guérin wanneer het past;

daar waar geen raadpleging voor zuigelingen bestaat, het gezondheidsboekje bijhouden;

er zich van vergewissen dat de Jenner-inenting gebeurd is;

de kinderen voor inenting tegen diphtheritis terugbrengen;

een bon afleveren voor het bezoek van het gewestelijk centrum (verplaatsingskosten betaald) wanneer zij dit bezoek nuttig achten voor het kind.

#### ANTWOORD.

Het Bestuur van de Volksgesondheid sluit zich in het algemeen aan bij de wenken in verband met de raadplegingen voor zwangere vrouwen.

Zoo deze instellingen reeds blijk geven van een merkwaardige bedrijvigheid — het totaal der geneeskundige onderzoeken, zegge 38,000 in 1935 geeft daarvan een bewijs — is deze bedrijvigheid echter nog ontoe-

tendre en créant des nouvelles consultations d'après les principes admis jusqu'ici et en tenant compte des circonstances locales.

On cherche avant tout à installer les consultations prénatales dans des établissements disposant de l'équipement médical suffisant : hôpital, maternité, clinique; les futures mères peuvent non seulement y recevoir des conseils, mais éventuellement un traitement approprié.

Dans les localités où, pour une raison quelconque, ce système ne peut être mis en pratique, les œuvres de l'Enfance (consultations de nourrissons) sont autorisées à annexer à leurs services une consultation pré-natale.

Exceptionnellement, et dans les localités où il n'existe pas de consultation pré-natale, un médecin agréé par l'Œuvre nationale de l'Enfance examine les futures mères en son cabinet.

Les examens médicaux sont prévus aux deuxième, sixième, septième et huitième mois de la grossesse. Il est procédé à un examen hématologique, de préférence, au deuxième mois.

Il est recommandé aussi de procéder après l'accouchement à un examen gynécologique et mieux encore à un examen général de la mère. Cet examen a lieu dans les deux mois qui suivent l'accouchement, le moment précis étant laissé à l'appréciation du médecin de la consultation.

Les futures mères peuvent bénéficier de primes en nature (langes ou ceinture abdominale).

L'extension des consultations pré-natales devrait aller de pair avec celle des consultations de nourrissons dans les localités ne possédant pas d'institutions de l'espèce.

reikend en zij zou dienen uitgebreid door de oprichting van nieuwe raadplegingen volgens de tot nog toe aangenomen beginselen en met inachtneming van de plaatselijke omstandigheden.

Men tracht vooral de raadplegingen voor zwangere vrouwen in te richten in instellingen die beschikken over een toereikende geneeskundige uitrusting : hospitaal, instelling voor kraamvrouwen, kliniek; de toekomstige moeders kunnen er niet alleen raad ontvangen maar ook eventueel een geschikte behandeling.

In de gemeenten waar om eenigerlei reden dit stelsel niet kan worden in praktijk gebracht, worden de werken voor kinderwelzijn (raadplegingen voor zuigelingen) gemachtigd bij hun diensten een raadpleging voor zwangere vrouwen te voegen.

Uitzonderlijk en in de gemeenten waar er geen raadpleging voor zwangere vrouwen bestaat, onderzoekt een geneesheer, aangenomen door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, de toekomstige moeders in zijn kabinet.

De geneeskundige onderzoeken zijn voorzien in de tweede, zesde, zevende en achtste maand van de zwangerschap. Er wordt overgegaan tot een onderzoek van het bloed bij voorkeur tijdens de tweede maand.

Er wordt ook aanbevolen na de bevalling over te gaan tot een gynaecologisch onderzoek en beter nog, tot een algemeen onderzoek van de moeder. Dit onderzoek heeft plaats binnen de twee maanden na de bevalling terwijl het gepaste oogenblik wordt overgelaten aan het oordeel van den geneesheer der raadpleging.

De toekomstige moeders kunnen premies in natura bekomen (luiers of onderbuik-gordel).

De uitbreiding van de raadpleging voor zwangere vrouwen zou dienen gepaard te gaan met die van de raadplegingen voor zuigelingen in de gemeenten die dergelijke instellingen niet bezitten.

Dans les communes, généralement peu importantes, où la consultation classique ne peut être établie, nous cherchons à organiser la surveillance des nouveaux-nés à domicile par des infirmières-visiteuses.

L'Administration de l'Hygiène estime que la création de toutes ces œuvres nouvelles devrait être poursuivie simultanément. Une action de propagande en ce sens pourrait être faite sans frais supplémentaires par les infirmières-visiteuses attachées aux consultations de nourrissons, en assurant un service de visites à domici'e.

Le programme esquissé ci-dessus ne pourra être mis en exécution que progressivement. L'augmentation de crédit prévue au budget de 1937 pourra être, en partie, affectée aux premières réalisations. La question si intéressante de l'octroi d'une indemnité journalière aux mères hospitalisées dans une maternité sera mise à l'étude.

## VI.

### **Les pharmacies.**

1<sup>o</sup> Combien y a-t-il de pharmacies ouvertes au public en Belgique?

2<sup>o</sup> Combien y a-t-il de dépôts de médicaments chez les médecins pro-pharmacien?

3<sup>o</sup> Combien y a-t-il de dépôts de médicaments dans les hôpitaux publics et privés?

4<sup>o</sup> Combien y a-t-il de pharmacies installées par des sociétés coopératives?

5<sup>o</sup> Combien y a-t-il de pharmacies installées par des sociétés commerciales non-coopératives?

6<sup>o</sup> Combien y a-t-il de pharmacies gérées par des particuliers n'ayant pas le diplôme de pharmacien et faisant appel à un pharmacien di-

In de doorgaans weinig belangrijke gemeenten waar de klassieke raadpleging niet kan worden ingevoerd, trachten wij het toezicht over de pasgeborenen te doen inrichten thuis door verpleegsters-bezoeksters.

Het Bestuur van de Volksgezondheid oordeelt dat de oprichting van al deze nieuwe werken gelijktijdig zou dienen nagestreefd. Een propaganda in dezen zin zou kunnen geschieden zonder bijkomende kosten door de verpleegsters-bezoeksters gehecht aan de raadplegingen voor zuigelingen door een dienst van bezoeken aan huis te verzekeren.

Het programma dat hooger wordt geschat kan slechts geleidelijk worden uitgevoerd. De verhoging van krediet voorzien op de begrooting van 1937 kan gedeeltelijk worden besteed aan de eerste verwezenlijking. Het zoo belangwekkend vraagstuk van het verleenen eener dagelijksche vergoeding aan de moeders, verpleegd in een instelling voor kraamvrouwen, zal ter studie worden gelegd.

## VI.

### **De apotheken.**

1<sup>o</sup> Hoeveel apotheken zijn er voor het publiek open in België?

2<sup>o</sup> Hoeveel geneesmiddelendepots bestaan er bij de geneesheeren die aan huis een apotheek houden?

3<sup>o</sup> Hoeveel geneesmiddelendepots bestaan er in de openbare en private hospitalen?

4<sup>o</sup> Hoeveel apotheken werden er ingericht door samenwerkende vennootschappen?

5<sup>o</sup> Hoeveel apotheken werden er ingericht door commerciële niet-samenwerkende vennootschappen?

6<sup>o</sup> Hoeveel apotheken worden beheerd door particulieren die niet het diploma van apotheker bezitten en die beroep doen op een gediplomeerde

plômé pour la direction légale de la pharmacie?

7<sup>o</sup> Combien y a-t-il de pharmacies dites de « veuves »?

8<sup>o</sup> Combien y a-t-il de laboratoires fabriquant ou conditionnant des drogues et des spécialités?

9<sup>o</sup> Combien de ces laboratoires emploient un pharmacien en service permanent?

10<sup>o</sup> Prière de reproduire les dispositions légales en matière de stage pratique en pharmacie, stage imposé aux étudiants avant l'examen final pour le diplôme de pharmacien.

11<sup>o</sup> Pourquoi les étudiants en pharmacie peuvent-ils pas faire leur stage auprès d'un pharmacien, directeur d'une officine appartenant à une coopérative?

12<sup>o</sup> Prière de fournir une étude résumée des législations des pays qui limitent le nombre de pharmacies ouvertes au public?

13<sup>o</sup> Dans une certaine presse on critique ordinairement les pharmaciens qui gèrent des officines pour compte des coopératives. Les pharmacies coopératives sont-elles inspectées régulièrement par les délégués du Ministre de la Santé Publique? Le sont-elles autant que les pharmacies privées?

14<sup>o</sup> Dans l'ensemble, l'inspection des pharmacies trouve-t-elle que les intérêts des malades sont moins bien sauvegardés dans les officines coopératives que dans les officines privées?

15<sup>o</sup> On inspecte les pharmacies ouvertes au public. Pourquoi n'inspecte-t-on pas les laboratoires fabriquant des drogues et des spécialités.

apotheker voor de wettelijke leiding van de apotheek?

7<sup>o</sup> Hoeveel zoogenaamde « weduwen » apotheken bestaan er?

8<sup>o</sup> Hoeveel laboratoria bestaan er die geneesmiddelen en specialiteiten vervaardigen of controleeren?

9<sup>o</sup> Hoeveel dezer laboratoria bezigen een apotheker in vasten dienst?

10<sup>o</sup> Beleefd verzoek de wettelijke bepalingen aan te halen inzake praktische stage in apotheek, welke stage wordt opgelegd aan de studenten vóór het eindexamen tot het bekomen van het diploma van apotheker?

11<sup>o</sup> Waarom mogen de studenten in apotheek hun stage niet doen bij een apotheker bestuurder van een officina toebehorende aan een coöperatief?

12 Beleefd verzoek een beknopte studie te geven van de wetgeving in de landen waar het aantal apotheken, toegankelijk voor het publiek, beperkt wordt?

13<sup>o</sup> In zekere bladen worden doorgaans de apothekers beknibbeld die officina's beheeren voor rekening van coöperatieën. Worden de samenwerkende apotheken regelmatig geïnspecteerd door de afgevaardigden van den Minister van Volksgezondheid? Worden zij evenveel geïnspecteerd als de private apotheken?

14<sup>o</sup> Cordeelt de inspectie der apotheken in het algemeen dat de belangen der zieken minder goed gevrijwaard worden in de samenwerkende officina's als in de private officina's?

15<sup>o</sup> De voor het publiek toegankelijke apotheken worden geïnspecteerd. Waarom inspecteert men niet de laboratoria die geneesmiddelen en specialiteiten vervaardigen?

#### RÉPONSE.

1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>. — D'après les listes arrêtées

#### ANTWOORD.

1<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup>. — Volgens de lijsten opge-

au 1<sup>er</sup> janvier 1936 par les Commissions médicales provinciales et publiées au *Mémorial administratif* des provinces et compte tenu des corrections signalées par les inspecteurs des pharmacies, les chiffres réponses aux questions numérotées de 1 à 7 sont les suivants :

1 <sup>o</sup> .	.	.	.	.	.	2,404
2 <sup>o</sup> .	.	.	.	.	.	1,285
3 <sup>o</sup> .	.	.	.	.	.	53
4 <sup>o</sup> .	.	.	.	.	.	121
5 <sup>o</sup> .	.	.	.	.	.	22
6 <sup>o</sup> .	.	.	.	.	.	143
7 <sup>o</sup> .	.	.	.	.	.	67

8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> La fabrication et la vente en gros des médicaments sont libres en Belgique.

Dès lors, l'inspection des pharmacies n'exerce aucune surveillance sur les laboratoires où l'on fabrique ou conditionne des drogues et des spécialités. L'Administration de l'Hygiène ne possède, dans ces conditions aucun renseignement qui lui permette de dénombrer ces laboratoires.

10<sup>o</sup> Le texte de l'arrêté royal du 15 juillet 1933 réglant les modalités du stage officinal est ci-annexé. (Voir page 89).

11<sup>o</sup> En proposant que le stage ne puisse s'effectuer dans une pharmacie gérée pour le compte d'autrui, les facultés des quatre Universités aussi bien que les inspecteurs des pharmacies ont eu comme principale préoccupation d'assurer que le stage s'effectue sous la direction d'un même pharmacien.

Il est avéré, en effet, que dans les pharmacies à gérance, les mutations sont généralement fréquentes et que dès lors le stagiaire risquerait souvent d'effectuer son stage sous la direction de plusieurs pharmaciens.

12<sup>o</sup> Un résumé des dispositions légales en vigueur en Suède et en Tunisie est ci-annexé. (Voir pp. 86 à 88). L'honorable membre a reçu en com-

maakt op 1 Januari 1936 door de Provinciale Medische Commissies en gepubliceerd in het *Bestuurlijk Memoriaal* der provinciën en rekening houdend met de wijzigingen medegedeeld door de toezichters der apotheken, luiden de cijfers in antwoord op de vragen 1<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup> als volgt :

1 <sup>o</sup>	.	.	.	.	.	2,404
2 <sup>o</sup>	.	.	.	.	.	1,285
3 <sup>o</sup>	.	.	.	.	.	53
4 <sup>o</sup>	.	.	.	.	.	121
5 <sup>o</sup>	.	.	.	.	.	22
6 <sup>o</sup>	.	.	.	.	.	143
7 <sup>o</sup>	.	.	.	.	.	67

8<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>. — Het vervaardigen en de verkoop in 't groot der geneesmiddelen is vrij in België.

De inspectie der apotheken oefent derhalve geen enkel toezicht uit op de laboratoria waar men drogerijen en specialiteiten fabriceert of afwerkt.

Het Bestuur der Volksgezondheid bezit in die voorwaarden geen enkele inlichting nopens het aantal dezer laboratoria.

10<sup>o</sup> De tekst van het koninklijk besluit van 15 Juli 1933 tot regeling der modaliteiten van den proeftijd is hierbijgevoegd. (Zie bladz. 89).

11<sup>o</sup> Door voor te stellen dat de proeftijd in een beheerde apotheek niet voor een anders rekening mag gebeuren, hebben de faculteiten der vier universiteiten zoowel als de toezichters der apotheken hoofdzakelijk de verzekering op het oog gehad dat de stage gebeurt onder de leiding van eenzelfden apotheker.

Het is namelijk een feit dat in de apotheken met gerant, het personeel over 't algemeen veelvuldig wisselt en de stagist dan ook dikwijls de kans zou loopen zijn proeftijd te doen onder de leiding van verschillende apothekers.

12<sup>o</sup> Een samenvatting der wetsbepalingen in voege in Zweden en in Tunisie is hierbijgevoegd. (Zie bladz. 86 tot 88). Het achtbaar lid heeft, als

munication, en annexe d'une dépêche du 3 juillet dernier, le texte des législations italiennes, égyptiennes et turques. Les législations en vigueur en France, Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie, Danemark, Hollande, Espagne, Norvège et Alsace-Lorraine ont été réclamés par l'intermédiaire du département des Affaires Etrangères. Celles qui contiendraient des dispositions spéciales quant à la limitation du nombre des officines seront communiquées à l'honorable membre.

13<sup>o</sup> L'inspection des pharmacies ne fait pas de distinction qu'il s'agisse d'officines à gérance ou d'officines privées.

14<sup>o</sup> L'intérêt des malades est aussi bien sauvegardé dans les officines des sociétés coopératives que dans les officines privées.

15<sup>o</sup> La législation en vigueur en Belgique, en matière de vente des médicaments, part du principe que le pharmacien est seul responsable de la qualité et de la conformité des produits qu'il délivre. La fabrication et le commerce de gros des médicaments sont donc libres.

L'article 27 des instructions du 31 mai 1885 dispose que :

« Tous les objets qui forment de l'approvisionnement des pharmaciens, tant ceux qu'ils achètent en gros que ceux qu'ils se procurent chez d'autres pharmaciens ou qu'ils préparent eux-mêmes, doivent avoir les qualités requises. L'excuse d'avoir été trompé ou induit en erreur par d'autres n'est pas admise. »

Si l'on fait fi de ce principe et que l'on organise l'inspection des laboratoires qui préparent des drogues et des spécialités, la responsabilité du pharmacien n'a plus de raison d'être et la vente des spécialités et des pro-

bijlage aan een brief van 3 Juli ll., den tekst in mededeeling ontvangen der Italiaansche, Egyptische en Turksche wetgevingen. De in zwang zijnde wetgevingen in Frankrijk, Duitschland, Oostenrijk, Tjecho-Slowakije, Denemarken, Nederland, Spanje, Noorwegen en Elzas-Lotharingen werd gevraagd door tusschenkomst van het Departement van Buitenlandsche Zaken. Deze die bijzondere bepalingen zouden bevatten betreffende de beperking van het aantal officina's zullen aan het achtbaar lid medegedeeld worden.

13<sup>o</sup> De inspectie der apotheken maakt geen onderscheid tusschen de officina's met gerant en de « private » officina's.

14<sup>o</sup> De belangen der zieken zijn zoowel gevrijwaard in de officina's der samenwerkende maatschappijen als in de « private » officina's.

15<sup>o</sup> De in voege zijnde wetgeving in België, inzake verkoop der geneesmiddelen, gaat uit van het beginsel dat de apotheker alleen verantwoordelijk is voor de hoedanigheid en de overeenstemming der producten die hij aflevert. De fabricage en de handel in 't groot der geneesmiddelen zijn dus vrij.

Artikel 27 der onderrichtingen van 31 Mei 1885 bepaalt het volgende :

« Al de voorwerpen die de bevoorrading der apothekers uitmaken, zoowel deze die zij in 't groot aankopen als deze die zij bij andere apothekers betrekken of die zij zelf bereiden, moeten de vereischte hoedanigheden bezitten. De verontschuldiging, bedrogen te zijn geworden of door anderen op een dwaalspoor te zijn gebracht, wordt niet aanvaard. »

Zoo men dit beginsel op zij zet en het toezicht inricht der laboratoria die drogerijen en specialiteiten bereiden, heeft de verantwoordelijkheid van den apotheker geen reden van bestaan meer en zou de verkoop der speciali-

duits conditionnés pour la vente directe au public pourrait être permise aux non-diplômés.

A noter d'autre part que la grande majorité des spécialités pharmaceutiques vendues en Belgique, sont fabriquées à l'étranger et que l'inspection n'aurait aucune action sur ces produits.

### *1. — Les conditions de l'exercice de la pharmacie en Tunisie.*

Un décret du 16 mars 1936 a créé un nouveau statut de la pharmacie en Tunisie.

Nul ne peut désormais exercer la profession de pharmacien en Tunisie s'il n'est âgé de 25 ans et s'il n'a obtenu *après concours* une licence lui conférant le droit d'établir et d'exploiter une pharmacie dans un local déterminé.

Ce droit est inaccessible et intransmissible.

L'attribution d'une licence ne devient définitive que lorsque le bénéficiaire a fait approuver le choix du local où il exploitera sa pharmacie. Il doit en être possesseur ou locataire en nom propre.

L'installation doit être effectuée dans les trois mois après attribution définitive de la licence. A ce moment le titulaire doit justifier qu'il possède le matériel et les produits nécessaires au fonctionnement normal de sa pharmacie.

La licence est valable jusqu'au décès du titulaire. Elle peut être retirée temporairement ou définitivement, notamment, en cas de faillite, condamnation, fautes professionnelles graves, infraction aux décrets réglementant l'exercice de la pharmacie.

Le pharmacien qui fait l'objet de la sanction susvisée est appelé au

teiten en afgewerkte producten voor den rechtstreekschen verkoop aan het publiek kunnen toegelaten worden aan de niet-gediplomeerde.

Anderzijds valt op te merken dat de grote meerderheid der pharmaceutische producten die in België verkocht worden, in het buitenland vervaardigd worden en de inspectie geen vat op deze producten zou hebben.

### *1. — Voorwaarden tot uitoefening van de apothekerij in Tunesië.*

Een decreet van 16 Maart 1936 heeft een nieuw statuut voor de apothekerij in Tunesië ingevoerd.

Niemand mag voortaan in Tunesië het beroep van apotheker uitoefenen indien hij niet vijf en twintig jaar oud is en indien hij niet *na een wedstrijd* een vergunning heeft verkregen die hem het recht toekent een apothekerij in een bepaald lokaal te vestigen en te exploiteeren.

Dit recht is onvervreemdbaar en onafstaanbaar.

De toekenning van een vergunning wordt slechts definitief wanneer de betrokkenen de keuze van het lokaal waar hij zijn apotheek zal exploiteeren heeft doen goedkeuren. Hij moet er in eigen naam eigenaar of huurder van zijn.

De instelling moet gedaan zijn binnen de drie maanden na de vaste toekenning van de vergunning. Op dat oogenblik moet de titularis doen blijken dat hij het materieel en de noodige producten bezit voor den normalen gang van zijn apotheek.

De vergunning is geldig tot het afsterven van den titularis. Zij kan tijdelijk of bepaald ontrokken worden, namelijk in geval van faillissement, veroordeeling, ernstige beroepsfouten, overtreding van de decreten tot regeling van de uitoefening van de apothekerij.

De apotheker die het voorwerp is van voormelde sanctie wordt vooraf

préalable à fournir toutes explications écrites.

Les héritiers du titulaire peuvent demander que pendant une année, au maximum, la pharmacie soit exploitée pour leur compte par un pharmacien diplômé.

Le nouveau titulaire d'une pharmacie doit, dans tous les cas, rembourser à son prédécesseur ou à ses ayants-droit la valeur réelle du fonds. Faute d'entente, le prix est déterminé par expertise.

Le nombre des autorisations d'ouverture d'officine doit être calculé à raison d'une officine par fraction de 5,000 habitants au minimum. Dans les campagnes cette fraction devra se grouper dans un rayon de 6 kilomètres du siège de la pharmacie. Sont considérées comme pharmacies de campagne les officines exploitées dans les agglomérations de moins de 5,000 habitants.

Dans les localités importantes l'arrêté d'autorisation peut imposer une limite de distance entre deux officines. Cette distance ne peut être moindre de 200 mètres réellement parcourus.

Pour les pharmacies dites de campagne, cette distance peut être réduite à cent mètres.

## 2. — *Les conditions de l'exercice de la pharmacie en Suède.*

(Extrait du « Bulletin de la Fédération Internationale Pharmaceutique », — 7<sup>me</sup> année. Nº 1, 1926).

En Suède, le nombre de pharmacies est limité et les pharmaciens établis sont nommés par le Gouvernement. Quand une pharmacie devient vacante par suite de la mort du propriétaire ou lorsqu'une résolution du Gouvernement permet l'établissement d'une nouvelle pharmacie, une publication

opgeroepen om alle schriftelijke verklaringen te leveren.

De erfgenamen van den titularis mogen vragen dat ten hoogste gedurende een jaar de apotheek voor hun rekening wordt geëxploiteerd door een gediplomeerde apotheker.

De nieuwe titularis van een apotheek moet in elk geval aan zijn voorganger of aan dezes rechthebbenden de werkelijke waarde van het fonds terugbetaLEN. Bij gebreke van overeenkomst wordt de prijs door een deskundige bepaald.

Het aantal toelatingen om een apotheek te openen, moet berekend worden *a rato* van een apotheek per breuk van 5,000 inwoners minimum. Op den buiten moet deze breuk zich uitstrekken over een straal van 6 kilometer van den zetel der apotheek. Worden beschouwd als buitenapotheken, deze die geëxploiteerd worden in agglomeraties met minder dan 5,000 inwoners.

In belangrijke gemeenten kan het besluit tot machtiging een afstandsgrens tusschen twee apotheken opleggen. Deze afstand mag niet minder zijn dan 200 werkelijk doorlopen meter.

Voor de zoogenaamde buitenapotheken mag deze afstand op honderd meter herleid worden.

## 2. — *Voorwaarden tot uitoefening van de apothekerij in Zweden.*

Uittreksel van het « Bulletin de la Fédération Internationale Pharmaceutique ». — 7<sup>e</sup> jaar. Nº 1, 1926).

In Zweden is het aantal apothekerijen beperkt en de gevestigde apothekers worden door de Regeering benoemd. Wanneer een apotheek vrij komt ingevolge het overlijden van den eigenaar of wanneer een Regeeringsbesluit de inrichting van een nieuwe apotheek toelaat, dan noodigt een

officielle invite les aspirants à présenter leurs titres de compétence. Ces titres comprennent le diplôme de pharmacien, les attestations de service et les mérites que l'aspirant prétend faire valoir (mémoires scientifiques, etc.). D'ordinaire la préférence est donnée à celui des aspirants qui a servi le plus longtemps comme aide-pharmacien, mais les mérites scientifiques et sociaux peuvent également prévaloir, surtout lorsqu'il s'agit d'une pharmacie établie dans une grande ville.

L'inconvénient de ce système de pharmaciens privilégiés est qu'on arrive à s'établir très tard. L'âge moyen des pharmaciens nommés à la première pharmacie est d'environ 50 ans.

Un pharmacien qui a possédé une petite pharmacie pendant cinq ans au moins, a le droit d'en acquérir une plus grande.

Afin d'abaisser quelque peu cet âge de nomination trop élevé, le Gouvernement a décrété, il y a quelques années, une loi envisagée depuis vingt ans, et qui impose aux pharmaciens établis âgés de 70 ans de remettre leurs pharmacies contre une pension annuelle et viagère de 6,000 couronnes. Le pharmacien successeur est obligé d'acheter le matériel et le fonds de la pharmacie à son prédécesseur ou aux héritiers. S'ils ne s'entendent pas sur le prix à payer, celui-ci est fixé par une commission officielle.

\* \*

officiele uitgave de adspiranten uit hun titels van bevoegdheid voor te leggen. Deze titels behelzen het diploma van apotheker, de bewijsstukken van dienst en de verdiensten die de adspirant meent te doen gelden (wetenschappelijke memories, enz.). Doorgaans wordt de voorkeur gegeven aan den adspirant die het langst als hulpapotheker heeft dienst gedaan, doch de wetenschappelijke en sociale verdiensten kunnen insgelijks overwegend zijn, vooral wanneer het een apotheek geldt in een groote stad gevestigd.

Het bezwaar van dit stelsel van bevoorrechte apothekers is dat men er zeer laat in staat zich te vestigen. De gemiddelde leeftijd der benoemde apothekers in de eerste apotheek is ongeveer vijftig jaar.

Een apotheker die gedurende vijf jaar ten minste een kleine apotheek bezat, heeft het recht er een grootere aan te werven.

Om dezen te noogen leeftijd eenigszins te verlagen, heeft de Regeering voor enkele jaren een sedert twintig jaar ontworpen wet uitgevaardigd, waarbij de gevestigde apothekers die zeventig jaar oud zijn verplicht worden hun apotheek over te laten tegen een jaarlijksche lijfrente van 6,000 kronen. De apotheker opvolger is verplicht het materieel en het apothekfonds aan zijn voorganger of dezes erfgenamen af te koopen. Kommen zij niet overeen, omtrent den te betalen prijs, dan wordt deze door een officiele commissie vastgesteld.

\* \*

*Arrêté royal du 15 juillet 1933 réglant les modalités du stage officinal (voir 10<sup>o</sup>, p. 84.)*

**ALBERT,**  
ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 16 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, et notamment l'alinéa final, ainsi conçu :

« Un arrêté royal pris sur avis des facultés compétentes et de l'inspection des pharmacies réglera les modalités du stage. »

Voulant régler les modalités de ce stage ;

Vu l'avis des facultés des quatre universités et de l'inspection des pharmacies ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

#### ARTICLE PREMIER.

Le stage officinal prévu à l'article 16 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires peut être accompli :

1<sup>o</sup> chez un pharmacien tenant en Belgique officine ouverte depuis au moins deux années;

2<sup>o</sup> dans la pharmacie d'un hôpital civil dirigé par un pharmacien;

3<sup>o</sup> dans une pharmacie militaire.

Il ne peut être effectué dans une

*Koninklijk besluit van 15 Juli 1933 tot regeling der modaliteiten van den proeftijd (zie 10<sup>o</sup>, bladz. 84.)*

**ALBERT,**  
KONING DER BELGEN,

Aan allen tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 16 der wet van 21 Mei 1929 op het toekennen der academische graden en het programma der universitaire examens, en name- lijk het laatste lid, dat luidt als volgt :

“ Een koninklijk besluit, genomen op advies der bevoegde faculteiten en van het toezicht op de apotheken, regelt de bijzonderheden van den proeftijd. ”

Willende de bijzonderheden van dien proeftijd regelen;

Gelet op het advies van de faculteiten der vier universiteiten en van het toezicht op de apotheken;

Op de voordracht van Onzen Minister van Openbaar Onderwijs,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

#### EERSTE ARTIKEL.

De proeftijd, voorzien onder artikel 16 der wet van 21 Mei 1929 op het toekennen der academische graden en het programma der universitaire examens, kan gedaan worden :

1<sup>o</sup> bij een apotheker die sedert ten minste twee jaren in België een apotheek open houdt;

2<sup>o</sup> in de apotheek van een burgerlijk hospitaal die onder de leiding van een apotheker staat;

3<sup>o</sup> in een militaire apotheek;  
Hij mag niet gedaan worden in

pharmacie gérée pour le compte d'autrui. Cette interdiction peut être levée en faveur des enfants d'une pharmacien décédé qui demandent à accomplir leur stage dans l'officine paternelle, sous la surveillance d'un pharmacien.

Les miliciens qui font leur service militaire dans un service de santé de l'armée ne peuvent faire compter le temps passé sous les drapeaux dans leur stage.

#### ART. 2.

Sauf si le stage est fait dans une pharmacie militaire, l'aspirant, avant de commencer celui-ci, fait connaître l'officine qu'il a choisie au président du jury de la 2<sup>e</sup> épreuve de l'Université dans laquelle il a subi celle-ci, ou éventuellement au président du jury central, ainsi qu'à l'inspecteur des pharmacies et au président de la Commission médicale du ressort de cette officire. Si ces deux derniers font opposition au choix de l'aspirant, celui-ci est tenu de faire un autre choix.

#### ART. 3.

La durée du stage officinal est au moins égale au temps qui s'écoule entre les sessions correspondantes de deux années académiques successives.

Pendant celui-ci, l'aspirant est tenu d'être présent dans la pharmacie tous les jours de la semaine pendant la majeure partie de la journée.

Toutefois, les stagiaires participeront aux travaux pratiques qu'organisera l'université à leur intention; la durée de ces travaux ne pourra dépasser trois mois, en une ou plusieurs périodes. Les stagiaires sont tenus de faire connaître les jours et heures de ces travaux à l'inspecteur des

een apotheek, voor rekening van een ander beheer. Dit verbod mag geheven worden ten bate van de kinderen van een overleden apotheker die vragen om hun proeftijd in de apotheek van hun vader te doen, onder het toezicht van een apotheker.

De miliciens die hun krijgsdienst verrichten in een gezondheidsdienst van het leger, mogen den onder de wapens doorgebrachten tijd niet in hun proeftijd begrijpen.

#### ART. 2.

Zoo de proeftijd niet in een militaire apotheek gedaan wordt doet de aspirant, vooraleer dezen aan te vangen, de door hem gekozen apotheek kennen aan den voorzitter van de commissie der 2<sup>e</sup> proef van de universiteit waarin hij deze heeft afgelegd, of gebeurlijk aan den voorzitter van de centrale examencommissie, evenals aan den inspecteur der apotheeken en aan den voorzitter der geneeskundige commissie van het gebied dier apotheek. Zoo deze twee laatsten zich tegen de keus van den aspirant verzetten, is deze verplicht een andere keus te doen.

#### ART. 3.

De duur van den proeftijd is ten minste gelijk aan den tijd die verloopt tusschen de overeenstemmende zittijden van twee opeenvolgende academiejaren.

Gedurende dien proeftijd moet de aspirant alle dagen van de week gedurende het grootste gedeelte van den dag in de apotheek aanwezig zijn.

De proeftijddoeners zullen nochtans deelnemen aan de praktische werken die de universiteit te hunnen behoeve zou inrichten; de duur dier werken zal niet drie maanden, in eene of meer perioden, te boven gaan. De proeftijddoeners moeten de dagen en de uren dier werken ter kennis brengen van

pharmacies et au président de la Commission médicale du ressort.

#### ART. 4.

Le membre délégué de la Commission médicale et l'inspecteur des pharmacies sont, sauf dans les pharmacies militaires, chargés de la surveillance du stage.

#### ART. 5.

Le stage est attesté par des certificats délivrés au moins tous les trois mois. Ils sont signés par le pharmacien responsable, légalisés par le bourgmestre de la localité, et visés par l'inspecteur des pharmacies et le membre délégué de la Commission médicale provinciale du ressort.

En ce qui concerne les étudiants militaires, le stage est attesté par un certificat émanant du colonel pharmacien, inspecteur des pharmacies militaires.

#### ART. 6.

Le stage officinal peut être accompli au Congo belge dans une pharmacie dirigée par un pharmacien porteur du diplôme légal belge, à la condition que ce stage puisse être surveillé effectivement. Les certificats délivrés devront être visés par l'autorité qui a surveillé le stage.

#### ART. 7.

Notre Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

### VII.

#### **Les subsides aux œuvres d'assistance.**

On demande la répartition du subside aux œuvres d'assistance, pour 1935. Pour chaque œuvre, une documentation suffisante sur son activité.

den inspecteur der apotheken en van den voorzitter der geneeskundige commissie van het gebied.

#### ART. 4.

Het door de geneeskundige commissie afgevaardigd lid en de inspecteur der apotheken zijn, behalve in de militaire apotheken, belast met het toezicht op den proeftijd.

#### ART. 5.

De proeftijd wordt bevestigd door ten minste om de drie maanden aangeleverde getuigschriften. Deze worden ondertekend door den verantwoordelijken apotheker, gelegaliseerd door den burgemeester der plaats en geviseerd door den inspecteur de apotheken en het door de provinciale geneeskundige commissie van het gebied afgevaardigd lid.

Voor de militaire studenten wordt de proeftijd bevestigd door een getuigschrift uitgaande van den kolonel apotheker, inspecteur der militaire apotheken.

#### ART. 6.

De proeftijd mag in Belgisch-Congo gedaan worden in een apotheek die onder de leiding staat van een apotheker houder van het Belgisch wettelijk diploma, op voorwaarde dat op dien proeftijd werkelijk toezicht kan geoefend worden. De uitgereikte getuigschriften dienen geviseerd door de overheid die op den proeftijd toezicht geoefend heeft.

#### ART. 7.

Onze Minister van Openbaar Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

### VII.

#### **De toelagen aan de werken van onderstand.**

Gevraagd wordt de verdeeling van de toelage aan de werken van onderstand voor 1935. Ook voor ieder werk een behoorlijke documentatie over zijn bedrijvigheid.

## RÉPONSE.

Les subsides alloués aux œuvres d'assistance, en 1935, par le Ministère de la Justice, se montaient à 28,500 francs, somme qui a été répartie comme suit :

Hospice des Aveugles, dirigé par la Société royale de Philanthropie, à Bruxelles, . . . . .	fr. 21,000
Hospice du Calvaire, à Bruxelles . . . . .	3,500
Orphelinat Rationaliste, à Forest . . . . .	3,000
Association belge des Hôpitaux, à Bruxelles . . .	1,000

1. La Société royale de Philanthropie réserve sept lits de l'Hospice des Aveugles à des bénéficiaires désignés par le Département de la Justice (actuellement par le Département de la Santé Publique) : le subside accordé à l'Hospice ne couvre même pas la dépense que représente, pour l'établissement, l'entretien de sept aveugles.

2. Les subsides prémentionnés ont été accordés à l'Hospice du Calvaire (destiné aux femmes atteintes de cancer), à l'Orphelinat Rationaliste, à Forest, et à l'Association belge des Hôpitaux, à Bruxelles (cette association a pour objet notamment l'étude de tous les problèmes qui ont trait à la construction, à l'hygiène, à l'organisation et à la construction des établissements hospitaliers). Ces subsides ont été consentis en raison de l'intérêt exceptionnel qui s'attache à chacune de ces œuvres; ils ne représentent d'ailleurs qu'une très faible part de leur budget.

## VIII.

### Préventorium pour enfants et adolescents.

*Art. 20.* — Un membre demande à M. le Ministre ce qu'il faut entendre par préventorium pour enfants, préventorium pour adolescents. Il lui

## ANTWOORD.

De toelagen verleend aan de werken van onderstand, in 1935, door het Ministerie van Justitie, bedroegen 28,500 frank, verdeeld als volgt :

Godshuis voor Blinden, bestuurd door de « Société royale de Philanthropie » te Brussel . . . fr.	21,000
« Hospice du Calvaire », te Brussel . . . . .	3,500
« Orphelinat Rationaliste », te Vorst . . . . .	3,000
« Association belge des Hôpitaux », te Brussel . . .	1,000

1. De « Société royale de Philanthropie » behoudt, in het Godshuis voor Blinden, zeven bedden voor aan personen aangeduid door het Departement van Justitie (thans door het Departement van Volksgezondheid) : de toelage verleend aan het Godshuis dekt zelfs niet de uitgave, die het onderhoud van zeven blinden voor de instelling vertegenwoordigt.

2. Voormelde toelagen werden verleend aan het « Hospice du Calvaire » (bestemd voor vrouwen aangetast door kanker), aan het « Orphelinat Rationaliste » te Vorst, en aan de « Association belge des Hôpitaux » te Brussel. (Deze vereeniging heeft onder meer voor doel de studie van al de vraagstukken die betrekking hebben op het bouwen, op de hygiene, en op de inrichting van de verplegingsinstellingen). Deze toelagen werden verleend wegens het buitengewoon belang van ieder dezer werken; zij vertegenwoordigen trouwens slechts een zeer gering gedeelte van hun begroting.

## VIII.

### Preventorium voor kinderen en jongelieden.

*Art. 20.* — Een lid vraagt aan den Minister wat er dient verstaan door preventorium voor kinderen, preventorium voor jongelingen. Hij vraagt

demande s'il n'y a pas lieu de prier l'Œuvre nationale Belge de défense contre la tuberculose, de fixer les règles de fonctionnement d'établissement qui, n'étant pas des sanatoria, recevraient utilement des adultes prédisposés à la tuberculose ou bien ayant déjà fait une cure sanatoriale et qui feraient utilement une cure de réadaptation au travail ou bien feraient à un moment donné, un séjour afin d'éviter le retour au « sana ».

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les preventoria pour enfants et adolescents et les institutions pour adultes dont question plus haut, agréés et inspectés par l'O.N.B.D.C.T. devraient bénéficier comme les sana, d'une intervention de l'Etat en vue de leur permettre d'arriver à un prix de revient-journée intéressant?

#### RÉPONSE.

La question envisage trois stades en ce qui concerne les préventoria : ceux pour enfants, ceux pour adolescents et ceux pour adultes.

#### *Préventoriums pour enfants.*

On appelle préventorium pour enfants, un établissement où sont reçus les enfants de cinq à quatorze ans, réagissant à la tuberculose, présentant des signes d'infection du système lymphatique périphérique ou central mais ne présentant pas de signe clinique de tuberculose en évolution.

Ces établissements sont subsidiés par l'Etat.

L'Œuvre nationale Belge de Défense contre la tuberculose met au point en ce moment la défense contre la tuberculose de l'enfance, et déterminera dans son plan d'ensemble la place qui revient aux préventoriums pour enfants.

of er geen aanleiding toe bestaat het Belgisch nationaal Werk voor Teringbestrijding te verzoeken de regelen te bepalen van de werking van instellingen, die, geen sanatoria zijnde, nuttig jongelieden zouden opnemen, die vatbaar zijn voor tuberculose ofwel die reeds een kuur in een sanatorium hebben gedaan en die nuttig een kuur voor heraanpassing aan den arbeid zouden doen ofwel op een gegeven oogenblik er enkelen tijd zouden verblijven om den terugkeer naar het sanatorium te voorkomen.

Oordeelt de Minister niet dat de preventoria voor kinderen en jonge lieden en de instellingen voor volwassenen, waarvan hooger spraak, aangenomen en geïnspecteerd door het B.N.W.T.B., evenals de sanatoria Staatstoelagen zouden moeten genieten ten einde hun toe te laten te komen tot een belangwekkenden dag-kostprijs?

#### ANTWOORD.

De vraag slaat op drie stadia betreffende de preventoria : die voor kinderen, die voor jonge lieden en die voor volwassenen.

#### *Preventoria voor kinderen.*

Men noemt preventorium voor kinderen een instelling waar worden opgenomen de kinderen van vijf tot veertien jaar, die reageeren op de tuberculose, die tekenen van besmetting van het peripherisch of centraal lymphatisch stelsel doch geen clinische tekenen van in evolutie zijnde tuberculose vertoonen.

Deze inrichtingen worden door den Staat gesubsidieerd.

Het Nationaal Werk voor Teringbestrijding bereidt thans de verdediging tegen de kindertuberculose voor en zal in het algemeen plan de plaats van de preventoria voor kinderen bepalen.

*Préventorium pour adolescents.*

Le préventorium pour adolescents est en fait, une formule nouvelle que l'on expérimente depuis plusieurs mois à Solières.

Dans l'idée des promoteurs, le préventorium pour adolescents sera un établissement où sont reçus les sujets de quatorze à dix-neuf ans atteints d'infection bacillaire latente du système lymphatique périphérique ou profond, de tuberculose bénigne, de même que les sujets convalescents, de pleurésie sero-fébrineuse sans participation pulmonaire, de tuberculose chirurgicale ou d'érythème noueux.

Le Département suit de très près cette expérience.

*Préventorium pour adultes.*

Un essai de réadaptation au travail se fait en ce moment, au sanatorium de Marcinelle, dans une annexe à cet établissement, spécialement construite à cette fin. Le Département s'intéresse vivement à cette expérience qui sera étendue éventuellement.

## IX.

**Les caisses d'assurance anti-tuberculeuse.**

*Art. 20.* — Les caisses d'assurance antituberculeuse subsidiées par le Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale sont tenues de payer les frais de sanatoria pendant six mois. Des malades ne sont pas guéris après une cure de six mois. Si on s'adresse aux Commissions d'Assistance publique pour qu'elles interviennent dans les frais d'une prolongation de séjour, on obtient bien difficilement le concours de la plupart. Souvent c'est le refus.

Motif : manque de ressources. N'est-il pas possible de constituer un Fonds

*Preventoria voor jongelieden.*

Het preventorium voor jongelieden is in feite een nieuwe formule die men sedert verschillende maanden te Solières beproeft.

Naar de meening van de ontwerpers zal het preventorium voor jongelieden een inrichting zijn waar al de zieken, van veertien tot negentien jaar worden opgenomen, aangedaan door latente bacille-infectie van het peripherisch of inwendig lymphatisch stelsel, door lichte tuberculose, evenals de herstellende zieken, van sero-vezelachtige longvriesontsteking zonder longaantasting, van heekundig behandelde tuberculose, of van knobbelduiduitslag.

Het Departement volgt van dichtbij deze proefneming.

*Preventoria voor volwassenen.*

Een proefneming voor wederaanpassing aan den arbeid wordt thans genomen in het sanatorium van Marcinelle, in een bijgebouw van deze instelling, bijzonder niet dat doel opgericht. Het Departement stelt levendig belang in deze proefneming die desgevallend zal uitgebreid worden.

## X.

**De verzekeringskassen voor teringbestrijding.**

*Art. 20.* — De verzekeringskassen voor teringbestrijding, door het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg gesubsidieerd, zijn gehouden de kosten van sanatoria gedurende zes maanden te betalen. Sommige zieken zijn niet genezen na een kuur van zes maanden. Wendt men zich tot de Commissies van Openbare Onderstand opdat zij bijtreden in de kosten van een verlengd verblijf, dan krijgt men moeilijk hulp van de meesten van hen. Dikwijls wordt geweigerd.

Reden : gebrek aan middelen. Is het niet mogelijk een gemeen fonds

commun de réassurance des Commissions d'Assistance publique? Ce Fonds commun interviendrait notamment : dans les frais de séjour en sana des tuberculeux, après six mois d'intervention de la mutualité ou de la Commission d'Assistance publique ayant fait d'abord le placement; dans les frais de placement des enfants non tuberculeux afin de les soustraire au danger de contagion parce qu'un incurable vit au foyer familial, les frais de soignage des cancéreux incurables après que la mutualité ou la Commission d'Assistance publique ont essayé de sauver le malade en payant les frais de chirurgie ou de thérapie.

#### RÉPONSE.

Dans le projet de réforme de la loi sur l'assistance publique (loi du 10 mars 1925 - loi du 27 novembre 1891) actuellement soumis au Conseil Supérieur de l'Assistance, diverses dispositions prévoient l'extension du Fonds commun à de nouvelles catégories d'indigents et notamment à celles des tuberculeux. Ces dispositions pourvoiraient donc à la situation exposée dans la question ci-dessus.

#### X.

##### **Intervention en faveur des malades cancéreux.**

*Art. 20.* — M. le Ministre ne pourrait-il pas faire des démarches auprès de son collègue des Transports en vue d'obtenir, pour le malade cancéreux se rendant dans un centre de traitement universitaire, une carte lui donnant droit à une forte réduction sur le tarif des chemins de fer?

#### RÉPONSE.

Le département étudie cette question.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que des mesures de l'espèce engen-

voor herverzekering van de Commissies van Openbare Onderstand samen te stellen? Dit gemeenschappelijk fonds zou namelijk tusschen beide komen in de kosten van verblijf in de sanatoria, na zes maanden tusschenkomst door de mutualiteit of door de C.O.O., die eerst den zieke heeft geplaatst; in de kosten van plaatsing der niet aan teringlijdende kinderen om hen aan het besmettingsgevaar te onttrekken omdat een ongenezbare in den familie-aard verblijft; in de verzorgingskosten der ongenezbare kankerlijders nadat de mutualiteit of de C.O.O. getracht hebben den zieke te redden door de kosten van heelkunde of van therapie te betalen.

#### ANTWOORD.

In het ontwerp tot hervorming der wet op den Openbare Onderstand (wet van 10 Maart 1925, wet van 27 November 1891) thans aan den Hoogeran Raad voor Onderstand voorgelegd, behelzen verschillende bepalingen de uitbreiding van het gemeen fonds over nieuwe reeksen behoeften en namelijk de teringlijders. Deze bepalingen zouden dus voorzien in den toestand door voormalde vraag uiteengezet.

#### X.

##### **Tusschenkomst ten gunste van de kankerlijders.**

*Art. 20.* — Zou de Minister geen stappen kunnen doen bij zijn collega van Verkeerswegen om voor den kankerlijder die zich in een universitair behandelingscentrum begeeft, een kaart te verkrijgen die hem recht geeft op een groote vermindering van het spoorwegtarief?

#### ANTWOORD.

Het Departement onderzoekt dit vraagstuk.

Men moet evenwel niet uit het oog verliezen dat dergelijke maatregelen

drent toujours de nombreux abus. Une disposition de ce genre avait été mise en vigueur pour les malades syphilitiques traités aux frais de l'État, et il a fallu la rapporter.

D'autre part, pareille faveur ne se comprendrait éventuellement que pour les indigents. Or, pour ceux-ci la Commission d'Assistance publique est compétente et doit intervenir en cas de besoin.

## XI.

*Art. 20.* — M. le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire de surveiller médicalement le malade cancéreux pendant une longue période après une première intervention du praticien?

### RÉPONSE.

La surveillance des malades cancéreux, après une première intervention, est évidemment très utile. Aussi, les centres anticancéreux universitaires disposent, à cette fin, d'infirmières, visiteuses et d'assistantes sociales. L'administration de l'Hygiène prête sa collaboration active pour exercer cette surveillance.

## XII.

### Centres de santé.

Les institutions publiques et privées s'occupant de la protection de la santé publique sont nombreuses. Il y a lieu de rendre hommage à leur activité bienfaisante. Mais il s'agit d'efforts presque toujours dispersés.

M. le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait tenter de créer quelques Centres de santé?

Dans une grosse agglomération industrielle, par exemple, on réunirait les dirigeants de toutes les institutions intéressées. On formerait le Comité

immer talrijke misbruiken uitlokken. Een dergelijke bepaling werd in toepassing gesteld voor de syphilislijders op kosten van den Staat behandeld, en men moest ze intrekken.

Anderdeels, zou dergelijke gunst gebeurlijk slechts begrijpelijk zijn voor de behoeftigen. Welnu, voor dezen is de Commissie van Openbare Onderstand bevoegd en moet zij desnoods optreden.

## XI.

*Art. 20.* — Acht de Minister het niet noodig den kankerlijder geneeskundig na te gaan gedurende een lang tijdstip na een eerste tusschenkomst door den praktizijn?

### ANTWOORD.

Het toezicht over de kankerlijders na een eerste tusschenkomst is stellig zeer nuttig. De universitaire centra voor kankerbestrijding beschikken dan ook daartoe over verpleegsters-bezoeksters en maatschappelijke assistenten. Het bestuur voor Volksgezondheid draagt werkdadig bij om dit toezicht uit te oefenen.

## XII.

### Gezondheidscentra.

De openbare en private inrichtingen die zich met de bescherming der volksgezondheid bezighouden zijn talrijk. Het past hulde te brengen aan hun weldoende werking. Maar het geldt bijna steeds verspreide krachtinspanningen.

Is de heer Minister niet van oordeel dat de oprichting van enkele gezondheidscentra dient betracht te worden?

In een groote nijverheidsagglomeratie b. v. zou men de leiders van al de betrokken instellingen bijeenroepen. Men zou een centraal comité vormen.

Central. Dans un bâtiment approprié ou à apprivoier, on grouperait : la consultation prénatale, la consultation de nourrissons, la consultation pour enfants de 3 à 6 ans, l'inspection médicale scolaire, le dispensaire antituberculeux, le dépistage du cancer, le dispensaire antivénérian, le cabinet des vaccinations, le service de l'examen préventif annuel, tout ce qui est la prophylaxie. Il y aurait, en outre, un petit hôpital fort bien outillé pour les opérations urgentes et les cas contagieux. On pourrait même y faire la chirurgie générale et les consultations de médecine spéciale, selon des modalités à établir d'accord avec le corps médical.

Naturellement, ce Centre de santé coordonnerait les activités d'institutions diverses existant dans le rayon de son action.

#### RÉPONSE.

Le département de la Santé publique se préoccupe vivement de coordonner les efforts actuellement trop dispersés de toutes les œuvres publiques et privées s'occupant de question d'hygiène.

La création de centres de santé est à l'étude.

#### XIII.

##### **Contrôle des denrées alimentaires.**

1<sup>o</sup> Quelles sont les mesures de contrôle, au point de vue de l'hygiène, que le Département compte prendre en vue de la remise ou de la distribution des denrées alimentaires. Il s'agit, en l'espèce, de tenir ces denrées, lors de la livraison, à l'abri de toute impureté, soit au cours de la manipulation par des mains souillées, soit lors du transport dans des véhicules ouverts ou malpropres?

In een geeigend of aan te passen gebouw zou men groepeeren : raadpleging voor zwangere vrouwen, raadpleging voor zuigelingen, raadpleging voor kinderen van 3 tot 6 jaar, medische schoolinspectie, dispensarium tegen tering, opsporen van den kanker, dispensarium voor geslachtsziekten, kabinet voor koepokinenting, dienst van het jaarlijksch voorbehoedend onderzoek, alles wat de prophylaxis betreft. Er zou bovendien een klein gasthuis zijn, zeer wel voorzien voor de dringende operaties en de besmettelijke gevallen. Men zou er zelfs de algemene heelkunde kunnen doen en de raadplegingen van bijzondere geneeskunde, volgens modaliteiten vast te stellen met het geneeskundig korps.

Natuurlijk zou dit Gezondheidscentrum de werking samenordenen van verscillende instellingen die in zijn arbeidsgebied bestaan.

#### ANTWOORD.

Het Departement van Volksgezondheid bemoeit zich ijverig met het samenordenen der thans te verspreide krachtinspanningen van al de openbare en private werken die zich met gezondheidsvraagstukken bezig houden.

De oprichting van gezondheidscentra ligt ter studie.

#### XIII.

##### **Toezicht op de voedingswaren.**

1<sup>o</sup> Welke zijn de controlemaatregelen, op het gebied der hygiene, die het Departement denkt te treffen inzake het afleveren of uitdeelen der voedingswaren? Het gaat er om deze waren, bij de aflevering, te behoeden voor alle vuil, hetzij bij de behandeling, hetzij bij het vervoer in open of onzuivere wagens?

2º L'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1934 réglementant l'exercice de l'art dentaire a été interprété par une circulaire du Ministre de l'Intérieur (administration de l'Hygiène) en date du 22 septembre 1934 et adressée aux Présidents des Commissions médicales provinciales.

Cette circulaire précise, notamment, le champ d'action de l'activité professionnelle des porteurs de certificat de dentiste.

Est-il bien entendu que les termes de cette circulaire ministérielle consacrent, d'une manière définitive, l'application de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1934?

#### RÉPONSE.

1º Il paraît impossible de prévoir des dispositions générales en cette matière. Les prescriptions d'hygiène à observer au cours de la manipulation ou à l'occasion du transport doivent plutôt trouver place dans les règlements particuliers relatifs à des denrées bien déterminées. Mon département se préoccupe ainsi d'introduire des prescriptions adéquates dans un nouveau règlement concernant le commerce des viandes.

2º L'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1934 réglementant l'exercice de l'art dentaire précise quel est le domaine de l'art dentaire, détermine quelles sont les personnes qualifiées pour exercer celui-ci et fixe les conditions dans lesquelles il doit être exercé.

Les dispositions prévues dans ce règlement constituent pour l'exercice de l'art dentaire des instructions qui rentrent dans le cadre de celles qui sont intervenues déjà pour l'exercice des autres branches de l'art de guérir.

La circulaire du 22 septembre 1934 n'a d'autre portée que de fournir aux Commissions Médicales provinciales quelques indications concernant l'application du règlement du 1<sup>er</sup> juin;

2º Het Koninklijk besluit van 1 Juni 1934 tot regeling van het uitoefenen der tandheelkunde werd verklaard door een omzendbrief van den Minister van Binnenlandsche Zaken (Bestuur der Volksgezondheid) dd. 22 September 1934 en gericht tot de voorzitters der provinciale Medische Commissies.

Deze omzendbrief verduidelijkt namelijk voor de dragers van het getuigschrift van tandarts, het arbeids terrein voor de uitoefening van het beroep.

Is het wel begrepen dat de termen van dit ministerieel rondschrift op definitieve wijze de toepassing regelen van het koninklijk besluit van 1 Juni 1934?

#### ANTWOORD.

1º Het blijkt onmogelijk algemeene beialingen op dit gebied te voorzien. De hygienische voorschriften, na te leven bij de behandeling of het vervoer, dienen veeleer hun plaats te vinden in de bijzondere reglementen betreffende wel bepaalde waren. Mijn Departement bemoeit zich aldus met het inlasschen van de passende voorschriften in een nieuw reglement aangaande den vleeschhandel.

2º Het koninklijk besluit van 1 Juni 1934 tot regeling van het uitoefenen der tandheelkunde verduidelijkt het gebied der tandheelkunde, bepaalt welke personen bevoegd zijn om dit beroep uit te oefenen en stelt de voorwaarden vast waarin dit moet gebeuren.

De in dit reglement voorziene beialingen maken voor de uitoefening van de tandheelkunde onderrichtingen uit die in het kader vallen van deze die reeds voorgeschreven werden voor de uitoefening der andere vakken der heelkunde.

De omzendbrief van 22 September 1934 heeft geen ander doel dan aan de provinciale Medische Commissies enige aanwijzingen te bezorgen nopens de toepassing van het reglement van 1 Juni;

les indications qu'elle contient ont évidemment un caractère définitif mais elle laisse place à d'autres instructions qui viendraient ajouter de nouveaux exemples d'application à ceux déjà cités dans la dite circulaire.

#### XIVa.

##### **Utilisation des crédits pour rémunération des fonctionnaires.**

On désirerait connaître comment se ventilent les sommes suivantes portées au budget de la Santé publique pour 1937.

##### *Page 16 :*

Nominations, promotions et augmentations éventuelles . fr.	700,000
Indemnités de résidence.	40,000
Indemnités familiale et trousseau. . . . .	50,000
Indemnités funéraires .	5,000

##### RÉPONSE.

La somme de 700,000 francs comprend une partie : 30,000 francs destinée à couvrir la dépense résultant des promotions et augmentations de traitement réglementaires, à accorder aux fonctionnaires et agents.

Le restant, soit 670,000 francs doit servir pour rémunérer :

1<sup>o</sup> Le personnel à recruter pour les services nouveaux du Cabinet et du Secrétariat Général dont l'organisation est la suite inéluctable de la création du nouveau Département.

2<sup>o</sup> Le personnel à recruter pour les services transférés des Ministères de l'Intérieur, de la Justice et de l'Instruction publique au Ministère de la Santé Publique, pour permettre à ces services de faire face à une extension importante de leurs activités.

de aanwijzingen die hij bevat hebben vanzelfsprekend een definitief karakter, maar de omzendbrief laat de plaats open voor andere onderrichtingen die nieuwe voorbeelden van toepassing zouden voegen bij de in voormeld rondschrift reeds genoemde.

#### XIVa.

##### **Aanwending der kredieten voor bezoldiging der ambtenaren.**

Men verlangt te weten hoe de volgende sommen, uitgetrokken op de begroting van Volksgezondheid voor 1937, worden onderverdeeld :

##### *Bladzijde 16 :*

Benoemingen, bevorderingen en eventuele verhogingen. fr.	700,000
Verblijfsvergoedingen .	40,000
Familie- en geboortetoe-lagen . . . . .	50,000
Vergoeding voor kosten van laatste ziekte en begrafenis . . . . .	5,000

##### ANTWOORD.

De som van 700,000 frank behelst een deel, 30,000 frank, dat bestemd is om de uitgave te dekken die voortvloeit uit de reglementaire bevorderingen en weddeverhogingen, toe te kennen aan de ambtenaren en bedien-den.

Het overschot, zegge 670,000 frank, moet dienen voor de bezoldiging van :

1<sup>o</sup> het personeel aan te werven voor de nieuwe diensten van het Kabinet en van het Algemeen Secretariaat, waarvan de inrichting het onvermijdelijk gevolg is van de oprichting van het nieuwe Departement;

2<sup>o</sup> het personeel aan te werven voor de diensten overgebracht van de Ministeries van Binnenlandsche Zaken, van Justitie en van Openbaar Onderwijs naar het Ministerie van Volksgezondheid, ten einde aan deze diensten toe te laten het hoofd te bieden aan een aanzienlijke uitbreiding van hun bedrijvigheid.

Il n'est pas possible de calculer dès à présent d'une manière mathématiquement exacte la dépense qui résultera du recrutement envisagé. Les cadres du nouveau Ministère n'étant pas et ne pouvant pas encore être fixés ni quantitativement, ni qualitativement. La somme de 670,000 francs déterminée avec toute la prudence voulue doit être considérée comme une sorte de forfait.

Cette dernière remarque vaut pour ce qui concerne les autres indemnités inscrites à l'article 2.

#### XIVb.

On note, d'autre part, que sur les 36 agents de l'Administration centrale 8 seulement touchent moins de 20,000 francs, tandis que les agents de l'Œuvre de l'Enfance et de l'Œuvre nationale des Orphelins touchent pour le moins 34,000 francs de traitement sans compter les indemnités, etc.

Monsieur le Ministre pourrait-il, dans ces conditions, nous dire combien ces 50 agents, de même, du reste, que ceux attachés à l'Administration de l'Hygiène, à l'Académie, aux services extérieurs de l'Administration de l'hygiène ou fonctionnaires et employés en disponibilité touchent chacun d'indemnités diverses y compris éventuellement les traitements divers et pensions diverses.

Il y a lieu de faire sur ces questions toute la lumière désirable.

#### RÉPONSE.

L'auteur de la question semble attirer l'attention sur des différences de traitement constatées quand on compare la rémunération de certains agents de l'Administration centrale avec celle des agents de l'Œuvre nationale de l'Enfance et de l'Œuvre nationale des Orphelins de la guerre.

Het is niet mogelijk van stonden aan op volkomen wiskundig juiste wijze de uitgave te berekenen die zal voortvloeien uit de beoogde aanwerving, daar de kaders van het nieuw Ministerie nog niet quantitatief of qualitatief zijn of kunnen zijn vastgesteld. Het bedrag van 670,000 frank vastgesteld met al de gewenschte omzichtigheid dient beschouwd als een forfaitair bedrag.

Deze laatste opmerking geldt voor de overige vergoedingen uitgetrokken onder artikel 2.

#### XIVb.

Anderdeels stelt men vast dat op de 36 bedienden van het Hoofdbestuur slechts 8 minder dan 20,000 frank verdienen, terwijl de bedienden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en van het Nationaal Werk voor Weezen minimum 34,000 frank wedde trekken, de vergoedingen, enz. niet inbegrepen.

Zou de Minister ons derhalve kunnen zeggen hoeveel deze 50 bedienden, zoals trouwens ook die van het Bestuur der Volksgezondheid, van de Academie, van de buitendiensten van het Bestuur der Volksgezondheid of de ambtenaren en bedienden in beschikbaarheid, ieder verschillende vergoedingen trekken met inbegrip evenueel van de onderscheidene wedden en pensioenen.

Over deze vraagstukken dient al de gewenschte opheldering gegeven.

#### ANTWOORD.

De indiener van de vraag schijnt de aandacht te vestigen op het verschil van wedde dat wordt vastgesteld wanneer men de bezoldiging van sommige bedienden van het hoofdbestuur vergelijkt met die van de bedienden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen.

Les écarts s'expliquent par la différence des grades.

Dit is uit te leggen door het verschil van graad.

Tableau des indemnités, pensions, etc. — Tabel der vergoedingen, pensioenen, enz.

ADMINISTRATION OU SERVICE.  Bestuur of Dienst.	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE.  Hoedanigheid van den rechthebbende.	NATURE DE L'INDEMNITÉ.  Aard der vergoeding.	MONTANT.  Bedrag.
Cabinet : <i>Kabinet :</i>	Fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères. — <i>Ambtenaar van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.</i> Chef de Cabinet. — <i>Kabinetshoofd.</i> Inspecteur Travaux d'hygiène. — <i>Inspecteur Werken voor hygiene.</i> (Chef de Cabinet adjoint). — <i>(Adjunct Kabinets-hoofd).</i> 1 premier rédacteur. — <i>1 eerste opsteller.</i> 1 huissier. — <i>1 kamerbe-waarder.</i>	Indemnité de Cabinet. — <i>Kabinetsvergoeding.</i>  Idem.  Idem.  Idem.	15,000  8,000  5,500  1,800
Administration de l'hygiène. — <i>Bestuur van de Volksgezondheid</i>	1 directeur général. — <i>1 directeur generaal.</i> 1 sous-directeur. — <i>1 onderdirecteur.</i> 1 chef de bureau. — <i>1 bureelhoofd.</i> 1 rédacteur. — <i>1 opsteller.</i> X agents subalternes. — <i>X lagere bedienden.</i> 1 huissier. — <i>1 kamerbe-waarder.</i>	Secrétaire Conseil supérieur d'hygiène. — <i>Secretaris van den Hoogen Raad voor Volksgezondheid.</i> Secrétaire-adjoint de la Commission de la pharmacopée. — <i>Toegeweegd secretaris van de Commissie voor pharmacopea.</i> Contrôle des stupéfiants (indemnité et remboursement de débours). — <i>Controle over de verdoovingsmiddelen (vergoeding en terugbetaling van onkosten).</i> Indemnité pour prestations extraordinaires, dont l'importance dépend des circonstances. — <i>Vergoeding voor buitengewone prestaties waarvan het belang afhangt van de omstandigheden.</i>	4,000 6,000 2,000 3,000  Crédit total inscrit au budget 13,000 fr. — <i>Globaal krediet voorzien op de begroting 13.000 fr.</i>

ADMINISTRATION OU SERVICE.  <i>Bestuur of Dienst.</i>	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE.  <i>Hoedanigheid van den rechthebbenden.</i>	NATURE DE L'INDEMNITÉ.  <i>Aard der vergoeding.</i>	MONTANT.  <i>Bedrag.</i>
Education physique et sports. — <i>Lichamelijke opvoeding en sport :</i>	1 inspecteur de l'enseignement. — <i>1 inspecteur van het onderwijs.</i>	Secrétaire du Conseil supérieur d'éducation physique et des sports. — <i>Secretaris van den Hoogen Raad voor lichamelijke opvoeding en sport.</i>	7,000
Services extérieurs de l'Administration de l'Hygiène. — <i>Buitendiensten van het Bestuur der Volksgezondheid :</i>	3 inspecteurs d'hygiène. — <i>3 inspecteurs van volksgezondheid.</i>	Secrétaires Commission médicale provinciale. — <i>Secretarissen provinciale medische Commissie.</i>	1,500
	Idem.	Idem.	1,000
	Idem.	Direction Service sanitaire du port de Gand. — <i>Bestuur Gezondheidsdienst haven van Gent.</i>	7,000
	1 comptable Office vaccinogène. — <i>1 rekenplichtige Pokstofgesticht.</i>	Indemnité de caisse. — <i>Kasvergoeding.</i>	600
	1 comptable service sanitaire des ports. — <i>1 rekenplichtige gezondheidsdienst van de havens.</i>	Idem.	600
	1 comptable service de l'expertise des viandes. — <i>1 rekenplichtige dienst voor vleeschkeuring.</i>	Idem.	6,000
	1 professeur école vétérinaire. — <i>1 leeraar veeartsenijschool.</i>	Direction Office vaccinogène. — <i>Bestuur Pokstofgesticht.</i>	10,000
	Idem.	Idem.	3,000
	1 inspecteur Ministère de l'Agriculture. — <i>1 inspecteur Ministerie Landbouw.</i>	Direction du service de l'expertise des viandes importées. — <i>Bestuur van den Dienst der keuring van het ingevoerd vleesch.</i>	10,000
	1 inspecteur principal de l'Agriculture. — <i>1 hoofdinspecteur van Landbouw</i>	Service technique de l'Inspection des viandes. — <i>Technische dienst inspectie van het vleesch.</i>	4,500

**Recrutement  
des agents de l'assistance publique.**

**QUESTION.**

M. le Ministre combat les lacunes dans l'application de la loi sur l'assistance publique. A cet effet le recrutement d'agents qualifiés pour le travail d'assistance aux nécessiteux s'impose. Les hommes et les femmes, porteurs du diplôme de service social délivré par le Ministre de la Justice, après des études dans les écoles de service social sont particulièrement préparés à ces fonctions.

Nous constatons cependant que, à quelques exceptions près, les commissions d'assistance publique ne font pas encore appel à des fonctionnaires aussi qualifiés.

M. le Ministre songe-t-il à orienter les Commissions d'assistance dans la voie du recrutement de leurs fonctionnaires parmi les auxiliaires sociales et les auxiliaires sociaux diplômés ?

**RÉPONSE.**

Un des articles du projet de loi que j'ai l'intention de déposer prochainement en vue de la modification de certaines dispositions de la loi du 10 mars 1925, vise le recrutement par les Commissions d'assistance publique d'agents qualifiés.

**L'Œuvre Nationale de l'Enfance.**

**QUESTION I.**

Sur quels postes du crédit alloué à l'Œuvre Nationale de l'Enfance porte l'augmentation prévue à l'article 19 du budget ?

**Aanwerving der bedienden van den openbaren onderstand.**

**VRAAG.**

De Minister bestrijdt de leemten in de toepassing van de wet op den openbaren onderstand. Te dien einde is de aanwerving van bevoegde bedienden voor het werk van onderstand aan de behoeftigen geboden. De mannen en vrouwen, houder van het diploma van maatschappelijk dienstbetoon afgeleerd door den Minister van Justitie, na studiën in de scholen voor sociaal dienst, zijn bijzonder voor dergelijke betrekkingen aangewezen.

Wij stellen evenwel vast dat, op enkele uitzonderingen na, de Commissiën van Openbaren Onderstand, nog steeds geen beroep doen op zulke bevoegde ambtenaren.

Ligt het in de bedoeling van den Minister, de Commissiën van onderstand aan te zetten hunne ambtenaren aan te werven onder de gediplomeerde mannelijke en vrouwelijke maatschappelijke assistenten ?

**ANTWOORD.**

Een der artikelen uit het wetsontwerp dat ik voornemens ben eerlang in te dienen met het oog op de wijziging van sommige bepalingen der wet van 10 Maart 1925, slaat op de aanwerving door de Commissiën van Openbaren Onderstand van geschoold bedienden.

**Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.**

**VRAAG I.**

Op welke posten van het krediet toegekend aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn slaat de verhoging voorzien bij artikel 19 van de begroting ?

## RÉPONSE.

Le tableau ci-dessous indique la répartition du crédit de l'article 19, telle qu'elle figure à la page 34 du projet de budget. Le tableau établit en même temps la comparaison avec les crédits correspondants accordés en 1936.

## ANTWOORD.

Onderstaande tabel geeft de verdeling op van het krediet bij artikel 19, zoals zij voorkomt op bladzijde 35 van het ontwerp van begroting. De tabel geeft tevens de vergelijking met de overeenstemmende kredieten in 1936 toegekend.

**Subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance.**  
**Toelagen aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.**

	Budget 1936 — <i>Begroting 1936</i>	Budget 1937 — <i>Begroting 1937</i>	Augmentation. — <i>Verhoging</i>
1º Consultations prénatales, consultations de nourrissons, gouttes de lait, crèches, pouponnières, maisons maternelles. — <i>Zwangerschaps- en zuigelingenconsultatiebureau's zuigelingenkeukens en -tehuizen, kinderbe-waarplaatsen, moederinrichtingen</i> . . fr.	11,746,170	11,961,170	215,000
2º Surveillance des enfants placés en garde ou en nourrice. — <i>Toezicht over de pleeg- en voedsterkinderen</i> . . . . .	25,000	25,000	—
3º Colonies pour enfants débiles (dont 1,425.000 francs pour les colonies subsi-diées). — <i>Kolonies voor zwakke kinderen (waarvan 1,425,000 frank voor de gesubsdi-eerde koloniën)</i> . . . . .	7,479,170	8,190,900	711,730
4º Frais d'administration (y compris frais d'enquête sur la situation des familles, frais de propagande, expertise, etc., et les prêts de couveuses.) — <i>Bestuurskosten, (inbegrepen kosten voor onderzoek op den gezinstoestand, propagandakosten, exper-tise, enz., en lening van couveuses)</i> . . . . .	2,063,710	2,478,900	415,190
5º Subside spécial (épidémies, calamités, etc.). — <i>Bijzondere subsidiën (epidemies, ram-pen, enz.)</i> . . . . .	20,000	20,000	—
	21,334,050	22,675,970	1,341,920

## QUESTION II.

La Commission pourrait-elle recevoir la liste des consultations de nourrissons et consultations prénatales agréées et subsidiées par l'Œuvre Nationale de l'Enfance ?

## RÉPONSE.

Ci-dessous la liste demandée :

(Les lettres C.P. indiquent les consultations prénatales.)

(Les lettres C.N. indiquent les consultations pour nourrissons.)

## VRAAG II.

Zou de Commissie de lijst kunnen ontvangen van de raadplegingen voor zuigelingen en de raadplegingen voor zwangere vrouwen door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkend en geldelijk gesteund ?

## ANTWOORD.

(De letters C.P. duiden de raadplegingen voor zwangere vrouwen aan.)

(De letters C.N. duiden de raadplegingen voor zuigelingen aan.)

AGGLOMERATION BRUXELLOISE.  
BRUSSELSCHE AGGLOMERATIE.

## Anderlecht.

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
C.N. — P.A. 992, chaussée de Mons . . . . .	129	—
C.N. — P.A. cheut, rue de l'Orphelinat, 40. . . . .	64	—
C.N. et C.P. — G.L. rue du Transvaal, 30 . . . . .	322	57
C.N. — G.L. Neerpede, place Severine, 19-20 . . . . .	70	—
C.N. — G.L. Scheut, rue de l'Orphelinat, 32. . . . .	83	—
C.N. — Femme Prévoyante, Mortebeek, 44, rue Homère . . . . .	65	—
C.N. et C.P. — Raadpleging voor zuigelingen St-Guido, 22, Paul Janson laan . . . . .	521	16
C.N. — G.L. La Roue, 20, av. des Droits de l'Homme.	73	—
C.N. — Voorzienigheid der Kleinen, 57, Wolvenstr.	144	—
C.N. — La Femme prévoyante, 10, r. Joseph Pavez.	74	—
C.N. — 13, place Alphonse Lemmens. . . . .	49	—

## Auderghem.

C.N. — P.A. 4, rue Emile Idiers . . . . .	79	—
C.N. — St-Julien, 13, avenue Eglise St-Julien . . . . .	121	—

## Bruxelles. — Brussel.

C.N. — P.A. Impasse de la Libération . . . . .	36	—
C.N. — P.A. Nouveau Marché-aux-Grains. . . . .	70	—
C.N. — P.A., 30, rue des Comédiens . . . . .	97	—
C.N. — P.A., 55, rue Claessens. . . . .	153	—
C.N. — P.A., 55, rue de Gravelines . . . . .	20	—
C.N. et C.P. — Dispensaire Prince Charles, 26, place du Grand-Sablon . . . . .	134	10
C.N. et C.P. — Alfred Devaux, 255, rue Haute. . . . .	176	16
C.N. — Joséphine-Charlotte, 78, rue Rempart-des-Moines. . . . .	73	—
C.N. — des Minimes, 4, rue de l'Abricotier. . . . .	50	—
C.N. — Quartier Nord-Est, 48, rue des Eburons. . . . .	33	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
C.N. — Société belge de Pedotechnie, 31, rue de Ruyssbroeck . . . . .	30	—
C.N. — Harold Mertens, 11, rue Nicolaï . . . . .	171	—
C.P. — Femme Prévoyante, rue Philippe-de-Champagne . . . . .	—	250
C.N. — Saint-Josse, 15, rue John Waterloo Wilson. . . . .	53	—
C.N. — du Domaine d'Hosseghem, Institut Ménager Heysel. . . . .	59	—
C.N. et C.P. — Pour nos Petits, 19, rue Fineau. . . . .	225	2
C.N. — Kinderverzorging, 131, rue Fr. Vekemans . . . . .	61	—
C.N. — du Jeu de Balle, 17, rue N.-D. de Grâce. . . . .	225	—
C.N. et C.P. — Entr'Aide des Travailleuses, 169, rue des Tanneurs. . . . .	286	50
C.N. — Kinderwelzijn Sainte-Elisabeth, 519 Verdunstraat . . . . .	40	—
C.N. — Sainte-Gudule, 36, rue Marché-du-Parc. . . . .	65	—
C.N. — du Boulet, 28, chaussée d'Anvers . . . . .	56	—
C.N. — de l'Hôpital Universitaire Saint-Pierre . . . . .	—	—
<i>Etterbeek.</i>		
C.N. — P.A., 29, rue Fétis. . . . .	69	—
C.N. et C.P. — Gabrielle Jaspar, 176, chaussée d'Etterbeek . . . . .	181	10
C.N. et C.P. — 61, rue de la Centenaire. . . . .	214	8
C.N. — des Centres Belges de Puériculture, 65, rue Antoine Gauthier. . . . .	169	—
<i>Forest. — Vorst.</i>		
C.N. et C.P. — Forest-Haut, 37, rue Rodenbach . . . . .	103	5
C.N. et C.P. — Forestoise, 3, avenue de Fléron. . . . .	84	8
C.N. — « Les Amis de l'Enfant », 231, rue des Alliés . . . . .	130	—
<i>Ganshoren.</i>		
C.N. — Marie-Louise, 17, avenue Van Overbeek. . . . .	110	—
<i>Ixelles. — Elsene.</i>		
C.N. — Bon Lait pour les Petits, 170, chaus. d'Ixelles 1, rue J. Stallaert . . . . .	619	—
	2a, r. Léop. Delbove.	
C.N. — Assistance Maternelle, 110, av. Ad. Buyl. . . . .	48	—
C.N. et C.P. — 8, rue Van Aa. . . . .	132	6
C.N. et C.P. — Marie-José, 621, chaus. de Boendael. . . . .	143	11
C.N. — Sainte-Croix, chaussée de Boendael, 28. . . . .	199	—
C.N. — Femme Prévoyante, pl. du Champ de Mars, 4. . . . .	180	—
C.P. — » » » . . . . .	—	103

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.	
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>	
<i>Jette-Saint-Pierre — Sint-Pieters-Jette.</i>			
C.N. — P.A. 539, chaussée de Jette . . . . .	56	—	
C.N. — Médico-Social, 12, rue Van Bortonne. . . . .	116	—	
C.N. — Notre-Dame de Lourdes, 307, rue Léopold. . . . .	196	—	
<i>Koekelberg.</i>			
C.N. — Assistance Maternelle, 39, rue Fr. Delcoigne.	197	—	
<i>Molenbeek-Saint-Jean. — Sint-Jans-Molenbeek.</i>			
C.N. — P.A., 140, chaussée de Ninove . . . . .	119	—	
C.N. — G.L., 76, rue de l'Ecole . . . . .	218	—	
C.N. — 59, rue J.-B. De Cock. . . . .	300	—	
C.N. — Saint-Remy, 59, rue Haeck . . . . .	367	—	
C.N. — Femme Prévoyante, 85, chaussée de Gand.	186	—	
<i>Saint-Gilles. — Sint-Gillis.</i>			
C.N. — P.A., I. parvis Saint-Gilles . . . . .	40	—	
C.N. — Bon Lait pour les Petits, 4, rue du Lycée . . . . .	151	—	
C.N. — Femme Prévoyante, chaussée de Forest (école)	333	—	
C.N. et C.P. — Providence des Petits, 30, rue de Moscou. . . . .	293	8	
C.N. et C.P. — Israélite, 43, rue Joseph Claes. . . . .	129	1	
<i>Saint-Josse-ten-Noode. — Sint-Joost-ten-Noode.</i>			
C.N. — G.L., 37, rue de la Poste . . . . .	133	—	
C.N. — G.L., 14, rue Saxe-Cobourg . . . . .	—	—	
<i>Schaerbeek.</i>			
C.N. — P.A., 72, rue Van Dyck . . . . .	36	—	
C.N. — P.A., 44, avenue Emile Zola. . . . .	36	—	
C.N. — Bon Lait pour les Petits, 99, rue de Jérusalem rue de la Ruche . . . . .	100	—	
Helmet, 13, rue Henri Jacobs. . . . .	97	—	
Linthout, 61, avenue de Roodebeek . . . . .	177	—	
57, Grande rue au Bois. . . . .	105	—	
Ouest, 287, rue du Progrès. . . . .	123	—	
C.N. — Sainte-Marie, 39, rue Philomène . . . . .	77	—	
C.N. et C.P. — La Maison de l'Enfant Jésus, 12, av. de l'Emeraude . . . . .	398	—	
C.N. — Sainte-Elisabeth, 15, rue d'Anethan . . . . .	350	26	
C.N. — Sainte-Suzanne, 48a, avenue Gustave Latinis.	79	—	
	94	—	
<i>Uccle. — Ukkel.</i>			
C.N. — Sainte-Anne, 26, place Communale . . . . .	50	—	
C.N. et C.P. — Centre, 3, square Brugmann. . . . .	60	1	

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
C.N. — Saint-Job, 74, rue Jean Benaerts . . . . .	60	—
C.N. — Calevoet, 12, rue Fr. Vervloet . . . . .	62	—
C.N. — Chat, 77, rue de la Mutualité . . . . .	49	—
C.N. et C.P. — Longchamps, 27, r. Edith Cavell . . . . .	61	2
C.N. — Verrewinkel, 274, avenue Dolez 71, rue Engeland . . . . .	38	—
C.N. — Saint-Joseph et Sainte-Marie (1190, chaussée de Waterloo; 45, Cité Tomberg) . . . . .	80	—
C.N. — Sainte-Anne, 265, avenue Dolez . . . . .	51	—
C.N. — Sainte-Elisabeth, 440, ch. de Neerstalle . . . . .	56	—
C.N. — Notre-Dame de la Consolation, 28, rue du Bourbon . . . . .	49	—
<i>Watermael-Boitsfort. — Watermaal-Boschvormde.</i>		
C.N. — P.A., 13, rue du Pinson . . . . .	49	—
C.N. et C.P. — Dispensaire Hygiène Sociale (24 av. Léopold Wiener; 52 av. des Archiducs) . . . . .	246	18
C.N. et C.P. — 2, avenue Solvay . . . . .	152	17
C.N. — Femme Prévoyante, 10, rue des Acanthes . . . . .	62	—
<i>Woluwe-Saint-Lambert. — Sint-Lambrechts-Woluwe.</i>		
C.N. et P.A. — 228, rue de la Roche Fatale . . . . .	152	—
<i>Woluwe-Saint-Pierre. — Sint-Pieters-Woluwe.</i>		
C.N. — 26, av. Ch. Thielemans . . . . .	168	—
<b>PROVINCE D'ANVERS. — PROVINCIE ANTWERPEN.</b>		
<i>Anvers-Antwerpen.</i>		
C.N. — Kinderheil I, rue Coppenol, 5 . . . . .	58	—
C.N. et C.P. — Kinderheil II, 23, Pastorijstraat . . . . .	104	10
C.N. et C.P. — — III, 21, rue du Congo . . . . .	88	13
C.N. et C.P. — — IV, 109, rue Nationale . . . . .	89	—
C.N. — Kinderheil V, Sint-Amandusstraat . . . . .	154	—
C.N. — — VI, rue du Fromage, 9 . . . . .	109	—
C.N. — — VII, 112, Wittenstraat . . . . .	284	20
C.N. — — VIII, 12, rue Coeberger . . . . .	77	—
C.N. — — IX, 22, rue Cuylits . . . . .	136	—
C.N. — — X, 10, Volksstraat . . . . .	124	—
C.N. — — XII, Twee Nethenstraat . . . . .	80	—
C.N. — — XIII, 73, rue du Chariot . . . . .	89	—
C.N. — — XV, rue Rouge, 33 . . . . .	102	—
C.N. — — XVI, Luchtbal, 238, Canada laan . . . . .	30	—
C.N. — — XVII, 93, rue de Lille . . . . .	41	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
C.N. — Kinderheil XVIII, 107, avenue Isabelle . . . . .	67	—
C.N. — Notre Avenir n° I, 71, rue de l'Empereur . . . . .	315	—
C.N. et C.P. — Notre Avenir n° II, 31, r. Bervoet . . . . .	353	19
C.N. — Notre Avenir n° III, 1, Bristolbaan . . . . .	35	—
C.N. — — IV, 37, rue de Naples . . . . .	142	—
C.N. — — V, 2, rue St-Gommaere. . . . .	113	—
C.N. et C.P. — Notre Avenir n° VI, 29, rue de la Fraternité . . . . .	204	10
C.N. et C.P. — — VII, 320, chaussée Saint-Bernard . . . . .	184	23
C.N. et C.P. — — VIII, 93, r. Lamorinière. . . . .	300	12
C.N. et C.P. — — IX, 24, rue Montagne-des-Pierres . . . . .	174	30
C.N. et C.P. — — X, 36, Plaine du Stuyvenberg . . . . .	288	19
C.N. et C.P. — Onze Kinderen, A, 38, Sinte-Elisabethstraat . . . . .	312	100
C.N. — Onze Kinderen B, 31, Kloosterstraat . . . . .	112	—
C.N. — Onze Kinderen E, 96, Abdijstraat . . . . .	177	—
<i>Anvers II. — (Wilmarsdonck). — Antwerpen II (Wilmarsdonck).</i>		
C.N. — Onze Kinderen, 234, Stedelijkestraat . . . . .	26	—
C.N. — Kinderheil (Oorderen) Ecole Provinciale de Garçons . . . . .	25	—
<i>Baelen. — Usines. — Baelen. — Fabriek.</i>		
C.N. — . . . . .	99	—
<i>Beersse.</i>		
C.N. et C.P. — . . . . .	233	14
<i>Beersse-Saint-Joseph. — Sint-Jozefs-Beersse.</i>		
C.N. et C.P. . . . .	69	13
<i>Berchem.</i>		
C.N. et C.P. — Kinderheil, 222, Groote Steenweg . . . . .	438	45
C.N. et C.P. — Kinderheil, Afd. Groenenhoek . . . . .	355	—
C.N. — Onze Kinderen, Arthur Sterckxstraat . . . . .	164	—
<i>Boisschot.</i>		
C.N. — Onze Kleintjes . . . . .	35	—
<i>Boom.</i>		
C.N. et C.P. — Moederplicht . . . . .	214	84

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Borgerhout.</i>		
C.N. et C.P. — Onze Kleintjes, 13, Zegelstraat . . . . .	535	50
C.N. — Onze Kleintjes, nr II, Boelaerpark . . . . .	225	—
C.N. — Onze Kinderen, 23, Leeningstraat . . . . .	175	12
<i>Borsbeek.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	77	—
<i>Brasschaet.</i>		
C.N. — Melkbedeeling, Bredabaan . . . . .	93	—
C.N. et C.P. — Kinderwelzijn, Driehoek, Ploegsche- baan . . . . .	85	3
<i>Breendonck.</i>		
C.N. — N.W.K. . . . .	47	—
<i>Calmpthout.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	61	—
<i>Cappellen.</i>		
C.N. et C.P. — Kinderheil . . . . .	116	12
<i>Contich.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	43	—
<i>Deurne.</i>		
C.N. et C.P. — Kinderheil Lachborslée, 22 . . . . .	331	91
Waterbaan, 12 . . . . .	126	45
<i>Deurne.</i>		
C.N. — Kinderheil Noord, 34, Merksemsteenweg . . . . .	113	—
<i>Ruggeveld.</i>		
C.N. — Kinderheil, Schootensteenweg . . . . .	65	—
<i>Duffel.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	39	—
<i>Edegem.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	42	—
<i>Edegem-Elsdonck.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	46	—
<i>Eeckeren.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	102	—
<i>Eeckeren-Donck.</i>		
C.N. — Moederzorg . . . . .	50	—
<i>Eeckeren-Hoogboom.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	49	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Gheel</i>		
C.N. — Raad. v.Z. Moeder en Kind . . . . .	—	—
<i>Hemixem.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	138	—
<i>Herenthals.</i>		
C.N. — Telgenbloei . . . . .	41	—
<i>Heys-op-den-Berg.</i>		
C.N. — De Melkdrop. . . . .	76	4
<i>Hoboken.</i>		
C.N. et C.P. — O.N.E., 37, rue du Couvent. . . .	173	45
C.N. et C.P. — O.N.E., Zwaantjes . . . . .	71	—
C.N. et C.P. — O.N.E. Moretusburg . . . . .	52	—
<i>Hoevenen.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	63	—
<i>Hoogstraeten.</i>		
C.N. — R.v.Z. . . . .	50	—
<i>Iteghem.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	64	—
<i>Kessel.</i>		
C.N. — Kinderheil. . . . .	15	—
<i>Lierre. — Lier.</i>		
C.N. — Zuigelingenzorg, Blokstraat . . . . .	166	—
<i>Lippeloo.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	64	—
<i>Malines. — Mechelen.</i>		
C.N. et C.P. — Crèche Enfant Jésus, 156, rue Sainte-Catherine . . . . .	371	90
C.N. et C.P. — Crèche Enfant Jésus, Saint-Jean Berchmans, 75, chaussée de Bruxelles. . . . .		
C.N. et C.P. — Crèche Enfant Jésus, Cimetière N.-J. rue Notre-Seigneur . . . . .		
C.N. et C.P. — Crèche Enfant Jésus, St-Gommaire avenue du Cimetière. . . . .		
C.N. et C.P. — Crèche Enfant Jésus, Coloma, chaus. de Tervueren . . . . .		
C.N. et C.P. — Crèche Enfant Jésus, Ecole, 21, rue du Marteau . . . . .	60	11
C.N. et C.P. — Notre Avenir, 4, Vlietje . . . . .		

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Malines (suite). -- Mechelen (vervolg).</i>		
C.N. et C.P. — Voorzorg onzer Kinderen, 13, Ouden Bruul . . . . .	222	66
C.N. et C.P. — Kinderheil, Sint-Libertus, 342, Nekerspoel . . . . .	54	—
<i>Meerhout.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	85	—
<i>Meerle.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	39	—
<i>Merxem.</i>		
C.N. — Kinderheil, Barnkrachtstraat . . . . .	116	—
C.N. et C.P. — Moederheil, 1, Lange Bramstraat .	172	35
C.N. — Kinderzorg, 279, Bredalaan . . . . .	104	—
<i>Merxplas.</i>		
C.N. — R.v.Z. . . . .	31	—
<i>Moll (Achterbosch).</i>		
C.N. — R.v.Z. . . . .	31	—
<i>Mortsel.</i>		
C.N. — Kinderheil, Van Dyckstraat   Gemeenteplaats   . . . . .	102	—
<i>Niel.</i>		
C.N. — Kinderzorg . . . . .	144	9
<i>Nylen.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	47	—
<i>Putte-Cappellen.</i>		
C.N. . . . .	35	—
<i>Ranst.</i>		
C.N. — N.w.K. . . . .	48	—
<i>Rumpst.</i>		
C.N. Kinderheil . . . . .	37	—
<i>Ruysbroeck-Sauvegarde.</i>		
C.N. — N.w.K. . . . .	15	—
<i>Rykevorsel.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	25	—
<i>Schooten.</i>		
C.N. — Kinderzorg . . . . .	118	—
<i>Schooten-Deuzeld.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	40	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<u>Ingeschreven kinderen.</u>	<u>Ingeschreven toekomstige moeders.</u>
<i>'s Gravenwezel.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	15	—
<i>Terhaegen.</i>		
C.N. — Melkbedeeling . . . . .	19	—
<i>Turnhout.</i>		
C.N. et C.P. — Kinderwelzijn, 36, rue d'Hérentals.	195	48
C.N. et C.P. — Voor Moeder en Kind, 14, Sint-Antoniusstraat . . . . .	409	54
<i>Wavre-Notre-Dame. — Onze-Lieve-Vrouw-Waver.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	40	—
<i>Willebroeck.</i>		
C.N. et C.P. — N.W.v.K., r. Van Landeghem. Rue Mommaerts . . . . .	280	57
Voor Moeder en Kind . . . . .	118	—
Vandeveldestraat . . . . .		
C.N. — Kinderheil . . . . .	19	—
<i>Wilmarsdonck.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	19	—
<i>Wilryk.</i>		
C.N. et C.P. — Kinderheil, 1, rue Sainte-Camille, 35.	171	19
C.N. et C.P. — Kinderheil, 2, Letterkundestraat., 135.	175	30
C.N. — Kinderheil, 3, Wilsonstraat, 18 . . . . .	22	—
<i>Wommelghem.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	70	—
<i>Wyneghem.</i>		
C.N. — N.v.K. . . . .	24	—

## PROVINCE DE BRABANT. — PROVINCIE BRABANT

<i>Aerschot.</i>		
C.N. — Moeder en Kinderzorg 46, Beckerstraat . . . . .	122	—
<i>Baulers.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	17	—
<i>Beauvechain.</i>		
C.N. — Nos Bébés . . . . .	14	—
<i>Berchem-Sainte-Agathe. — Sinte-Agatha-Berchem.</i>		
C.N. — de l'Hôpital Français. . . . .	228	—
<i>Bodeghem-Saint-Martin.</i>		
C.N. . . . .	6	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Bousval.</i>		
C.N. et C.P. — Neutre de M., Maison Communale . . . . .	22	5
C.N. et C.P. — Sainte-Marthe, Ch. Provinciale . . . . .	30	1
<i>Braine-l'Alleud. — Eigen-Brakel.</i>		
C.N. — Mut. Mat. et Inf. Brainoise, 47, avenue Léon Jourez, Sect. Mont-Saint-Pont . . . . .	121	—
C.N. — Communale, 22, rue Sainte-Anne, Section Mont-Saint-Pont . . . . .	55	—
<i>Braine-le-Château. — Kasteel-Brakel.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	49	—
<i>Buysingenhen.</i>		
C.N. — Marie-José . . . . .	57	—
<i>Céroux-Mousty.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	19	2
<i>Cortenberg.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	68	—
<i>Court Saint-Etienne.</i>		
C.N. et C.P. — Le Foyer Populaire . . . . .	67	4
<i>Dieghem.</i>		
C.N. — R.v.Z. Sainte-Anne, 63, Haechtschest. . . . .	90	—
<i>Diest.</i>		
C.N. . . . .	115	—
<i>Droogenbosch.</i>		
C.N. . . . .	43	—
<i>Eppelghem.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	93	—
<i>Erps-Querbs.</i>		
C.N. — N.w.K. . . . .	22	—
<i>Evere.</i>		
C.N. — Pour nos Petits, I, av. du Cimetière, 30 . . . . .	47	—
C.N. — Pour nos Petits, II, r. Ed. Stuckens, 99 . . . . .	201	—
C.N. — R.v.Z. Sint-Vincentius, 36, De Kosterstr. . . . .	79	—
<i>Genappe.</i>		
C.N. et C.P. . . . .	23	—
<i>Genval.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	59	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Hal. — Halle.</i>		
C.N. — Hygiène et Charité, 5, rue de la Station . . . . .	340	2
C.N. et C.P. — Hygiène et Charité, rue Albert . . . . .	83	—
C.N. — Hygiène et Charité, rue du Château . . . . .		
C.N. — Femme Prévoyante, 18, rue de l'Hôtel de Ville . . . . .	36	—
<i>Herent.</i>		
C.N. — Kinderheil, Ecole des Sœurs . . . . .	140	—
C.N. — du Dispensaire Usines Remy . . . . .		
<i>Heverlee.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn, Parc . . . . .	66	—
C.N. — Kinderwelzijn, Porte de Tirlemont . . . . .	50	—
C.N. — Kinderwelzijn, 12, Jules V. Semptlaan . . . . .	72	—
<i>Hoeylaert.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	83	—
<i>Hougaerde.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	40	—
<i>Huyssinghen.</i>		
C.N. . . . .	36	—
<i>Jandrain-Jandrenouille.</i>		
C.N. — O.N.E. . . . .	16	—
<i>Jauche.</i>		
C.N. . . . .	15	—
<i>Jodoigne.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	87	—
<i>Kessel-Loo-Blauwput.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	70	—
C.N. — Kinderheil . . . . .	66	—
<i>La Hulpe.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	38	—
<i>Lasne.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	34	—
<i>Leeuw-Saint-Pierre. — Sint-Pieters-Leeuw.</i>		
C.N. — C.N. Saint-Corneille, 1, rue J. De Pauw . . . . .	48	—
C.N. — R.V.Z. Sinte-Therezia, Quintusstraat . . . . .	60	—
<i>Lembecq-lez-Hal. — Lembeek-bij-Halle.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	47	3

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Limal.</i>		
C.N. —	31	—
<i>Linkebeek.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn	26	—
<i>Loth.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn	39	—
<i>Louvain. — Leuven.</i>		
C.N. — C.N. de l'Hôpital Civil 646, r. de Bruxelles.	646	—
C.N. et C.P. — Kinderzorg (St-Joseph), 70, Bogaerdestraat	161	16
C.N. — (St-Quentin), 171, rue des Moutons.	68	—
C.N. — (St-Jacques), 71, Ridderstraat.	87	—
C.N. — Clinique Depaepe, 98, rue des Alliés.	149	—
<i>Machelen-lez-Vilvoorde. — Machelen-bij-Vilvoorde.</i>		
C.N. — Kinderheil	59	—
<i>Maleves-Ste-Marie-Wastinnes.</i>		
C.N. —	21	—
<i>Montaigu. — Scherpenheuvel.</i>		
C.N. — O.E.	33	—
<i>Mont-St-Guibert.</i>		
C.N. — G.L.	26	—
<i>Muizen.</i>		
C.N. — Voor Moeder en Kind	44	—
<i>Nethen.</i>		
C.N. — O.N.	42	—
<i>Nivelles. — Nijvel.</i>		
C.N. et C.P. — Armand Solvay, 3, pl. Marché-au-Bétail	103	6
C.N. et C.P. — Sainte-Anne, 3, place Saint-Paul	109	13
C.N. — J. Wauters, Maison du Peuple	64	—
<i>Ohain.</i>		
C.N. — Sainte-Wivine	16	—
<i>Ottignies.</i>		
C.N. — O.E.	45	—
<i>Pamel.</i>		
C.N. — R.V.Z. Sainte-Anne.	80	—
<i>Perwez.</i>		
C.N. — O.E.	44	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Quenast.</i>		
C.N. — Sainte-Thérèse, Ecole des Sœurs de la Prov.	12	—
C.N. — O.Cle de N. Maison Communale . . . . .	32	—
<i>Rebecq-Rognon.</i>		
C.N. — O.Cle de N. Maison Communale . . . . .	27	—
C.N. — Sainte-Anne, rue de la Cure . . . . .	40	—
<i>Rhode-Saint-Genèse. — Sint-Genesius-Rode.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . . . . . . . .	59	I
<i>Rhode-Saint-Pierre. — Sint-Pieters-Rode.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . . . . . . . .	II	—
<i>Rixensart.</i>		
C.N. — C.N. . . . . . . . . . .	71	—
<i>Ruysbroeck.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . .	55	—
<i>Saintes-lez-Hal. — Saintes-bij-Halle.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . .	40	—
<i>Sart-Dames-Avelines.</i>		
C.N. — C.N. . . . . . . . . . .	37	—
<i>Saventhem.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . .	II6	—
<i>Sempst.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . . . . . . . .	19	—
<i>Steenockerzeel.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . . . . . . . .	71	—
<i>Strombeek.</i>		
C.N. — R.v.Z. . . . . . . . . . .	51	—
<i>Tervueren.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . .	55	—
<i>Thildonck.</i>		
C.N. — R.v.Z. . . . . . . . . . .	27	—
<i>Tirlemont. — Tienen.</i>		
C.N. et C.P. — Bon Lait pour les Petits, 64, rue Gillain . . . . .	189	10
C.N. et C.P. — Bon Lait pour les Petits, Section Grimde. . . . .	101	16
<i>Tourneffe. — Dworp.</i>		
C.N. — Zuigelingenbijstand. . . . . . . . .	41	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Tubize. — Tweebeek.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	71	—
<i>Vilvorde. — Vilvoorde.</i>		
C.N. et C.P. — G.L., 74, rue de Louvain. . . . .	76	46
C.N. — Mutualité Socialiste, Maison du Peuple. . . . .	214	25
<i>Walerloo.</i>		
C.N. — Ecole communale, Mont-Saint-Jean. . . . .	29	—
C.N. — Le Berceau, rue de la Gendarmerie . . . . .	42	—
C.N. — Nos Petits, Sentier de l'Eglise (Chenois). . . . .	33	—
C.N. — C.N. Sainte-Anne, 15, rue Sainte-Anne. . . . .	27	—
<i>Wauthier-Braine. — Woutersbrakel.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	35	—
<i>Wavre. — Waver.</i>		
C.N. et C.P. — La Maman. . . . .	220	19
<i>Wesembeek-Ophem.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	17	—
<i>Wespelaer.</i>		
C.N. — R.v.Z. . . . .	33	—
<i>Wilsele-Blydenberg.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	41	—
<i>Wi'sele-Putkapel.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	22	—
<i>Wygmael.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	19	—
<i>Zellick.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	33	1

## PROVINCE DE LA FLANDRE OCCIDENTALE. — PROVINCIE WEST-VLAANDEREN.

<i>Assebroek.</i>		
C.N. — Moederhulp . . . . .	67	—
<i>Bruges. — Brugge.</i>		
C.N. et C.P. — G.L. rue de l'Huile . . . . .	67	—
C.N. et C.P. — G.L., quai de la Poterie. . . . .	718	5
C.N. et C.P. — G.L., rue du Marais. . . . .		
C.N. et C.P. — G.L. rue de Leffinghe . . . . .	56	—
C.N. et C.P. — G.L. quai Sainte-Anne . . . . .		
C.N. — Assistance aux E.D., quai Espagnol . . . . .		

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Bruges-Brugge</i> (suite).		
C.N. et C.P. — Kind. en Moed. St-Godelieve, 5, Nieuwstraat . . . . .	331	70
C.N. — Vooruitziende Vrouw, 7, Lange Rei . . . . .	86	—
<i>Comines</i> . — <i>Komen</i> .		
C.N. — 74, rue de Wervicq, Femme prévoyante. . . . .	94	—
C.N. — Rue de Warneton . . . . .	79	—
<i>Courtrai</i> . — <i>Kortrijk</i> .		
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, 5a, Molenstraat.	}	—
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, 50, Recolettenst.	}	357
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Walle. . . . .	}	—
<i>Dixmude</i> . — <i>Diksmuide</i> .		
C.N. — O.E. . . . .	81	—
<i>Dottignies</i> .		
C.N. — O.E., rue de Roubaix . . . . .	103	—
C.N. — C.N. Femme Prévoyante, rue de la Station.	21	—
<i>Furnes</i> . — <i>Veurne</i> . . . . .	93	—
C.N. — N.w.K. . . . .	93	—
<i>Gheluwe</i> .		
C.N. — O.E. . . . .	93	—
<i>Ghistelles</i> .		
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn . . . . .	83	—
<i>Handzaeme</i> .		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	36	—
<i>Harlebeke</i>		
C.N. — rue du Marché . . . . .	73	—
C.N. — Vooruitziende Vrouw, Gentstraat . . . . .	90	—
<i>Herseaux</i> .		
C.N. — Pensionnat Saint-Charles, rue de la Broche de Fer . . . . .	100	—
<i>Heule</i> .		
C.N. — Vooruitziende Vrouw . . . . .	63	—
<i>Iseghem</i> .		
C.N. — De Zorgzame Moeder . . . . .	82	—
<i>Knocke-sur-Mer</i> . — <i>Knokke aan Zee</i> .		
C.N. — Werk voor Moeder en Kind . . . . .	77	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>La Panne. — De Panne.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	30	—
<i>Lauwe.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	23	—
<i>Leffinghe.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	24	—
<i>Lisseweeghe.</i>		
C.N. — N.W.K. . . . .	18	—
<i>Luingne.</i>		
C.N. — C.N. . . . .	70	—
<i>Marcke.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	41	—
<i>Menin. — Meenen.</i>		
C.N. — Melkdruppel, rue de Lille . . . . .	270	—
C.N. — Melkdruppel, rue Elisabeth . . . . .	270	—
C.N. — Melkdruppel, 474, avenue de la Liberté . . . . .	106	—
C.N. — Vooruitziende Vrouw, Maison du Peuple, avenue du Peuple . . . . .	106	—
<i>Middelkerke.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	82	—
<i>Moorseele.</i>		
C.N. — Vooruitziende Vrouw . . . . .	42	—
<i>Mouscron. — Moeskroen.</i>		
C.N. — Ligue des Femmes, 52, rue Saint-Pierre . . . . .	327	—
C.N. — — Mont à Leux . . . . .	121	—
C.N. — — Tuquet . . . . .	121	—
C.N. — — Risquons-Tout . . . . .	121	—
C.N. — — Nouveau-Monde . . . . .	121	—
C.N. — — Femme Prévoyante, 7, rue du Val . . . . .	121	—
C.N. — — 173, Ch. du Risquons-Tout . . . . .	121	—
C.N. — — rue du Couet . . . . .	121	—
C.N. — — Mont-à-Leux . . . . .	121	—
C.N. et C.P. — de l'Assistance Publique, 3, avenue Royale, . . . . .	24	—
<i>Nieuport.</i>		
C.N. — N.w.K. . . . .	98	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Oostcamp.</i>		
C.N. — Kind en Moederz. Sint-Godelieve . . . . .	44	—
<i>Ostende. — Oostende.</i>		
C.N. — Crèche Louise-Marie, 5, rue de Londres . . . . .	142	—
C.N. — — — rue des Deniers . . . . .		
C.N. — — — rue Jacobsen . . . . .		
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Centre, 3, de Stockholm . . . . .		
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Guido Gezellesstr. . . . .		
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Mariakerke, Nieuw-poortschesteenweg . . . . .		
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Ouest, Steenbakkerstraat . . . . .	1377	101
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Phare Thames van Loostraat . . . . .		
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Sas, Elisabeth. . . . .		
C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Sint-Jan, Schapenstraat . . . . .		
<i>Poperinghe.</i>		
C.N. — De Melkdruppel . . . . .	290	—
<i>Reckem.</i>		
C.N. — De Vooruitziende Vrouw, 269, Dronkaertstr. . . . .	46	—
C.N. — Kinderzorg, 41, Meenenstraat. . . . .	38	—
<i>Roulers. — Roeselaere.</i>		
C.N. — Moederhulp, Arme Klarestraat . . . . .	151	—
C.N. — Moederhulp, Chicoreistraat . . . . .		
C.N. — N.W.N. Onze Lieve Vrouw, 9, Consciencestr. . . . .		
<i>Saint-André-Village. — Sint-Andries-Dorp.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	102	—
<i>Sainte-Croix. — Sinte-Kruis.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	84	—
<i>Saint-Michel. — Sint-Michiel.</i>		
C.N. — Melkdruppel . . . . .	44	—
<i>Sweveghem.</i>		
C.N. . . . .	135	—
<i>Syssele.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn Sint-Godelieve . . . . .	43	—
<i>Vlamertinghe.</i>		
C.N. — Kindervoeding, Route de Poperinghe . . . . .	50	---
C.N. — Kindervoeding, Brandhoeck . . . . .		

Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
----------------------	-----------------------------

Ingeschreven kinderen.	Ingeschreven toekomstige moeders.
---------------------------	---

*Wervicq. — Wervik.*

C.N. — O.N.E. Basse Flandre . . . . .	223	—
C.N. — O.N.E. rue des Vaches . . . . .		—
C.N. — O.N.E. Cruysecke. . . . .		—
C.N. — R.v.Z. Duivestraat . . . . .		268

*Westende.*

C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	—	—
--------------------------------	---	---

*Wevelghem.*

C.N. — Moeder en Kinderwelzijn, Meenenstraat . . . . .	75	—
C.N. — Vooruitziende Vrouw, 27, Lauwestraat . . . . .	50	—

*Ypres. — Ieper.*

C.N. — Kindervoeding . . . . .	252	—
--------------------------------	-----	---

## PROVINCE DE LA FLANDRE ORIENTALE. — PROVINCIE OOST-VLAANDEREN.

*Alost. — Aalst.*

C.N. — N.W.K. (Mylbeke) Onze Lieve Vrouwplaats . . . . .	114	—
C.N. — Kinderheil (St-Martin), 20, Zonnestraat . . . . .	97	—
C.N. et C.P. — (Kinderverzorging), Sinte-Gudulus-straat . . . . .	136	18
C.N. — Ons Kinderwerk, Korte Zoutstraat . . . . .	97	—
C.N. — Moederliefde (St-Joseph), 30, Meuleschetterstraat . . . . .	117	—

*Audenaerde. — Oudenaarde.*

C.N. — O.E. . . . .	91	—
---------------------	----	---

*Baesrode.*

C.N. — Melkdruppel, 44, Dorpstraat . . . . .	49	—
C.N. — Kinderliefde en Moederzorg, Groote plaats . . . . .	49	—

*Bevere-Audenaerde. — Beveren-Oudenaarde.*

C.N. — O.E. . . . .	50	—
---------------------	----	---

*Borsbeke.*

C.N. — R.V.Z. . . . .	37	—
-----------------------	----	---

*Buggenhout.*

C.N. — St-Lutgardis. . . . .	100	—
------------------------------	-----	---

*Cruybeke.*

C.N. — Kinderheil . . . . .	54	—
-----------------------------	----	---

*Denderleeuw.*

C.N. — O.E. . . . .	77	—
---------------------	----	---

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Destelbergen.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . . . . . . . . . . . .	54	—
<i>Deynze-Petegem.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . . . . . . . . . . . . . .	17	—
<i>Eecloo.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . . . . . .	17	—
<i>Erembodeghem.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . . . . . . . . . . . . . .	82	—
<i>Erpe.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . . . . . . . . . . . . .	107	—
<i>Eyne.</i>		
C.N. — Kinderhulp . . . . . . . . . . . . . . . . .	93	—
<i>Gand. — Gent.</i>		
C.N. — Assistance Maternelle, 15, Coupure . . . . .	90	—
C.N. — G.L. Musée du Parc . . . . . . . . . . . . .	161	—
C.N. — G.L. Porte d'Anvers, r. Nouveau Béguinage.	71	—
C.N. — Volksliefde, Champs Elysées, 7, . . . . .	94	—
C.N. — Volksliefde, Poulet, rue des Poulets. . . . .	219	—
C.N. — Volksliefde, Muide, chaus. de Meulestede .	110	—
C.N. et C.P. — Volksliefde, St-Liévin, 174, rue Saint-Liévin . . . . .	79	2
C.N. — Volksliefde, St-Salvador, 208 rue Saint-Salvador . . . . .	186	—
C.N. — R.Z. Polikliniek, 2, Pasteurdreef . . . . .	299	—
C.N. et C.P. — Bond Moyson, Ste-Marguerietstr . .		
C.N. et C.P. — Bond Moyson, Zwynaerdesteenweg . .	606	28
C.N. et C.P. — Bond Moyson, Begoniastraat . . . . .		
C.N. et C.P. — Bond Moyson, Meibloemstraat . . . . .		
C.N. — Kinderheil, rue Saint-Pierre d'Alost. . . . .	54	—
C.N. — Kinderheil, Zwynaerde'sche steenweg . . . . .	58	—
C.N. — Kinderheil, Ste-Coleta, Ottergem-schesteenv. .	42	—
C.N. — Kinderheil, St-Marg. 3, pl. des Fabriques. .	112	—
C.N. — Kinderheil, St-Macaire, Kasteellaan. . . . .	57	—
C.N. — Voor Moeder en Kind, 12, ch. d'Evergem . .	58	—
C.N. — Kinderwelzijn, rue de Lourdes . . . . .	76	—
C.P. — Moederhuis, 7, Bijlokekaai. . . . .		136
C.N. — Foyer Gantois, 120, rue du Houblon. . . . .	81	—
C.N. — du Calvaire, 18, rue des Sœurs Noires. . . .	59	—
C.P. — Vroedkundige Kliniek, 2, Pasteursdreef. . .		323
<i>Gentbrugge.</i>		
C.N. — O.E. Ongerijssstraat. . . . . . . . . . . . {	199	—
C.N. — Sint-Genoisstraat . . . . . . . . . . . . .		

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Grammont. — Geeraardsbergen.</i>		
C.N. — O.E. Kattestraat . . . . .	134	—
<i>Grembergen.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	70	—
<i>Hamme.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	86	—
<i>Herzele.</i>		
C.N. — Moeder- en Kinderheil, Groenlaan . . .	81	—
C.N. — Leve onze Kleintjes, Orphelinat. . . .	104	—
<i>Heusden.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	69	—
<i>Lebbeke.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	19	—
<i>Ledeberg.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	152	—
<i>Leeuwergem.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	52	—
<i>Lokeren.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	188	—
<i>Maldegem.</i>		
C.N. — Voor Moeder en Kind . . . . .	65	—
<i>Mariakerke.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	97	—
<i>Meirelbeke.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	30	—
<i>Melle.</i>		
C.N. — Kinderheil, Werkmanskring . . . . .	74	—
C.N. — Voor Onze Kleuters, Arbeidemacht. . . .	82	—
<i>Moerbeke-Waes.</i>		
C.N. — Kinderheil, 6, rue du Village. . . . .	79	—
C.N. — Kinderwelzijn, Crevestraat. . . . .	81	—
<i>Mont-Saint-Amand. — Sint-Amantsberg.</i>		
C.N. — O.E. 96, rue de l'Ange. . . . .	60	—
C.B. — Kinderheil, 4, Gerartstraat . . . . .	151	—
C.N. — Kinderheil, Oude Bareel . . . . .		

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Nazareth.</i>		
C.N. — N.w.K. . . . .	74	—
<i>Nederbrakel.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	119	—
<i>Ninove.</i>		
C.N. — Onze Kleintjes . . . . .	72	—
<i>Opbrakel.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	38	—
<i>Oostacker.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	69	—
<i>Oultre.</i>		
C.N. — Moederzorg . . . . .	33	—
<i>Renaix. — Ronse.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	214	—
<i>Sint-Denis-Westrem.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	22	—
<i>Saint-Gilles-Termonde. — Sint-Gillis-Dendermonde.</i>		
C.N. — Onze Kleintjes . . . . .	62	—
<i>Saint-Nicolas-Waes. — Sint-Niklaas-Waes.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. te Godelieve, 284, r. de l'Ecole.	154	14
C.N. et C.P. — N.w.K. 71, rue de l'Hôpital. . . . .	92	11
C.N. — Kinderwelzijn, Kalkstraat. . . . .	294	—
C.N. et C.P. — N.w.K. Sect. Ste-Famille, rue du Jardin . . . . .	197	20
<i>Selzaete.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	37	—
<i>Sinay.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	65	—
<i>Sottegem.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	66	—
<i>Swynaeerde.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	54	—
<i>Tamise. — Tempst.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	116	—
<i>Termonde. — Dendermonde.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	102	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Thielrode.</i>		
C.N. — Zuigelingenwerk . . . . .	62	—
<i>Wachtebeke.</i>		
C.N. — N.w.K. . . . .	134	—
<i>Waerschoot.</i>		
C.N. — N.w.K. . . . .	50	—
<i>Wetteren.</i>		
C.N. — O.E. Vervoeringstraat . . . . .	461	—
C.N. — O.E. Quatrecht . . . . .	—	—
C.N. — O.E. Ten Eede . . . . .	—	—
<i>Wondelghem.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	57	—
<b>PROVINCE DE HAINAUT. — PROVINCIE HENEGOUW.</b>		
<i>Acoz.</i>		
C.N. — Sainte-Thérèse . . . . .	30	—
<i>Aiseau.</i>		
C.N. . . . .	67	—
<i>Anderlues.</i>		
C.N. — Place Ferrer . . . . .	74	—
C.N. — Mutualité communale . . . . .	123	—
<i>Angre.</i>		
C.N. — Consultation Infantile . . . . .	29	—
<i>Antoing.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	40	—
<i>Arquennes.</i>		
C.N. — G.L. . . . .	31	—
<i>Ath.</i>		
C.N. et C.P. . . . .	126	17
<i>Andregnies.</i>		
C.N. . . . .	4	—
<i>Aulnois.</i>		
C.N. . . . .	37	—
<i>Baisieux.</i>		
C.N. . . . .	21	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Basecles.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . .	66	—
<i>Baudour.</i>		
C.N. — Santé des Petits. . . . . . . . . .	74	—
<i>Beaumont.</i>		
C.N. — Maison Communale. . . . . . . .	38	—
C.N. — Sainte-Marguerite, Basserue . . . . .	43	—
<i>Belœil.</i>		
C.N. et C.P., Grand-rue. . . . . . . .	76	9
C.N. et C.P., rue des Anglais . . . . .	—	
<i>Bersillies-L'Abbaye.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . .	20	—
<i>Binche.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . .	121	—
<i>Blandain.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . .	50	—
<i>Blaton.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . .	42	—
<i>Blicquy.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . .	30	—
<i>Bois d'Haine.</i>		
C.N. et C.P. — Œuvre Communale . . . . .	51	1
C.N. — Ligue Féminine, 10, Place. . . . .	47	—
<i>Bois-de-Lessines.</i>		
C.N. — L'Entr'Aide Maternelle. . . . .	28	—
<i>Bonsecours.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . .	30	—
<i>Bouffioulx.</i>		
C.N. — Pour nos Petits . . . . . . . .	79	—
<i>Boussu-Mons.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. Centre, 12, rue des Ecoles . . . . .	—	—
C.N. et C.P. — O.E. St-Joseph, 359, rue Ferrer . . . . .	208	25
C.N. et C.P. — O.E. St-Charles, 302, Route de Dour . . . . .	—	—
<i>Boussu-Bois.</i>		
C.N. et C.P. — Centre, Ecole communale . . . . .	—	—
C.N. et C.P. — St-Joseph, 158, rue Montauban. . . . .	143	18
C.N. et C.P. — St-Charles, Route de Dour . . . . .	—	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Boussu-lez-Walcourt.</i>		
C.N. — La Femme Prévoyante . . . . .	28	—
<i>Braine-le-Comte.</i>		
C.N. — 62, rue de Mons. . . . .	77	—
C.N. — St-Christophe, r, Damien Deveuster. . . . .	152	15
<i>Bray.</i>		
C.N. et C.P. . . . .	117	8
<i>Bruyelles.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. à Bruyelles . . . . . <i>Hollain.</i>	66	12
C.N. et C.P. — O.E. à Hollain. . . . .	}	
<i>Calonne,</i>		
C.N. — O.E. . . . .	26	—
<i>Carnières.</i>		
C.N. — O.E. Communale, Maison Communale . . .	186	—
C.N. et C.P. — Ste-Thérèse, Place Communale . .	93	6
<i>Chapelle-lez-Herlaimont.</i>		
C.N. et C.P. — . . . . .	46	14
<i>Charleroi.</i>		
C.N. et C.P. — G.L. Centre, 3, bd. J. Bertrand . . .	273	23
C.N. et C.P. — G.L. Nord, Ecole communale . . .	}	
C.N. — Saint-Eloi, 183, Grand'rue . . . . .	95	—
C.N. — Sainte-Marguerite, 144, rue du Roton . . .	115	—
C.P. — Mutualités Chrétiennes, 25, rue du Ravin . . .	—	75
C.N. — Bonheur des Petits . . . . .	—	—
<i>Châtelelet.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. 2, rue du Rempart. . . . .	145	12
C.N. et C.P. — O.E. Faubourg (Ecole) . . . . .	}	
C.N. et C.P. — O.E. Boubier (Ecole) . . . . .	}	
C.N. et C.P. — O.E. Gaux (Ecole) . . . . .	}	
C.N. et C.P. — 9, rue du Mayeur. . . . .	250	44
C.N. et C.P. — 95, rue de Fleurus. . . . .	—	
<i>Châtelineau.</i>		
C.N. et C.P. — 21, place Wilson . . . . .	241	34
C.N. et C.P. — La Bienfaitrice, Taillis-Prés, rue Paul Pastur . . . . .	80	3
C.N. et C.P. — La Bienfaitrice, Corbeau, 481, rue de Gilly . . . . .	63	7
C.N. — La Bienfaitrice Gendebien, 223, r.Gendebien.	54	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Chercq.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . . . .	26	—
<i>Chièvres.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . . .	45	—
<i>Chimay.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . .	59	—
<i>Ciply.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante. . . . . . . . . .	39	—
<i>Couillet.</i>		
C.N. — Rue du Village . . . . . . . . . . . .	113	—
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . . . . .		
C.N. — Rue de Philippeville . . . . . . . . . .		
<i>Courcelles.</i>		
C.N. et C.P. — Centre, Hôtel de Ville . . . . . .	336	51
C.N. et C.P. — Sart-lez-Moulin, Ecole . . . . . .		
C.N. et C.P. — Motte, rue Glacerie . . . . . .		
C.N. — « Pour nos Petits » (Forrières) 36, rue de Forrières . . . . . . . . . . . . . . . . . .	21	—
C.N. et C.P. — St-Lambert, rue du 28 juin . . . . . .	36	4
<i>Cuesmes.</i>		
C.N. et C.P. — L'Avenir Familial, 25, Grand'rue . .	86	7
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante, 106, r. Ferrer. . .	138	16
<i>Dampremy.</i>		
C.N. et C.P. — G.L. . . . . . . . . . . . . .	182	12
<i>Deux Acren.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . . . .	77	—
<i>Dour.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., 17, place des Trichères . . . .	200	30
C.N. et C.P. — O.E., Petit Dour, rue de Ropaix . . .		
C.N. et C.P. — Ste-Thérèse, 18, rue des Prairies . . .	72	5
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante, rue Emile Stiévenart . . . . . . . . . . . . . . . . . .	124	11
<i>Ecaussines-Enghien.</i>		
C.N. — 1, rue Jean Jaurès. . . . . . . . . . . .	42	—
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . . . . .		
C.N. — Place Cousin (Ecoles) . . . . . . . . . .		
<i>Elouges.</i>		
C.N. — O.E., 40, rue de la Fontaine . . . . . . . .	39	—
C.N. — La Femme Prévoyante, Maison Communale. . .	35	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Enghien.</i>		
C.N. — G.L. . . . . . . . . . . .	104	—
<i>Erquelinnes.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . .	53	—
<i>Estinnes-au-Val.</i>		
C.N. — Charbonnage Levant-Mons. . . . .	36	—
<i>Familleureux.</i>		
C.N. — Inf. de Besonrieux . . . . .	17	—
<i>Farceniennes.</i>		
C.N. — O.E., 3, rue François Henin. . . . .	:	—
C.N. — O.E., rue Wainage . . . . .	:	—
C.N. — O.E., rue Tergnée . . . . .	:	—
	{ 274	
<i>Fayt-lez-Manage.</i>		
C.N. — 129, rue du Moulin. . . . .	102	—
C.N. — C.Cle de N., rue de Bascoup . . . . .	35	—
<i>Feluy.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante. . . . .	30	—
<i>Flénu.</i>		
C.N. et C.P. — G.L. Sainte-Barbe. . . . .	117	18
<i>Fleurus.</i>		
C.N. — O.E., Maison Communale . . . . .	40	—
C.N. — Sainte-Marguerite, 239, chaus. de Gilly. .	47	—
<i>Fontaine-l'Evêque.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., Grand'Place. . . . .	58	3
C.N. et C.P. — Saint-Christophe et Sainte-Barbe, rue de l'Indépendance . . . . .	68	6
<i>Forchies-la-Marche.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . . . . .	86	—
<i>Frameries.</i>		
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante, 9, rue Alf. Defuisseaux . . . . .	164	20
C.N. et C.P. — Ste-Waudru, 17, rue de l'Eglise. .	136	5
<i>Frasnes-lez-Gosselies.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . .	25	—
<i>Froidchapelle.</i>		
C.N. — Sainte-Marguerite . . . . .	24	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Gaurain-Ramecroix.</i>		
C.N. — Gaurain Ecole . . . . .	82	—
C.N. — Ramecroix Ecole . . . . .	}	
<i>Ghlin.</i>		
C. N. et C.P. — O.E. . . . .	87	5
<i>Gilly.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. 55, chaussée de Charleroi . . . . .	179	29
C.N. et C.P. — Pour la Santé de nos Petits, 649, chaussée de Fleurus . . . . .	48	—
C.N. — Sart-Culpart, rue des Trieux, 4 . . . . .	95	—
C.N. et C.P. — Autour du Berceau, 1, pl. Ferrer. . . . .	63	9
<i>Godarville.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	19	1
<i>Goegnies-Chaussée.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	8	—
<i>Gosselies.</i>		
C.N. et C.P. — La Maternelle . . . . .	207	20
<i>Goutroux.</i>		
C.N. — Autour du Berceau . . . . .	26	—
<i>Gouy-lez-Piéton.</i>		
C.N. — . . . . .	19	—
<i>Gozée.</i>		
C.N. — Home des Petits . . . . .	34	—
<i>Grand'Reng.</i>		
C.N. — . . . . .	13	—
<i>Haine-Saint-Paul.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	54	—
<i>Haine-Saint-Pierre.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	81	—
<i>Hainin.</i>		
C.N. — N.D. de la Fontaine . . . . .	19	—
<i>Hautrage-Etat.</i>		
C.N. et C.P. — Pour nos Petits . . . . .	121	14
<i>Havré.</i>		
C.N. — . . . . .	98	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Hensies.</i>		
C.N. — Fem. Prévoyante . . . . .	—	—
<i>Heppignies.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	29	—
<i>Hornu.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. Grand'Route . . . . .	215	2
C.N. et C.P. — Femme prévoyante, Maison communale . . . . .	139	28
<i>Houdeng-Aimeries.</i>		
C.N. — . . . . .	63	—
<i>Houdeng-Goegnies.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	85	9
<i>Jemappes.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., 676, Grand'Route . . . . .	172	9
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante, 64, rue Neuve. . . . .	84	6
<i>Jumet.</i>		
C.N. et C.P. — « Il faut qu'ils vivent », rue Surlet. . . . .	437	53
C.N. — « Sauvons les Petits » (Gohyssart) Cour Puissant . . . . .	230	—
<i>La Bouverie.</i>		
C.N. — Assistance Maternelle . . . . .	100	—
<i>La Buissière.</i>		
C.N. — La Maman Dévouée, 38, rue Neuve. . . . .	38	—
C.N. — Communale, 4, rue Neuve . . . . .	14	—
<i>La Hestre.</i>		
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante . . . . .	48	2
<i>La Louvière.</i>		
C.N. et C.P. — O.N., 5, rue Charles Nicaise. . . . .	216	24
C.N. et C.P. — Sainte-Anne, 9, rue Waucquez . . . . .	105	12
<i>Lambusart.</i>		
C.N. — Serv. Mat. et Inf., 73, rue du Wainage . . . . .	60	—
C.N. — O.Cle. Neutre, Maison communale . . . . .	30	—
<i>Landelies.</i>		
C.N. — Pour nos Bébés. . . . .	4	—
<i>Leernes.</i>		
C.N. — . . . . .	18	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Leers-Nord.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . . . . .	24	—
<i>Lens.</i>		
C.N. — . . . . . . . . . . . . . . . . . .	40	—
<i>Lessines.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., 23, rue Gl. Freyberg . . . .	116	12
C.N. et C.P. — Ste-Anne, r. de l'Intermédiaire . . .	208	11
<i>Leuze.</i>		
C.N. et C.P. — Home des Petits . . . . . . . .	96	9
<i>Leval-Trahegnies.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante, 220, Grand'Rue. . . .	78	—
C.N. et C.P. — Saint-Martin, rue Verte . . . .	40	2
C.N. et C.P. — Saint-Pierre, rue de l'Eglise . . .	48	6
<i>Lobbes.</i>		
C.N. et C.P. — O.N. . . . . . . . . . . . . .	85	7
<i>Lodelinsart.</i>		
C.N. et C.P. — (Ouest), 4, rue Vandendorpel . . .	260	10
C.N. et C.P. — (Bon Air), rue du Chemin Vert. . .		
<i>Luttre.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante, rue Neuve . . . . .	26	—
C.N. — Ste-Thérèse, 2, rue Saint-Nicolas. . . . .	32	—
<i>Macon.</i>		
C.N. et C.P. — Sainte-Anne . . . . . . . . . .	24	—
<i>Manage.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante, Maison communale. . .	68	—
C.N. et C.P. — La Maman Dévouée, Maison comm.	71	12
<i>Marche-lez-Ecaussines.</i>		
C.N. et C.P. — . . . . . . . . . . . . . .	52	6
<i>Marchienne-au-Pont.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., rue Yvonne Vieslet . . . .	178	15
C.N. et C.P. — Sainte-Thérèse, Grand'Place. . . .	138	21
<i>Marchienne-Docherie.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . . . . . . . . . .	228	19
<i>Marcinelle.</i>		
C.N. — O.N. Centre, 45, rue du Maka. . . . .	. . . . .	—
C.N. — O.N. Villette, 22, rue Alf. Defuisseaux. . .	. . . . .	—
C.N. — O.N. N° XII, 639, rue Beaumont. . . . .	. . . . .	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Maurage.</i>		
C.N. et C.P. — Dispensaire Elisabeth . . . . .	115	6
<i>Merbes-le-Château.</i>		
C.N. et C.P. — O. Neutre de N. . . . .	22	4
<i>Mignault.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante. . . . .	31	—
<i>Momignies.</i>		
C.N. — Saint-Amand . . . . .	23	—
<i>Monceau-sur-Sambre.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	121	32
<i>Mons.</i>		
C.N. et C.P. — G.L. Ste-Waudru, 63, rue de Nimy.	264	37
C.N. et C.P. — G.L. Ste-Waudru, 6, r. Bouzauton .		
C.N. et C.P. — Famille Militaire, 116, r. d'Havré .	107	11
C.N. et C.P. — Disp. Educ. Mat., av. Frère Orban.	132	15
<i>Montignies-sur-Sambre.</i>		
C.N. et C.P. — O. Alim. 1 <sup>re</sup> Enf. Centre-M.C. . . . .	140	3
C.N. et C.P. — O. Alim. 1 <sup>re</sup> Enf. Nouv. Ec. garçons. . . . .		
C.N. et C.P. — O. Alim. Roctiau, Ecole filles . . . . .		
C.N. — (Neuville), 23, rue du Commerce . . . . .	164	—
C.N. — Trieux, Saint-Jean, 35, rue des Trieux. . . . .	161	—
<i>Montigny-le-Tilleul.</i>		
C.N. — rue des Ecoles . . . . .	53	—
C.N. — du Vestiaire, 27, rue de Landelies . . . . .	51	—
<i>Mont-Sainte-Aldegonde.</i>		
C.N. et C.P. . . . .	113	13
<i>Mont-sur-Marchienne.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	117	11
<i>Morlanwelz.</i>		
C.N. — O.Cles de l'Enfant, La Maternelle . . . . .	—	—
<i>Naast.</i>		
C.N. . . . .	47	—
<i>Nimy.</i>		
C.N. . . . .	95	—
<i>Obourg.</i>		
C.N. . . . .	26	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.	
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>	
<i>Ollignies.</i>			
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . . . . .	29	—	
<i>Pâturages.</i>			
C.N. et C.P. — La Maternelle, rue de l'Eglise . . . . .	118	10	
C.N. et C.P. — La Maternelle, rue Louise Michel . . . . .	103	6	
C.N. — La Maternelle, rue de la Digue . . . . .	49	—	
C.N. et C.P. — Notre-Dame, rue d'Orléans. . . . .	59	—	
C.N. — Saint-Vincent de Paul, rue Ferrer . . . . .	59	—	
<i>Pecq.</i>			
C.N. .	35	—	
<i>Peronne-lez-Antoing.</i>			
C.N. .	34	—	
<i>Peronne-lez-Binche.</i>			
C.N. et C.P. — Maison communale . . . . . . . . . . .	112	25	
C.N. et C.P. — Charbonnage . . . . . . . . . . .	27	—	
C.N. — Sainte-Marguerite, rue des Coquelicots . . . . .	—		
<i>Peruwelz.</i>			
C.N. et C.P. — G.L. . . . . . . . . . . . . . . . . .	184	16	
<i>Piéton.</i>			
C.N. — 14, rue des Ecoles. . . . . . . . . . . . . . . . .	21	—	
C.N. — Femme Prévoyante, Maison communale . . . . .	29	—	
<i>Pont-à-Celles.</i>			
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante, Ecole com <sup>hale</sup> . . . . .	44	1	
C.N. — La Maman Dévouée, 43, rue de l'Eglise. . . . .	37	—	
<i>Quaregnon.</i>			
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante, 29, rue du Coq. . . . .	—		
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante Sud, rue Emile Vandervelde . . . . . . . . . . .	243	20	
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante Rivage, 280, rue P. Pastur. . . . . . . . . . .	—		
C.N. — Sainte-Marie, rue Adelson Castiau . . . . .	64	—	
C.N. — Mère Chrétienne, Chasse de Bonniers. . . . .	78	—	
C.N. — N.-D. de Lourdes, place Ferrer . . . . .	90	—	
<i>Quevaucamps.</i>			
C.N. — O.E. .	32	—	
<i>Quévy-le-Grand.</i>			
C.N. .	27	—	
<i>Quévy-le-Petit.</i>			
C.N. .	37	—	

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Quiévrain.</i>		
C.N. et C.P. — Grand'rue . . . . .	65	10
C.N. et C.P. — O.Cle de N., 11, rue de la Station . . . . .	65	1
<i>Rance.</i>		
C.N. — Sainte-Thérèse, rue du Commerce . . . . .	19	—
C.N. — O.Cle Le Berceau, Grand'rue. . . . .	19	—
<i>Ransart.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . . . . . . . .	157	15
<i>Ressaix.</i>		
C.N. — Sainte-Anne. . . . . . . . . . .	69	—
<i>Reves.</i>		
C.N. — Santé de nos Petits. . . . . . . . .	23	—
<i>Rœulx.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . .	29	—
<i>Roux.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . .	193	—
<i>Saint-Denis-lez-Casteau.</i>		
C.N. — Communale . . . . . . . . . . .	40	—
<i>Saint-Ghislain.</i>		
C.N. — Pesée des Nourrissons . . . . . . .	47	—
<i>Saint-Vaast-Trivières.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. St-Vaast, Maison communale . . . . .	95	3
C.N. et C.P. — O.E. Trivières, Maison Communale. . . . .		
<i>Seneffe.</i>		
C.N. . . . . . . . . . .	34	—
<i>Sivry.</i>		
C.N. — Sainte-Anne. . . . . . . . . . .	23	—
<i>Soignies.</i>		
C.N. et C.P. — Saint-Vincent de Paul, 11, chaus. de Braine . . . . . . . . . . .	264	12
C.N. — de la Ville, Ecole industrielle. . . . .	—	—
<i>Solre-sur-Sambre.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . . . .	42	—
<i>Souvret.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . .	81	7
<i>Stree-Beaumont.</i>		
C.N. — Sainte-Marguerite . . . . . . . . .	54	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Strépy-Bracquegnies.</i>		
C.N. — Hôtel de Ville . . . . .	124	—
C.N. — O.E. . . . .		
C.N. — Rue Mons, à Nivelles . . . . .		
<i>Tertre.</i>		
C.N. — Femme Prevoyante. . . . .	47	—
<i>Thieu.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante . . . . .	20	—
<i>Thieusies.</i>		
C.N. — O. Cle de N. . . . .	19	—
<i>Thimeon.</i>		
C.N. . . . .	20	—
<i>Thuin.</i>		
C.N. et C.P. — O.N., 2, rue du Rivage. . . . .	68	4
C.N. et C.P. — O. des Tout Petits, 16, rue Léopold II. . . . .	83	12
C.N. — Ste-Thérèse, place Notger . . . . .	94	—
<i>Thulin.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante. . . . .	16	—
<i>Tournai.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., Centre, 3, rue Perdue. . . . .		
C.N. et C.P. — O.E. Allain, pl. Herman Planque . . . . .	359	54
C.N. et C.P. — O.E. Melle, chaussée de Renaix. . . . .		
C.N. — Faubourg Saint-Martin, 8, Chem. Doublet . . . . .	53	—
<i>Trazegnies.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	68	8
<i>Vaulx-lez-Tournai.</i>		
C.N. — G.L., rue de la Brasserie . . . . .	25	—
C.N. — O.Cle de N. Ecole Gardienne. . . . .	19	—
<i>Viesville.</i>		
C.N. — La Maternelle, rue des Brasseurs. . . . .	42	—
<i>Wagnelée.</i>		
C.N. . . . .	46	—
<i>Wanfercée-Baulet.</i>		
C.N. — O.E., 420, rue Trieu d'Alvaux. . . . .	82	—
C.N. — Saint-Ghislain, place de l'Eglise. . . . .	49	—
<i>Warcoing.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	31	—
<i>Warquignies.</i>		
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante. . . . .	110	2

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Wasmes.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., 5, rue du Pont d'Arcole.	231	10
C.N. et C.P. — O.E. Quesnoy . . . . .		
C.N. et C.P. — O.E. Petit Wasmes . . . . .		
<i>Wasmuel.</i>		
C.N. — G.L. . . . . . . . . . .	33	—
<i>Wiers.</i>		
C.N. . . . . . . . . . .	52	—
<i>Wihéries.</i>		
C.N. et C.P. — Sainte-Thérèse, 108, r. des Chênes.	31	2
C.N. et C.P. — Femme Prévoyante, Maison com.	65	3
<b>PROVINCE DE LIÉGE. — PROVINCIE LUIK.</b>		
<i>Alleur-Loncin.</i>		
C.N. — Œuvre Intercommunale de nourrissons . .	57	—
<i>Amay.</i>		
C.N. et C.P. — O.N. . . . . . . . .	116	6
<i>Ampsin.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . . . . . .	70	6
<i>Angleur.</i>		
C.N. et C.P. — Saint-Eloy et Sainte-Barbe, 58, rue de Tilff. . . . . . . . . . .	56	5
C.N. — Kinkempois, rue Renory . . . . .	82	—
C.N. et C.P. — Œuvres communales (rue de l'Eglise). (rue des Ecoles) . . . . .		
<i>Ans.</i>		
C.N. et C.P. — O.N. . . . . . . . .	208	10
<i>Antheit.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . . . .	34	—
<i>Anthisnes.</i>		
C.N. . . . . . . . . . .	26	—
<i>Aubel.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . .	59	—
<i>Awirs.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . .	45	—
<i>Aywaille.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . .	36	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Bas-Oha.</i>		
C.N. — Saint-Lambert . . . . .	18	—
<i>Beaufays.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	31	—
<i>Berloz.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	31	—
<i>Beyne-Heusay.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	66	—
<i>Blegny-Trembleur.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	36	—
<i>Boncelles.</i>		
C.N. — Pour nos Petits. . . . .	39	—
<i>Bourg-Reuland.</i>		
C.N. . . . .	20	—
<i>Bressoux.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., Centre, 78, rue des Ecoles. . . . .	140	28
C.N. et C.P. — O.E. Robermont, rue Fond du Bois. . . . .	118	—
C.N. — Sainte-Thérèse, 18, rue du Vicinal . . . . .	180	—
<i>Chênée.</i>		
C.N. — O.E. Centre, Hôtel Communal . . . . .	37	—
C.N. — O.E. Section Thiers. . . . .	180	—
<i>Cheratte.</i>		
C.N. — O. des Touts-Petits (Centre), Mais. commun. . . . .	62	—
C.N. — O. des Touts-Petits (Hauteur), Ec. des garç. . . . .	37	—
<i>Comblain-au-Pont.</i>		
C.N. — O.E. Centre. . . . .	1	—
C.N. — O.E. Fraiture . . . . .	62	—
C.N. — O.E. Oneux . . . . .	1	—
C.N. — O.E. Mont . . . . .	1	—
<i>Couthuin.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	30	—
<i>Dalhem.</i>		
C.N. . . . .	43	—
<i>Dolhain-Limbourg.</i>		
C.N. . . . .	91	—
<i>Embourg.</i>		
C.N. — La Ruche. . . . .	29	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Engis.</i>		
C.N. — Secours aux Mères et Touts Petits . . . . .	6	—
C.N. et C.P. — La Mallieue, Hôpital Nouvelle Montagne . . . . .	55	1
<i>Ensival.</i>		
C.N. — Pesée libre des Nourrissons . . . . .	45	—
<i>Esneux.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	36	—
<i>Eupen.</i>		
C.N. — O.E. Ville Basse, Haasstrasse . . . . .	126	—
C.N. — O.E. Ville Haute, Ecole des Filles . . . . .	126	—
<i>Flémalle-Grande.</i>		
C.N. — O.B. . . . .	82	—
<i>Flémalle-Haute.</i>		
C.N. — Pour nos Petits, Centre, 58, rue Omer Maisin. . . . .	118	—
C.N. — Pour nos Petits, Trixhes, Ecole N.-D. . . . .	118	—
C.N. — Vers la Santé, Centre, Hôtel communal. . . . .	93	—
C.N. — Vers la Santé, Trixhes, Hamey . . . . .	93	—
<i>Fléron.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	22	—
<i>Foret-Trooz.</i>		
C.N. — Œuvre des Touts Petits . . . . .	58	—
<i>Fumal.</i>		
C.N. . . . .	28	—
<i>Gemmenich.</i>		
C.N. — Enfant Jésus. . . . .	27	—
<i>Glain.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	50	—
<i>Glons.</i>		
C.N. . . . .	25	—
<i>Grâce-Berleur.</i>		
C.N. et C.P. — O.N. Centre, Hôtel Communal. . . . .	116	7
C.N. et C.P. — O.N. Jace, rue Jos. Bouyer. . . . .	116	7
<i>Grivegnée.</i>		
C.N. — Centre, Maison communale . . . . .	140	—
C.N. — O.N. Bois de Breux, Ecole communale . . . . .	49	—
C.N. — Sainte-Marguerite, 603, rue de Herve. . . . .	49	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.	
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>	
<i>Haccourt.</i>			
C.N. — O.E. . . . .	34	—	
<i>Hamoir.</i>			
C.N. — Sainte-Marguerite . . . . .	46	—	
<i>Herbestal.</i>			
C.N. — O.N. . . . .	31	—	
<i>Hermalle-S-Huy.</i>			
C.N. — O.N. . . . .	22	—	
<i>Herstal.</i>			
C.N. et C.P. — O.E. Centre, 20, r, Elisa Dumonceau			
C.N. et C.P. — O.E. Section au Préale. . . .	246	86	
C.N. et C.P. — O.E. Section au Pierluze. . . .			
<i>Heure-le-Romain.</i>			
C.N. — O.E. . . . .	28	—	
<i>Hodimont.</i>			
C.N. et C.P. — Laiterie Maternelle :			
C.N. et C.P. — Hodimont, 3, rue de la Station .			
C.N. et C.P. — Andrimont, 20, rue Clément XIV .			
C.N. et C.P. — Dison, 22, rue Trauty . . . .			
C.N. et C.P. — Ensival, rue de l'Abattoir . . . .			
C.N. et C.P. — Heusy, rue Guillaume Lekeu . . . .	668	75	
C.N. et C.P. — Stembert, rue Tombeur . . . .			
C.N. et C.P. — Verviers Centre, rue Gymnase . . .			
C.N. et C.P. — Verviers-Est, rue Sainte-Anne . . .			
C.N. et C.P. — Verviers-Sud, rue des Ecoles . . . .			
<i>Hollogne-aux-Pierres.</i>			
C.N. et C.P. — . . . . .	76	3	
<i>Housse.</i>			
C.N. — . . . . .	10	—	
<i>Huccorgne.</i>			
C.N. — O.N. . . . .	35	—	
<i>Huy.</i>			
C.N. — O.N., rue du Palais de Justice, 2 . . . . .	22	—	
C.N. et C.P. — Marie-José, 20, rue Ferrer . . . . .	90	14	
<i>Jehay-Bodegnée.</i>			
C.N. — O.N. . . . .	12	—	

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Jemeppe-sur-Meuse.</i>		
C.N. — Centre, 7, rue Alfred de Borre . . . . .	281	—
C.N. — Bois de Mont, 203, rue Ant. Delporte . . . . .	}	—
C.N. — O. Communale de Nour.Centre, Ecole comm . . . . .	}	—
C.N. — Section Bois de Mont, Ecole communale . . . . .	}	—
C.N. — Section Mabotte, Ecole communale . . . . .	III	—
C.N. — Section Cité Jardin, Ecole communale . . . . .	}	—
<i>Jupille.</i>		
C.N. — . . . . .	95	—
<i>La Calamine.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	64	II
<i>Landen.</i>		
C.N. — . . . . .	43	—
<i>Latinne.</i>		
C.N. — . . . . .	9	—
<i>Liége.</i>		
C.N. — de Fragnée, 29, rue Albert De Cuyck . . . . .	124	—
C.N. — Pour faire vivre les Petits, 11, r. Agimont . . . . .	96	—
C.N. et C.P. — O.N. Centre, 1, rue des Chiroux . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Ouest, 52, rue Hullos . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Duchateau, 75, rue Vivegnis . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Elisabeth, 50, rue Rouleau . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Eugénie, 2, place St-Christophe . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Laveu, 58, rue du Laveu . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Lepage, 31, rue des Armuriers . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Goutte de Lait . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Section Thier, 207, rue du Thier . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Sainte-Walburge, 144, r. de Rocour . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Vennes, 7, impasse Guillaume . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Maternité, 89, bd de la Constitution . . . . .	456	320
C.N. et C.P. — Cointe, 5, rue du Loup . . . . .	}	—
C.N. et C.P. — Rocour . . . . .	}	—
C.N. — Fratern. Militaire, 13, r. Ht.-Saint-Martin . . . . .	37	—
C.N. — Hopital de Bavière, 63, bd d.la Constitution . . . . .	255	—
<i>Malmédy.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	72	—
<i>Marchin-s-Huy.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	58	—
<i>Membach.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	22	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Micheroux.</i>		
C.N. — Sainte-Thérèse . . . . .	42	—
<i>Milmort.</i>		
C.N. . . . .	29	—
<i>Moha.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	37	—
<i>Momalle.</i>		
C.N. — Sainte-Thérèse . . . . .	26	—
<i>Mons-iez-Liége.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	102	—
<i>Montegnée.</i>		
C.N. et C.P. — O.E., rue Emile Jeanne. . . . .	. . . . .	195
C.N. et C.P. — O.E., rue Vinave . . . . .	. . . . .	29
<i>Ombret-Rawsa.</i>		
C.N. . . . .	21	—
<i>Cuffet.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	31	—
<i>Ougrée-Sclessin.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. Beau-Site. . . . .	. . . . .	
C.N. et C.P. — O.E. Ougrée, 146, rue des Ecoliers. . . . .	. . . . .	
C.N. et C.P. — O.E. Sclessin, rue Paul Janson. . . . .	. . . . .	264
C.N. et C.P. — O.E. Communaux, 34, r. des Coteaux . . . . .	. . . . .	16
C.N. et C.P. — O.E. Renory, 126, rue Renory. . . . .	. . . . .	
C.N. — O.E. Providence des Tout Petits, 175, rue F. Nicolay. . . . .	. . . . .	152
<i>Ougrée-Marihaye.</i>		
C.N. et C.P. — Hôpital de la Société Anonyme O.M. . . . .	. . . . .	290
C.N. et C.P. — Hôpital de la Société Anonyme O.M. . . . .	. . . . .	126
<i>Oupeye.</i>		
C.N. — Secours Mères et Tout Petits . . . . .	13	—
<i>Pepinster.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	32	—
<i>Petit-Waret-Landenue.</i>		
C.N. et C.P. — Landenne, Ecole libre des filles. . . . .	. . . . .	61
C.N. et C.P. — Petit Waret, Ecole comm. des filles. . . . .	. . . . .	7
<i>Poulseur.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	27	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Queue-du-Bois.</i>		
C.N. — Œuvre des Mères et Tout Petits . . . . .	32	—
<i>Ramet-Yvoz.</i>		
C.N. — Ivoz, Ecole communale des garçons. . . . .	. . . . .	—
C.N. — Ramet, Ecole communale des filles. . . . .	52	—
<i>Remouchamps-Sougné.</i>		
C.N. .	21	—
<i>Retinne.</i>		
C.N. .	30	—
<i>Robermont-Grivegnée.</i>		
C.N. et C.P. . . . . . . . . . . . . . . . .	118	10
<i>Romsée.</i>		
C.N. .	59	—
<i>Saint-Georges-sur-Meuse.</i>		
C.N. et C.P. . . . . . . . . . . . . . . . .	59	2
<i>Saint-Gilles-Liége.</i>		
C.N. et C.P. . . . . . . . . . . . . . . . .	189	21
<i>Saint-Nicolas-Liége.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . . . . . . . .	60	—
<i>Saint-Remy-sous-Argenteau.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . .	24	—
<i>Saint-Severin.</i>		
C.N. — Sainte-Thérèse . . . . . . . . . . .	28	—
<i>Saive.</i>		
C.N. — Mères et Tout Petits . . . . . . . . .	14	—
<i>Seilles.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . . . . . . . .	42	—
<i>Seraing-sur-Meuse.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. Centre, A., 6, r. Jean de Calas		
C.N. et C.P. — O.E. Val-St-Lambert, Ecole, rue		
J. Deprez . . . . . . . . . . . . . . . . .	230	34
C.N. et C.P. — O.E. Biens Communaux, 30, rue		
de la Boverie . . . . . . . . . . . . . . .		
C.N. et C.P. — O.E. Lize, rue Morchamps (Ecole)		
C.N. et C.P. — O.E. Chatqueue, Hôpital Cockerill		
C.N. et C.P. — Saint-Vincent de Paul, 136, rue des		
Bœufs . . . . . . . . . . . . . . .	208	15
C.N. — Sainte-Thérèse, 36, rue Chapuis . . . . .	81	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Slins.</i>		
C.N. .	25	—
<i>Soiron.</i>		
C.N. — Sainte-Thérèse . . . . . . . . . . . . . .	11	—
<i>Soulagne.</i>		
C.N. — O.N. Home Saint-Joseph . . . . . . . . .	32	—
C.N. — Œuvre Communale des Nourrissons, Maison Communale . . . . . . . . . . . . . . . . . . .	19	—
C.N. — O.N. Micheroux, av. Jean Jaurès. . . . .	13	—
<i>Spa.</i>		
C.N. — Œuvre des Petits Enfants. . . . . . . .	149	—
<i>Sprimont.</i>		
C.N. — O.Cle des nourrissons, Hôtel Communal.		
C.N. — O.Cle des nourrissons, Chanxhe, rue du Pont	53	—
C.N. — O.Cle des nourrissons, Linée, sur la place		
C.N. — Œuvre Elisabeth de l'Enfance . . . . .		
C.N. — Œuvre Section rue du Centre. . . . .	46	—
C.N. — Œuvre Section à Chanxhe. . . . .		
<i>Stavelot.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . .	44	—
<i>Stembert.</i>		
C.N. — Sainte-Marie. . . . . . . . . . . . .	14	—
<i>Theux.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . . . . . . .	65	—
<i>Tihange.</i>		
C.N. — O.N. . . . . . . . . . . . . .	57	—
<i>Tilff.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . .	38	—
<i>Tilleur.</i>		
C.N. — O.E. 69, rue Vinave . . . . . . . .	106	—
C.N. — Sainte-Elisabeth, 94, r. Ferd. Nicolay . .	113	—
<i>Vaux-sous-Chèvremont.</i>		
C.N. . . . . . . . . . . . . . . . . . . .	68	—
<i>Verlaine.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . .	39	—
<i>Verviers.</i>		
C.N. et C.P. — Saint-Vincent de Paul, 15, rue Paul Janson. . . . . . . . . . . . . .	209	26
C.P. — Féd. Mut. Social., 32, rue Victor Besme . .	—	59
C.N. — Sainte-Anne, 163, route de Mangombroux.	20	—
C.P. — Féd. Neutre de Mut., 68, rue des Raines . .	—	60

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Vierset-Barse.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	33	—
<i>Villers-le-Bouillet.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	36	—
<i>Visé.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	57	—
<i>Vivegnis.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	53	—
<i>Vottem.</i>		
C.N. — O. Communale de Nourr, rue Vert Vinave .	63	—
C.N. — La Maman Dévouée, 11, place Communale .	50	—
<i>Vyle-Tharoul.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	12	—
<i>Wamont.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	22	—
<i>Wandre.</i>		
C.N. — O.N., 24, rue de Visé . . . . .	60	—
C.N. — O.N., Section à Xhavée . . . . .		
<i>Wanze.</i>		
C.N. — . . . . .	27	—
<i>Waremme.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	40	—
<i>Warnant-Dreye.</i>		
C.N. — Saint-Remy . . . . .	20	—
<i>Wegnez.</i>		
C.N. — . . . . .	22	—
<i>Welkenraedt.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	29	—
<i>Xhoris.</i>		
C.N. — . . . . .	21	—

## PROVINCE DE LIMBOURG. — PROVINCIE LIMBURG.

<i>Achel.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	38	—
<i>Beeringen.</i>		
C.N. . . . .	16	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschrevën toekomstige moeders.</i>
<i>Beeringen-Charbonnages.</i>		
C.N. . . . .	51	—
<i>Bilsen.</i>		
C.N. et C.P. — Kinderheil . . . . .	78	9
<i>Bocholt.</i>		
C.N. . . . .	68	—
<i>Boorsheim.</i>		
C.N. . . . .	23	—
<i>Bourg-Leopold — Leopoldsburg.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	25	—
<i>Brée.</i>		
C.N. . . . .	71	—
<i>Caulille.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	21	—
<i>Coursel.</i>		
C.N. — N.W.K. . . . .	25	—
<i>Cothem.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	22	—
<i>Eysden.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	108	—
<i>Eysden-Mines.</i>		
C.N. . . . .	142	—
<i>Genck.</i>		
C.N. — Werk voor Kinderwelzijn, Molenstraat . . .	41	—
C.D. et C.P. — Kinderwelzijn, Waterschei, 67, Groote laan . . . . .	210	30
C.N. et C.P. — Kinderwelzijn, Winterslag, 1, Eiken- laan . . . . .	253	15
C.N. et C.P. — Kinderwelzijn, Winterslag, 16, IJze- renwegstraat . . . . .	163	18
C.N. et C.P. — Kinderwelzijn, Zwartberg, Cocke- rillplaats . . . . .		
<i>Hasselt.</i>		
C.N. et C.P. — Boulevard Guffens. . . . .	137	59
C.N. — Kinderheil, 75, Demerstraat . . . . .	127	—
C.N. — Kinderheil (Kiewit), 200, Kempischenst . . .	40	—
<i>Hechtel.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	19	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Heusden.</i>		
C.N. — Raadpleging voor Zuigelingen. . . . .	18	—
<i>Hoesselt.</i>		
C.N. — O.E. Centre, Local des Œuvres sociales. . . . .	25	—
C.N. — O.E., Nederstraat . . . . .		
<i>Lanaeken.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	67	—
<i>Lanaeken-Smeermaes.</i>		
C.N. . . . .	38	—
<i>Lanaye.</i>		
C.N. . . . .	16	—
<i>Lille-Saint-Hubert.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	52	—
<i>Lommel-Centre.</i>		
C.N. et C.P. — O.N. . . . .	142	33
<i>Lommel-Usines.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	55	22
<i>Looz-la-Ville.</i>		
C.N. — Œuvre Elisabeth . . . . .	33	—
<i>Mechelen-sur-Meuse.</i>		
C.N. — Kinderheil . . . . .	64	—
<i>Munsterbilzen.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	38	—
<i>Neerhaeren.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	22	—
<i>Neerpelt.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	129	—
<i>Overpelt-Usines.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	46	—
<i>Peer.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	65	—
<i>Reckheim.</i>		
C.N. . . . .	33	—
<i>Roclenge-sur-Geer.</i>		
C.N. — Marie-José . . . . .	26	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Saint-Trond.</i>		
C.N. — G.L., rue Cartuyvels . . . . .	170	—
C.N. — G.L. Naamsche steenweg . . . . .	—	—
C.N. — Kinderheil, Gorsemsteenweg . . . . .	60	—
<i>Sichem-Sussen-Bolré.</i>		
C.N. — Onze kleintjes . . . . .	14	—
<i>Stockheim.</i>		
C.N. — N.W.v.K. . . . .	167	—
<i>Tessenderloo.</i>		
C.N. — Kinderheil Centre, 17, Marché . . . . .		—
C.N. — Kinderheil Section à Schoot. . . . .		207
C.N. — Kinderheil, Section à Hulst. . . . .		—
C.N. — Kinderheil, Section à Engsbergen . . . . .		—
<i>Tongres. — Tongeren.</i>		
C.N. et C.P. — Œuvre Marie-José. . . . .	142	9
<i>Velm.</i>		
C.N. — Onze Kleintjes . . . . .	22	—
<i>Zolder.</i>		
C.N. — Kinderwelzijn . . . . .	8	—
<b>PROVINCE DE LUXEMBOURG. — PROVINCIE LUXEMBURG.</b>		
<i>Arlon. — Aarlen.</i>		
C.N. . . . .	170	—
<i>Athus.</i>		
C.N. . . . .	52	—
<i>Aye.</i>		
C.N. — Sainte-Anne . . . . .	36	—
<i>Bouillon.</i>		
C.N. . . . .	91	—
<i>Forrières.</i>		
C.N. et C.P. . . . .	21	3
<i>La Roche.</i>		
C.N. — Sainte-Marguerite . . . . .	35	—
<i>Marche.</i>		
C.N. . . . .	99	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Nassogne.</i>		
C.N. .	14	—
<i>Saint-Hubert.</i>		
C.N. .	69	—
<i>Waha-Marloie.</i>		
C.N. — Sainte-Marguerite . . . . . . . . . . .	40	—
PROVINCE DE NAMUR. — PROVINCIE NAMEN.		
<i>Andenne.</i>		
C. .	170	—
<i>Anhée-sur-Meuse.</i>		
C.N. .	75	—
<i>Arsimont.</i>		
C.N. .	43	—
<i>Auvelais.</i>		
C.N. .	112	—
<i>Beauraing.</i>		
C.N. — N.-D. de Beauraing . . . . . . . . .	58	—
<i>Belgrade.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . .	31	—
<i>Beuzet.</i>		
C.N. .	20	—
<i>Bonneville.</i>		
C.N. .	20	—
<i>Bossieres-Mazy.</i>		
C.N. — O.E. . . . . . . . . . . . . . . .	9	—
<i>Bouges-et-Moulin-à-Vent.</i>		
C.N. — Sainte-Marguerite . . . . . . . . .	56	—
<i>Bouvignes.</i>		
C.N. .	37	—
<i>Cerfontaine.</i>		
C.N. .	54	—
<i>Ciney.</i>		
C.N. — G.L. . . . . . . . . . . . . . . . .	81	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Clermont-Walcourt.</i>		
C.N. — La Maternelle . . . . .	49	—
<i>Corroy-le-Château.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	5	—
<i>Couvin.</i>		
C.N. et C.P. . . . .	131	16
<i>Cul-des-Sarts.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	9	—
<i>Dinant.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. route de Givet . . . . .	82	1
<i>Eghezée.</i>		
C.N. — N.-D. de Lourdes . . . . .	83	—
<i>Ermeton-s-Biert.</i>		
C.N. . . . .	10	—
<i>Ernage.</i>		
C.N. — Sainte-Anne. . . . .	22	—
<i>Falisolle.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	31	—
<i>Faulx.</i>		
C.N. — O.E. Reine Astrid . . . . .	28	—
<i>Flawinne.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	31	—
<i>Florefte.</i>		
C.N. et C.P. -- Sainte-Renelde. . . . .	48	5
<i>Florennes.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	98	—
<i>Fosses.</i>		
C.N. . . . .	65	—
<i>Fraise.</i>		
C.N. . . . .	—	—
<i>Franière.</i>		
C.N. — O.E . . . . .	12	—
<i>Frasnes-lez-Couvin.</i>		
C.N. — Sainte-Marguerite . . . . .	28	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Gouzinne.</i>		
C.N. — N.-D. du Mont Carmel . . . . .	—	—
<i>Gembloux.</i>		
C.N. et C.P. — O.E. . . . .	97	10
<i>Grand-Leez.</i>		
C.N. — O.N. . . . .	22	—
<i>Ham-s-Sambre.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	60	—
<i>Han-s-Lesse.</i>		
C.N. . . . .	20	—
<i>Hanzinelle'</i>		
C.N. . . . .	31	—
<i>Hastièrè-Lavaux.</i>		
C.N. . . . .	21	—
<i>Jambes.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	148	—
<i>Jemelle.</i>		
C.N. et C.P. rue des Escaliers . . . . .	27	1
C.N. — Sainte-Marguerite, place Communale . . . . .	45	—
<i>Jemeppe-s-Sambre.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	54	—
<i>Leignon.</i>		
C.N. . . . .	26	—
<i>Lesve.</i>		
C.N. . . . .	15	—
<i>Ligny.</i>		
C.N. — Tout pour nos enfants, rue Haute . . . . .	72	—
<i>Lonzée.</i>		
C.N. — Sainte-Thérèse . . . . .	39	—
<i>Malonne.</i>		
C.N. — O.E. . . . .	29	—
<i>Mariembourg.</i>		
C.N. — Pour nos Petits . . . . .	48	—
<i>Mazee.</i>		
C.N. . . . .	27	—

	Enfants inscrits.	Futures mères inscrites.
	<i>Ingeschreven kinderen.</i>	<i>Ingeschreven toekomstige moeders.</i>
<i>Mazy.</i>		
C.N. — O.N. .	26	—
<i>Merlemon.</i>		
C.N. .	8	—
<i>Mettet.</i>		
C.N. .	43	—
<i>Meux.</i>		
C.N. .	15	—
<i>Moignelée.</i>		
C.N. .	29	—
<i>Morialmé.</i>		
C.C. — L.F.C. .	49	—
<i>Moustier-sur-Sambre.</i>		
C.N. — O.E. .	24	—
<i>Namèche.</i>		
C.N. — O.E. .	36	—
<i>Namur.</i>		
C.N. — Louise-Marie, 3, rue Général Michel. . . . .	35	—
C.N. — Entr'Aide Féminine, 15, pl. Saint-Aubain . .	203	—
C.N. et C.P. — Maternité, 22, avenue de Salzinnes.	33	45
C.N. — O.E. d'Herbatte, 14, boulevard d'Herbatte.	70	—
C.N. — O.E. Salzinnes, 11, rue Jupin. . . . .	49	—
<i>Naninne.</i>		
C.N. — Sainte-Anne. . . . . . . . . . . . . . . . . . . .	31	—
<i>Nismes.</i>		
C.N. — O.N. .	54	—
<i>Olloy.</i>		
C.N. — N.-D. des Anges. . . . . . . . . . . . . . . . . .	36	—
<i>Oret.</i>		
C.N. .	26	—
<i>Petigny.</i>		
C.N. — O.N. .	29	—
<i>Philippeville.</i>		
C.N. — O.E. .	20	—
<i>Presgaux.</i>		
C.N. — Femme Prévoyante. . . . . . . . . . . . . . . . . .	17	—



( 155 )

[Nº 46 ]

**Note sur la répartition  
du crédit de 100 millions inscrit au  
Budget extraordinaire.**

La création du Ministère de la Santé Publique a naturellement soulevé la question de l'usage prévu du crédit extraordinaire de 100 millions de francs mis à la disposition du nouveau département.

Il convient d'abord de faire remarquer que ressortit à la compétence du Ministère de la Santé Publique : l'exécution des travaux d'hygiène (égouts, distribution d'eau, cimetières, etc.), qui s'effectuait naguère sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur.

Le budget de 1936 prévoyait un crédit de 50 millions de francs à cette fin.

On apprendra avec satisfaction que l'exécution de semblables travaux est envisagée selon un rythme accéléré, qu'il est prévu de ce chef une dépense supplémentaire de 15 millions de francs, soit au total 65 millions de francs.

Des 2,700 communes que compte le pays, 700 seulement sont actuellement pourvues d'une distribution d'eau. L'effort de propagande considérable qui va être entrepris pour accroître le nombre de ces distributions, entraîne comme corollaire la nécessité de procéder à l'épuration des eaux de surface. La même nécessité s'impose pour les cours d'eaux entraînant des eaux résiduaires. Il a été déclaré à ce sujet que les travaux de la Vesdre progressaient normalement et que les expériences concernant l'Espierre avaient donné des résultats satisfaisants qui permettront, sans doute, aux négociations menées avec la France, d'entrer rapidement dans une phase décisive.

Le département prévoit également un poste de 10 millions de francs pour

**Nota over de verdeeling van het  
krediet van 100 miljoen uitgetrokken  
op de Buitengewone Begrooting.**

Het tot stand komen van het Ministerie van Volksgezondheid heeft natuurlijk de kwestie op den voorgrond gebracht van het voorziene gebruik van het buitengewoon krediet van 100 miljoen, ter beschikking gesteld van het nieuw Departement.

Voorerst dient aangestipt dat het Ministerie van Volksgezondheid de uitvoering van gezondheidswerken (riolen, watervoorziening, begraafplaatsen, enz.) tot zijn bevoegdheden telt, terwijl dit vroeger onder controle van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken geschiedde.

Te dien einde was op de begrooting voor 1936 een krediet van 50 miljoen voorzien.

Met voldoening zal men vernemen dat de uitvoering van dergelijke werken is voorzien met versneld tempo, dat uit dien hoofde een bijkomende uitgave van 15 miljoen wordt voorzien, hetzij te zamen 65 miljoen.

Op de 2,700 gemeenten van het land zijn er ten huidigen dage slechts 700 van waterleiding voorzien. De aanzienvolle propaganda welke zal worden ondernomen om het aantal van die waterleidingen te vermeerderen, heeft voor gevolg de noodzakelijkheid over te gaan tot de zuivering van de zich aan de grondoppervalkte bevindende waters. Dezelfde noodwendigheid geldt voor de waterloopen welke afvalwater meevoeren. Denaangaande werd medegedeeld dat de werken aan de Vesdre normaal vorderen en dat de proefnemingen betreffende de Spiere voldoende uitslagen opleverden, waardoor het ongetwijfeld mogelijk zal zijn de met Frankrijk gevoerde onderhandelingen snel in een beslissend stadium te leiden.

Het Departement voorziet insgelijks een post van 10 miljoen frank

constructions hospitalières. Jusqu'à présent, le budget ordinaire de la Justice accordait des subventions aux constructions hospitalières. Elles étaient de l'import du 1/8 du montant des travaux de gros œuvre. Dans ce genre de construction, il n'y a pas que les travaux de gros œuvre qui soient importants et intéressants. Il paraît logique que l'intervention de l'Etat dans la construction d'un hôpital, d'un hospice, d'un orphelinat soit analogue à son intervention dans les travaux de construction d'un réseau d'égout, soit 33 p. c.

Enfin, les études faites ont révélé qu'une œuvre considérable restait à entreprendre dans le domaine de l'équipement du pays en stades, plaines de jeux, bassins de natation, salles de gymnastique. Un programme d'ensemble comporte une dépense de 100 millions de francs. Une première tranche de 25 millions de francs est prévue pour 1937.

Si l'aphorisme qui veut que la construction d'une piscine épargne celle d'un hôpital est exact, on ne peut que se féliciter de l'intention du Département de se poser résolument en protagoniste de l'éducation physique et des sports.

voor den bouw van hospitalen. Tot heden werden op de gewone begroting van Justitie toelagen verleend voor het bouwen van hospitalen. Zij bereikten 1/8 van het bedrag van den ruwbouw. Bij die constructies zijn de ruwbouwwerken niet alleen belangrijk en belangwekkend. Het lijkt onlogisch dat de tusschenkomst van den Staat in den bouw van een hospitaal, van een ouderlingengesticht, van een weezenhuis gelijk zou zijn aan zijn tusschenkomst in de aanleggingskosten van een rioolnet, hetzij 33 t. h.

Ten slotte bleek uit de gedane studies dat nog een aanzienlijk werk dient verwezenlijkt op gebied van de uitrusting van het land in stadions, speelpleinen, zwembaden, turnzalen. Een gezamenlijk programma behelst een uitgave van 100 miljoen frank. Een eerste schijf van 25 miljoen frank is voor 1937 voorzien.

Indien het gezegde waarheid bevat, dat het aanleggen van een zwembad de kosten uitspaart van een hospitaal, mag men zich slechts verheugen over het inzicht van het Departement zich zonder aarzelen aan te stellen als bevorderaar van de lichamelijke opvoeding en van de sport.

**Enseignement spécial relevant de l'Administration de l'Hygiène (1936).**  
**Bijzonder onderwijs afhangende van het Bestuur van Volksgezondheid (1936).**

---

## I. — ÉCOLES D'INFIRMIERES. — SCHOLEN VOOR VERPLEEGSTERS.

### PROVINCE D'ANVERS. — PROVINCIE ANTWERPEN.

1. — Sint Berlindisschool voor ziekenverpleegsters, 211, Lozanastraat, Antwerpen.
2. — School voor ziekenverpleging, Stuyvenberggasthuis, Antwerpen.
3. — Sint Vincentiusschool voor verpleegsters, 20, Sint Vincentiusstraat, Antwerpen.
4. — Sinte-Elisabethschool voor ziekenverpleging, 24, de Stassartstraat, Mechelen.  
Sint-Norbertusschool voor verpleegsters. Duffel.

### PROVINCE DE BRABANT. — PROVINCIE BRABANT.

5. — Ecole d'infirmières Sainte-Camille, 206, avenue Defré, Uccle.
6. — Ecole Edith Cavell-Marie Depage pour infirmières, 32, rue Edith Cavell, Uccle.
7. — Ecole d'infirmières annexée à l'Institut médico-chirurgical (Dr. Mayer), 62, rue Froissard, Bruxelles.
8. — Ecole universitaire d'infirmières, Hôpital Saint-Pierre, rue Haute, Bruxelles.
9. — Ecole d'infirmières de l'hôpital Brugmann, Jette-Saint-Pierre.
10. — Ecole Sainte-Elisabeth pour infirmières, 57, Voer des Capucins, Louvain.
11. — Ecole d'infirmières Salve Mater, à Lovenjoul-lez-Louvain.
12. — Sœurs hospitalières Augustines, Institut SS.-Jean-Elisabeth, 7, rue des Cendres, Bruxelles.
13. — Ecole d'infirmières de l'hôpital, 61, rue du Cygne, Ixelles.
14. — Sint-Augustinusschool voor verpleegsters, 8, Vlaanderenstraat, Vilvoorde.
15. — School voor ziekenverpleging, Kliniek van H. Hart, te Assche.

### FLANDRE OCCIDENTALE. — WEST-VLAANDEREN.

16. — Sint-Elisabethschool voor verplegers en verpleegsters, 38, Walplaats, te Brugge.

### FLANDRE ORIENTALE. — OOST-VLAANDEREN.

17. — Provinciale School voor ziekenverpleegsters, 23, Maria Hendrikaplaats, Gent.
18. — School voor ziekenverplegers Broeders van Liefde, 127, Stropstraat, Gent.
19. — Sint-Vincentiusschool voor ziekenverpleegsters, Zusters van J. M., 50, Molenaarstraat, Gent.

20. — Sint-Augustinusschool, O. L. V. Kliniek, Aalst.
21. — Gesticht Sint-Hieronymus, Sint-Niklaas.
22. — School voor ziekenverpleging, Zusters Hospitaal, Sint-Niklaas-Waes.
23. — Sint-Blasius Kliniek, 111, Kerkstraat, Dendermonde.
24. — School voor verpleegsters der Zusters van het Ziekenhuis, Sint-Niklaas-Waes.
25. — School Sinte-Anna voor verpleegsters Zusters van den H. Vincentius, Beveren-Waes.

**PROVINCE DE HAINAUT. — PROVINCIE HENEGOUW.**

26. — Ecole d'infirmières Sainte-Waudru, Pont Canal, Mons.
27. — Ecole professionnelle provinciale pour infirmières, 31, rue des Clercs, Mons.
28. — Ecole professionnelle provinciale pour infirmières, 17, rue de la Digue, Charleroi.
29. — Ecole professionnelle provinciale pour infirmières, avenue Rêve d'Or, La Louvière.
30. — Ecole d'infirmières de l'hôpital-clinique Saint-Joseph, Gilly.
31. — Ecole d'infirmières Jeanne d'Arc, 83, rue Saint-Martin, Tournai.
32. — Ecole provinciale pour infirmières, 1, boulevard Albert Ier, Tournai.

**PROVINCE DE LIÉGE. — PROVINCIE LUIK.**

33. — Ecole provinciale pour infirmières, 21, place Coronmeuse, Herstal-Liége.
34. — Ecole d'infirmières de Verviers, 28, rue de Limbourg, Verviers.
35. — Ecole d'infirmières Sainte-Julienne, Bois-de-Breux-lez-Liége.

**PROVINCE DE NAMUR. — PROVINCIE NAMEN.**

36. — Ecole d'infirmières Sainte-Elisabeth, 19, place Louise Godin, Namur.

**PROVINCE DE LIMBOURG. — PROVINCIE LIMBURG.**

37. — School voor verpleegsters «Mater Salvatoris», 2, Salvatorstraat, Hasselt.

**II. — ÉCOLES D'ACCOUCHEUSES. — SCHOLEN VOOR  
VROEDVROUWEN.**

**PROVINCE D'ANVERS. — PROVINCIE ANTWERPEN.**

1. — Stedelijk moederhuis verbonden aan den Openbaren Onderstand der stad Antwerpen, Vinkenstraat, 50, Antwerpen.
2. — School Sinte-Anna-Marie, Hobokenstraat, 3, Antwerpen.
3. — Sint-Vincentiusschool verbonden aan het Sint-Vincentius moederhuis 20, Sint-Vincentiusstraat, Antwerpen.
4. — Provinciale vroedvrouwenschool en Moederhuis, Antwerpschesteenveld, Mechelen.

**FLANDRE ORIENTALE. — OOST-VLAANDEREN.**

5. — Vroedvrouwenschool van Oost-Vlaanderen, 7, Bijlokekaai, Gent.

## FLANDRE OCCIDENTALE. — WEST-VLAANDEREN.

6. — Vroedvrouwenschool Sinte-Anna verbonden aan het Moederhuis Sinte-Anna, Sinte-Annarei, 6-7, Brugge.
7. — Vrije beroepschool voor vroedvrouwen Moederhuis van Sint-Jans hospitaal, 9, Oostmeersch, Brugge.

## PROVINCE DE LIMBOURG. — PROVINCIE LIMBURG.

8. — Provinciale vroedvrouwenschool, te Hasselt.

## PROVINCE DE BRABANT. — PROVINCIE BRABANT.

9. — Ecole d'accoucheuses de l'hôpital Brügmann, place Arthur Van Gehuchten, Bruxelles (II).
10. — Ecole d'accoucheuses Sainte-Elisabeth, 206, avenue Defré, Uccle.
11. — Ecole d'accoucheuses de la Maternité d'Ixelles, 61, rue Léon Cussez, Ixelles.
12. — Ecole d'accoucheuses de l'Institut de la Charité Maternelle, 39, rue Malibran, Ixelles.

## PROVINCE DE HAINAUT. — PROVINCIE HENEGOUW.

13. — Ecole provinciale pour sages-femmes, Hôpital civil, 2, boulevard des Etats-Unis, Mons.
14. — Ecole provinciale d'accouchements, 19, rue de la Digue, Charleroi.
15. — Ecole Sainte-Elisabeth, section accouchement, Clinique maternelle, 62, rue de la Science, Charleroi.
16. — Ecole provinciale d'accouchements, Hôpital civil, boulevard de Lalaing, Tournai.
17. — Ecole libre d'enseignement pour sages-femmes. Maternité de la compassion maternelle, 24, rue des Carliers, Tournai.

## PROVINCE DE LIÉGE. — PROVINCIE LUIK.

18. — Ecole d'enseignement pour sages-femmes, 81, boulevard de la Constitution, Liège.

## PROVINCE DE NAMUR. — PROVINCIE NAMEN.

19. — Ecole d'accouchements, Maternité provinciale, 22, avenue de Salzinnes, Namur.

III. — ÉCOLES DE SOIGNAGE. (Arrêté ministériel du 14 septembre 1926.)  
SCHOLEN VOOR VERPLEGING (*Ministerieel besluit van 14 September 1926.*)

1. — Ecole Saint-Servais, 53, rue Joseph Brand, Schaerbeek.
2. — Section de soignage de l'Ecole professionnelle d'infirmiers et d'infirmières, 110, boulevard Maurice Lemonnier, Bruxelles.
3. — Ecole de soignage de l'Hôpital civil, 92, boulevard Paul Janson, Charleroi.

## IV. — AUTRES ÉCOLES. — ANDERE SCHOLEN.

1. — Ecole de puériculture, 65, rue Antoine Gauthier, Etterbeek.
2. — Ecole de puériculture « Notre Abri », 85, rue Colonel Chaltin, Uccle.
3. — Ecole supérieure de Kinésithérapie, 18, rue de l'Association, Bruxelles.

**Oeuvres de prophylaxie. — Tuberculose. — Cancer. — Syphilis, etc. — Utilisation et contrôle des crédits.**

Quel est le contrôle exercé sur l'emploi des subsides octroyés aux œuvres de prophylaxie (tuberculose, cancer, syphilis, etc.)?

RÉPONSE.

D'une manière générale, toutes les œuvres subventionnées sont soumises au contrôle de l'Inspection d'Hygiène du Gouvernement. D'autre part, l'Administration de l'Hygiène subordonne l'octroi des subventions à des règles déterminées.

A. — *Tuberculose.*

L'Administration de l'Hygiène établit les principes de la lutte antituberculeuse, en accord avec le Conseil Supérieur d'Hygiène et l'Œuvre Nationale Belge de défense contre la tuberculose. Elle mène cette lutte en étroite collaboration avec les organismes privés groupés par l'Œuvre Nationale et qui travaillent sous le contrôle de l'Administration de l'Hygiène au moyen des fonds qu'elle leur fournit.

En 1937, l'Administration de l'Hygiène dispose pour la prophylaxie de la tuberculose d'un crédit de 10,000,000 de francs inscrit au budget ordinaire et du « Fonds destiné à intensifier la lutte contre la tuberculose » (Fonds de 100,000,000 de francs) inscrit au budget pour ordre.

BUDGET ORDINAIRE.

1<sup>o</sup> *Prophylaxie générale.* — Une somme de 4,500,000 francs est consacrée à l'intervention de l'Etat dans les frais de fonctionnement des dispensaires et de leurs services de préservation de l'enfance. Le Département

**Prophylaxewerken. — Tuberculose. — Kanker. — Syphilis, enz. — Benuttiging van en toezicht over de kredieten.**

Welk toezicht wordt uitgeoefend over het gebruik der toelagen verleend aan de prophylaxewerken (tuberculose, kanker, syphilis, enz.) ?

ANTWOORD.

Over 't algemeen zijn al de gesubsidieerde werken onderworpen aan het toezicht van de Regeeringsinspectie der Hygiene. Anderzijds maakt het Bestuur der Hygiene de toekenning van toelagen ondergeschikt aan bepaalde regelen.

A. — *Tuberculose.*

Het Bestuur der Hygiene legt de beginselen vast van den strijd tegen de tering, in overleg met den Hooger Raad voor Hygiene en het Belgisch Nationaal Werk voor Teringbestrijding. Het bestuur voert dezen strijd in nauwe samenwerking met de private organismen die, gegroepeerd door het Nationaal Werk, onder het toezicht arbeiden van het Bestuur der Hygiene door middel van door dit Bestuur verstrekte fondsen.

In 1937 beschikt het Bestuur der Hygiene voor de prophylaxe der tuberculose over een krediet van 10 miljoen frank ingeschreven op de gewone begroting, en over het « fonds bestemd om de teringbestrijding te versterken » (fonds van 100 miljoen frank), ingeschreven op de begroting voor order.

GEWONE BEGROTING.

1<sup>o</sup> *Algemeene prophylaxe.* — Een som van 4,500,000 frank wordt besteed aan de Staatstusschenkomst in de bedrijfskosten der dispensaria en hun diensten tot voorbehoeding der kinderen. Het Departement van Volks-

de la Santé publique, par l'intermédiaire de l'Œuvre Nationale Belge de défense contre la tuberculose, accorde aux dispensaires des subventions proportionnées à l'importance de leur action prophylactique et notamment du nombre de leurs malades bacillaires, subventions qui ne peuvent dépasser 70 p. c. de leurs dépenses de fonctionnement. L'octroi de ces subventions est contrôlé par l'Administration de l'Hygiène qui en transmet la justification à la Cour des Comptes. D'autre part, elle contrôle l'emploi que les dispensaires font de ces subventions, en examinant les pièces comptables justificatives des dépenses, que ces organismes lui communiquent annuellement.

2º une somme de 5,500,000 francs est consacrée à l'intervention de l'État dans les frais de fonctionnement des sanatoriums, à concurrence de 5 francs par journée d'hospitalisation. Cette intervention ayant pour but de diminuer le coût de la journée d'entretien, se produit en faveur des malades.

Cette intervention est justifiée par la production de la liste nominative des bénéficiaires.

#### BUDGET POUR ORDRE.

Le Fonds de 100,000,000 de francs destiné à intensifier la lutte contre la tuberculose est consacré à toutes opérations ayant pour but la création, l'amélioration, l'agrandissement, l'ouillage et l'aménagement d'établissements antituberculeux de toute nature.

Le Département de la Santé publique poursuit son programme d'amélioration de l'armement antituberculeux du pays, en commun accord avec l'Œuvre Nationale Belge de défense contre la tuberculose.

Depuis 1930, année où le Fonds a été créé, une somme totale de 17 mil-

gezondheid, door tusschenkomst van het Belgisch Nationaal Werk voor Teringbestrijding, verleent aan de dispensaria toelagen volgens den omvang hunner prophylaxewerking en name-lijk het aantal hunner bacille-zieken, toelagen die niet 70 t. h. hunner bedrijfsuitgaven mogen overschrijden. Het toekennen dezer toelagen wordt gecontroleerd door het Bestuur der Hygiene dat er de verantwoording van overmaakt aan het Rekenhof. Anderzijds controleert het Bestuur het gebruik dezer toelagen door de dispensaria, door de boekhouding over de uitgaven dewelke deze organismen jaarlijks mededeelen, na te zien.

2º Een bedrag van 5,500,000 frank wordt besteed aan de tusschenkomst van den Staat in de kosten van werk-ing van de sanatoria op voet van 5 frank per dag hospitalisatie. Deze tusschenkomst heeft ten doel de kosten per dag-onderhoud te verminderen en komt dus ten goede aan de zieken.

Deze tusschenkomst wordt gewet-tigd door het overleggen van de naam-lijst der rechthebbenden.

#### BEGROTING VOOR ORDER.

Het Fonds van 100,000,000 frank bestemd om den strijd tegen de tuber-culose krachtdadiger aan te binden, wordt besteed aan alle verrichtingen die ten doel hebben de oprichting, de verbetering, de uitbreiding, de uit-rusting en de inrichting van anti-teringinstellingen van allen aard.

Het Departement van Volksgezond-heid gaat voort met het verwezenlijken van zijn programma tot verbetering van de anti-teringuitrusting van het land, in gemeen overleg met het Belgisch-Nationaal Werk voor tering-bestrijding.

Sedert 1930, jaar tijdens hetwelk het Fonds werd gesticht, werd er een

lions de francs a été dépensée sur ce Fonds, en faveur de la construction ou de l'agrandissement de sanatoriums et de dispensaires.

L'emploi de ce Fonds est soumis à un contrôle serré : les projets sont soumis à l'examen préalable de l'Œuvre Nationale Belge de défense contre la tuberculose et du Conseil supérieur d'Hygiène publique. Ils ne sont mis à exécution qu'après avoir été approuvés par l'Administration de l'Hygiène. Les travaux sont mis en adjudication publique et les dépenses faites sont justifiées à la Cour des Comptes.

Le Comité du Budget a autorisé un prélèvement sur ce Fonds de 10,000,000 de francs en 1936 et de 31,000,000 de francs en 1937. Ces sommes seront consacrées aux travaux suivants :

Agrandissement du sanatorium Baronne Lucie Lambert, à Buysingen;

Construction de dispensaires à Hasselt, Seraing, Charleroi, Mouscron, Wandre, Louvain, La Louvière, Hal, Hannut, Genck, Frameries, Vilvorde, Malmedy, Virton,

Installation radiologique du dispensaire de Liège;

Installations radiographiques des dispensaires de Namur, Neufchâteau, Willebroeck, Mons;

Installations radioscopiques aux dispensaires de Boom, Deurne, Renaix, Nivelles, Enghien, Hannut, Genck, Malmedy;

Reconstruction du Home de la Pré-servation de l'Enfance, à Flobecq;

Agrandissement du préventorium marin de Clemskerke;

Construction d'un institut de cure helio-marine, à Groenendijk;

Ameublement du sanatorium Edith Cavell, à Obourg;

globaal bedrag van 17 miljoen uitgegeven op dit Fonds ten bate van het bouwen of vergrooten van sanatoria en dispensariums.

Het gebruik van dit fonds is aan een scherpe controle onderworpen : de ontwerpen worden voorgelegd aan het voorafgaand onderzoek van het Belgisch Nationaal Werk voor tering-bestrijding en van den Hoogen Raad voor Volksgezondheid. Zij worden enkel uitgevoerd na te zijn goedgekeurd door het Bestuur van Volksgezondheid. Een openbare aanbesteding wordt voor deze werken uitgeschreven en de uitgaven worden gerechtvaardigd bij het Rekenhof.

Het Begrootingscomité heeft zijn toestemming verleend voor de afname op dit fonds van een bedrag van 10 miljoen in 1936 en van 31 miljoen in 1937. Deze sommen zullen worden besteed aan de volgende werken :

Vergrooting van het sanatorium Lucie Lambert te Buizingen;

Bouwen van dispensariums te Hasselt, Seraing, Charleroi, Moeskroen, Wandre, Leuven, La Louvière, Halle, Hannut, Genk, Frameries, Vilvoorde, Malmedy, Virton;

Radiologische uitrusting van het dispensarium te Luik;

Radiografische uitrusting van de dispensariums van Namen, Neufchâteau, Willebroek, Bergen;

Radioscopische uitrusting van de dispensariums te Boom, Deurne, Ronse Nijvel, Edingen, Hannut, Gent, Malmedy.

Heropbouw van het home ter voorbehoeding van de kindsheid te Vloesberg;

Vergrooting van het preventorium voor zeelieden te Clemskerke;

Bouwen van een instituut voor zon-en zeekuur te Groenendijk;

Meubileering van het sanatorium Edith Cavell, te Obourg;

Construction d'un sanatorium pour la petite bourgeoisie;

Reconstruction du sanatorium Lizzie-Marsily, à Westmalle;

Reconstruction du sanatorium d'Auderghem;

Construction d'un atelier d'apprentissage annexé au sanatorium « Rose de la Reine », à Buizinghen;

Ameublement et équipement de l'institut médico-chirurgical de Groenendijk;

Intervention dans les frais de construction d'un sanatorium, à Tombeek;

Intervention dans les frais occasionnés à la C. A. P. de Bruxelles par la construction d'un sanatorium;

Construction d'un pavillon pour enfants de 3 à 6 ans en annexe au sanatorium Baronne Lucie Lambert, à Buizinghen.

#### B. — *Cancer.*

En 1937 le crédit relatif à la prophylaxie du cancer s'élève à 1 million 500,000 francs.

D'accord avec le Conseil Supérieur d'Hygiène et la Commission d'études du Cancer, ce crédit est employé comme suit :

1<sup>o</sup> un subside de 40,000 francs est alloué à la Ligue Nationale Belge contre le Cancer pour l'aider dans sa propagande;

2<sup>o</sup> un subside de 50,000 francs est alloué à l'Œuvre du Calvaire qui recueille les cancéreux incurables;

3<sup>o</sup> un subside est accordé aux quatre centres anticancéreux universitaires, centres de recherches et de traitement.

Ce subside est subdivisé en une partie fixe égale pour les quatre centres et une partie mobile proportionnelle au nombre des malades traités par les rayons ou par le radium.

Bouwen van een sanatorium voor de kleine burgerij;

Heropbouw van het sanatorium Lizzie-Marsily, te Westmalle;

Heropbouw van het sanatorium te Oudergem;

Bouwen van een leerwerkhuis, gehecht aan het sanatorium « Koninginnoeroos » te Buizingen;

Meubileering en uitrusting van het medisch-heelkundig instituut te Groenendijk;

Tusschenkomst in de bouwkosten van een sanatorium te Tombeek;

Tusschenkomst in de onkosten van de C.O.O. van Brussel voor den bouw van een sanatorium;

Bouwen van een paviljoen voor kinderen van drie tot zes jaar als bijgebouw van het sanatorium Baronnes Lucie te Buizingen.

#### B. — *Kanker.*

In 1937 bedraagt het krediet voor de prophylaxe van den kanker 1,500,000 frank.

In overleg met den Hooger Raad voor Hygiëne en de Studiecommissie van den Kanker, wordt dit krediet als volgt gebruikt :

1<sup>o</sup> een toelage van 40,000 frank wordt toegekend aan het Belgisch Nationaal Verbond tegen den Kanker, om het in zijn propaganda te helpen;

2<sup>o</sup> een toelage van 50,000 frank wordt verleend aan het Werk van den Kalvarieberg dat de ongeneesbare kankerlijders opneemt;

3<sup>o</sup> een toelage wordt toegekend aan de vier universitaire centra tegen den kanker, centra voor opzoeken en verpleging.

Deze toelage wordt onderverdeeld in een vast gelijk deel voor de vier centra en een schommelend deel volgens het aantal zieken, behandeld door de stralen of de radium.

Ces subventions sont octroyées sur la production par les centres de leur compte annuel, et d'un rapport détaillé sur leur activité.

#### C. — *Syphilis.*

Montant du crédit en 1937 : 1 million de francs.

L'État accorde sur ce crédit :

1<sup>o</sup> une subvention de 34,000 francs à la Ligue Nationale Belge contre le Péril vénérien pour l'aider dans ses frais de propagande;

2<sup>o</sup> une intervention de 3 francs par consultation dans les frais de fonctionnement des dispensaires antisiphilitiques agréés pour le traitement, aux frais de l'Etat, des malades peu aisés atteints de syphilis.

Ces dispensaires sont soumis au contrôle de l'Inspection d'Hygiène du Gouvernement;

3<sup>e</sup> la gratuité des remèdes antisiphilitiques prescrits par les médecins titulaires d'un dispensaire agréé. Les factures relatives à ces fournitures gratuites sont vérifiées par l'Administration de l'Hygiène et par la Nationale Pharmaceutique.

\* \* \*

#### DEUXIÈME QUESTION.

Comment ces œuvres tirent-elles parti des subsides de l'État?

#### RÉPONSE.

Grâce aux subventions de l'État :

1<sup>o</sup> les dispensaires antituberculeux (centres de triage, de dépistage et d'assistance), peuvent s'assurer le concours permanent du personnel médical et infirmier indispensable à leur mission prophylactique, et consacrer une notable partie de leurs ressources propres à leur mission d'assistance;

Deze toelagen worden verleend op voorlegging, door de centra, van hun jaarrekening en van een omstandig verslag over hun bedrijvigheid.

#### C. — *Syphilis.*

Bedrag van het krediet in 1937 : 1,000,000 frank.

De Staat verleent op dit krediet :

1<sup>o</sup> een toelage van 34,000 frank aan het Belgisch Nationaal Verbond tegen het Venerisch Gevaar, om het in zijn propagandakosten te helpen;

2<sup>o</sup> een tusschenkomst van 3 frank per raadpleging in de bedrijfskosten der antisiphilisdispensaria voor het verzorgen, op Staatskosten, der weinig begoede zieken, aangetast door syphilis.

Deze dispensaria zijn onderworpen aan de controle van de Regeerings-inspectie der Hygiene;

3<sup>o</sup> de kosteloosheid der antisiphilitische geneesmiddelen voorgeschreven door de geneesheeren titularissen van een aangenomen dispensarium. De rekeningen betreffende deze kosteloze leveringen worden nagezien door het Bestuur der Hygiëne en door de Nationale Pharmaceutische.

\* \* \*

#### TWEEDE VRAAG.

Hoe maken deze werken de Staats-toelagen ten nutte ?

#### ANTWOORD.

Dank zij de Staatstoelagen :

1<sup>o</sup> kunnen de antiteringsdispensaria (sorteerings-, opsporings- en bijstandscentra) zich de bestendige medewerking verzekeren van het medisch en verpleegpersoneel onontbeerlijk tot hun prophylactische zending, en een merkbaar deel hunner eigen inkomsten besteden aan hun zending van bijstand;

2<sup>o</sup> les sanatoriums peuvent recevoir un plus grand nombre de malades grâce à l'abaissement du prix de la journée d'entretien obtenu par l'intervention de 5 francs par journée d'hospitalisation;

3<sup>o</sup> l'Œuvre Nationale Belge de défense contre la tuberculose dispose d'un armement antituberculeux plus étendu et mieux outillé;

4<sup>o</sup> les centres anti-cancéreux universitaires peuvent faire face aux dépenses énormes que leur occasionnent leurs installations coûteuses de Roentgentherapie et de Curiethérapie;

5<sup>o</sup> la Ligue Nationale Belge contre le Cancer et la Ligue Nationale Belge contre le Péril vénérien reçoivent les moyens nécessaires pour accomplir leur mission de propagande et de vulgarisation (diffusion de tracts et d'affiches, organisation de conférences).

#### **La Croix-Rouge de Belgique.**

Un membre de la Commission sénatoriale ayant demandé le caractère de l'intervention du Département dans l'activité de la Croix-Rouge, les services ont répondu par l'envoi de la note suivante :

« La Croix-Rouge », créée, en principe, en vue d'une mission humanitaire en temps de guerre a assumé également après la période 1914-1918, une mission sanitaire et hygiénique en temps de paix.

» La Croix-Rouge statutairement auxiliaire du service de santé de l'armée assure donc, en certaines circonstances, un véritable service public, et prend ainsi un caractère officiel. Mais comme pour réaliser son programme elle doit faire appel au concours bénévole de la population, elle a été organisée sous forme d'une association privée, jouissant en vertu de la loi du 30 mars 1891 de la personification civile, dans des limites et conditions déterminées.

2<sup>o</sup> kunnen de sanatoria een groter aantal zieken opnemen, dank zij de verlaging van den prijs per dagverblijf, bekomen door de toelage van 5 frank per dag opname;

3<sup>o</sup> beschikt het Belgisch Nationaal Werk voor Teringbestrijding over een uitgebreider en beter uitgerust anti-teringmateriaal;

4<sup>o</sup> kunnen de universitaire centra tegen den kanker de ontzaglijke uitgaven dragen hunner kostelijke inrichtingen voor Roentgentherapie en Curie-therapie;

5<sup>o</sup> ontvangen het Belgisch Nationaal Verbond tegen den Kanker en het Belgisch Nationaal Verbond tegen het Venerisch Gevaar de noodige middelen om hun propaganda- en voorlichtingszending (verspreiding van strooibrieven en plakkaten, inrichting van voordrachten) te vervullen.

#### **Het Roode Kruis van België.**

Een lid der Senaatscommissie heeft gevraagd welke de aard is van de tusschenkomst van het Departement in de werkzaamheid van het Roode Kruis. De diensten hebben met volgende nota geantwoord :

« Het Roode Kruis », in beginsel opgericht met het oog op een menschlievende zending in oorlogstijd, heeft insgelijks na het tijdperk 1914-1918 een gezondheids- en hygienische taak op zich genomen in vredestijd.

» Het Roode Kruis dat, volgens de statuten een hulp is van den gezondheidsdienst van het leger, neemt dus in sommige omstandigheden een echten openbare dienst waar en krijgt aldus een officieel karakter. Maar, daar het om zijn programma te verwezenlijken beroep moet doen op de bereidwillige medewerking der bevolking, werd het ingericht onder vorm eener private vereeniging, die krachtens de wet van 30 Maart 1891 rechtspersoonlijkheid kreeg, binnen bepaalde perken en voorwaarden.

» Ces limites et conditions fixent les principes d'après lesquels s'exerce l'autorité de l'Etat sur la Croix-Rouge.

» En vertu de ce droit de tutelle, il appartient au Roi de nommer le Conseil général de l'association; ce Conseil comprend un délégué de l'armée et un délégué de l'Administration de l'Hygiène, vice-présidents de droit.

» Le président et un certain nombre de membres du Conseil général composent le Comité exécutif de la Croix-Rouge.

» L'article 43 des statuts stipule qu'après l'assemblée générale annuelle un rapport sur l'activité de l'association sera envoyé au Ministre de la Défense Nationale et au Ministre de l'Intérieur (actuellement de la Santé publique) à qui sont soumis aussi les comptes des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé.

» A l'origine il était réservé au Ministre de la Défense Nationale d'intervenir plus particulièrement dans le fonctionnement de la Croix-Rouge; ce Département fournissant à cet organisme les directives tendant à assurer, en temps de paix, les ressources de l'activité de l'association en vue de sa mission en temps de guerre.

» En 1921 cependant, en vertu d'une décision du Premier Ministre Theunis, la Croix-Rouge a été rattachée au Ministère de l'Intérieur à raison de son action sanitaire et hygiénique poursuivie en temps de paix.

» L'Administration de l'Hygiène accorde son patronage aux efforts de la vulgarisation sanitaire développés par la Croix-Rouge, notamment à l'occasion de ses semaines de propagande.

» Deze perken en voorwaarden stellen de beginselen vast volgens dewelke het gezag van den Staat uitgeoefend wordt op het Roode Kruis.

» Krachtens dit recht van voogdijschap, behoort het aan den Koning den Algemeenen Raad van de vereeniging aan te stellen; deze Raad telt een afgevaardigde van het leger en een afgevaardigde van het Bestuur van Volksgezondheid, van rechtswege ondervoorzitters.

» De voorzitter en een zeker aantal leden van den Algemeenen Raad vormen het uitvoerend Comité van het Roode Kruis.

» Artikel 43 der statuten bepaalt dat, na de algemeene jaarlijksche vergadering, een verslag over de bedrijvigheid van de vereeniging aan den Minister van Landsverdediging en aan den Minister van Binnenlandsche Zaken (thans van Volksgezondheid) zal worden gezonden, wien ook de rekeningen der ontvangsten en uitgaven van het verloopen dienstjaar worden voorgelegd.

» Aanvankelijk was het alleen de Minister van Landsverdediging die zich inzonderheid met de werking van het Roode Kruis bezig hield, daar dit Departement aan bedoeld organisme de onderrichtingen verstrekte om, in vredetijd, de inkomsten van de bedrijvigheid van de vereeniging te verzekeren met het oog op haar taak in oorlogstijd.

» In 1921 evenwel, krachtens een beslissing van den Eersten Minister Theunis, werd het Roode Kruis aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken toegevoegd wegens zijn actie in vredetijd op gebied van gezondheid en hygiene.

» Het Bestuur der Volksgezondheid verleent zijn bescherming aan de pogingen tot vulgarisatie op sanitair gebied door het Roode Kruis gedaan, onder meer naar aanleiding van zijn propagandaweken.

» Les médecins-inspecteurs d'hygiène font partie de ses jurys d'examen.

\* \* \*

» Dans l'ensemble des œuvres créées par la Croix-Rouge, une place spéciale doit être réservée au Fonds des Calamités.

» Ce Fonds a été constitué par un arrêté royal du 3 octobre 1925, pris en exécution d'une décision du Conseil des Ministres, faisant don à l'Association de la Croix-Rouge d'une somme d'un million de francs réclamée à l'Allemagne, en réparation de l'assassinat du lieutenant Graff, en territoire occupé; il s'est accru de ressources d'origines diverses et il atteint aujourd'hui un total de plusieurs millions.

» Le Département de l'Intérieur (Administration de l'Hygiène) a, par dépêche du 8 octobre 1925, déterminé le statut de ce Fonds.

» Il a complété le statut, en imposant à la Croix-Rouge, par dépêche du 10 mai 1932, l'obligation de soumettre à l'Administration de l'Hygiène le projet d'emploi des sommes données par le public pour venir en aide aux victimes de catastrophes ou de calamités publiques. »

#### **Les distributions d'eau.**

La Commission sénatoriale ayant été saisie d'une demande de renseignements au sujet de l'action du Département dans la solution du problème des distributions d'eau, la réponse ci-dessous a été remise par les services :

« Le Gouvernement porte un vif intérêt aux questions intéressant l'approvisionnement en eau potable des populations; il encourage l'établis-

» De geneesheeren-inspecteurs van volksgezondheid maken deel uit van zijn examencommissies.

\* \* \*

» In het complex der werken opgericht door het Roode Kruis moet een bijzondere plaats worden voorbehouden aan het Rampenfonds.

Dit Fonds opgericht bij koninklijk besluit van 3 October 1925, genomen ter uitvoering van een beslissing van den Ministerraad waarbij aan de Vereeniging Het Roode Kruis een gift van 1 miljoen frank werd gedaan van Duitschland geëischt, als schadeloosstelling voor den moord op Lieutenant Graff, in het bezette gebied; dit bedrag werd aangevuld door ontvangers van verschillenden oorsprong en het beloopt thans verscheidene miljoenen.

» Het Departement van Binnenlandsche Zaken (Bestuur der Volksgezondheid) heeft, bij schrijven van 8 October 1925, het statuut van dit Fonds bepaald.

» Het heeft het statuut aangevuld, door aan het Roode Kruis, bij schrijven van 10 Mei 1932, de verplichting op te leggen aan het Bestuur der Volksgezondheid het ontwerp voor te leggen voor de benuttiging van de door het publiek geschonken bedragen om de slachtoffers van openbare rampen en onheilen ter hulp te komen. »

#### **De Watervoorzieningen.**

Aan de Senaatscommissie was een vraag om inlichtingen gesteld over de werking van het Departement wat betreft de oplossing van het vraagstuk der watervoorzieningen. Het antwoord van de Diensten luidde als volgt :

« De Regeering stelt levendig belang in de belangrijke vraagstukken om de bevolking van drinkbaar water te voorzien; zij moedigt den aanleg

gement de services de distribution d'eau en allouant des subventions s'élevant au tiers de la dépense. Son intervention, en ce domaine, ne se borne cependant pas à une participation financière; elle s'exerce également et surtout au point de vue de l'hygiène, afin que les installations réalisées par les administrations intéressées répondent strictement aux prescriptions de la technique sanitaire et de l'art de l'ingénieur.

» L'Administration de l'hygiène comprend une inspection centrale des travaux d'hygiène qui a pour mission d'éclairer le Ministre de la Santé publique sur la valeur des projets qui lui sont proposés pour approbation. Ces projets sont soumis à une étude approfondie, complétée par un examen des lieux auquel il est procédé de concert avec les délégués des administrations intéressées. La question de l'établissement des captages, qui est d'importance primordiale, est examinée tout spécialement, afin que les eaux captées soient chimiquement et bactériologiquement irréprochables, et soustraîtes à toutes les causes de contamination. Au cours de l'entreprise, les fonctionnaires de l'inspection sont tenus au courant du degré d'avancement des ouvrages de même que des difficultés rencontrées, et visitent les chantiers. A l'achèvement, ils assistent à la réception des ouvrages, dès lors que la bonne qualité des eaux à distribuer a été établie.

« La surveillance ultérieure de la distribution d'eau, et notamment de la qualité des eaux captées, est exercée par les administrations propriétaires des installations, à qui il appartient de faire procéder régulièrement à des analyses chimiques et bactériologiques de l'eau distribuée; ces analyses peuvent être effectuées par les laboratoires de l'Administration de l'hygiène, — laboratoire central, laboratoires

aan van waterleidingen door het toe-kennen van toelagen ten beloope van een derde der uitgave. Haar tusschenkomst op dit gebied beperkt zich echter niet tot een financiële deelneming; zij geldt insgelijks en vooral op gebied van hygiene, opdat de instellingen door de betrokken besturen uitgevoerd stipt aan de voorschriften van de gezondheidstechniek en de kunst van den ingenieur beantwoorden.

» Het Bestuur der hygiene telt een centraal toezicht over de werken van hygiene, dat voor opdracht heeft den Minister van Volksgezondheid in te lichten over de waarde der ontwerpen die ter goedkeuring worden voorgelegd. Deze ontwerpen zijn onderworpen aan een grondige studie, aangevuld door een onderzoek der plaatsen, waartoe overgegaan wordt in overleg met de afgevaardigden van de betrokken besturen. Het vraagstuk van den bouw der opvangingen, dat van hoofdzakelijk belang is wordt zeer bijzonder onderzocht, opdat het opgevangen water chemisch en bacteriologisch onbesproken zou zijn en van alle oorzaak van besmetting bevrijd. In den loop van de onderneming worden de ambtenaren van het toezicht op de hoogte gehouden van de vordering der werken, zoowel als van de moeilijkheden die men tegenkomt, en bezoeken zij de werven. Bij de voltooiing wonen zij de oplevering van de werken bij van zoodra de goede hoedanigheid van het te verdeelen water werd vastgesteld.

« Het latere toezicht over de watervoorziening, en namelijk over de hoedanigheid van het opgevangen water, wordt uitgeoefend door de besturen-eigenaars van de instellingen, welke geregeld moeten doen overgaan tot chemische en bacteriologische ontledingen van het verstrekte water; deze ontledingen kunnen gedaan worden door de laboratoria van het Bestuur van hygiene, — centraal

des inspecteurs d'hygiène en province, et laboratoires provinciaux. Lorsque le Département a connaissance d'un cas spécial où les eaux distribuées sont suspectes, il fait procéder à une enquête, et intervient éventuellement pour que les mesures nécessaires soient prises pour remédier à la contamination du captage.

» Le Département procède également à un examen d'ensemble des installations, surtout de celles des prises d'eau, lorsque des projets d'extension ou de remaniement d'un service d'eau lui sont soumis.

» L'entretien des installations de distribution d'eau par les administrations communales soulève des difficultés. De nombreuses communes maintiennent en parfait état les captages et les divers ouvrages des services d'eau potable. Mais il ne faut pas se dissimuler que certaines administrations ne soumettent pas à une surveillance active, à un entretien méthodique leurs installations de distribution d'eau, installations créées pourtant grâce à une participation pécuniaire importante des pouvoirs publics, et qui présentent une importance essentielle pour l'hygiène et le bien-être des habitants. Il entre dans les intentions du Gouvernement d'intensifier encore la surveillance à laquelle sont soumises les installations de distribution d'eau. »

laboratorium, laboratoria van de gezondheidsopzieners in de provincie, — provinciale laboratoria. Wanneer het Departement kennis krijgt van een bijzonder geval dat het verstrekte water verdacht is, doet het overgaan tot een onderzoek en treedt desgevallend op opdat de noodige maatregelen genomen worden om de besmetting van de opvang te verhelpen.

» Het Departement gaat insgelijks over tot een onderzoek over de instellingen in hun geheel, vooral deze van de wateropvangingen, wanneer ontwerpen van uitbreiding of wijziging van een waterdienst worden voorgelegd.

» Het onderhoud der instellingen van watervoorziening door de gemeentebesturen doet dikwijls moeilijkheden rijzen. Talrijke gemeenten behouden de opvangingen en de verschillende werken der diensten van drinkbaar water in volmaakten toestand. Doch men moet zich niet ontveinzen dat sommige besturen hun instellingen van watervoorziening niet aan een werkelijk toezicht, aan een methodisch onderhoud onderwerpen, hoewel deze instellingen aangelegd werden dank zij een aanzienlijke geldelijke tusschenkomst van de openbare besturen, en zij van hoofdzakelijk belang zijn voor de gezondheid en de welvaart der inwoners. De Regeering heeft de bedoeling het toezicht waaraan de instellingen voor watervoorziening onderworpen zijn nog te verscherpen. »